

**Ministère de la Santé
et des Services sociaux**

**Dénombrement des personnes
en situation d'itinérance
au Québec le 24 avril 2018**

Le présent rapport porte sur les résultats du dénombrement des personnes en situation d'itinérance effectué dans onze régions du Québec au printemps 2018, une démarche réalisée dans le cadre d'une entente convenue entre les gouvernements du Québec et du Canada. Afin de le soutenir en ce qui a trait aux aspects méthodologiques et analytiques entourant le dénombrement, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a retenu les services de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas (Institut) afin de bénéficier de l'expertise de M. Eric Latimer, Ph. D., chercheur rattaché au centre de recherche de cet institut et professeur titulaire à l'Université McGill.

Le MSSS a de plus confié à l'Institut la préparation du rapport, lequel a été rédigé par M. Latimer et son équipe. Ainsi, les analyses et interprétations présentées dans ce document n'engagent que l'Institut, M. Latimer et son équipe.

ÉDITION

La Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux

Le présent document a été édité en quantité limitée et n'est maintenant disponible qu'en version électronique à l'adresse : www.msss.gouv.qc.ca section **Publications**.

Le genre masculin utilisé dans ce document désigne aussi bien les femmes que les hommes.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019

Bibliothèque et Archives Canada, 2019

ISBN : 978-2-550-83710-7 (version PDF)

Tous droits réservés pour tous pays. La reproduction, par quelque procédé que ce soit, la traduction ou la diffusion du présent document, même partielles, sont interdites sans l'autorisation préalable des Publications du Québec. Cependant, la reproduction partielle ou complète du document à des fins personnelles et non commerciales est permise, uniquement sur le territoire du Québec et à condition d'en mentionner la source.

ERRATUM

Veillez prendre note que des corrections ont été apportées aux pourcentages suivants :

- Page xvi, 5^e paragraphe :
Ainsi, au total, **10,5 %** de l'échantillon étaient des immigrants de première génération, contre 13,3 % pour l'ensemble du Québec.
- Page 28, dernier paragraphe:
Globalement, **10,5 %** des répondants venaient d'un autre pays : 8,5 % en tant qu'immigrants (économiques ou parrainés par la famille), 1,3 % en tant que réfugiés et 0,8 % en tant que demandeurs d'asile.
- Page 43, 1^{er} paragraphe
Les personnes en situation d'itinérance dans notre échantillon arrivées au Canada en tant qu'immigrants (économiques ou parrainés par la famille) ou en tant que réfugiés ou demandeurs de statut de réfugié représentaient au total **10,5 %** de notre échantillon, soit un peu moins que dans la population générale (13,3 %) [14].

Équipe de travail

La **coordination de la démarche du dénombrement** a été menée par la Direction des services en dépendance et en itinérance (DSDI) du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), représentée dans ce projet par M^{me} Esther Samson, coordonnatrice du deuxième portrait de l'itinérance au Québec, et M. Philippe Guay, coordonnateur adjoint de ce même portrait. M^{me} Marie-Andrée Gourde, coordonnatrice en itinérance, ainsi que M. Benoit Lefrançois, directeur de la DSDI, ont soutenu ces travaux. Le comité du volet dénombrement (dont les membres sont nommés plus loin), rassemblant des expertises de natures diverses, a été constitué pour contribuer à guider la démarche.

Afin de le soutenir dans les aspects méthodologiques et analytiques entourant le dénombrement, outre le comité du volet dénombrement, le MSSS a mandaté l'Institut universitaire en santé mentale Douglas afin de bénéficier de l'expertise de M. Eric Latimer, Ph. D., chercheur rattaché au centre de recherche de cet institut et professeur titulaire à l'Université McGill. L'équipe de M. Latimer comptait M. Christian Méthot (soutien à l'élaboration de la méthodologie et aux coordonnateurs nationaux – jusqu'en juillet 2018), M. François Bordeleau (supervision des activités de saisie de données, analyse des questionnaires et soutien aux coordonnateurs nationaux), M. Benoît Boullé, M. Rémi Kerjean, M. Paul Gravrand et M^{me} Elisabeth Graveline (saisie des questionnaires) ainsi que M. Mishal Ashraf et M^{me} Zhirong Cao (analyse des questionnaires).

La **rédaction du rapport** a été réalisée par M. François Bordeleau et M. Eric Latimer. Les membres du comité du volet dénombrement, notamment M^{me} Céline Bellot, présidente du comité consultatif du deuxième portrait de l'itinérance, M. Serge Chevalier ainsi que M. Denis Hamel, ont apporté de nombreuses contributions à la rédaction du rapport. Il en va de même pour la DSDI, et tout particulièrement M^{me} Samson qui a collaboré avec MM. Bordeleau et Latimer de façon très étroite sur les révisions successives du rapport et qui a beaucoup contribué à en augmenter la rigueur. M. Jonathan Aubin a assuré la révision linguistique. M. Eric Latimer a assumé la responsabilité globale pour la production du rapport.

Remerciements

Outre les groupes et personnes nommés dans la section précédente, nous remercions les nombreux intervenants et gestionnaires de centaines d'organismes communautaires qui ont collaboré à la collecte de données. Nos remerciements vont également aux centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) ainsi qu'aux centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) qui ont soutenu les différentes activités de collecte de données et mobilisé les acteurs concernés dans leur région respective, de même qu'au ministère de la Sécurité publique, qui a transmis à l'équipe de recherche certaines données sur les personnes en situation d'itinérance dans les établissements de détention et les quartiers cellulaires des postes de police. Nous remercions aussi les centaines de bénévoles qui ont généreusement donné de leur temps pour aller à la rencontre de personnes en situation d'itinérance et remplir le questionnaire avec elles. Enfin, nous tenons à exprimer notre gratitude envers les milliers de personnes en situation d'itinérance qui ont accepté de collaborer en répondant aux questions des intervenants et des bénévoles qui les ont abordées.

Membres du comité du volet dénombrement

Eric Latimer (direction du comité)

Chercheur, Institut universitaire en santé mentale Douglas
Professeur titulaire, Université McGill

Philippe Guay (soutien à la direction du comité)

Coordonnateur adjoint du deuxième portrait de l'itinérance au Québec, Direction des services en dépendance et en itinérance, ministère de la Santé et des Services sociaux

Céline Bellot (à partir de juillet 2018)

Directrice de l'École de travail social, Université de Montréal

François Bordeleau (à partir d'août 2018)

Coordonnateur de recherche, Institut universitaire en santé mentale Douglas

Serge Chevalier

Retraité, Institut national de santé publique du Québec

Sylvie Cornez (jusqu'à juillet 2018)

Consultante, Makivik

Charles Coulombe

Responsable de la coordination intersectorielle en itinérance, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke

Mathieu Frappier

Coordonnateur, Réseau Solidarité Itinérance du Québec

Denis Hamel

Coordonnateur scientifique, Institut national de santé publique du Québec

Annik Gill (à partir d'avril 2018)

Conseillère en santé et services sociaux, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Patrick Hunter

Analyste des politiques, Direction des partenariats de développement communautaire et de lutte contre l'itinérance, Emploi et Développement social Canada

Danny Lacroix

Directeur général, Centre Le Havre de Trois-Rivières

Stéphanie Gareau (à partir de septembre 2018)

Directrice générale, Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal

Roch Hurtubise (jusqu'à juin 2018)

Professeur titulaire, Université de Sherbrooke

James McGregor (jusqu'à septembre 2018)

Directeur général, Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal

Christian Méthot (jusqu'à juillet 2018)

Coordonnateur de recherche, Institut universitaire en santé mentale Douglas

Jacinthe Poulin (jusqu'à avril 2018)

Conseillère en santé et services sociaux, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Laurence Roy (jusqu'à avril 2018)

Professeure adjointe, Université McGill

Esther Samson

Coordonnatrice nationale du deuxième portrait de l'itinérance au Québec, Direction des services en dépendance et en itinérance, ministère de la Santé et des Services sociaux

François Savoie

Chef d'administration des programmes Accès, Info-Social et Équipe mobile de crise, Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière

Comment citer ce document : LATIMER, Eric, et François BORDELEAU. *Dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec le 24 avril 2018*, Ministère de la Santé et des Services sociaux, mars 2019.

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES FIGURES	x
RÉSUMÉ	xiii
I. INTRODUCTION	1
II. OBJECTIFS	3
III. MÉTHODES	3
1. Critères de sélection	3
2. Élaboration du questionnaire	6
3. Collecte de données	6
3.1 Le 24 avril : sillonnage de lieux extérieurs	7
3.2 Disposition de « leurres »	8
3.3 Le 24 avril : ressources ciblées	8
3.4 Après le 24 avril : ressources diverses	8
3.5 Collecte de données administratives	9
4. Examen de la démarche sous l'angle de l'éthique de la recherche	10
5. Analyse des données	10
5.1 Préparation de la base de données	10
5.2 Utilisation des feuilles d'enregistrement	10
5.3 Traitement des questionnaires dans lesquels le lieu où la personne prévoit passer la nuit est manquant	10
5.4 Ajustements pour leurres non trouvés	11
5.5 Ajustements pour les secteurs non couverts	11
5.6 Question supplémentaire posée après le 24 avril sur le type de lieu où la nuit du 24 avril avait été passée	11
5.7 Estimation du nombre de personnes dans les ressources qui n'ont pas participé	12
5.8 Détermination du type de lieu dans lequel se trouvait la personne la nuit du 24 avril	12
5.9 Description des caractéristiques des personnes incluses dans le dénombrement	13
IV. RÉSULTATS	14
1. Déroulement du dénombrement	14
1.1 Soirée du 24 avril	14
1.2 Questionnaires recueillis et retenus pour analyse	17

1.3 Collecte de données administratives	17
2. Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible.....	22
2.1 Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible	22
2.2 Comparaison entre les nombres estimés pour Montréal en 2018 avec ceux estimés pour 2015.....	22
2.3 Personnes en situation d'itinérance cachée	25
2.4 Centres de thérapie et centres de réadaptation en dépendance : région de provenance de la personne et région où est situé le centre	26
3. Caractéristiques des personnes en situation d'itinérance	28
3.1 Analyses regroupant l'ensemble des régions	28
3.2 Analyses selon la région.....	94
Saguenay–Lac-Saint-Jean	101
Capitale-Nationale	109
Mauricie–Centre-du-Québec	118
Estrie	125
Montréal	132
Outaouais.....	142
Chaudière-Appalaches	150
Laval	158
Lanaudière	166
Laurentides	174
Montréal	182
V. DISCUSSION	193
Références	199
Glossaire.....	201
Annexe A. Questionnaires	203
Annexe B. Précisions méthodologiques	221
B.1 Collecte de données des centres hospitaliers ainsi que des centres de détention et quartiers cellulaires des postes de police	221
B.2 Élimination des doublons et traitement des valeurs invraisemblables dans la base de données initiale	222
B.3 Utilisation des informations contenues dans les feuilles d'enregistrement	222
B.4 Approche par rapport à l'analyse statistique	225

Annexe C. Détail de l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance ayant passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur, selon la région	227
Annexe D. Classification des villes selon la taille et la situation géographique	235
Annexe E. Ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement, selon le type	236
Saguenay–Lac-Saint-Jean	236
Capitale-Nationale	237
Mauricie–Centre-du-Québec	238
Estrie	239
Montréal	240
Outaouais	241
Chaudière-Appalaches	242
Laval	243
Lanaudière	244
Laurentides	245
Montréal	246

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Classification canadienne de l'itinérance	4
Tableau 2.	Déroulement du dénombrement dans les différentes régions (début)	15
Tableau 3.	Nombre de questionnaires retenus pour l'analyse après élimination des doublons, selon le type de lieu où la nuit a été passée et selon la région.....	18
Tableau 4.	Nombre de questionnaires selon le type de lieu où ils ont été obtenus et selon le type de lieu où la personne avait passé la nuit, pour l'ensemble des régions....	19
Tableau 5.	Nombre de ressources contactées et ayant contribué au dénombrement, selon la région	20
Tableau 6.	Nombre de ressources contactées et ayant contribué au dénombrement, selon leur nature	21
Tableau 7.	Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible, selon la région et selon le type de lieu où la nuit du 24 avril a été passée	24
Tableau 8.	Répondants ayant passé la nuit dans un centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance, selon la région de provenance et la région où l'établissement est situé.....	27
Tableau 9.	Données sociodémographiques, selon le type de lieu, pour l'ensemble des régions (début).....	29
Tableau 10.	Raisons évoquées de la perte de logement, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit	36
Tableau 11.	Sources de revenu mentionnées, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit	37
Tableau 12.	Services utilisés dans la dernière année, selon le type de lieu – Visites à l'urgence et hospitalisations.....	39
Tableau 13.	Services utilisés dans la dernière année, selon le type de lieu – Policiers et prison	40
Tableau 14.	Services utilisés dans la dernière année, selon le type de lieu – Travailleurs de rue et centres de jour.....	41
Tableau 15.	Services souhaités, selon le type de lieu	42
Tableau 16.	Données sociodémographiques, selon l'identité de genre	47
Tableau 17.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité de genre – Urgences et hospitalisations	54
Tableau 18.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité de genre – Policiers et prison	55
Tableau 19.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité de genre – Travailleurs de rue et centres de jour.....	56
Tableau 20.	Données sociodémographiques, selon le groupe d'âge.....	60
Tableau 21.	Services utilisés au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge – Policiers et prison	68
Tableau 22.	Services utilisés au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge – Urgences et hospitalisations	69

Tableau 23. Services utilisés au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge – Travailleurs de rue et centres de jour.....	69
Tableau 24. Données sociodémographiques, selon l'identité autochtone.....	72
Tableau 25. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité autochtone – Urgences et hospitalisations.....	77
Tableau 26. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité autochtone – Policiers et prison.....	78
Tableau 27. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité autochtone – Travailleurs de rue et centres de jour.....	79
Tableau 28. Données sociodémographiques, selon la taille et la situation géographique de la ville.....	83
Tableau 29. Raisons évoquées de la perte de logement, selon la taille et la situation géographique de la ville.....	87
Tableau 30. Sources de revenu, selon la taille et la situation géographique de la ville.....	88
Tableau 31. Services utilisés au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville – Urgences et hospitalisations.....	90
Tableau 32. Services utilisés au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville – Policiers et prison.....	91
Tableau 33. Services utilisés au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville – Travailleurs de rue et centres de jour.....	92
Tableau 34. Données sociodémographiques, selon la région (début).....	95
Tableau 35. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Saguenay–Lac-Saint-Jean.....	101
Tableau 36. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Saguenay–Lac-Saint-Jean.....	102
Tableau 37. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Capitale-Nationale.....	109
Tableau 38. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Capitale-Nationale (début).....	110
Tableau 39. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Mauricie–Centre-du-Québec.....	118
Tableau 40. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Mauricie–Centre-du-Québec (début).....	119
Tableau 41. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Estrie.....	125
Tableau 42. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Estrie (début).....	126
Tableau 43. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Montréal.....	132
Tableau 44. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Montréal (début).....	134
Tableau 45. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Outaouais.....	142

Tableau 46. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Outaouais (début)	143
Tableau 47. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Chaudière-Appalaches	150
Tableau 48. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Chaudière-Appalaches	151
Tableau 49. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Laval	158
Tableau 50. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Laval	159
Tableau 51. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Lanaudière	166
Tableau 52. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Lanaudière	168
Tableau 53. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Laurentides	174
Tableau 54. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Laurentides (début)	175
Tableau 55. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Montérégie	182
Tableau 56. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Montérégie (début)	183
Tableau 57. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Saguenay–Lac-Saint-Jean	236
Tableau 58. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Capitale-Nationale	237
Tableau 59. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Mauricie–Centre-du-Québec	238
Tableau 60. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Estrie	239
Tableau 61. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Montréal	240
Tableau 62. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Outaouais	241
Tableau 63. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Chaudière-Appalaches	242
Tableau 64. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Laval	243
Tableau 65. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Lanaudière	244
Tableau 66. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Laurentides	245
Tableau 67. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Montérégie	246

LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Répartition des répondants en itinérance cachée selon le lieu où ils ont passé la nuit.....	25
Figure 2.	Présence d'enfants pendant la nuit, selon le type de lieu où les répondants ont déclaré passer la nuit.....	31
Figure 3.	Proportion des répondants ayant servi dans les Forces armées ou la Gendarmerie royale du Canada, selon le type de lieu.....	32
Figure 4.	Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, ensemble des répondants.....	32
Figure 5.	Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le type de lieu....	33
Figure 6.	Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le type de lieu	34
Figure 7.	Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, pour l'ensemble des répondants.....	35
Figure 8.	Proportion des répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon le type de lieu	38
Figure 9.	Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon le genre	48
Figure 10.	Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le genre.....	49
Figure 11.	Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le genre	50
Figure 12.	Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon le genre....	51
Figure 13.	Raisons évoquées de la perte de logement, selon le genre.....	52
Figure 14.	Sources de revenu mentionnées, selon l'identité de genre	53
Figure 15.	Services souhaités au cours des six prochains mois, selon le genre	57
Figure 16.	Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon le groupe d'âge.....	61
Figure 17.	Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le groupe d'âge .	62
Figure 18.	Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge.....	63
Figure 19.	Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge	64
Figure 20.	Raisons évoquées pour la perte de logement, selon le groupe d'âge	65
Figure 21.	Sources de revenu, selon le groupe d'âge.....	66
Figure 22.	Proportion de répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge	67
Figure 23.	Services souhaités au cours des 6 prochains mois, selon le groupe d'âge.....	70
Figure 24.	Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon l'identité autochtone.....	73
Figure 25.	Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon l'identité autochtone.....	74

Figure 26.	Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon l'identité autochtone.....	75
Figure 27.	Raisons évoquées de la perte de logement, selon l'identité autochtone	76
Figure 28.	Services souhaités, selon l'identité autochtone.....	80
Figure 29.	Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon la taille et la situation géographique de la ville	84
Figure 30.	Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville	85
Figure 31.	Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville	86
Figure 32.	Proportion de répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville	89
Figure 33.	Durée depuis l'arrivée dans la ville, selon la région	97
Figure 34.	Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon la région	98
Figure 35.	Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon la région	99
Figure 36.	Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, par région	100
Figure 37.	Raisons évoquées de la perte de logement – Saguenay–Lac-Saint-Jean	104
Figure 38.	Sources de revenu – Saguenay–Lac-Saint-Jean	105
Figure 39.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Saguenay–Lac-Saint-Jean	106
Figure 40.	Services souhaités – Saguenay–Lac-Saint-Jean	107
Figure 41.	Défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable – Saguenay–Lac-Saint-Jean.....	108
Figure 42.	Raisons évoquées de la perte de logement – Capitale-Nationale	113
Figure 43.	Sources de revenu – Capitale-Nationale	114
Figure 44.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Capitale-Nationale.....	115
Figure 45.	Services souhaités – Capitale-Nationale	116
Figure 46.	Défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable – Capitale-Nationale	117
Figure 47.	Raisons évoquées de la perte de logement – Mauricie–Centre-du-Québec.....	122
Figure 48.	Sources de revenu – Mauricie–Centre-du-Québec	122
Figure 49.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Mauricie–Centre-du-Québec .	123
Figure 50.	Services souhaités – Mauricie–Centre-du-Québec	124
Figure 51.	Raisons évoquées de la perte de logement – Estrie	128
Figure 52.	Sources de revenu – Estrie	129
Figure 53.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Estrie.....	130
Figure 54.	Services souhaités – Estrie	131
Figure 55.	Raisons évoquées de la perte de logement – Montréal	136
Figure 56.	Sources de revenu mentionnées – Montréal.....	137
Figure 57.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Montréal.....	138
Figure 58.	Services souhaités – Montréal.....	139
Figure 59.	Raisons évoquées pour ne pas avoir utilisé un refuge au cours de l'année précédente – Montréal.....	140

Figure 60.	Raisons évoquées de la perte de logement – Outaouais	145
Figure 61.	Sources de revenu – Outaouais	146
Figure 62.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Outaouais.....	147
Figure 63.	Services souhaités – Outaouais	148
Figure 64.	Durée depuis la dernière utilisation d'un refuge à Ottawa	149
Figure 65.	Raisons évoquées de la perte de logement – Chaudière-Appalaches	153
Figure 66.	Sources de revenu – Chaudière-Appalaches.....	154
Figure 67.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Chaudière-Appalaches.....	155
Figure 68.	Services souhaités – Chaudière-Appalaches.....	156
Figure 69.	Défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable	157
Figure 70.	Raisons évoquées de la perte de logement – Laval.....	161
Figure 71.	Sources de revenu – Laval	162
Figure 72.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Laval	163
Figure 73.	Services souhaités – Laval	164
Figure 74.	Personnes ou organismes sur lesquels les répondants estiment pouvoir compter en situation d'urgence ou de détresse	165
Figure 75.	Raisons évoquées de la perte de logement – Lanaudière	169
Figure 76.	Sources de revenu – Lanaudière.....	170
Figure 77.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Lanaudière	171
Figure 78.	Services souhaités – Lanaudière.....	172
Figure 79.	Cartes d'identité valides que les répondants ont en leur possession, pour ceux qui en ont (n=178)	173
Figure 80.	Raisons évoquées de la perte de logement – Laurentides.....	177
Figure 81.	Sources de revenu – Laurentides	178
Figure 82.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Laurentides	179
Figure 83.	Services souhaités – Laurentides	180
Figure 84.	Proportion de répondants s'étant retrouvés en situation d'itinérance à la suite de la rupture ou de l'arrêt de service d'un établissement, selon le type d'établissement	181
Figure 85.	Raisons évoquées de la perte de logement – Montérégie	186
Figure 86.	Sources de revenu – Montérégie.....	187
Figure 87.	Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Montérégie.....	188
Figure 88.	Services souhaités – Montérégie.....	189
Figure 89.	Proportion des répondants ayant reçu des services en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse, et durée de réception de ces services pour ceux qui en ont reçu.....	190
Figure 90.	Proportion des répondants ayant reçu des services en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents alors qu'ils étaient adolescents, et durée de réception de ces services pour ceux qui en ont reçu.....	191
Figure 91.	Proportion de répondants ayant été hébergée dans différents types de services au cours de leur jeunesse.....	192

RÉSUMÉ

Contexte

Dans le cadre du *Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 : mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) affirmait son intention d'accroître sa compréhension du phénomène de l'itinérance. À cette fin, le MSSS a choisi de réaliser un deuxième portrait de l'itinérance au Québec. Le dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec, effectué en 2018, pose le premier jalon de la réalisation de ce portrait.

Ce dénombrement s'inscrit dans le cadre d'une entente convenue entre les gouvernements du Québec et du Canada, en lien avec la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI). Il s'est déployé au sein d'un dénombrement pancanadien auquel a participé une soixantaine de collectivités partout au pays entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2018. Alors que dans les autres provinces canadiennes les collectivités étaient responsables de réaliser leur dénombrement à la suite d'une entente convenue directement avec le gouvernement fédéral, le MSSS a choisi de coordonner, au plan national, la démarche de dénombrement dans les onze régions du Québec visées par la SPLI pour s'assurer d'une harmonisation dans la collecte, la saisie et l'analyse des données.

Dans le présent rapport, une personne est considérée comme étant en situation d'itinérance visible si elle n'a pas de domicile fixe permanent **et** se trouve sans abri au moment du dénombrement, dans un lieu non conçu pour l'habitation humaine (exemple : voiture, *squat*), dans une ressource d'hébergement d'urgence, dans un refuge pour femmes victimes de violence conjugale, dans une ressource de transition ou de façon temporaire dans un centre de thérapie, un centre de réadaptation en dépendance, un centre de crise, un centre hospitalier ou en détention.

Une personne est décrite comme étant en situation d'itinérance cachée si elle est hébergée temporairement chez d'autres ou dans un hôtel ou un motel, sans avoir de domicile fixe permanent; ou si elle demeure dans une maison de chambres.

Il s'agit du premier dénombrement des personnes en situation d'itinérance réalisé à l'échelle du Québec. Un dénombrement utilisant une démarche semblable avait été effectué à Montréal en mars 2015.

Objectifs

Le dénombrement visait deux objectifs principaux :

- 1) Estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance visible dans chacune des onze régions ciblées, ou parties déterminées de régions, au cours de la nuit du 24 au 25 avril 2018¹;
- 2) Décrire le profil des personnes en situation d'itinérance visible ou cachée, eu égard à certaines caractéristiques sociodémographiques, à leur historique d'itinérance, à leur utilisation récente de services et à leurs perceptions en matière de besoins de services.

Méthodes

La méthodologie utilisée pour réaliser le dénombrement de 2018 s'appuie sur celle mise de l'avant par le gouvernement fédéral, tout en la bonifiant à plusieurs égards. Elle permet d'estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance visible de façon assez complète. Elle n'est pas adéquate pour estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance cachée.

Pour estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance visible, deux démarches complémentaires ont été effectuées :

- 1) Des personnes en situation d'itinérance qui ont passé la nuit du 24 avril dans des lieux extérieurs ou non conçus pour l'habitation humaine ont été recensées, le soir même ou dans les deux semaines qui ont suivi, par des bénévoles, des travailleurs de rue ou d'autres intervenants.
- 2) Les organismes (ressources d'hébergement d'urgence, ressources de transition, ressources pour femmes victimes de violence conjugale, centres de crise, centres de thérapie) et institutions (centres hospitaliers, centres de détention et quartiers cellulaires de postes de police, centres de réadaptation en dépendance) qui hébergeaient, ou pouvaient héberger, des personnes en situation d'itinérance le soir du 24 avril ont fourni des données sur le nombre de personnes en situation d'itinérance qu'ils hébergeaient au cours de la nuit du 24 avril 2018. Les personnes ainsi recensées ont été comptabilisées dans la région où se trouvait l'organisme ou l'institution.

L'analyse des données obtenues a comporté des ajustements, adaptés de méthodes utilisées ailleurs, notamment pour tenir compte de secteurs géographiques que les bénévoles n'ont pas réussi à couvrir et d'organismes qui n'ont pas fourni de données sur le nombre de personnes en situation d'itinérance qu'elles hébergeaient. Le but de ces ajustements était d'obtenir une estimation plus complète du nombre de personnes en situation d'itinérance visible, et moins sujette à des variations aléatoires d'un dénombrement à l'autre.

¹ Les régions visées étaient : Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Mauricie–Centre-du-Québec, Estrie, Montréal, Outaouais, Chaudière-Appalaches, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie. Saguenay–Lac-Saint-Jean et Capitale-Nationale ont toutefois été couvertes partiellement.

Pour décrire les caractéristiques des personnes en situation d'itinérance, des questionnaires ont été recueillis auprès du plus grand nombre possible de personnes en situation d'itinérance visible ou cachée. Les questions portaient principalement sur les caractéristiques démographiques des répondants, leur historique d'itinérance, leurs sources de revenu, leur utilisation de services et les services qu'ils souhaiteraient recevoir. Les données ont été analysées selon le type de lieu où la nuit du 24 avril avait été passée, l'identité de genre, le groupe d'âge, l'identité autochtone ainsi que la taille et la situation géographique de la ville. De plus, plusieurs données ont été analysées selon le type de lieu pour chaque région individuellement.

Résultats

Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible

Au total, nous avons estimé que **5 789 personnes en situation d'itinérance visible** se trouvaient dans les onze régions ciblées. La majorité des personnes (3 149, soit 54 %) étaient à Montréal. Des 5 789 personnes, 845 sont estimées comme ayant passé la nuit dans des lieux extérieurs, soit 15 % du total. Ces personnes sont concentrées à Montréal : 678 sur 845, soit 80 %. Le nombre 5 789 inclut aussi 1 909 personnes estimées comme ayant passé la nuit dans une ressource de transition et 1 091 personnes dans un hébergement d'urgence².

En 2015, le dénombrement réalisé à Montréal avait estimé à 3 016 le nombre de personnes étant en situation d'itinérance visible le 24 mars. Cette estimation incluait les personnes dans des centres d'accueil pour nouveaux immigrants, réfugiés ou demandeurs de statut de réfugié, ainsi que les personnes originaires de Montréal dans des centres de thérapie ou des centres de réadaptation en dépendance à l'extérieur de Montréal. Les personnes dans ces groupes n'ont pas été incluses en 2018. De plus, divers ajustements ont été effectués à la méthodologie en 2018, comparativement à celle de 2015. Tenant compte de ces différences, nous estimons que le nombre de personnes en situation d'itinérance visible lors du dénombrement de 2018 a augmenté de l'ordre de 8 à 12 % en comparaison avec celui du dénombrement de 2015.

Caractéristiques des répondants

En tout, 3 915 questionnaires ont été retenus pour l'analyse, dont 670 (17 %) provenaient de personnes en situation d'itinérance cachée la nuit du 24 avril.

- 72 % des répondants étaient de sexe masculin, et 26 % de sexe féminin; 2 % s'étaient identifiés comme ayant une identité de genre autre.

² Les personnes ayant passé la nuit du 24 avril dans un organisme offrant à la fois de l'hébergement d'urgence et de l'hébergement (ou du logement) de transition ont été réparties dans l'un ou l'autre de ces lieux lorsque l'information était disponible. Dans le cas contraire, elles ont été incluses dans une catégorie « Autre ».

- Environ 6 % avaient moins de 18 ans et 8 % avaient 65 ans ou plus. Les jeunes de moins de 18 ans se trouvaient surtout dans des ressources de transition. Les personnes de 65 ans et plus constituaient une partie importante des personnes en situation d'itinérance cachée qui ont été recensées (31 %).
- Moins de 5 % des personnes avaient des enfants avec elles; ces personnes étant concentrées dans les ressources de transition et les refuges pour femmes victimes de violence conjugale. Cela équivaut à un taux de moins d'une famille en itinérance par 10 000 familles un soir donné, bien moins que ce que l'on trouve dans l'ensemble des États-Unis notamment, où ce taux atteint 7,4 familles en itinérance par 10 000 familles.
- Les Autochtones, et tout particulièrement les Inuits, étaient surreprésentés dans notre échantillon : environ 2,3 % et 0,2 % de la population de l'ensemble du Québec sont Autochtones et spécifiquement Inuits, contre 10,4 % (près de 5 fois plus) et 1,6 % (8 fois plus) ici.
- 12 % des répondants ont rapporté une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle, notamment homosexuelle (3,4 %) et bisexuelle (5,9 %). Ces pourcentages sont plus élevés que dans la population générale (1,7 % et 1,3 %).
- Les répondants arrivés au Canada en tant qu'immigrants (économiques ou parrainés par la famille) constituaient 8,5 % de l'échantillon. Ceux arrivés au Canada avec le statut de réfugié ou de demandeur de statut de réfugié représentaient au total 2,1 % de l'échantillon. Ainsi, au total, 10,5 % de l'échantillon étaient des immigrants de première génération, contre 13,3 % pour l'ensemble du Québec. Le questionnaire n'interrogeait pas les répondants sur leur statut actuel au Canada.
- 34 % des répondants avaient connu leur premier épisode d'itinérance il y a 10 ans ou plus. Ce pourcentage s'élevait à 50 % pour les personnes dans des lieux extérieurs, et descendait à 25 % pour celles qui se trouvaient dans les ressources de transition. À l'autre extrême, 29 % des répondants avaient connu leur premier épisode d'itinérance depuis moins d'un an, ce pourcentage étant plus faible parmi les personnes dans des lieux extérieurs (15 %) et plus élevé dans les ressources de transition (34 %).
- 41 % avaient été en itinérance tout au long de l'année précédente, tandis que 32 % ne l'avaient été que pendant moins de trois mois. Encore une fois, le pourcentage des personnes dans des lieux extérieurs qui avaient été en situation d'itinérance toute l'année était le plus élevé (61 %), tandis qu'il était le plus faible pour les personnes dans les ressources de transition (34 %).
- La raison la plus souvent évoquée (27 % des répondants) pour la perte de logement la plus récente était une dépendance. Venait en second lieu l'incapacité à payer son loyer ou son hypothèque (17 %). Des conflits de diverses natures – avec conjoint ou conjointe (14 %), avec parent ou tuteur (9 %) ou autres (7 %) – étaient également souvent évoqués.
- L'aide sociale a été nommée par la plus grande proportion de répondants (71 %) comme source de revenu. Venait ensuite, loin derrière, l'emploi (10 %).

- En tout, 61 % des répondants ont indiqué « avoir dormi dans un refuge d'urgence » au cours de la dernière année. Pour les personnes ayant passé la nuit dans des lieux extérieurs, ce pourcentage était de 63 %.
- Plus de la moitié (56 %) des répondants ont rapporté avoir visité l'urgence au moins une fois au cours de l'année précédente, et plus du tiers (35 %) avoir été hospitalisés.
- Le quart des répondants (34 % pour les personnes dans des lieux extérieurs) ont rapporté avoir eu au moins un contact avec un policier voulant offrir de l'aide au cours de l'année précédente, et 46 % (63 % pour les personnes dans des lieux extérieurs) un contact pour arrestation, fouille ou contravention. Par ailleurs, 19 % des répondants ont mentionné avoir été détenus au moins une fois au cours de l'année précédente (24 % pour les personnes dans des lieux extérieurs).
- Deux répondants sur cinq ont indiqué qu'ils avaient eu au moins un contact avec des travailleurs de rue au cours de l'année précédente (61 % pour les personnes dans des lieux extérieurs et 50 % pour les personnes en itinérance cachée). Près de la moitié (47 %) ont dit avoir visité un centre de jour au moins une fois au cours de l'année précédente – ici cette proportion était la plus élevée pour les personnes dans des hébergements d'urgence (65 %).
- Le service souhaité le plus souvent évoqué (53 % des répondants) était l'aide pour trouver et garder son propre logement. Les personnes dans des lieux extérieurs et dans des hébergements d'urgence étaient proportionnellement plus nombreuses à exprimer ce souhait (63 % et 65 %), alors que celles dans des ressources de transition l'étaient moins (47 %). Venaient ensuite l'aide à trouver un emploi (37 %), les services de santé mentale (35 %) et les services de santé physique (34 %).
- Les femmes étaient plus susceptibles de se trouver dans des ressources de transition, où elles représentaient 34 % des répondants, et aussi, dans une moindre mesure (23 %), en itinérance cachée. Elles étaient plus jeunes, et beaucoup plus susceptibles d'être bisexuelles – on voit en fait que c'est principalement en raison des femmes dans l'échantillon que les orientations sexuelles autres qu'hétérosexuelle étaient tellement surreprésentées dans la population en situation d'itinérance. Une plus grande proportion de femmes (14 %, contre 9 % pour les hommes) étaient autochtones – et tout particulièrement inuites (4 %, contre 1 % pour les hommes).
- Les femmes avaient vécu leur premier épisode d'itinérance en moyenne plus récemment que les hommes. Possiblement de pair avec cette donnée, une plus grande proportion d'entre elles avaient été en situation d'itinérance pendant moins de 3 mois au cours des 12 derniers mois.
- Les jeunes de 18 à 29 ans étaient proportionnellement plus nombreux (43 %, contre 30 % pour les autres groupes d'âge) à avoir connu plus d'un épisode d'itinérance au cours de l'année. Ils étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir perdu leur logement la dernière fois à cause d'un conflit, notamment avec un parent ou tuteur.

- Le quart des répondants de 50 ans et plus avait perdu son logement pour la première fois il y a moins d'un an.
- Les Autochtones étaient proportionnellement plus nombreux à indiquer avoir vécu leur premier épisode d'itinérance 5 ans ou plus auparavant et à avoir passé l'année entière en situation d'itinérance. Ils étaient plus susceptibles d'avoir eu des contacts à la fois avec le réseau de la santé et des services sociaux et avec les acteurs du système judiciaire. Ils étaient proportionnellement plus nombreux à avoir eu des contacts avec des travailleurs de rue ou à avoir utilisé des centres de jour. Ils étaient proportionnellement plus nombreux aussi à exprimer le souhait de recevoir les services de presque toutes les natures proposées.

Discussion

- Selon notre estimation, les régions du Québec ciblées par le dénombrement comptaient, le 24 avril 2018, environ 76 personnes en situation d'itinérance visible par 100 000 habitants, un taux inférieur à ce qui a été estimé en Alberta (plus de 133), en Colombie-Britannique (plus de 159) ainsi que dans de nombreux pays européens (France : 123; Suède : 258). La Finlande, qui poursuit depuis plusieurs années une politique vigoureuse de réduction de l'itinérance, fait exception avec un taux de l'ordre de 20 à 29 par 100 000.
- Il est important de se rappeler que le nombre de personnes recensées comme étant en situation d'itinérance visible pendant un jour donné est de beaucoup inférieur au nombre total de personnes qui connaissent un épisode d'itinérance au cours d'une année.
- Les réponses sur l'utilisation de services confirment l'utilisation élevée de services judiciaires, d'hébergements d'urgence et de santé que font les personnes en situation d'itinérance.
- Les personnes qui dorment dans des lieux extérieurs présentent un profil préoccupant à plusieurs égards. Elles semblent plus ancrées que les autres dans l'itinérance. Une étude récente menée à Boston indique que leur taux de mortalité est probablement le plus élevé de tous les groupes.
- La diversité des raisons (économiques et psychosociales) évoquées pour expliquer le dernier passage à l'itinérance ainsi que les constats associés à l'utilisation élevée de certains services suggèrent la pertinence de mesures de prévention et d'accompagnement diversifiées et individualisées.
- Le profil des personnes en situation d'itinérance cachée se situe, à l'égard de nombreuses variables, entre celui des personnes dans des lieux extérieurs et des hébergements d'urgence, d'une part, et celui des personnes dans les ressources de transition, d'autre part. Ainsi, on observe que le profil de la population en situation d'itinérance cachée jointe dans cette étude s'apparente à celui de la population en situation d'itinérance visible. D'ailleurs, une proportion importante de la population en situation d'itinérance cachée la nuit du 24 avril (42 %) a indiqué avoir dormi dans un refuge d'urgence au cours de la dernière année.

- Le dénombrement présente des limites qu'il convient de noter. Notamment, le nombre de personnes estimées comme ayant passé la nuit dans un lieu extérieur est certainement sous-estimé puisqu'il est impossible de dénombrer toutes les personnes qui passent la nuit dans des lieux extérieurs, et ce, malgré les nombreux ajustements effectués. Par ailleurs, certains organismes n'ont pas indiqué le nombre de personnes qui étaient chez eux la nuit du 24 avril; le nombre de personnes en situation d'itinérance visible dénombré dans ces organismes repose sur des données estimées.
- Néanmoins, le dénombrement a été effectué avec une rigueur et un souci d'exhaustivité importants. Le fait que le dénombrement a été coordonné à l'échelle nationale par le ministère de la Santé et des Services sociaux a permis une harmonisation dans la collecte, la saisie et l'analyse des données d'une région à l'autre.
- Le dénombrement apportera un éclairage complémentaire aux autres volets du deuxième portrait de l'itinérance au Québec, permettant ainsi de construire une compréhension plus globale du phénomène.

I. INTRODUCTION

Documenter l'itinérance représente un défi en raison de la nature même du phénomène que l'on souhaite observer. Les personnes en situation d'itinérance sont en mouvance, donc plus difficiles à joindre que d'autres populations. Si certaines demeurent en situation d'itinérance toute l'année depuis des années, d'autres vivent des épisodes de logement et d'itinérance en alternance, et un nombre encore plus grand ne vit qu'un seul épisode bref au cours de sa vie. De plus, l'itinérance peut se vivre dans plusieurs types de lieux : en hébergement chez d'autres, dans la rue ou dans un édifice inoccupé (*squat*), dans une ressource d'hébergement d'urgence ou de transition, ou, dans bien des cas, en alternance entre deux ou plus de ces types de lieux. Les personnes en situation d'itinérance ont également des profils démographiques variés. Elles incluent des hommes en majorité, mais on trouve également de nombreuses femmes en situation d'itinérance. Presque tous les groupes d'âge et groupes ethniques ou culturels y sont représentés. Les parcours de vie qui mènent à une situation d'itinérance sont également fort diversifiés.

Mieux comprendre l'itinérance permet d'ouvrir des voies et de proposer des solutions pour la prévenir et la réduire. Toutefois, la compréhension globale d'un phénomène aussi complexe que celui de l'itinérance nécessite d'avoir recours à une diversité d'indicateurs complémentaires provenant de sources de données variées. Les dénombrements en sont un exemple. Ils sont effectués de façon régulière dans un nombre croissant de villes partout dans le monde. Ils permettent de suivre l'évolution non seulement du nombre de personnes en situation d'itinérance visible, mais aussi de certaines de leurs caractéristiques. Selon la méthodologie retenue, les dénombrements peuvent aussi permettre de documenter les caractéristiques d'une partie des personnes en situation d'itinérance cachée³. Les communautés qui font ces dénombrements s'en servent, souvent en complémentarité avec d'autres sources de données, pour planifier et réviser l'offre de service de façon mieux ciblée.

Dans le *Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 : mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) affirmait son intention d'accroître sa compréhension du phénomène de l'itinérance. À cette fin, le MSSS a choisi de réaliser un deuxième portrait de l'itinérance au Québec. Le premier portrait, publié en décembre 2014⁴, consistait principalement à documenter l'utilisation des lits d'urgence et des lits de transition dans les ressources d'hébergement accueillant les personnes en situation d'itinérance. Il présentait aussi des informations provenant de plusieurs indicateurs socioéconomiques associés au risque d'itinérance. Le second portrait a une portée plus large et est basé sur différents types d'indicateurs et de méthodologies. Ce portrait se décline en quatre volets, soit : 1) l'itinérance visible; 2) l'itinérance cachée; 3) l'utilisation des services (s'apparentant en partie à ce qui avait été réalisé au moment du premier portrait); et enfin

³ Voir la partie III, section 1, pour les définitions des termes *itinérance visible* et *itinérance cachée*.

⁴ Ministère de la Santé et des Services sociaux. *L'itinérance au Québec – Premier portrait*, 2014. En ligne : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2014/14-738-01W.pdf>.

4) l'approfondissement de connaissances à l'égard des personnes en situation d'itinérance, à l'aide d'une approche qualitative.

Le dénombrement réalisé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) au printemps 2018 permet de documenter l'itinérance visible, soit le premier volet du portrait. Plus spécifiquement, le dénombrement visait, d'une part, à compter les personnes en situation d'itinérance visible un jour précis (en l'occurrence le 24 avril 2018) et, d'autre part, à décrire les caractéristiques des personnes rencontrées qui ont répondu à un questionnaire. Bien que la démarche du dénombrement vise essentiellement les personnes en situation d'itinérance visible, le questionnaire s'adressait aussi aux personnes en situation d'itinérance cachée rencontrées. Les données recueillies auprès de ces dernières contribueront ainsi à alimenter le deuxième volet du portrait sur l'itinérance cachée.

Ce dénombrement s'inscrit dans le cadre d'une entente convenue entre les gouvernements du Québec et du Canada, en lien avec la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI). Il s'est déployé au sein d'un dénombrement pancanadien auquel ont participé une soixantaine de collectivités partout au pays entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2018. Alors que dans les autres provinces canadiennes chaque collectivité était responsable de réaliser son dénombrement à la suite d'une entente convenue directement avec le gouvernement fédéral, le MSSS a choisi de coordonner la démarche de dénombrement dans les onze régions⁵ du Québec visées par la SPLI pour s'assurer d'une harmonisation dans la collecte, la saisie et l'analyse des données. Cet exercice a été réalisé en étroite collaboration avec les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS), qui ont soutenu les différentes activités de collecte de données et mobilisé les acteurs concernés dans leur région respective.

Le MSSS s'est doté d'une méthodologie relativement élaborée visant à dénombrer de la façon la plus complète possible les personnes en situation d'itinérance visible et à recueillir le maximum de questionnaires. Cette méthodologie s'est appuyée sur celle développée par l'Observatoire canadien sur l'itinérance (OCI), tout en lui ajoutant certains éléments inspirés d'autres sources [1, 2]. Elle s'apparente aussi à celle utilisée pour le premier dénombrement effectué au Québec, soit celui de Montréal en 2015 [3].

Ce rapport porte sur la démarche et les résultats du dénombrement réalisé dans les onze régions visées. Il débute par la présentation de la section Objectifs du dénombrement, suivi de la section Méthodes. Les Résultats constituent la section suivante, laquelle se subdivise en trois parties, soit le Déroulement du dénombrement, l'Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible ainsi que les Caractéristiques des personnes en situation d'itinérance. Cette dernière partie traite des analyses réalisées pour l'ensemble des régions dans un premier temps, puis pour chacune des onze régions distinctement. S'ensuit une section Discussion abordant les résultats. Dans les sections pertinentes, un résumé des différences principales entre les résultats de 2015 pour Montréal et ceux obtenus en 2018 est

⁵ Les régions sociosanitaires visées sont : Saguenay–Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Mauricie–Centre-du-Québec, Estrie, Montréal, Outaouais, Chaudière-Appalaches, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie.

présenté. Ces différences sont discutées en détail dans le rapport concernant le dénombrement de Montréal.

II. OBJECTIFS

Le dénombrement ponctuel de 2018 des personnes en situation d'itinérance au Québec avait deux objectifs principaux :

- 1) Estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance visible dans chacune des onze régions ciblées, ou parties déterminées de régions, au cours de la nuit du 24 au 25 avril 2018;
- 2) Décrire le profil des personnes en situation d'itinérance visible ou cachée, eu égard à certaines caractéristiques sociodémographiques, à leur historique d'itinérance, à leur utilisation récente de services et à leurs perceptions en matière de besoins de services.

III. MÉTHODES

Cette section décrit l'ensemble des méthodes utilisées pour atteindre les deux objectifs du dénombrement, y compris le choix des populations à dénombrer et à qui soumettre le questionnaire, l'élaboration du questionnaire, la collecte de données et l'analyse des données.

1. Critères de sélection

Les critères de sélection sont basés sur la classification canadienne de l'itinérance développée par l'Observatoire canadien sur l'itinérance [4]. Cette classification est utile pour les dénombrements ponctuels parce qu'elle est basée sur le type de lieu où une personne a passé la nuit et permet ainsi de déterminer assez simplement les personnes à dénombrer. Son utilisation uniforme augmente la comparabilité des résultats d'un dénombrement à l'autre. La méthodologie fédérale qui guide les dénombrements effectués au Canada s'appuie également sur cette classification [5].

Le dénombrement ne vise pas à compter les personnes en situation d'itinérance cachée. Celles-là, telles que nous les avons définies ici, incluent deux groupes en particulier : les personnes hébergées temporairement chez d'autres et celles vivant dans des logements de location temporaire et à court terme (hôtel ou motel, maison de chambres). Un dénombrement ponctuel ne peut joindre qu'une mince fraction des personnes hébergées temporairement chez d'autres [6, 7] ainsi que celles hébergées temporairement dans un hôtel ou motel, ou en maison de chambres [8]. En fin de compte, le nombre obtenu en tentant de compter ces personnes en situation d'itinérance cachée dans le cadre d'un exercice comme celui-ci sous-estimerait considérablement leur nombre et pourrait varier indûment d'un dénombrement à l'autre. C'est pour cette raison qu'elles n'ont pas été comptées.

Cela dit, nous avons quand même choisi de soumettre le questionnaire aux personnes en situation d'itinérance cachée qui ont été trouvées, et d'inclure ces personnes dans l'analyse. D'une part, les intervenants sur le terrain font souvent état de l'importance de l'itinérance cachée chez les femmes, les jeunes et les Autochtones. Nous espérons ainsi augmenter la

représentation de ces groupes, qui tendent à être minoritaires dans la population en situation d'itinérance visible. D'autre part, dans plusieurs régions, les acteurs sur le terrain nous ont rapporté que l'itinérance cachée revêt une importance relativement grande en comparaison de celle de l'itinérance visible, et il appert alors d'autant plus important de pouvoir la documenter, ne serait-ce que partiellement, dans ces régions.

Le tableau 1 utilise la classification canadienne de l'itinérance pour décrire les groupes de personnes incluses dans le dénombrement. Les personnes dénombrées (comptées) sont uniquement celles qui se trouvaient dans les catégories 1.1, 1.2, 2.1, 2.2, 3.1 et 3.4, toutes associées à l'itinérance visible. Des questionnaires ont été soumis à des personnes se trouvant dans ces catégories de même qu'à celles se trouvant en itinérance cachée, soit dans les catégories 3.2 et 3.3. Cette dernière catégorie, « Personnes accédant à des logements de location temporaire et à court terme », correspond ici aux personnes sans domicile fixe qui résidaient, le soir du 24 avril, dans un hôtel ou motel ou dans une maison de chambres.

Tableau 1. Classification canadienne de l'itinérance

Personnes sans abri	Personnes utilisant les refuges d'urgence	Personnes logées provisoirement	
		Itinérance visible	Itinérance cachée
1.1 Endroits publics ou privés sans autorisation	2.1 Refuges d'urgence de nuit pour les personnes sans abri	3.1 Logements transitoires pour sans-abri	3.2 Personnes vivant temporairement avec d'autres, sans garantie de résidence soutenue
1.2 Endroits non conçus pour l'habitation humaine	2.2 Refuges pour les personnes ou familles touchées par la violence	3.4 Personnes recevant des soins institutionnels sans logement permanent	3.3 Personnes accédant à des logements de location temporaire et à court terme
		3.5 Hébergement ou centres d'accueil pour nouveaux immigrants et réfugiés	

- Catégories de personnes à qui le questionnaire a été soumis et qui sont dénombrées.
- Catégories de personnes à qui le questionnaire a été soumis mais qui ne sont pas dénombrées.
- Catégorie de personnes à qui le questionnaire n'a pas été soumis et qui ne sont pas dénombrées.

Les personnes correspondant à la catégorie 3.5, c'est-à-dire celles hébergées dans des centres d'accueil pour nouveaux immigrants et réfugiés, n'ont pas été incluses. Selon la définition canadienne de l'itinérance de l'OCI, seules les personnes hébergées dans ces centres qui n'ont pas les moyens d'obtenir, ou les raisons de s'attendre à obtenir, un logement permanent sont considérées comme étant en situation d'itinérance. Le fait que ces personnes ont, en principe, accès à un logement permanent à leur sortie du centre d'hébergement explique l'orientation retenue.

De la même façon, les personnes résidant dans des maisons de transition, juste après une détention dans un pénitencier, n'ont pas été incluses⁶. Comme les personnes résidant dans des centres pour demandeurs d'asile, ces personnes sont en principe accompagnées jusqu'à l'obtention d'un logement permanent.

En ce qui concerne les personnes recevant des soins institutionnels sans logement permanent (catégorie 3.4), ne sont comptées que celles qui sont sans domicile fixe à leur entrée dans ces installations et établissements (hôpitaux, centres de réadaptation en dépendance [CRD], établissements de détention, quartiers cellulaires ou postes de police). Une personne qui a un logement stable pourrait le perdre au cours d'un long séjour à l'hôpital, mais il n'est pas possible, en pratique, de cibler ces personnes. *A contrario*, une personne en situation d'itinérance au début de son hospitalisation pourrait obtenir un logement stable au terme de son hospitalisation, mais ici encore il est impossible de déterminer les personnes à qui cela pourrait arriver. En conséquence, c'est le statut résidentiel au début de l'épisode de service qui détermine si la personne doit être incluse ou non. Le même raisonnement est utilisé pour les centres de thérapie (ressources d'hébergement communautaires ou privées qui offrent des services d'hébergement en dépendance) ainsi que pour les centres de réadaptation en dépendance et les centres de crise.

Dans certaines collectivités canadiennes, seules les ressources de transition avec une durée de séjour limitée à un an ou moins sont considérées comme hébergeant des personnes en situation d'itinérance. L'approche utilisée dans le dénombrement québécois consiste à inclure toutes les personnes en ressource de transition, quelle que soit la durée maximale de séjour. Les personnes résidant dans des logements subventionnés sans durée maximale de séjour (des logements permanents) ne sont, bien sûr, pas incluses.

L'admissibilité d'une personne à répondre au questionnaire principal était déterminée selon ses réponses à un court questionnaire de sélection (voir l'annexe A). La personne devait satisfaire aux critères suivants afin de poursuivre avec le questionnaire principal :

1. Elle devait accepter de répondre au questionnaire;
2. Elle ne devait pas y avoir répondu précédemment;
3. Elle devait être âgée d'au moins 15 ans, et si un parent était présent et qu'elle était âgée de 15 à 17 ans, elle devait obtenir l'autorisation de celui-ci;

⁶ Les pénitenciers (sous la responsabilité du Service correctionnel du Canada) hébergent des prisonniers qui ont reçu une peine de deux ans ou plus, d'où la pertinence de programmes de transition une fois qu'ils sont libérés.

4. Elle devait se trouver dans l'un des types de lieux présentés dans le tableau 1 (sauf la catégorie 3.5) au cours de la nuit du 24 au 25 avril;
5. Si la personne ne savait pas où elle passerait la nuit du 24 au 25 avril, elle était considérée comme vraisemblablement en situation d'itinérance et invitée à répondre au questionnaire.

Si la personne était rencontrée dans un lieu extérieur durant la soirée du 24 avril, les questions de sélection étaient prospectives : elles portaient sur l'endroit où la personne *comptait* passer la nuit. Si la personne était rencontrée après le 24 avril, les questions de sélection étaient rétrospectives : elles portaient sur l'endroit où elle *avait* passé la nuit du 24 au 25 avril.

2. Élaboration du questionnaire

En vertu de l'entente Canada-Québec concernant la participation du Québec à l'exercice fédéral *Tout le monde compte 2018*, le questionnaire inclut 14 questions de base, communes à tous les dénombrements au Canada réalisés sous l'égide de cette activité. Afin de profiter au mieux de l'exercice, à la fois à l'échelle provinciale et régionale, il a été convenu d'ajouter deux questions communes à toutes les régions et de laisser la possibilité à chaque région d'ajouter une question de son choix. Les questions optionnelles proposées par l'OCI ont servi de base à l'exercice de sélection des questions supplémentaires [9]. À la suite d'un processus de consultation auprès des comités régionaux, une question portant sur les services reçus au cours des 12 derniers mois et une autre question sur les types de services souhaités au cours des 6 prochains mois ont été choisies comme questions communes. De plus, toutes les régions sauf l'Estrie et Mauricie–Centre-du-Québec ont choisi une question spécifique.

Hormis la question spécifique, le questionnaire se déclinait en trois versions : 1) pour les lieux extérieurs, le soir du 24 avril; 2) pour les ressources d'hébergement d'urgence ou de transition, le 24 avril; et 3) pour tous les lieux où le questionnaire était soumis après le 24 avril. L'annexe A contient les questionnaires de sélection, les trois formats du questionnaire principal ainsi que les questions spécifiques choisies par chaque région.

3. Collecte de données

La collecte de données s'est effectuée en plusieurs étapes :

1. Plusieurs régions ont déployé des bénévoles dans des secteurs extérieurs le soir du 24 avril avec l'objectif de trouver autant de personnes en situation d'itinérance que possible et de leur soumettre un questionnaire. Nous appelons cette opération le « sillonnage ».
2. Des bénévoles et des travailleurs de rue sont aussi allés dans des ressources d'hébergement d'urgence le 24 avril et, le 25 et le 26 avril, dans des centres de jour, des banques alimentaires, des centres de crise, des ressources de transition, des centres de thérapie et des refuges pour victimes de violence conjugale. Ils ont tenté de remplir autant de questionnaires que possible avec des personnes en situation d'itinérance.
3. Les intervenants de nombreuses ressources, ainsi que des travailleurs de rue, ont eux-mêmes soumis des questionnaires au cours des semaines qui ont suivi le dénombrement, en se reportant à la situation des personnes le 24 avril.

4. Les ressources dont les résidents étaient tous considérés comme en situation d'itinérance (hébergements d'urgence, centres pour victimes de violence conjugale et ressources de transition) ainsi que celles dont les résidents pouvaient l'être (centres de thérapie, centres de réadaptation en dépendance, centres de crise) ont été invitées à fournir, au moyen d'une plateforme Web, l'âge et le sexe des personnes en situation d'itinérance qui avaient passé la nuit du 24 avril chez elles, en plus d'indiquer si la personne était autochtone ou non.
5. Les établissements de santé et de services sociaux des onze régions concernées ont fourni à l'équipe des informations permettant d'estimer le nombre de personnes qui étaient en situation d'itinérance au moment de leur arrivée à une salle d'urgence ou de leur admission dans un centre hospitalier et qui y avaient passé la soirée et la nuit du 24 avril. Ils ont également communiqué l'âge et le sexe de ces personnes.
6. Le ministère de la Sécurité publique a transmis à l'équipe de recherche des informations semblables, avec quelques différences décrites à la section 3.5.

3.1 Le 24 avril : sillonnage de lieux extérieurs

Dans les régions où la démarche était jugée pertinente sur une partie de leur territoire, des équipes de bénévoles ont sillonné systématiquement les secteurs qui leur avaient été assignés durant la soirée du 24 avril. (Le tableau 2, dans la section « Résultats », indique les villes dans lesquelles des endroits ont été sillonnés.) Les secteurs avaient été choisis sur la base d'informations provenant, la plupart du temps, de membres des comités régionaux et portant à croire que des personnes en situation d'itinérance étaient susceptibles d'y passer la nuit. Des endroits particuliers avaient également été ciblés. Dans certaines régions, des travailleurs de rue ont effectué un sillonnage dans des endroits précis où ils croyaient pouvoir trouver des personnes en situation d'itinérance.

Qu'ils soient dans un lieu extérieur, un lieu public⁷ ou un restaurant⁸, les bénévoles avaient reçu la consigne de parcourir systématiquement les lieux qui leur avaient été assignés et d'aborder toutes les personnes éveillées qu'ils rencontraient, peu importe leur apparence, afin de les inviter à répondre au questionnaire. L'apparence physique de nombre de personnes en situation d'itinérance ne les distingue pas de la population générale, contrairement à une perception courante.

En cas de refus de répondre aux questions du bénévole, si la personne dormait ou si les bénévoles ne se sentaient pas en sécurité, ces derniers devaient noter sur un formulaire prévu

⁷ À Montréal, à l'exception de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), qui a demandé à des membres du personnel de guider les bénévoles vers les usagers qui sont connus de leurs services comme étant en situation d'itinérance, les bénévoles qui parcouraient les lieux publics devaient aborder toutes les personnes qui s'y trouvaient. Certaines parties du Montréal souterrain étaient incluses, déterminées à l'aide du comité régional comme étant des lieux où des personnes en situation d'itinérance pourraient se trouver.

⁸ À Montréal, certains restaurants, généralement de type Tim Hortons ou McDonald's, ouverts jour et nuit étaient inclus dans les parcours des bénévoles. Il est reconnu que de nombreuses personnes itinérantes passent la nuit dans de tels restaurants. Ces restaurants avaient été contactés d'avance.

à cet effet, appelé feuille d'enregistrement, s'il y avait des indices laissant croire que la personne pouvait être en situation d'itinérance⁹.

En cohérence avec le *Guide sur le dénombrement* [10], un don d'une valeur de 5 \$ était offert à toutes les personnes qui acceptaient de répondre au questionnaire, même si elles arrêtaient de répondre aux questions en cours de route. Ce don pouvait prendre différentes formes selon les régions.

3.2 Disposition de « leurres »

À Montréal¹⁰, comme au moment du dénombrement de 2015, 50 « leurres » (des personnes engagées à cet effet) ont été répartis aléatoirement, pendant les heures prévues pour le sillonnage (de 20 h à 23 h), à des endroits précis dans 50 secteurs différents. La même méthode a été utilisée à Toronto, et avait été initialement testée à New York [2]. Comme il a déjà été mentionné, les équipes de bénévoles avaient reçu la consigne d'aborder toutes les personnes sur leur passage. De leur côté, les leurres avaient reçu la consigne de se révéler aux bénévoles lorsque ceux-ci commenceraient à leur poser des questions. Les équipes de bénévoles auraient donc dû, en principe, trouver tous les leurres. Lorsqu'un leurre n'était pas trouvé, nous pouvions donc considérer que les bénévoles n'avaient probablement pas réussi à aborder toutes les personnes situées dans ce secteur. Comme expliqué plus loin (voir la section 5.4), le pourcentage de leurres trouvés permet d'ajuster l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance.

3.3 Le 24 avril : ressources ciblées

Dans certaines régions, des bénévoles ou intervenants ont également visité des ressources pour personnes en situation d'itinérance pendant l'après-midi ou la soirée (principalement des ressources d'hébergement d'urgence). Les personnes qui s'y trouvaient étaient par définition en situation d'itinérance, et donc admissibles à remplir le questionnaire.

3.4 Après le 24 avril : ressources diverses

Les 25 et 26 avril, des bénévoles et des travailleurs de rue se sont rendus dans d'autres organismes qui offraient des services aux personnes en situation d'itinérance et invitaient les personnes qui s'y trouvaient à remplir le questionnaire de sélection et, le cas échéant, le questionnaire principal. Il s'agissait par exemple de centres de jour, de banques alimentaires et de ressources de transition. Des intervenants de plusieurs de ces ressources ont également participé à cette démarche, qui s'est déroulée dans toutes les régions.

Certains organismes offrant de l'hébergement préféraient gérer eux-mêmes la passation du questionnaire de sélection et du questionnaire principal. Dans de nombreux cas, il s'agissait d'organismes qui s'occupaient de femmes victimes de violence conjugale, ou qui travaillaient auprès d'une clientèle jeunesse. Ces organismes ont effectué la collecte de données entre le 24 avril et le 8 mai.

⁹ Tenue suggérant que la personne est en situation d'itinérance jointe au fait qu'elle porte ou a avec elle beaucoup d'effets personnels, notamment un sac de couchage.

¹⁰ Les leurres n'ont pas été utilisés dans les autres régions.

Certaines équipes de travailleurs de rue ont participé à la collecte de données, entre le 24 avril et le 8 mai. Étendre la collecte de données jusqu'au 8 mai leur donnait le temps de rencontrer le plus de personnes possible parmi celles avec qui ils ou elles maintenaient un lien. La date de référence était toujours la nuit du 24 au 25 avril, et les personnes admissibles devaient être à ce moment-là dans l'une des catégories d'itinérance ciblée.

3.5 Collecte de données administratives

Des informations administratives à propos des personnes en situation d'itinérance qui ont passé la nuit du 24 au 25 avril dans divers types de ressources et d'établissements ont été colligées. Cette collecte de données s'est répartie en trois processus distincts : 1) collecte de données de ressources d'hébergement diverses à l'aide d'une plateforme Web; 2) transmission de données de centres hospitaliers; 3) transmission de données du ministère de la Sécurité publique.

Ressources pour personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Les ressources d'hébergement d'urgence, refuges pour femmes victimes de violence conjugale, ressources de transition, centres de thérapie, centres de réadaptation en dépendance (CRD) et centres de crise dans chaque région ont été contactés avant le dénombrement. Nous avons demandé aux responsables de ces organismes de rapporter, au moyen d'un outil de collecte de données en ligne, le nombre de personnes qui ont passé la nuit du 24 au 25 avril entre leurs murs et, dans le cas des centres de thérapie, CRD et centres de crise, celles qui étaient au moment de leur arrivée en situation d'itinérance. Ces ressources devaient aussi indiquer, lorsque cette information était disponible, l'âge et le sexe de chaque personne ainsi que si elle était autochtone ou non. Pour les centres de thérapie et CRD, les responsables des organismes étaient également censés rapporter la ville de provenance des personnes en situation d'itinérance : nous voulions comparer les effets de dénombrer les personnes selon leur région de provenance plutôt que selon la région où était situé le centre.

Centres hospitaliers. Le second processus consistait à obtenir des centres hospitaliers, avec l'accord de la Direction des services professionnels de leur établissement, l'information nécessaire pour estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance qui y avaient été hébergées de 20 h le 24 avril à 7 h le 25 avril ainsi que pour connaître leur âge et leur sexe (voir l'annexe B.1).

Établissements de détention et quartiers cellulaires des postes de police. En partenariat avec le MSSS, la Direction générale des services correctionnels (DGSC) du ministère de la Sécurité publique (MSP) a convenu de transmettre l'âge et le sexe des personnes reconnues comme ayant été en situation d'itinérance au moment de leur accueil à un établissement de détention, et qui y étaient présentes pendant la nuit du 24 au 25 avril. De plus, elle nous a transmis les mêmes informations concernant les personnes reconnues comme étant en situation d'itinérance au moment de leur arrivée dans un quartier cellulaire de poste de police, et qui s'y trouvaient de 20 h à 23 h le 24 avril. Enfin, la DGSC nous a transmis, région par région, le nombre de personnes autochtones parmi celles qui avaient été précédemment déterminées dans les établissements de détention pour la nuit du 24 au 25 avril (voir l'annexe B.1).

4. Examen de la démarche sous l'angle de l'éthique de la recherche

Ce projet a été dans un premier temps soumis au Comité d'éthique de la recherche (CER) de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas. Celui-ci a conclu que le dénombrement était une activité essentiellement équivalente au recensement de la population qui est effectué par le gouvernement canadien, mais ciblant uniquement les personnes en situation d'itinérance. En conséquence, il ne s'agissait pas d'un projet de recherche devant être soumis à l'évaluation d'un CER. Le CER de l'Institut Douglas a néanmoins fourni diverses recommandations qui ont été suivies, dans la mesure du possible.

5. Analyse des données

5.1 Préparation de la base de données

Les questionnaires ont tous été envoyés au Centre de recherche de l'Hôpital Douglas. L'équipe de recherche a, dans un premier temps, procédé à une double saisie des données. Les deux versions de la base de données ont ensuite été comparées et, chaque fois qu'une différence survenait, le questionnaire était consulté et la bonne donnée était enregistrée. Ainsi, une base de données complète et pratiquement sans erreur de saisie a été compilée.

Ensuite, les questionnaires qui correspondaient très probablement au même répondant (que nous avons appelés des « doublons ») ont été détectés. Lorsque des doublons étaient trouvés, le questionnaire le plus complet était retenu et les autres étaient éliminés de l'analyse. Les valeurs impossibles ou très probablement erronées, telles qu'un nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année supérieur à 365 ou un nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année supérieur à 10, ont été traitées en général comme une absence de réponse (voir l'annexe B.2 pour les détails).

5.2 Utilisation des feuilles d'enregistrement

Dans les régions où un sillonnage a eu lieu, les feuilles d'enregistrement ont fourni une autre source importante de données. Sur la feuille d'enregistrement, le bénévole devait indiquer, lorsqu'une personne lui semblait manifestement en situation d'itinérance, les raisons qui l'avaient motivé à poser ce jugement. L'annexe B.3 explique comment ces informations ont été utilisées pour ajuster l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance ayant l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur.

5.3 Traitement des questionnaires dans lesquels le lieu où la personne prévoit passer la nuit est manquant

Aux fins du dénombrement, les personnes considérées comme étant en situation d'itinérance mais qui n'avaient pas indiqué où elles prévoyaient passer la nuit (ou à quel endroit elles avaient passé la nuit du 24 avril, si le questionnaire avait été rempli après cette date) ont été réparties entre les différents types de lieux possibles (lieu extérieur, hébergement d'urgence, ressource de transition, autre lieu destiné aux personnes en itinérance visible, itinérance cachée, etc.) dans les mêmes proportions que celles pour lesquelles cette information était indiquée dans le questionnaire. Les détails sont expliqués à l'annexe C.

5.4 Ajustements pour leurres non trouvés

La proportion de leurres qui n'ont pas été trouvés est un indicateur de la proportion de personnes en situation d'itinérance que les bénévoles n'ont pas abordées. Pour estimer de façon plus juste le nombre de personnes qui ont passé la nuit dans un lieu extérieur (sans compter les personnes notées par feuilles d'enregistrement), la proportion des leurres non trouvés (section 3.2) peut être utilisée. Par exemple, si deux tiers des leurres ont été trouvés et que les bénévoles ont rempli des questionnaires avec 200 personnes qui allaient passer la nuit dehors, nous pouvons estimer que $200 \times (3/2) = 300$ personnes dans cette situation se trouvaient en fait sur leur chemin.

Par souci de cohérence et de comparabilité, et étant donné que des leurres n'avaient pas été utilisés en dehors de Montréal, la proportion de leurres trouvés à Montréal a servi à ajuster le nombre de personnes comptées comme ayant l'intention de passer la nuit dans des lieux extérieurs dans les autres régions où du sillonnage a été fait.

Les bénévoles n'ont vraisemblablement pas pu noter non plus toutes les personnes en situation d'itinérance sur leurs feuilles d'enregistrement. Il serait naturel d'appliquer un ajustement semblable au nombre de personnes dénombrées de cette façon. Mais, comme expliqué à l'annexe B.3, nous savons que les bénévoles ont en fait relevé beaucoup de personnes qui n'étaient vraisemblablement pas en situation d'itinérance. Par conséquent, le facteur d'ajustement pour leurres non trouvés aurait un effet trop important s'il était appliqué aux personnes identifiées au moyen des feuilles d'enregistrement et retenues après analyse. Ainsi, aucun ajustement de cette nature n'a été fait pour les personnes dénombrées avec des feuilles d'enregistrement.

5.5 Ajustements pour les secteurs non couverts

À Montréal, il était prévu que des bénévoles se rendent dans certains secteurs qui, en fin de compte, n'ont pas été couverts faute d'un nombre suffisant de bénévoles. Comme l'ordre d'attribution des secteurs aux bénévoles avait été établi de façon aléatoire, le nombre moyen de personnes considérées comme étant en situation d'itinérance et ayant l'intention de passer la nuit dans un secteur non-couvert d'un arrondissement devrait, en moyenne, être égal au nombre moyen dans les secteurs couverts du même arrondissement. Certains des secteurs étaient isolés et dans des arrondissements éloignés. Aucun ajustement n'a été fait dans ces situations (voir l'annexe C).

Dans les régions autres que Montréal, aucun ajustement de cette nature n'a été effectué.

5.6 Question supplémentaire posée après le 24 avril sur le type de lieu où la nuit du 24 avril avait été passée

Les questionnaires soumis après le 24 avril comportaient une question supplémentaire, adressée aux personnes qui rapportaient avoir passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur : « Étiez-vous dans un lieu caché (une cachette) pendant la soirée du 24 avril? » (voir l'annexe A). Les personnes qui ont répondu « oui » à cette question ont été comptées comme en situation d'itinérance, et leur questionnaire a été traité de la même façon que si elles avaient répondu le soir du 24 avril qu'elles prévoyaient passer la nuit dans un lieu extérieur.

5.7 Estimation du nombre de personnes dans les ressources qui n'ont pas participé

Une minorité de ressources d'hébergement¹¹, notamment des refuges pour jeunes ou des centres pour femmes victimes de violence conjugale, n'ont pas souhaité ou n'ont pas été en mesure de participer au dénombrement. Supposer implicitement, en les ignorant, que ces ressources n'avaient aucun résident le soir du 24 avril sous-estimerait de façon substantielle le nombre de personnes en situation d'itinérance. Cela aurait aussi pour effet de rendre le nombre calculé d'un dénombrement à l'autre pour une région sujet à une variation aléatoire potentiellement importante, au gré du taux de participation des ressources dans la région. Une telle variation aurait pour effet de réduire l'utilité et la crédibilité du nombre estimé de personnes en situation d'itinérance.

Par conséquent, une méthode a été employée pour estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance qui auraient pu se trouver dans une ressource non participante. Le taux d'occupation moyen des ressources participantes le 24 avril, décliné selon le type de ressource (par exemple, centres pour femmes victimes de violence conjugale), a été calculé – séparément pour Montréal et pour le reste de la province dans son ensemble. Le taux d'occupation moyen a ensuite été multiplié par la capacité des ressources non participantes du même type, à Montréal ou en dehors de Montréal. Par exemple, supposons que nous ayons calculé, à partir des données soumises par les ressources de transition participantes à l'extérieur de Montréal, que leur taux d'occupation moyen la nuit du 24 au 25 avril était de 80 %. Si la ressource de transition X, non participante et à l'extérieur de Montréal, avait une capacité de 20 personnes, nous aurions donc estimé que $20 \times 0,8 = 16$ personnes se trouvaient dans cette ressource la nuit du 24 au 25 avril.

5.8 Détermination du type de lieu dans lequel se trouvait la personne la nuit du 24 avril

Le type de lieu où se trouvait la personne la nuit du 24 avril a servi à deux fins. D'une part, nous voulions estimer le nombre de personnes qui étaient en situation d'itinérance visible le 24 avril selon le type de lieu où les personnes se trouvaient. Pour ce calcul, nous nous sommes basés sur les données administratives collectées, à l'exception des personnes dans des lieux extérieurs. Pour ces dernières, nous n'avions bien sûr pas de données administratives sur lesquelles nous appuyer. Nous avons alors utilisé leur réponse à la question du questionnaire portant sur l'endroit où elles se trouvaient la nuit du 24 avril. Cette question incluait de multiples choix de réponses (voir l'annexe A).

D'autre part, nous avons aussi effectué de nombreuses analyses de questionnaires en comparant les réponses données par des personnes qui se trouvaient dans différents types de lieux. Pour ces analyses, l'information concernant le type de lieu dans lequel la personne se trouvait la nuit du 24 avril provenait en général de la réponse à la question à cet effet.

Toutefois, les questionnaires soumis le 24 avril dans une ressource dont tous les résidents étaient considérés comme en situation d'itinérance n'incluaient pas cette question. Cette question avait été jugée redondante, le type de lieu dans lequel la personne avait passé la nuit

¹¹ Nous faisons référence ici aux ressources d'hébergement d'urgence, aux ressources de transition, aux refuges pour femmes victimes de violence conjugale, aux centres de thérapie ou CRD et aux centres de crise. Tous les centres hospitaliers ainsi que tous les établissements de détention et quartiers cellulaires des postes de police ont participé.

étant déterminé par la nature de la ressource où se trouvait la personne lorsqu'elle a répondu au questionnaire. Pour ces personnes, c'est la nature de la ressource, plutôt que leur réponse à la question, qui a déterminé le type de lieu utilisé dans l'analyse des questionnaires.

Par ailleurs, sachant que certains organismes offraient plusieurs types de services d'hébergement distincts, nous avons dans plusieurs cas séparé, au préalable, les questionnaires provenant des différents types de services d'hébergement d'un même organisme. Par exemple, nous avons pu faire la distinction entre les personnes ayant passé la nuit à l'accueil de nuit d'une ressource pour femmes, correspondant à de l'hébergement d'urgence, et celles ayant passé la nuit dans l'unité court terme du même organisme, correspondant à de l'hébergement de transition.

Au moment de l'analyse, toutefois, il est devenu apparent que certains organismes offrant plus d'un type d'hébergement n'avaient pas été identifiés ainsi au préalable. Dans ces cas, les questionnaires ont été classés comme provenant d'un organisme mixte et, conséquemment, les personnes ont été considérées comme ayant passé la nuit du 24 avril dans un organisme mixte, sans précision. Notons toutefois que quelques organismes mixtes ont pu, *a posteriori*, nous préciser le type d'hébergement utilisé par chacune des personnes ayant répondu au questionnaire dans leur ressource. Celles-ci ont donc pu être classées plus précisément selon le type de lieu où elles avaient passé la nuit.

5.9 Description des caractéristiques des personnes incluses dans le dénombrement

Pour répondre au second objectif du dénombrement, notre stratégie a été de présenter au départ les caractéristiques de la population en situation d'itinérance (visible et cachée) que nous avons recensée dans l'ensemble des régions.

La description des caractéristiques de la population s'est normalement effectuée uniquement à partir des questionnaires. Dans le cas de l'âge cependant, nous avons également utilisé, pour les personnes hébergées dans des ressources, les données administratives qui nous avaient été fournies à l'aide de la plateforme en ligne. Nous n'avons en fin de compte pas utilisé les données administratives sur l'identité de genre et l'identité autochtone parce que celles-ci n'étaient pas suffisamment détaillées.

Les réponses aux différentes questions du questionnaire sont d'abord présentées de façon globale. Ensuite, elles sont déclinées :

- selon le type de lieu où la personne avait passé la nuit;
- selon l'identité de genre;
- selon le groupe d'âge;
- selon l'identification comme Autochtone ou non;
- selon la taille et la situation géographique de la ville¹².

¹² Pour cette dernière série d'analyses, les villes ont été classées en quatre groupes : Montréal; banlieues de Montréal ou de Québec; autres villes de plus de 100 000 habitants (Gatineau, Trois-Rivières, Québec, Sherbrooke); autres villes ayant 100 000 habitants ou moins (voir l'annexe D).

Par la suite, des analyses semblables ont été effectuées par région. Les analyses pour la région dans son ensemble et selon le type de lieu où la personne a passé la nuit sont présentées et commentées dans le rapport principal; les comparaisons selon le sexe, l'âge et, lorsque les nombres le justifient, selon l'identité autochtone sont présentées sans commentaire dans des annexes distinctes du présent rapport.

Nous n'avons pas effectué de tests statistiques ou calculé d'intervalles de confiance, pour des raisons décrites à l'annexe B.4.

La plupart des analyses ont été effectuées à l'aide du logiciel Stata, version 15 [11]. Les résultats ont ensuite été exportés dans le logiciel Excel, à partir duquel les tableaux et les figures ont été produits. Certaines analyses ont été effectuées directement dans Excel.

IV. RÉSULTATS

Les résultats sont présentés en trois parties principales : 1) déroulement du dénombrement; 2) estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance dans chacune des régions; et 3) caractéristiques des personnes en situation d'itinérance. La troisième partie débute par une présentation détaillée des résultats pour l'ensemble de la province, déclinée de plusieurs façons, puis s'enchaîne avec des résultats plus généraux pour chacune des régions.

1. Déroulement du dénombrement

1.1 Soirée du 24 avril

La soirée du 24 avril s'est déroulée sans aucun incident en lien avec la sécurité des bénévoles. Il n'y a eu aucune précipitation dans les régions couvertes par le dénombrement. La température était clémente, variant entre 8 et 17 degrés Celsius selon les régions.

Le tableau 2, à la page suivante, présente quelques informations sur le déroulement du dénombrement dans les différentes régions. Dans la plupart des cas, le dénombrement couvrait l'ensemble du territoire de la région. Cela signifie, d'une part, que toutes les ressources et institutions susceptibles d'avoir hébergé des personnes en situation d'itinérance la nuit du 24 au 25 avril ont été invitées à participer au dénombrement et, d'autre part, que tous les lieux extérieurs où on s'attendait à trouver des personnes en situation d'itinérance ont été couverts (soit par sillonnage, soit indirectement parce que ces personnes fréquentent les ressources invitées à participer au dénombrement).

Cette méthode vaut également pour les régions qui ont fait le choix de couvrir une ou plusieurs villes de leur région, et non pas l'ensemble de la région. Ainsi, le dénombrement réalisé dans la Capitale-Nationale couvre la ville de Québec uniquement, de même au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où l'exercice comprend deux villes, soit Saguenay et Alma.

Tableau 2. Déroulement du dénombrement dans les différentes régions (début)

Région	Région complète	Villes où des questionnaires ont été collectés	Villes dans lesquelles un sillonnage a eu lieu (par bénévoles ou travailleurs de rue)	Si sillonnage, par bénévoles, travailleurs de rue, ou les deux?	Nombre de secteurs qu'il était prévu de couvrir	Nombre de secteurs qui ont été couverts	Villes dans lesquelles seulement des lieux connus ont été visités	Heures – lieux extérieurs	Villes dans lesquelles des événements attractifs ont eu lieu	Nombre de bénévoles mobilisés	Nombre de travailleurs de rue	Formes de la compensation offerte par questionnaire (valeur de 5 \$)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Non	Alma, Saguenay	Saguenay	Travailleurs de rue	3	3	Saguenay	20 h à 23 h	Saguenay	0	16	Bons d'achat
Capitale-Nationale	Non	Québec	Québec	Les deux	10	10	Québec	20 h à 23 h	Aucune	63	5	En argent
Mauricie-Centre-du-Québec	Oui	Bécancour, Drummondville, La Tuque, Shawinigan, Trois-Rivières, Victoriaville, Saint-Guillaume	Aucune	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	Aucune	0	0	En argent; cartes IGA (La Tuque)
Estrie	Oui	Sherbrooke, Granby, Magog, Dunham, Sainte-Brigide-d'Iberville, Cowansville, Saint-Joseph-de-Ham-Sud, Martinville	Sherbrooke	Bénévoles	13	13	Sherbrooke	18 h 30 à 22 h	Aucune	41	0	En argent
Montréal	Oui	(Arrondissements) Hochelaga-Maisonneuve, Lachine, Montréal-Nord, Plateau-Mont-Royal, Rosemont-La-Petite-Patrie, Verdun, Ville-Marie, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, stations de métro	Mêmes que dans la case précédente, avec l'addition d'Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Lachine et Ville LaSalle	Bénévoles	164	123	Dorval (aéroport)	20 h à 23 h	Aucune	565	Aucun le soir du dénombrement	Cartes Tim Hortons
Outaouais	Oui	Chelsea, Gatineau, Maniwaki, Fort-Coulonge, Mansfield-et-Pontefract, Campbell's Bay	Aucune	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	Aucune	20	0	En argent et cartes Tim Hortons

Tableau 2. Déroulement du dénombrement dans les différentes régions (fin)

Région	Région complète	Villes où des questionnaires ont été collectés	Villes dans lesquelles un sillonnage a eu lieu (par bénévoles ou travailleurs de rue)	Si sillonnage, par bénévoles, travailleurs de rue, ou les deux (spécifier pour chaque ville)?	Nombre de secteurs qu'il était prévu de couvrir	Nombre de secteurs qui ont été couverts	Villes dans lesquelles seulement des lieux connus ont été visités	Heures – lieux extérieurs	Villes dans lesquelles des événements attractifs ont eu lieu	Nombre de bénévoles mobilisés	Nombre de travailleurs de rue	Formes de la compensation offerte par questionnaire (valeur de 5 \$)
Chaudière-Appalaches	Oui	Lévis, Saint-Georges, Thetford Mines, Montmagny, Vallée-Jonction	Lévis et Thetford Mines	Travailleurs de rue, Lévis et Thetford Mines	9	9	2	19 h 30 à 22 h	Aucune	0	29	En argent
Laval	Oui	Laval	Laval	Les deux	11	11	Aucune	18 h à 22 h 15	Laval	70	6	Cartes Tim Hortons ou McDonald's
Lanaudière	Oui	Joliette, Terrebonne, Lanoraie, Mascouche, Notre-Dame-de-Lourdes, Rawdon, Repentigny, Saint-Jacques-de-Montcalm, Saint-Jean-de-Matha, Lavaltrie	Joliette, Lavaltrie, Repentigny	Seulement travailleurs de rue, Joliette, Lavaltrie et Repentigny	3	3	Terrebonne, Lanoraie, Mascouche, Notre-Dame-de-Lourdes, Rawdon, Saint-Jacques-de-Montcalm, Saint-Jean-de-Matha	18 h à 22 h	Aucune	0	6	Cartes Tim Hortons
Laurentides	Oui	Blainville, Sainte-Thérèse, Deux-Montagnes, Ferme-Neuve, Mirabel, Mont-Laurier, Pointe-Calumet, Sainte-Adèle, Saint-Eustache, Saint-Jérôme, Saint-Sauveur	Aucune	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	Mont-Laurier	0	4	Cartes Tigre Géant, bons d'achat au Resto Pop Thérèse-de-Blainville et cartes Tim Hortons
Montérégie	Oui	Voir la note.	Brossard, Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chambly, Sorel, Châteauguay, Saint-Rémi, Sainte-Martine	Les deux	30	42	Voir la note.	7 h à 1 h	Aucune	59	5	Cartes Tim Hortons et cartes repas dans les soupes populaires

Note : Les villes visitées en Montérégie sont les suivantes : Brossard, Chambly, Châteauguay, Lacolle, La Prairie, Longueuil, Sorel, Saint-Bruno, Saint-Constant, Sainte-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Rémi, Vaudreuil, Valleyfield, Acton Vale, Saint-Césaire, Sainte-Martine.

1.2 Questionnaires recueillis et retenus pour analyse

Au total, 4 004 questionnaires ont été remplis, parmi lesquels 3 915 ont été retenus après élimination de 89 doublons. Le tableau 3 présente, pour chacune des régions, le nombre total de questionnaires retenus, selon le type de lieu où la personne a passé la nuit. Ensuite, le tableau 4 montre, pour l'ensemble des régions, le nombre de questionnaires obtenus selon le type de lieu ou de ressource ayant fourni le questionnaire et selon le type de lieu où la personne répondant au questionnaire a indiqué qu'elle allait passer ou avait passé la nuit du 24 avril.

Le tableau 5 indique, entre autres, le nombre de ressources ayant contribué à la collecte de questionnaires, selon la région. En tout, 275 ressources ont contribué à la collecte de questionnaires. Ces ressources sont déclinées selon leur type dans le tableau 6. Les ressources de transition et les centres de jour sont les types de ressources les plus nombreuses à avoir collaboré au dénombrement de cette façon, représentant respectivement 28 % et 21 % des 275 ressources. Le détail du type de ressources pour chaque région est présenté à l'annexe E. Voir le glossaire, situé avant les annexes de ce rapport, pour une définition de chacun des types de ressources et de services d'hébergement mentionnés.

1.3 Collecte de données administratives

Le tableau 5 illustre aussi le nombre de ressources d'hébergement ayant fourni des données administratives, selon la région, de même que le nombre de centres hospitaliers. Le tableau 6 décline ensuite ces données selon le type de ressource. Au total, 206 ressources d'hébergement ont fourni des données administratives. Les ressources de transition représentent 40 % de ce nombre, suivies des centres de thérapie ou CRD (18 %) et des refuges pour femmes victimes de violence conjugale (15 %).

Tableau 3. Nombre de questionnaires retenus pour l'analyse après élimination des doublons, selon le type de lieu où la nuit a été passée et selon la région

Type de lieu où la nuit a été passée	Région											Total
	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie–Centre-du-Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	
Lieu extérieur	1	27	3	11	236	11	0	2	7	23	28	349
Hébergement d'urgence	2	87	1	2	352	49	0	0	35	13	27	568
Ressource de transition	20	151	40	101	534	19	115	37	41	23	117	1 198
Organisme mixte ^a	24	14	39	11	10	0	0	50	0	27	0	175
Autres ^b	20	27	96	131	58	18	4	20	46	3	21	444
Itinérance cachée	37	75	81	30	206	42	21	12	37	70	59	670
Donnée manquante	19	18	37	27	297	18	12	25	17	9	32	511
Total	123	399	297	313	1 693	157	152	146	183	168	284	3 915

^a Les organismes mixtes sont ceux qui offrent plus d'un type d'hébergement. (Voir le glossaire situé avant les annexes ainsi que le point 5.8 de la section portant sur la méthodologie.) Les questionnaires classés ici comme provenant d'un organisme mixte sont ceux pour lesquels nous n'avons pas pu savoir dans quel type d'hébergement la personne se trouvait la nuit du 24 avril, parmi ceux qu'offrait l'organisme.

^b La catégorie « Autres » comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale ainsi que les centres de thérapie et CRD. Quelques répondants ont aussi indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention ou dans un centre hospitalier.

Tableau 4. Nombre de questionnaires selon le type de lieu où ils ont été obtenus et selon le type de lieu où la personne avait passé la nuit, pour l'ensemble des régions

		Type de lieu où la nuit a été passée								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché ^a	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte	Autres ^b	Itinérance cachée	Donnée manquante	Total
Type de lieu où le questionnaire a été obtenu	Lieu extérieur	127	–	20	55	–	4	100	157	463
	Hébergement d'urgence	23	8	424	100	–	18	35	42	650
	Ressource de transition	4	1	3	686	–	15	34	39	782
	Organisme mixte	5	3	15	105	175	24	19	15	361
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	2	–	68	1	2	73
	Centre de jour	69	66	89	179	–	16	295	158	872
	Centre de thérapie	–	–	0	30	–	272	4	23	329
	Travailleurs de rue	1	14	1	8	–	3	65	34	126
	Autres ^c	8	20	16	33	–	24	117	41	259
	Total	237	112	568	1 198	175	444	670	511	3 915

^a Voir la partie III, section 5.6.

^b La catégorie « Autres » comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Quelques répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention ou un centre hospitalier.

^c Comprend les centres de crise, les banques alimentaires et les autres organismes qui n'ont pu être classés dans les autres catégories.

Tableau 5. Nombre de ressources contactées et ayant contribué au dénombrement, selon la région

	Régions											Total
	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie–Centre-du-Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	
Nombre de ressources d’hébergement contactées	11	25	26	32	77	18	26	12	20	14	28	289
Nombre de ressources d’hébergement ayant fourni des données administratives	8	15	21	26	64	13	13	6	18	6	16	206
Nombre de ressources d’hébergement ayant fourni des questionnaires	8	12	17	21	44	10	14	6	14	6	15	167
Nombre de ressources autres ayant contribué à la collecte de questionnaires^a	2	6	13	3	41	6	4	4	8	6	15	108
Nombre total de ressources ayant fourni des questionnaires	10	18	30	24	85	16	18	10	22	12	30	275
Nombre de centres hospitaliers ayant fourni des données	5	8	7	10	31	7	4	2	2	4	8	88

^a Comprend notamment les centres de jour, les banques alimentaires et les travailleurs de rue.

Tableau 6. Nombre de ressources contactées et ayant contribué au dénombrement, selon leur nature

	Ressources contactées	Ressources ayant fourni des questionnaires	Ressources ayant fourni des données administratives
RESSOURCES D'HÉBERGEMENT			
Ressources de transition	108	77	82
Ressources d'hébergement d'urgence	13	10	12
Ressources mixtes : hébergement d'urgence et ressource de transition	26	24	25
Refuges pour femmes victimes de violence conjugale	61	16	31
Ressources d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale 2 ^e étape	3	2	2
Ressources mixtes : refuge pour femmes victimes de violence conjugale et hébergement pour femmes victimes de violence	5	3	2
Centres de thérapie et CRD	53	29	37
Ressources mixtes : hébergement d'urgence, ressource de transition et centre de thérapie	1	1	1
Centres de crise	19	5	14
Total partiel	289	167	206
AUTRES RESSOURCES			
Centres de jour	Données non colligées	57	Sans objet
Banques alimentaires		14	
Centres de jour et banques alimentaires		3	
Travailleurs de rue		12	
Centres de jour et travailleurs de rue		1	
Autres		21	
Total partiel		108	
Total général	275	206	

2. Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible

2.1 Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible

Le tableau 7 présente le nombre estimé de personnes en situation d'itinérance visible, selon la région et selon le type de lieu où la personne avait passé la nuit du 24 avril. Les personnes ayant passé la nuit du 24 avril dans un organisme offrant à la fois de l'hébergement d'urgence et de l'hébergement (ou du logement) de transition ont été réparties dans l'un ou l'autre de ces lieux lorsque l'information était disponible. Pour l'ensemble du Québec, le nombre total estimé se situe à 5 789, dont environ 54 % sont à Montréal.

Les personnes en situation d'itinérance qui avaient passé ou allaient passer la nuit dans des lieux extérieurs (845) représentent, selon nos estimations, environ 15 % de la population totale en situation d'itinérance visible, alors que les personnes ayant passé la nuit dans un hébergement d'urgence correspondent, quant à elles, à 19 % (1 091 personnes). Ces deux groupes sont concentrés à Montréal, où se trouvent 80 % des personnes ayant passé la nuit dans un lieu extérieur et 71 % des personnes ayant passé la nuit dans un hébergement d'urgence.

Les ressources de transition constituent le type de lieu dans lequel la plus importante partie des personnes dénombrées, soit environ le tiers (1 909 personnes), se situe. Leur répartition entre les régions est plus égale : 55 % se trouvent à Montréal, soit presque exactement le même pourcentage que représente Montréal dans le total des personnes dénombrées (54 %). La population se trouvant dans des établissements de détention ou des quartiers cellulaires des postes de police (238 personnes), qui représente 4 % du total, est légèrement surreprésentée à Montréal (environ 60 %).

2.2 Comparaison entre les nombres estimés pour Montréal en 2018 avec ceux estimés pour 2015

Le premier dénombrement ponctuel à Montréal avait estimé à 3 016 le nombre de personnes en situation d'itinérance visible sur l'île de Montréal le 24 mars 2015 [3]. Il convient de noter que l'estimation de 3 149 obtenue pour 2018 ne peut être comparée directement avec celle de 2015. En effet, de nombreux ajustements méthodologiques, y compris certains changements à la population ciblée, ont été effectués entre les deux dénombrements.

Concernant la population ciblée, le dénombrement de 2015 incluait 199 personnes qui se trouvaient dans des centres de thérapie ou CRD à l'extérieur de Montréal. En 2018, les personnes dans un centre de thérapie ou CRD ont été attribuées à la région où se trouvait le centre, sans tenir compte de la région de provenance¹³. De plus, le dénombrement de 2015 avait compté 47 personnes dans des centres d'accueil pour nouveaux arrivants, réfugiés ou demandeurs de statut de réfugié, alors que ces personnes n'ont pas été incluses en 2018.

¹³ Le dénombrement de 2015 avait implicitement supposé que toutes les personnes qui se trouvaient dans des centres de thérapie ou CRD dans la région de Montréal le 24 mars 2015 provenaient de Montréal.

Tel que décrit en détail dans le rapport *Dénombrement des personnes en situation d'itinérance sur l'île de Montréal le 24 avril 2018* (réf. Rapport de Montréal.), il est possible d'estimer l'impact de la plupart des autres ajustements méthodologiques. Tenant compte de toutes ces différences, nous estimons que le nombre de personnes en situation d'itinérance visible lors du dénombrement de 2018 a augmenté de l'ordre de 8 à 12 % en comparaison avec celui du dénombrement de 2015.

Tableau 7. Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance visible, selon la région et selon le type de lieu où la nuit du 24 avril a été passée

Type de lieu où la nuit a été passée	Région											Total
	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie–Centre-du-Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	
Lieu extérieur ^a	3	28	5	11	678	14	3	26	9	25	43	845
Hébergement d'urgence	0	94	30	25	775	55	12	25	44	19	12	1 091
Ressource de transition	55	197	43	151	1 051	20	91	44	44	88	125	1 909
Centre de thérapie ou CRD	6	45	154	167	123	0	98	31	80	0	31	735
Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	29	50	50	47	130	34	14	27	31	40	58	510
Centre hospitalier ^b	5	10	1	3	30	1	0	0	0	5	3	58
Établissement de détention ou quartiers cellulaires des postes de police	4 ^c	31	4	18	142	11	0	13	0	9	6	238
Autres ^d	32	90	10	1	220	11	25	3	1	4	6	403
Total	134	545	297	423	3 149	146	243	169	209	190	284	5 789

Notes :

^a Voir l'annexe C pour une explication détaillée de la méthode de calcul pour le nombre de personnes dans les lieux extérieurs.

^b Les personnes dénombrées dans les centres hospitaliers regroupent à la fois les personnes présentes aux urgences et celles qui étaient hospitalisées durant la nuit du 24 au 25 avril 2018.

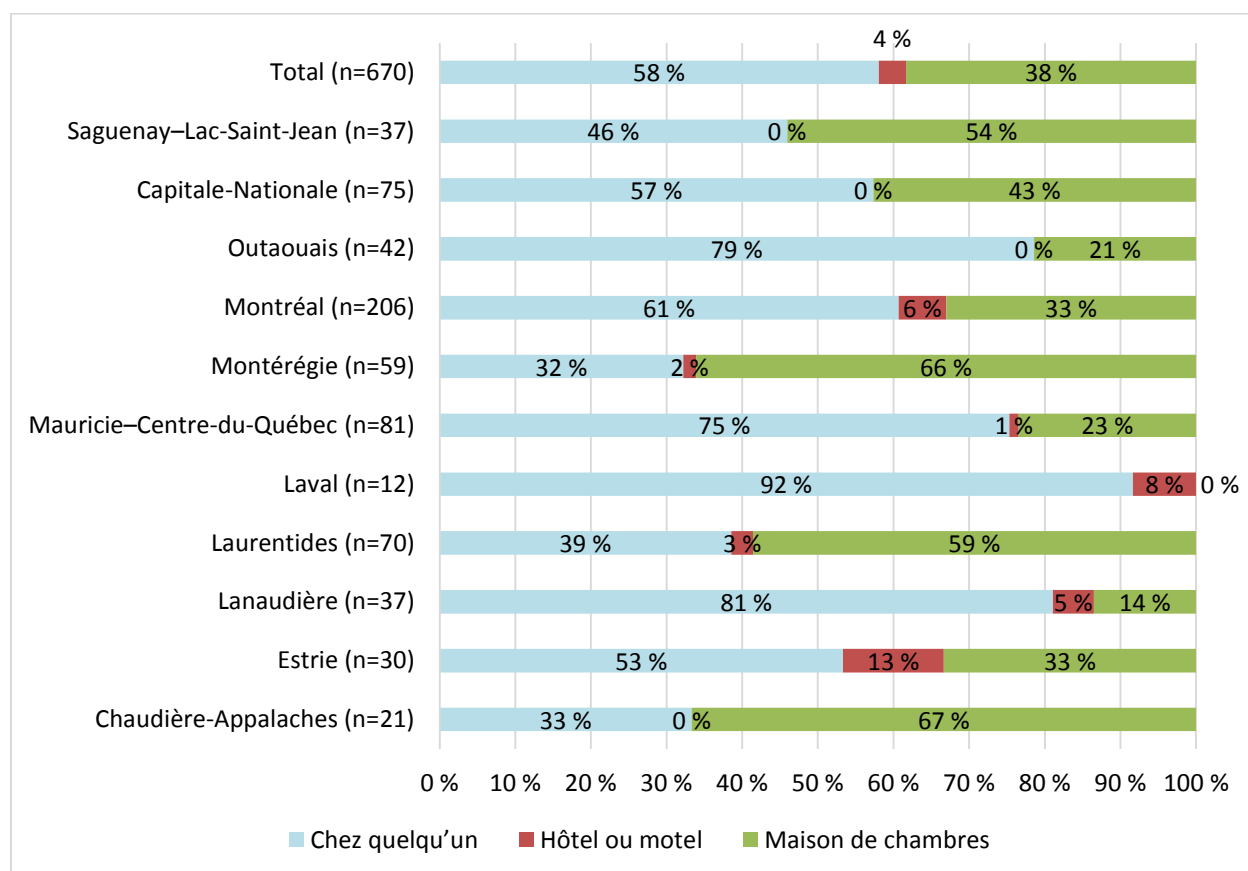
^c Ces personnes étaient à l'établissement de détention de Roberval, soit en dehors de Saguenay et d'Alma.

^d La catégorie « Autres » correspond aux répondants ayant passé la nuit dans un centre de crise ou dans un organisme offrant plus d'un type de service et que nous n'avons pas pu classer (section Méthodologie, point 5.8).

2.3 Personnes en situation d'itinérance cachée

La figure 1 présente la répartition des 670 personnes ayant passé la nuit en itinérance cachée selon les régions et, dans chaque région, leur répartition selon les trois types de lieux qui composent cette catégorie. On remarque une prédominance des personnes hébergées chez quelqu'un d'autre, et globalement très peu dans des hôtels ou motels. Les proportions varient de façon substantielle d'une région à l'autre, ce qui pourrait refléter des différences dans les stratégies pour joindre les personnes en situation d'itinérance cachée, des différences réelles dans la nature de l'itinérance cachée entre les régions ou une combinaison des deux.

Figure 1. Répartition des répondants en itinérance cachée selon le lieu où ils ont passé la nuit



2.4 Centres de thérapie et centres de réadaptation en dépendance : région de provenance de la personne et région où est situé le centre

Nous présentons dans cette section des données qui révèlent que le choix d'attribuer les personnes qui ont passé la nuit dans un centre de thérapie ou CRD à la région où se situe le centre, comme nous l'avons fait, plutôt que selon leur région de provenance a une influence non négligeable sur l'estimation du nombre de personnes attribué à une région.

Le tableau 8 montre la répartition des personnes qui étaient en situation d'itinérance au moment de leur entrée dans un centre de thérapie ou un CRD et qui avaient passé la nuit du 24 avril dans ce centre, selon leur région de provenance et selon la région où le centre était situé. Globalement, faisant abstraction des personnes dont la provenance est inconnue, la moitié (181/352, soit 51 %) de ces personnes provenait de la même région que celle du centre. Cela indique une mobilité considérable d'une région à l'autre. Plus précisément, on observe que certaines régions étaient en quelque sorte des « importatrices nettes » de personnes recevant des services en centre de thérapie ou CRD : ces régions donnaient des services à un nombre de personnes provenant d'une région autre que la leur supérieur au nombre de leur résidents ayant reçu des services en dehors de la région. C'est le cas notamment de Chaudière-Appalaches, de Mauricie-Centre-du-Québec et de l'Estrie. À l'inverse, plusieurs autres régions (ex. : Saguenay-Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Montréal) tendaient à donner des services à moins de personnes provenant d'autres régions que leurs résidents n'en recevaient à l'extérieur. Ces régions étaient au contraire des « exportatrices nettes » de personnes recevant des services en centre de thérapie ou CRD. Le choix de compter les personnes dans un centre de thérapie dans une région plutôt que les personnes de la région qui se trouvent dans un centre de thérapie, quelle que soit la région, n'est donc pas anodin.

Tableau 8. Répondants ayant passé la nuit dans un centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance, selon la région de provenance et la région où l'établissement est situé

		Région de provenance														
		Saguenay– Lac-Saint-Jean	Capitale- Nationale	Mauricie– Centre-du-Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Chaudière- Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Autre	Donnée manquante	Total	
Région du centre de thérapie ou du CRD	Saguenay–Lac- Saint-Jean (02)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	6	
	Capitale-Nationale (03)	1	7	0	0	2	0	1	0	0	0	0	3	1	15	
	Mauricie–Centre- du-Québec (04)	19	10	61	6	7	1	0	5	2	0	2	6	3	122	
	Estrie (05)	2	3	6	36	28	1	2	0	0	1	9	3	18	109	
	Montréal (06)	2	0	0	1	30	0	0	2	2	2	5	1	21	66	
	Chaudière- Appalaches (12)	0	6	1	0	3	0	7	0	0	0	1	1	26	45	
	Laval (13)	0	0	0	0	1	0	0	15	0	0	0	0	2	18	
	Lanaudière (14)	0	1	0	0	12	3	0	0	12	0	1	0	35	64	
	Montérégie (16)	0	0	0	0	4	1	0	0	0	0	13	1	0	19	
	Total	24	27	68	43	87	6	10	22	16	3	31	15	112	464	

3. Caractéristiques des personnes en situation d'itinérance

3.1 Analyses regroupant l'ensemble des régions

3.1.1 Caractéristiques des personnes en situation d'itinérance dans l'ensemble des onze régions, selon le type de lieu où la nuit du 24 avril a été passée

La section qui suit décrit les caractéristiques des personnes en situation d'itinérance selon le type de lieu où elles ont passé la nuit du 24 avril, pour l'ensemble des onze régions.

Le tableau 9 présente des données sociodémographiques. Globalement, 72 % des répondants étaient des hommes, 26 % des femmes, et environ 2 % des personnes avaient une identité de genre autre. Les hommes étaient largement majoritaires dans les lieux extérieurs, les ressources d'hébergement d'urgence, les centres de thérapie et les CRD, ainsi que dans les établissements de détention. Les femmes étaient plus nombreuses en proportion dans les ressources de transition, et dans une moindre mesure en itinérance cachée, comparativement aux autres lieux.

Selon les données administratives qui nous ont été fournies, les répondants étaient concentrés dans les groupes d'âge moyen, 38 % ayant entre 30 et 49 ans. Les jeunes de moins de 18 ans étaient proportionnellement plus nombreux dans les ressources de transition, tandis que les personnes de 65 ans et plus étaient proportionnellement plus nombreuses en itinérance cachée.

Hormis les personnes s'étant déclarées d'ascendance autochtone (une catégorie pouvant être comprise différemment selon les répondants), environ 10 % des répondants s'identifiaient comme autochtones. Toujours en excluant les personnes d'ascendance autochtone, les Autochtones en général et les membres des Premières Nations en particulier étaient proportionnellement plus nombreux en itinérance cachée : ils constituaient 16 % et 8 % des répondants respectivement.

Les personnes ayant une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle représentaient 12 % des répondants, presque la moitié de ce groupe se déclarant bisexuelle. Les personnes bisexuelles se trouvaient en plus grande proportion dans les ressources de transition et en itinérance cachée que dans les lieux extérieurs et dans les ressources d'hébergement d'urgence. Cette répartition est associée au fait, rapporté plus loin, que parmi nos répondants les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses à être bisexuelles et qu'elles étaient proportionnellement plus nombreuses dans les ressources de transition et en itinérance cachée.

Globalement, 10,5 % des répondants venaient d'un autre pays : 8,5 % en tant qu'immigrants (économiques ou parrainés par la famille), 1,3 % en tant que réfugiés et 0,8 % en tant que demandeurs d'asile. Il faut bien comprendre que cette question faisait référence au statut de la personne lorsqu'elle est arrivée au Canada, et non à son statut actuel. Les immigrants de l'une ou l'autre de ces catégories étaient un peu moins présents en itinérance cachée. Les questions posées ne permettent pas de distinguer les répondants qui étaient demandeurs d'asile au moment du dénombrement ou illégalement sur le territoire, car ces derniers pourraient avoir refusé de répondre à la question.

Tableau 9. Données sociodémographiques, selon le type de lieu, pour l'ensemble des régions (début)

Genre	Lieux extérieurs (n=335)	Hébergement d'urgence (n=554)	Ressources de transition (n=1 171)	Itinérance cachée (n=656)	Centres de thérapie ou CRD ^b (n=432)	Établissements de détention ^b (n=230)	Total ^c (n=3 815)
Femmes	9,6 %	16,3 %	33,8 %	23,0 %	15,5 %	6,1 %	25,6 %
Hommes	88,7 %	80,9 %	63,8 %	74,2 %	83,3 %	93,9 %	72,2 %
Autres identités de genre	1,8 %	2,9 %	2,4 %	2,7 %	1,2 %	–	2,3 %
Âge^d	Lieux extérieurs (n=336)	Hébergement d'urgence (n=775)	Ressources de transition (n=1363)	Itinérance cachée (n=646)	Centres de thérapie ou CRD (n=431)	Établissements de détention (n=238)	Total ^c (n=4 578)
Moins de 18 ans	0,0 %	1,3 %	9,6 %	2,0 %	0,0 %	0,0 %	5,6 %
18 à 29 ans	15,5 %	10,5 %	36,4 %	2,0 %	26,9 %	24,8 %	20,8 %
30 à 49 ans	46,7 %	39,7 %	28,5 %	24,8 %	55,0 %	54,2 %	37,9 %
50 à 64 ans	34,5 %	39,6 %	21,1 %	39,8 %	17,4 %	19,3 %	27,3 %
65 ans et plus	3,3 %	8,9 %	4,5 %	31,4 %	0,7 %	1,7 %	8,4 %
Identité autochtone	Lieux extérieurs (n=323)	Hébergement d'urgence (n=529)	Ressources de transition (n=1 137)	Itinérance cachée (n=639)	Centres de thérapie ou CRD	Établissements de détention	Total ^c (n=3 687)
Non	82,0 %	84,7 %	88,7 %	78,3 %	–	–	84,7 %
Oui, Premières Nations	6,5 %	5,7 %	4,1 %	8,3 %	–	–	5,6 %
Oui, Inuit	4,6 %	2,8 %	0,7 %	5,6 %	–	–	1,6 %
Oui, Métis	2,2 %	2,3 %	1,9 %	2,2 %	–	–	3,2 %
Oui, ascendance autochtone	4,6 %	4,5 %	4,7 %	5,6 %	–	–	4,8 %

Tableau 9. Données sociodémographiques, selon le type de lieu, pour l'ensemble des régions^a (fin)

Orientation sexuelle	Lieux extérieurs (n=310)	Hébergement d'urgence (n=545)	Ressources de transition (n=1 138)	Itinérance cachée (n=629)	Centres de thérapie ou CRD	Établissements de détention	Total ^c (n=3 688)
Hétérosexuelle	89,4 %	89,4 %	86,6 %	87,1 %	–	–	88,0 %
Homosexuelle	3,2 %	5,5 %	3,6 %	2,9 %	–	–	3,4 %
Bisexuelle	3,9 %	4,0 %	6,9 %	6,5 %	–	–	5,9 %
Autres	3,6 %	1,1 %	3,0 %	3,5 %	–	–	2,7 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Lieux extérieurs (n=304)	Hébergement d'urgence (n=518)	Ressources de transition (n=1 120)	Itinérance cachée (n=615)	Centres de thérapie ou CRD	Établissements de détention	Total ^c (n=3 585)
Non	90,8 %	87,1 %	88,8 %	93,0 %	–	–	89,5 %
Oui, immigrant(e)	6,6 %	9,3 %	8,9 %	5,7 %	–	–	8,5 %
Oui, réfugié(e)	1,6 %	2,9 %	1,1 %	1,0 %	–	–	1,3 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	1,0 %	0,8 %	1,3 %	0,3 %	–	–	0,8 %

Notes :

^a Dans ce tableau, comme dans toutes les analyses subséquentes dans ce rapport, les *n* représentent le nombre de personnes qui ont donné une réponse à la question, en **excluant** celles pour lesquelles il était noté qu'elles avaient refusé de répondre ou qu'elles ne savaient pas.

^b Cette catégorie inclut un petit nombre de personnes qui se trouvaient dans des quartiers cellulaires de postes de police. Nous avons rapporté ces données, mais ne les avons pas incluses dans le total pour ce qui est du genre, parce qu'elles ne précisaient pas les autres identités de genre.

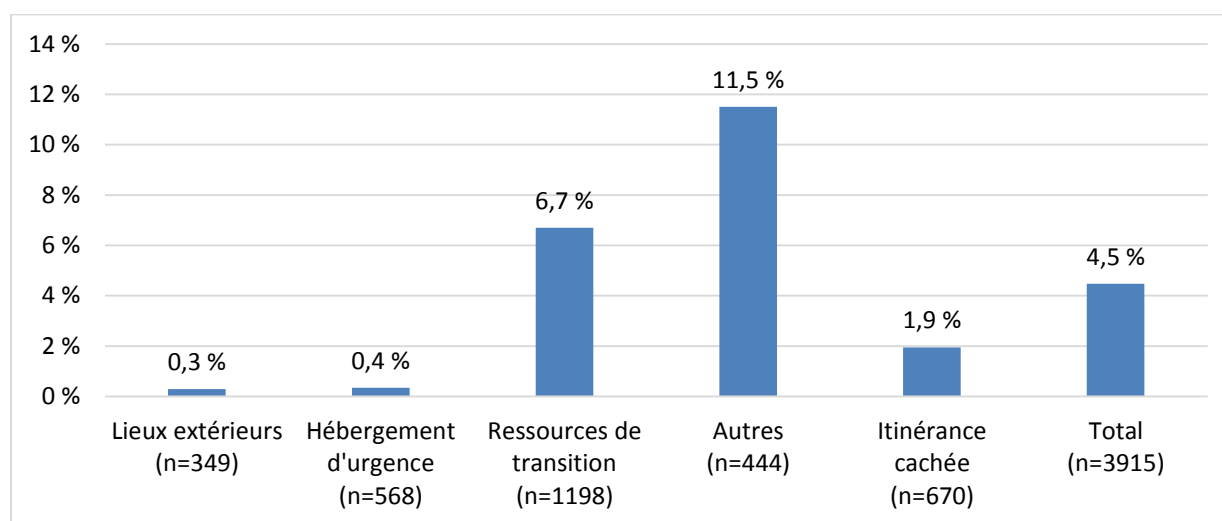
^c Les autres types de lieux où les répondants ont passé la nuit étaient mentionnés dans trop peu de questionnaires pour que les proportions méritent d'être présentées. Cependant, ces répondants sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

^d Les données sur l'âge sont basées principalement sur les données administratives, auxquelles nous avons ajouté les données provenant de questionnaires remplis dans des lieux extérieurs et en itinérance cachée. Nous n'avons pu faire cela avec les données administratives sur l'identité de genre ou sur l'identité autochtone, car de nombreuses ressources ne nous ont pas fourni ces données de façon suffisamment détaillée.

Nous présentons maintenant les autres réponses aux questionnaires, selon le type de lieu où les répondants déclaraient prévoir passer, ou avoir passé, la nuit du 24 avril. Comme dans l'ensemble du rapport, les résultats incluent les réponses des personnes en situation d'itinérance visible et cachée.

La figure 2 indique les proportions de répondants ayant déclaré passer la nuit, ou avoir passé la nuit, avec un ou plusieurs enfants le soir du 24 avril. Ce phénomène est très marginal dans les lieux extérieurs et dans les ressources d'hébergement d'urgence. Il est proportionnellement plus fréquent dans la catégorie « Autres » (12 %), qui inclut notamment les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, de même que dans les ressources de transition (7 %), qui incluent entre autres des refuges de deuxième étape pour femmes et enfants.

Figure 2. Présence d'enfants pendant la nuit, selon le type de lieu où les répondants ont déclaré passer la nuit



La figure 3 présente la proportion des répondants ayant servi dans les Forces armées canadiennes ou dans la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Si les personnes issues de la GRC sont peu nombreuses (0,2 % de l'échantillon), la proportion de vétérans des Forces armées est plus considérable, alors que 4,5 % des répondants ont déclaré y avoir servi.

La figure 4 indique la répartition des durées depuis l'arrivée des répondants dans la ville où s'est déroulé le dénombrement. Des analyses supplémentaires, qui ne sont pas présentées ici, montrent que, parmi les répondants ayant passé la nuit dans des lieux extérieurs, seulement 10 % sont arrivés dans la dernière année (contre 25 % pour l'ensemble), alors que 30 % d'entre eux sont arrivés dans la ville il y a 10 ans ou plus, et 29 % habitent dans la ville depuis toujours.

Figure 3. Proportion des répondants ayant servi dans les Forces armées ou la Gendarmerie royale du Canada, selon le type de lieu

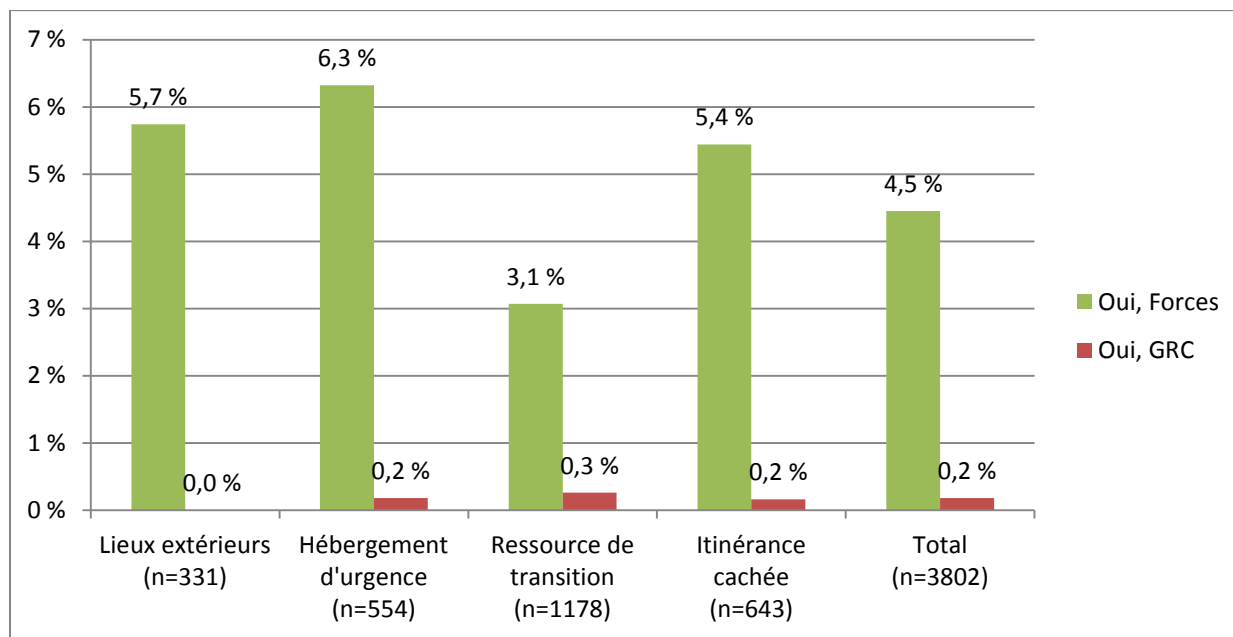
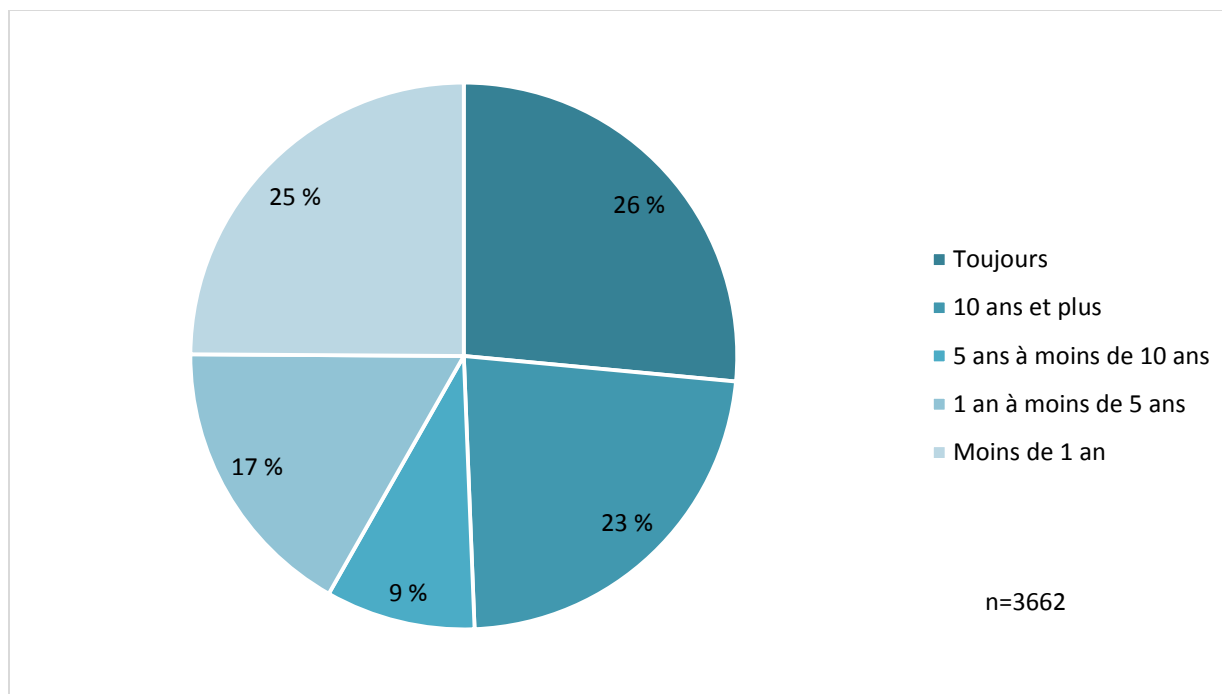
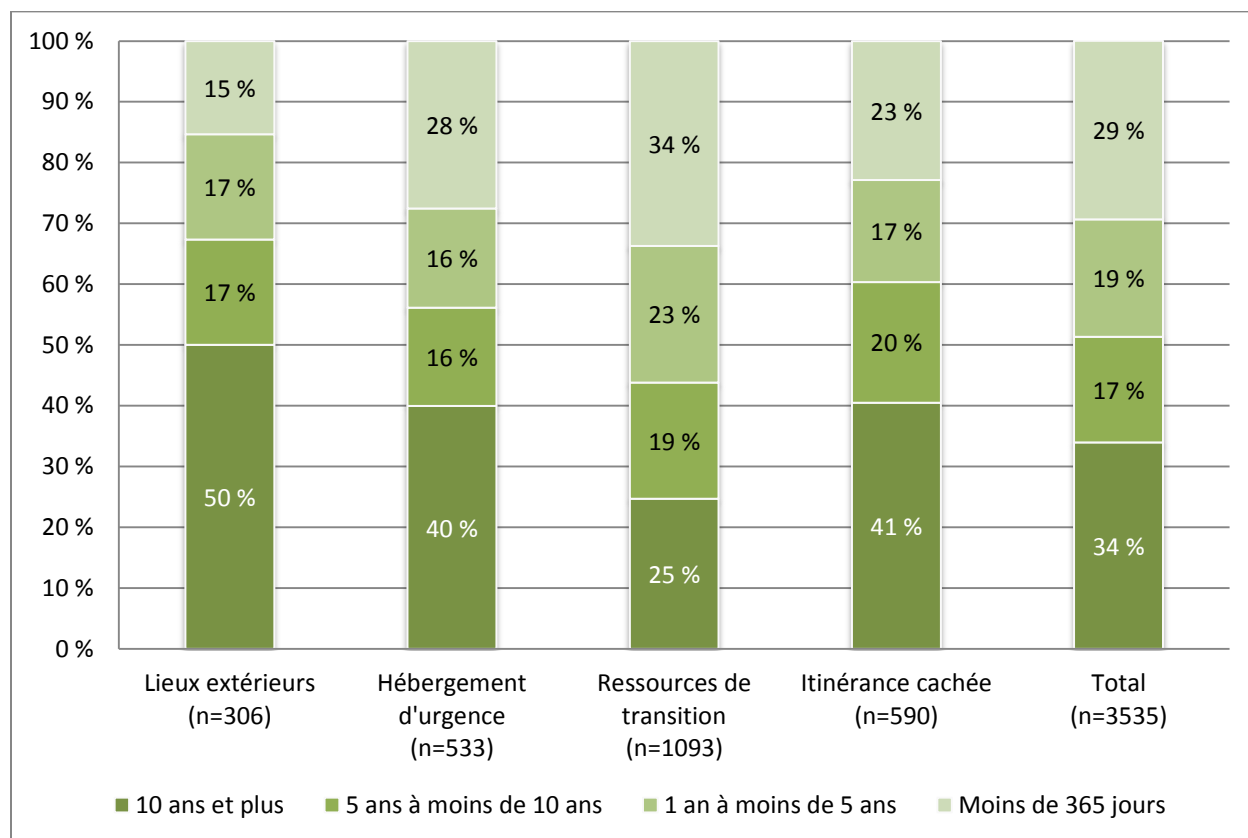


Figure 4. Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, ensemble des répondants



On voit dans la figure 5 le nombre approximatif d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le type de lieu¹⁴. Tous types de lieux confondus, 34 % des répondants avaient vécu leur première situation d'itinérance il y a 10 ans ou plus. Ce sont les personnes dans des lieux extérieurs chez qui ce pourcentage est le plus élevé (50 %). À l'inverse, globalement, 29 % des répondants étaient en situation d'itinérance pour la première fois depuis moins d'une année. Ce pourcentage est particulièrement faible chez les personnes dans des lieux extérieurs (15 %) et en itinérance cachée (23 %). Il faut noter que la durée depuis le premier épisode d'itinérance peut avoir inclus une ou des périodes durant lesquelles la personne avait un domicile fixe.

Figure 5. Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le type de lieu

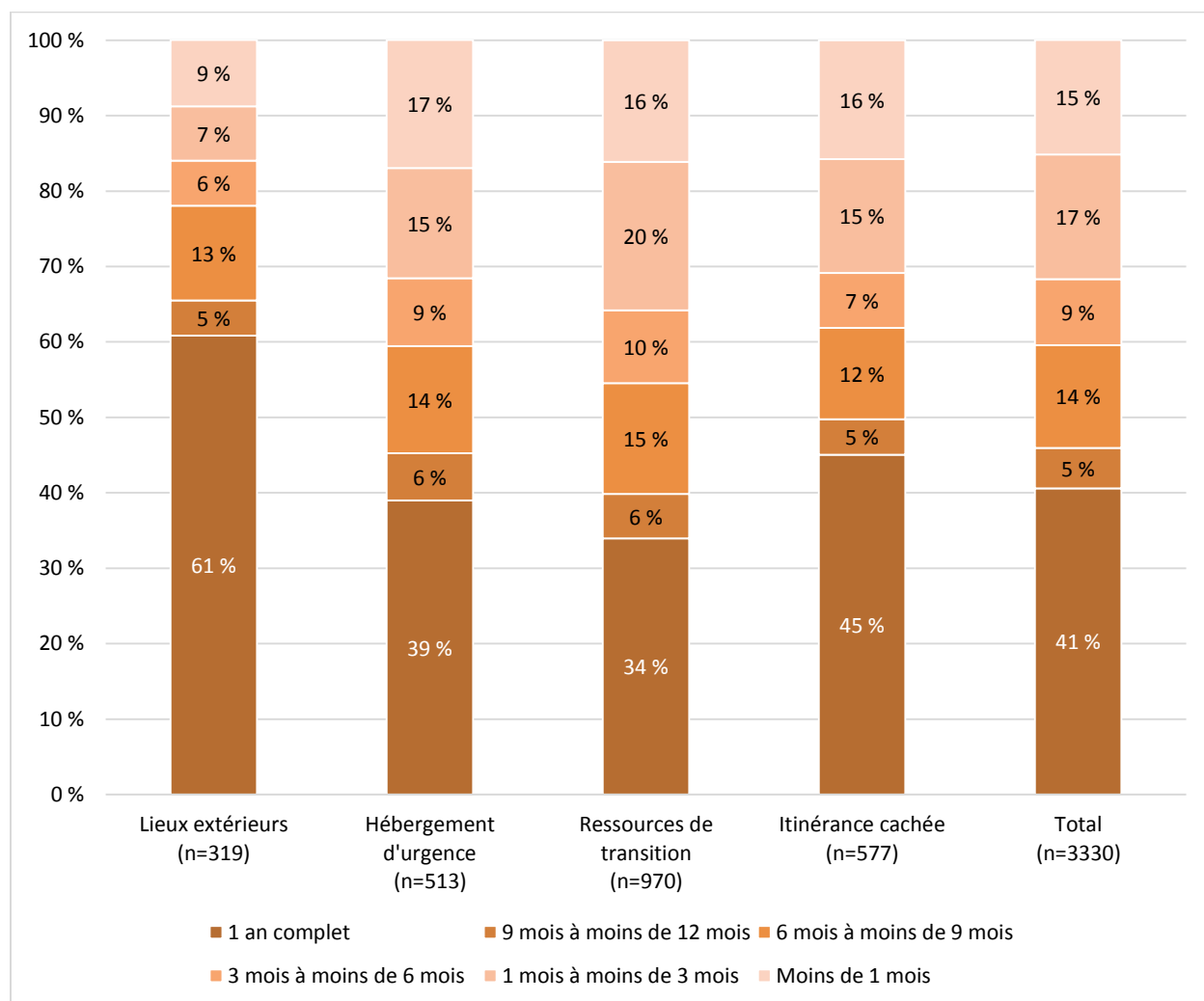


¹⁴ Plus précisément, il s'agit de la différence entre l'âge du répondant au moment de la passation du questionnaire et son âge au moment du premier épisode d'itinérance. Si la différence entre ces deux âges est de 0, la durée écoulée depuis le premier épisode d'itinérance doit être de moins de 365 jours.

La figure 6 décrit le nombre de jours pendant lesquels le répondant a été en situation d'itinérance au cours de la dernière année. Globalement, 41 % des personnes avaient été en situation d'itinérance toute l'année et 32 % pendant moins de 3 mois. Ainsi, moins du tiers l'ont été de 3 mois à moins d'un an.

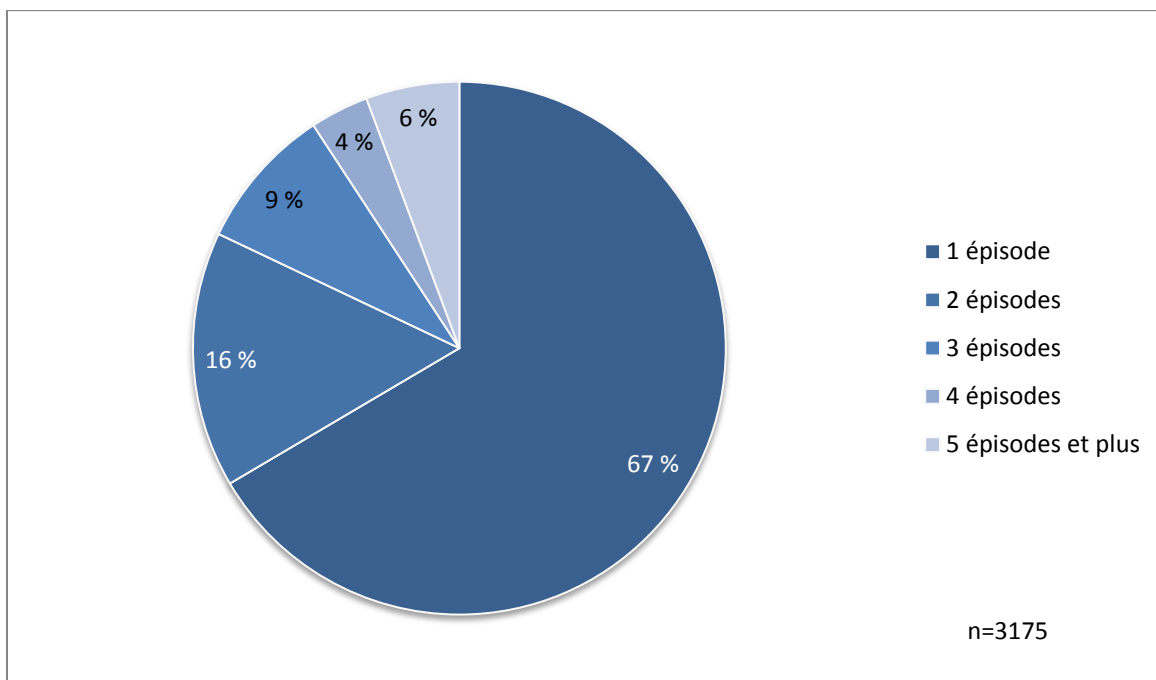
La majorité (61 %) des personnes dans des lieux extérieurs ont été en situation d'itinérance tout au long de l'année, et proportionnellement peu d'entre elles ont passé moins d'un mois en situation d'itinérance (9 %). Les répartitions pour les autres types de lieux sont assez similaires, outre le fait que les personnes en situation d'itinérance cachée semblent avoir été elles aussi proportionnellement plus nombreuses à être en situation d'itinérance tout au long de l'année (45 %).

Figure 6. Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le type de lieu



La figure 7 présente le nombre d'épisodes d'itinérance vécus par les répondants au cours de la dernière année. Deux tiers (67 %) des répondants ont vécu un seul épisode d'itinérance au cours de l'année.

Figure 7. Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, pour l'ensemble des répondants



Le tableau 10 décrit les raisons évoquées par les répondants pour expliquer la plus récente perte de leur logement.¹⁵ La réponse la plus souvent évoquée, et ce, de loin, correspondait aux problèmes de dépendance, avec 27 % des répondants ayant évoqué cette raison pour la perte de leur logement. La fréquence relative des raisons évoquées varie peu selon le type de lieu.

¹⁵ Les intervieweurs écoutaient les explications données par les répondants et pouvaient noter plus d'un choix de réponse. Ils pouvaient aussi prendre en note une réponse « Autre raison » qui ne faisait pas partie de la liste sur le questionnaire. (Voir l'annexe A.) Les réponses « Autre raison » ont été étudiées et trois nouvelles catégories ont été créées : « conflit : autre », « accident ou événement majeur » et « expulsion ou non-renouvellement du bail ».

Tableau 10. Raisons évoquées de la perte de logement, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit

	Type de lieu				
	Lieux extérieurs (n=327)	Refuges (n=546)	Ressources de transition (n=1 165)	Itinérance cachée (n=638)	Total (n=3 744)
Dépendance ou toxicomanie	25,4 %	24,4 %	21,6 %	22,1 %	26,6 %
Incapable de payer le loyer ou l'hypothèque	20,2 %	20,0 %	16,7 %	20,2 %	17,3 %
Conflit avec : époux(-se) ou conjoint(e)	11,9 %	10,1 %	14,2 %	11,8 %	13,5 %
Problème de santé mentale	12,5 %	8,1 %	16,9 %	12,4 %	13,4 %
Perte d'emploi	10,7 %	15,4 %	10,5 %	9,6 %	11,1 %
Conflit avec : parent ou tuteur	6,1 %	4,2 %	14,3 %	6,9 %	9,3 %
Incarcééré (prison)	9,5 %	5,5 %	5,6 %	9,1 %	7,9 %
Conditions de logement dangereuses	7,3 %	6,8 %	6,8 %	11,6 %	7,2 %
Conflit : autre	6,7 %	11,2 %	6,5 %	7,8 %	7,1 %
Maladie ou condition médicale	7,7 %	7,9 %	6,5 %	7,1 %	6,9 %
Subi de mauvais traitements par : époux(-se) ou conjoint(e)	2,8 %	3,1 %	5,9 %	3,9 %	6,4 %
Hospitalisation ou programme de traitement	3,4 %	3,1 %	5,2 %	3,0 %	4,0 %
Accident ou événement majeur	6,1 %	3,7 %	2,1 %	4,4 %	3,6 %
Subi de mauvais traitements par : parent ou tuteur	2,5 %	0,9 %	3,0 %	3,1 %	2,4 %
Expulsion ou non-renouvellement du bail	2,8 %	4,6 %	1,3 %	2,2 %	2,2 %
Volontairement	2,1 %	2,9 %	2,3 %	2,4 %	2,2 %
Autres raisons^a	8,0 %	9,2 %	9,0 %	11,0 %	8,9 %

^a Les autres raisons mentionnées par les répondants incluaient notamment les problèmes d'immigration, la fin des services offerts par les centres jeunesse, les logements surpeuplés, l'isolement, etc. De plus, plusieurs répondants ne souhaitaient pas préciser les raisons de la perte de leur logement, mais ont simplement indiqué que la raison était autre qu'une de celles sur la liste.

Les sources de revenu mentionnées par les répondants, déclinées selon le type de lieu, sont rapportées au tableau 11. La source de revenu mentionnée la plus souvent, et de loin, par 71 % des répondants, est l'aide sociale ou l'aide au revenu. L'emploi (régulier) arrive en seconde place, rapporté par 10 % des répondants. Les répondants dans les ressources de transition sont les plus nombreux en proportion à avoir des revenus d'un emploi régulier, avec 18 %, alors qu'aucun des autres groupes n'atteint 10 %.

Mentionné par 9 % des répondants, l'emploi informel arrive en troisième place, presque à égalité avec l'emploi régulier. La proportion des répondants qui l'ont mentionné varie de façon importante selon le type de lieu, de 4 % dans les ressources de transition à 26 % dans les lieux extérieurs.

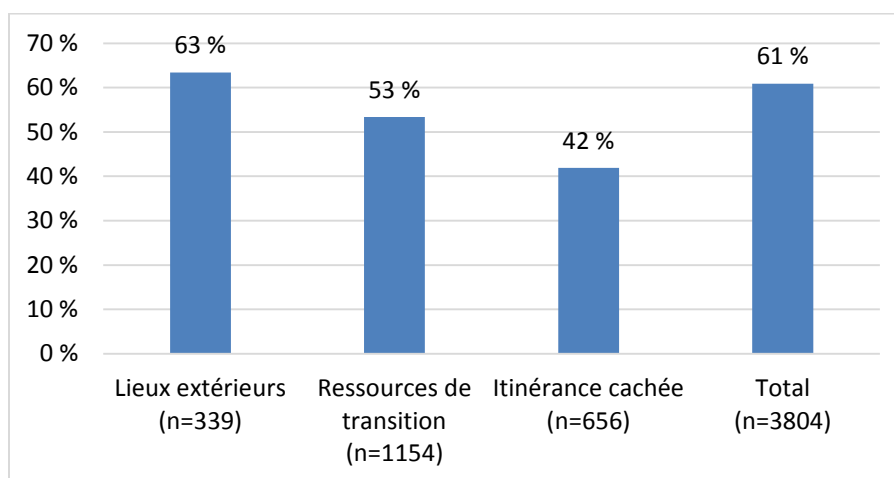
Tableau 11. Sources de revenu mentionnées, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit

	Type de lieu				
	Lieux extérieurs (n=336)	Hébergement d'urgence (n=557)	Ressources de transition (n=1182)	Itinérance cachée (n=655)	Total (n=3 825)
Aide sociale ou aide au revenu	64,0 %	75,6 %	63,9 %	75,9 %	70,5 %
Emploi	4,5 %	5,6 %	18,1 %	7,0 %	10,4 %
Emploi informel	25,6 %	11,5 %	4,2 %	12,1 %	9,4 %
Remboursement de TPS	5,4 %	10,4 %	8,0 %	7,6 %	8,1 %
Prestations d'invalidité	5,7 %	5,0 %	4,7 %	3,5 %	4,6 %
Prestations de la Sécurité de la vieillesse	2,4 %	6,1 %	3,8 %	4,4 %	4,1 %
Dons d'argent par la famille ou les amis	1,2 %	4,1 %	3,8 %	3,1 %	3,2 %
Travail autonome	3,0 %	4,0 %	1,7 %	4,7 %	2,6 %
Prestations fiscales pour familles et enfants	0,3 %	0,5 %	3,7 %	1,1 %	2,6 %
Assurance-emploi	0,9 %	1,8 %	3,6 %	1,5 %	2,0 %
Autres sources	4,8 %	6,3 %	8,5 %	7,3 %	7,3 %
Aucun revenu	11,0 %	4,9 %	6,2 %	5,2 %	5,9 %

La figure 8 illustre la proportion de répondants ayant répondu avoir passé au moins une nuit dans une ressource d'hébergement d'urgence (appelée un refuge dans le questionnaire) au cours de la dernière année, selon le type de lieu où la nuit du 24 avril a été passée¹⁶. Ce sont les répondants dans les lieux extérieurs (63 %) et dans les ressources de transition (53 %) qui sont proportionnellement les plus nombreux à avoir passé la nuit dans un refuge au cours de l'année. Les répondants ayant passé la nuit du 24 avril dans une ressource d'hébergement d'urgence ne sont pas représentés dans le graphique, puisqu'ils étaient dans une telle ressource.

On remarque aussi que 42 % des répondants ayant passé la nuit en itinérance cachée ont passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année. S'ils étaient « cachés » au moment du dénombrement, ils sont donc nombreux à utiliser également des services d'hébergement, et donc à alterner entre diverses formes d'itinérance au fil de l'année, y compris des formes d'itinérance visible.

Figure 8. Proportion des répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon le type de lieu



Les tableaux suivants représentent à la fois les pourcentages de répondants rapportant avoir utilisé différents types de services au cours des 12 derniers mois et la fréquence d'utilisation de ces services.

Le tableau 12 indique que, tous groupes confondus, plus de la moitié des répondants s'est rendue à l'urgence au cours des 12 derniers mois. Ce pourcentage se décline de telle sorte que presque aucun des répondants (0,3 %) ne rapporte avoir utilisé l'urgence plus de 50 fois dans la dernière année, mais 3,4 % l'ont fait entre 10 et 49 fois, et 4,7 % de 5 à 9 fois.

¹⁶ À noter que la colonne « Total » inclut aussi les données pour les répondants qui étaient en hébergement d'urgence. Quelle que soit la réponse donnée par une personne qui se trouvait en hébergement d'urgence quant à son utilisation d'un hébergement d'urgence au cours de la dernière année, nous l'avons considérée comme en ayant utilisé un.

Tableau 12. Services utilisés dans la dernière année, selon le type de lieu – Visites à l'urgence et hospitalisations

	Type de lieu				Total (n=3 828)
	Lieux extérieurs (n=341)	Hébergement d'urgence (n=559)	Ressources de transition (n=1 174)	Itinérance cachée (n=660)	
Visites à l'urgence	51,6 %	56,9 %	58,4 %	49,1 %	56,0 %
1 fois	24,6 %	21,3 %	27,8 %	26,7 %	26,0 %
2 à 4 fois	18,2 %	25,6 %	23,3 %	16,5 %	21,6 %
5 à 9 fois	4,7 %	5,0 %	4,6 %	3,5 %	4,7 %
10 à 49 fois	2,6 %	4,7 %	2,6 %	2,3 %	3,4 %
50 fois et plus	1,5 %	0,4 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %
Hospitalisations	32,9 %	39,0 %	33,8 %	31,8 %	35,2 %
1 fois	19,7 %	24,5 %	22,0 %	21,5 %	22,5 %
2 à 4 fois	9,7 %	11,8 %	10,1 %	8,3 %	10,4 %
5 à 9 fois	2,1 %	1,3 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %
10 à 49 fois	1,5 %	1,4 %	0,5 %	0,6 %	0,9 %
50 fois et plus	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Le tableau 13 rapporte des données relatives aux interactions avec les acteurs du système judiciaire. Environ le quart des répondants ont rapporté avoir eu un contact avec un policier qui voulait leur offrir de l'aide au cours de la dernière année. Cette proportion était plus élevée chez les répondants qui avaient passé la nuit dans un lieu extérieur (34 %) et moins élevée chez les personnes dans des ressources de transition (22 %). Près de la moitié des répondants ont eu un contact avec un policier pour une arrestation, une fouille ou une contravention. Les répondants dans les lieux extérieurs en particulier étaient proportionnellement plus nombreux à avoir eu de tels contacts (63 %), alors que c'était nettement moins souvent le cas pour les personnes dans les ressources de transition (38 %). On voit aussi que, pour les personnes qui ont eu des contacts avec des policiers, il était proportionnellement plus fréquent d'avoir plusieurs contacts pour arrestation, fouille ou contravention au cours de l'année que de contacts ayant pour but d'offrir de l'aide au répondant. La même tendance générale se dégage pour les détentions. Près de 20 % des répondants en ont eu au moins une au cours de la dernière année, et près de 5 % deux ou plus. Encore une fois, ce sont les personnes qui ont passé la nuit dans un lieu extérieur qui étaient les plus nombreuses en proportion à rapporter une telle expérience (24 %), et celles qui se trouvaient dans les ressources de transition, les moins nombreuses (13 %). Enfin, le fait que certains répondants aient rapporté avoir eu plus de 50 détentions au cours de la dernière année porte à croire que leur réponse pouvait faire référence à des emprisonnements de courte durée dans un quartier cellulaire de poste de police.

Tableau 13. Services utilisés dans la dernière année, selon le type de lieu – Policiers et détentions

	Type de lieu				Total (n=3 828)
	Lieux extérieurs (n=341)	Hébergement d'urgence (n=559)	Ressources de transition (n=1 174)	Itinérance cachée (n=660)	
Contacts avec un policier voulant offrir de l'aide	34,0 %	22,7 %	22,2 %	24,1 %	25,4 %
1 fois	21,7 %	14,1 %	15,1 %	16,4 %	17,4 %
2 à 4 fois	7,3 %	6,8 %	5,3 %	4,9 %	5,6 %
5 à 9 fois	1,8 %	1,1 %	0,9 %	1,4 %	1,0 %
10 à 49 fois	2,1 %	0,4 %	0,9 %	0,9 %	1,1 %
50 fois et plus	1,2 %	0,4 %	0,0 %	0,6 %	0,3 %
Contacts avec un policier pour arrestation, fouille ou contravention	63,4 %	51,2 %	37,5 %	47,3 %	46,3 %
1 fois	28,5 %	24,2 %	22,3 %	27,1 %	25,7 %
2 à 4 fois	13,5 %	17,0 %	10,4 %	9,7 %	11,6 %
5 à 9 fois	4,1 %	4,1 %	2,4 %	4,2 %	3,7 %
10 à 49 fois	10,6 %	5,2 %	2,0 %	4,9 %	4,0 %
50 fois et plus	6,7 %	0,7 %	0,4 %	1,4 %	1,3 %
Détentions dans une prison (provinciale ou fédérale)	24,1 %	18,6 %	13,2 %	19,5 %	19,1 %
1 fois	16,1 %	14,9 %	9,8 %	14,7 %	14,4 %
2 à 4 fois	4,4 %	3,2 %	2,8 %	3,3 %	3,7 %
5 à 9 fois	1,8 %	0,2 %	0,5 %	0,9 %	0,6 %
10 à 49 fois	1,8 %	0,2 %	0,1 %	0,5 %	0,4 %
50 fois et plus	0,0 %	0,2 %	0,0 %	0,2 %	0,1 %

Le tableau 14, finalement, présente des données sur le recours aux travailleurs de rue et aux centres de jour. Près de 40 % des répondants ont rapporté avoir eu au moins un contact avec un travailleur de rue au cours de la dernière année, dont près de 10 % ont rapporté en avoir eu 10 ou plus. Les répondants ayant passé la nuit dans un lieu extérieur étaient les plus nombreux en proportion à avoir rapporté au moins un contact avec des travailleurs de rue (61 %), suivis des répondants en itinérance cachée (50 %). Dans ces deux groupes, on peut calculer qu'environ le quart des répondants qui ont eu au moins un contact avec un travailleur de rue en ont eu 10 ou plus. En revanche, les répondants qui se trouvaient dans une ressource de transition étaient les moins susceptibles de rapporter avoir eu au moins un contact avec un travailleur de rue (33 %), et parmi ceux qui ont eu au moins un contact au cours de la dernière année, 16 % en ont eu plus de 10.

Près de la moitié des répondants avaient utilisé un centre de jour au cours de la dernière année. Cette fois, ce sont les personnes en hébergement d'urgence qui étaient les plus nombreuses en proportion (près des deux tiers) à rapporter en avoir visité un au cours de la dernière année. Environ 13 % des répondants ont indiqué en avoir utilisé un 50 fois ou plus au cours des 12 derniers mois – ce qui correspond en moyenne à environ 1 fois ou plus par semaine. Les personnes qui avaient passé la nuit dans un lieu extérieur et les personnes en itinérance cachée ont donné des proportions d'utilisateurs aux alentours de 55 %, mais les premiers étaient un peu plus nombreux en proportion à avoir utilisé un centre de jour 10 fois ou plus s'ils en avaient utilisé un (54 %, contre 46 %).

Tableau 14. Services utilisés dans la dernière année, selon le type de lieu – Travailleurs de rue et centres de jour

	Type de lieu				Total (n=3 828)
	Lieux extérieurs (n=341)	Hébergement d'urgence (n=559)	Ressources de transition (n=1 174)	Itinérance cachée (n=660)	
Contact avec des travailleurs de rue	61,0 %	38,1 %	33,2 %	50,2 %	40,1 %
1 fois	33,4 %	15,6 %	18,4 %	24,4 %	21,1 %
2 à 4 fois	8,8 %	8,1 %	7,1 %	8,8 %	7,2 %
5 à 9 fois	3,5 %	3,8 %	2,6 %	3,8 %	2,7 %
10 à 49 fois	7,3 %	6,3 %	3,7 %	6,4 %	5,2 %
50 fois et plus	7,9 %	4,5 %	1,5 %	6,8 %	3,9 %
Visite dans un centre de jour	57,8 %	64,8 %	39,6 %	54,7 %	47,3 %
1 fois	22,3 %	26,1 %	19,9 %	24,9 %	22,6 %
2 à 4 fois	2,6 %	3,0 %	3,2 %	3,5 %	3,1 %
5 à 9 fois	1,8 %	2,5 %	1,5 %	1,5 %	1,7 %
10 à 49 fois	5,9 %	9,3 %	6,4 %	7,0 %	6,5 %
50 fois et plus	25,2 %	23,8 %	8,7 %	17,9 %	13,4 %

Alors que les tableaux précédents décrivaient les services utilisés par les répondants au cours des 12 derniers mois, le tableau 15 présente plutôt les services que les répondants aimeraient obtenir au cours des 6 prochains mois. Comme les répondants pouvaient désigner plusieurs services, les pourcentages correspondent au nombre de répondants dans cette catégorie à exprimer le souhait de recevoir ce genre de service.

Le service le plus souvent désiré correspond à « l'aide pour trouver et garder son propre logement », avec au total 53 % des répondants souhaitant obtenir ce type de service. Cette

proportion était particulièrement élevée pour les répondants ayant passé la nuit dans un hébergement d'urgence (65 %) et pour ceux l'ayant passée dans un lieu extérieur (63 %). Ces derniers étaient aussi proportionnellement plus nombreux que les autres à souhaiter de l'aide pour résoudre des problèmes légaux : 40 % d'entre eux avaient évoqué ce besoin, par comparaison avec 29 % pour l'ensemble des répondants. Cela pourrait être lié au fait qu'ils étaient beaucoup plus en contact avec des policiers et étaient plus souvent arrêtés, comme le montrait le tableau 11.

Tableau 15. Services souhaités, selon le type de lieu

	Type de lieu				Total (n=3 543)
	Lieux extérieurs (n=315)	Hébergement d'urgence (n=519)	Ressources de transition (n=1 100)	Itinérance cachée (n=597)	
Aide pour trouver et garder votre propre logement	62,9 %	64,9 %	47,0 %	53,1 %	52,8 %
Aide à trouver un emploi	37,5 %	37,4 %	33,2 %	41,2 %	37,3 %
Services de santé mentale (soutien psychologique, traitement, etc.)	32,4 %	31,8 %	37,1 %	34,3 %	34,8 %
Services de santé physique	35,6 %	38,7 %	33,5 %	33,2 %	33,7 %
Lieux de socialisation	32,4 %	29,9 %	28,6 %	31,3 %	29,6 %
Aide pour résoudre des problèmes légaux	40,3 %	33,1 %	23,3 %	33,8 %	29,3 %
Services pour dépendance ou toxicomanie	32,1 %	23,5 %	20,3 %	29,2 %	25,8 %
Services juridiques (litige avec employeur, garde d'enfants, etc.)	26,7 %	23,7 %	20,9 %	24,5 %	22,5 %
Services pour difficultés d'apprentissage	15,2 %	12,1 %	16,9 %	16,6 %	14,8 %
Autres	12,4 %	13,1 %	8,7 %	13,6 %	11,0 %
Aucun de ces choix	7,6 %	7,9 %	15,1 %	11,2 %	11,0 %

Note : Parmi les autres services souhaités par les répondants, on retrouvait notamment l'accès aux soins dentaires, l'accès à un médecin de famille, une plus grande quantité de maisons d'hébergement et de refuges, l'accès aux banques alimentaires ainsi que l'aide à la gestion du budget.

Résumé et commentaire

Caractéristiques de la population en situation d'itinérance

Caractéristiques démographiques. Par comparaison avec la population générale, les personnes en situation d'itinérance tendaient, comme ailleurs, à être plus concentrées entre les âges de 18 et 64 ans et à être majoritairement de sexe masculin. Moins de 5 % des personnes, soit moins de 200 individus, avaient des enfants avec elles – ces personnes se trouvant surtout dans les ressources de transition et les refuges pour femmes victimes de violence conjugale. Cela équivaut à un taux de moins d'une famille en itinérance par 10 000 familles, bien moins que ce que l'on observe dans l'ensemble des États-Unis notamment, où ce taux atteint 7,4 familles en itinérance par 10 000 familles [12]. Les orientations sexuelles autres qu'hétérosexuelle étaient fortement surreprésentées par rapport à la population générale. L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes estimait à 1,7 % le pourcentage des Canadiens âgés de 18 à 59 ans qui se considéraient comme homosexuels (gai ou lesbienne) et à 1,3 % le pourcentage de ceux qui se considéraient comme bisexuels [13], contre 3,4 % et 5,9 % dans notre échantillon. Les personnes en situation d'itinérance dans notre échantillon arrivées au Canada en tant qu'immigrants (économiques ou parrainés par la famille) ou en tant que réfugiés ou demandeurs de statut de réfugié représentaient au total 10,5 % de notre échantillon, soit un peu moins que dans la population générale (13,3 %) [14]. Le questionnaire n'incluait pas de questions sur le statut actuel au Canada. De nombreuses personnes en situation d'itinérance semblaient relativement mobiles, le quart d'entre elles étant arrivées dans leur ville actuelle moins d'un an auparavant. Les Autochtones étaient surreprésentés au sein de notre échantillon, et particulièrement les Inuits. En 2016, Statistique Canada estimait que 2,3 % et 0,2 % de la population de l'ensemble du Québec étaient Autochtones et spécifiquement Inuits, contre 10,4 % (près de 5 fois plus) et 1,6 % (8 fois plus) dans notre échantillon [15]. Il en va de même pour les personnes ayant servi dans les Forces armées canadiennes, qui représentent environ 1,5 % de la population du Québec [16], contre 4,5 % dans notre échantillon.

Historique d'itinérance. Environ le tiers des répondants avaient vécu leur premier épisode d'itinérance plus de 10 ans auparavant, et environ 30 % au cours de l'année précédente. Environ 41 % avaient été en situation d'itinérance toute l'année – les ressources de transition incluses dans le dénombrement du Québec peuvent avoir des durées de séjour supérieures à un an, ce qui augmente le pourcentage de personnes ayant été en itinérance toute l'année. Par ailleurs, 32 % avaient été en situation d'itinérance pendant moins de 3 mois, de sorte que 28 % l'avaient été entre 3 mois et un an. Considérant que la durée de 3 mois à un an est trois fois plus longue que celle de moins de 3 mois, il peut paraître surprenant que ces deux pourcentages – 28 % et 32 % – soient si semblables. Cela concorde avec l'observation selon laquelle la grande majorité des personnes qui vivent un épisode d'itinérance au cours d'une année vit un seul épisode bref.

Moins de 20 % des répondants qui avaient donné une ou des raisons pour leur perte de logement la plus récente ont évoqué l'incapacité à payer leur loyer ou leur hypothèque, et environ 11 % la perte d'emploi. Des facteurs de nature psychosociale étaient, globalement, plus souvent évoqués, notamment les dépendances, les problèmes de santé mentale et les conflits avec conjoint(e) ou parent ou tuteur.

Sources de revenu et utilisation de services. Parmi les sources de revenu, environ 71 % des répondants mentionnaient les prestations d'aide sociale ou de solidarité sociale; seulement 10 % l'emploi. Près de 6 % mentionnaient ne recevoir aucun revenu. Plus de la moitié des répondants avaient été à l'urgence au moins une fois, et près de 9 % ont mentionné s'y être rendus 5 fois ou plus au cours des 12 derniers mois. Environ le tiers a rapporté avoir été hospitalisé au moins une fois; 1 personne sur 5 s'était retrouvée en prison au moins une fois; près de la moitié avait été arrêtée ou fouillée par un membre du corps policier; tandis que le quart en avait reçu de l'aide. Environ 2 répondants sur 5 avaient eu au moins un contact avec un travailleur de rue, et 1 répondant sur 10, 10 contacts ou plus au cours de la dernière année. Près de la moitié des répondants avait visité un centre de jour au moins une fois et un peu plus de 1 répondant sur 10, 50 fois ou plus, soit environ une visite ou plus par semaine. Enfin, les répondants évoquaient de nombreux services auxquels ils aimeraient avoir accès : plus de la moitié a mentionné l'aide pour trouver et garder son propre logement; près de 40 % souhaitaient de l'aide pour trouver un emploi; et environ le tiers désirait des services de santé physique et des services de santé mentale. Le quart ou plus des répondants mentionnait aussi vouloir des services pour la dépendance, de l'aide pour résoudre des problèmes légaux et des lieux de socialisation.

Différences entre les sous-groupes selon le lieu où la nuit du 24 avril a été passée

Nous ne résumons et commentons ici que les caractéristiques de deux groupes : les personnes ayant passé la nuit dans un lieu extérieur, parce qu'elles se distinguaient à bien des égards des autres groupes; et les personnes en situation d'itinérance cachée, auxquelles le deuxième portrait de l'itinérance au Québec porte une attention particulière.

Personnes ayant passé la nuit dans un lieu extérieur. Les personnes ayant passé la nuit dans un lieu extérieur, qui étaient fortement concentrées à Montréal, présentent un profil qui, globalement, se démarque de ceux des autres groupes. Il s'agissait à 89 % d'hommes. Ils étaient proportionnellement nombreux (13 %) à s'attribuer une identité autochtone, notamment des Premières Nations ou inuite. La moitié des répondants dans ce groupe disait avoir vécu son premier épisode d'itinérance plus de 10 ans auparavant (contre le tiers de l'ensemble des répondants), et seulement 15 % – nettement moins que les autres groupes – moins d'un an auparavant. Par ailleurs, 3 personnes sur 5 de ce groupe, nettement plus que la moyenne, avaient été en itinérance toute l'année, et plus des trois quarts pendant plus de 6 mois. Environ le tiers des répondants disait ne pas avoir utilisé de refuge d'urgence au cours de la dernière année. Ils étaient beaucoup plus nombreux en proportion à obtenir des revenus d'un emploi informel et un peu moins nombreux en proportion (environ les deux tiers) à obtenir des revenus de l'aide sociale ou de la solidarité sociale.

Ces répondants étaient aussi de loin ceux qui étaient les plus susceptibles d'avoir eu des contacts avec des travailleurs de rue. Ils étaient plus nombreux aussi en proportion à avoir passé du temps en prison. Sans surprise, étant donné qu'ils sont plus souvent dans la rue, ce sont aussi ceux qui rapportaient le plus de contacts avec la police, que ce soit pour une arrestation, une fouille ou une contravention, ou pour recevoir de l'aide. Comme on pourrait alors s'y attendre, ce sont aussi ces personnes qui mentionnaient le plus souvent souhaiter de l'aide pour résoudre des problèmes légaux. On note aussi une tendance selon laquelle ce sont les répondants de ce groupe qui exprimaient le plus souvent le désir d'obtenir de l'aide pour trouver et conserver un logement (presque les deux tiers, contre un peu plus de la moitié pour l'ensemble des répondants). Il faut comprendre que ce groupe mêlait certainement des personnes qui étaient toujours dans des lieux extérieurs depuis longtemps avec d'autres pour qui c'était une expérience nouvelle ou occasionnelle. Néanmoins, globalement, ce groupe présente un profil d'enracinement plus grand dans l'itinérance et d'interaction plus fréquente avec les acteurs du système judiciaire. La majorité de ces individus exprimait le désir de recevoir de l'aide pour trouver et conserver un logement, contrairement à la perception parfois véhiculée que leur mode de vie leur convient. Ils ne se distinguaient pas particulièrement, toutefois, sur le plan de l'utilisation des services de santé.

Personnes en situation d'itinérance cachée. Les personnes en situation d'itinérance cachée étaient majoritairement hébergées chez d'autres dans notre échantillon. Elles ne se distinguaient pas beaucoup des autres groupes, contrairement à celui des personnes qui ont passé la nuit dans un lieu extérieur. Toutefois, c'est dans ce groupe que l'on observe de loin le plus grand pourcentage de personnes de 65 ans et plus. Les personnes en situation d'itinérance cachée étaient un peu plus susceptibles que les personnes en situation d'itinérance visible d'être autochtones, surtout des Premières Nations, et d'être nées au Canada. Elles étaient plus susceptibles d'avoir perdu leur logement en raison de conflits avec un parent ou tuteur. Sur la plupart des autres variables, elles se situaient entre les personnes qui avaient passé la nuit dans un lieu extérieur et celles qui avaient passé la nuit soit dans un refuge, soit dans une ressource de transition. Le fait que de nombreuses personnes en situation d'itinérance peuvent alterner entre différents types de lieux, y compris l'itinérance cachée, concorde avec ces observations.

Il faut reconnaître cependant que nous avons très peu idée de la représentativité des personnes en situation d'itinérance cachée dans l'échantillon. Les personnes qui tendaient à aller dehors moins souvent le soir, ou à ne pas fréquenter de ressources telles que des centres de jour, qu'elles soient hébergées chez d'autres ou en maison de chambres, n'ont pas pu être rencontrées.

3.1.2 Différences selon le genre

Dans cette section, nous présentons les résultats du questionnaire, différenciés selon le genre indiqué par les répondants¹⁷.

Le tableau 16, à la page suivante, présente quelques informations sur l'âge, le statut autochtone, l'orientation sexuelle et le statut d'immigration des répondants selon leur genre. De manière générale, les hommes tendaient à être plus âgés, avec une proportion plus importante de répondants de 50 ans et plus, alors que les femmes et les personnes se désignant selon d'autres identités de genre étaient plus nombreuses en proportion à avoir moins de 30 ans. Ces deux groupes comptaient aussi une plus grande proportion de répondants autochtones (19 % pour les femmes et 27 % pour les autres genres) ainsi que des proportions plus importantes de personnes avec une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle (20 % pour les femmes, 71 % pour les autres genres).

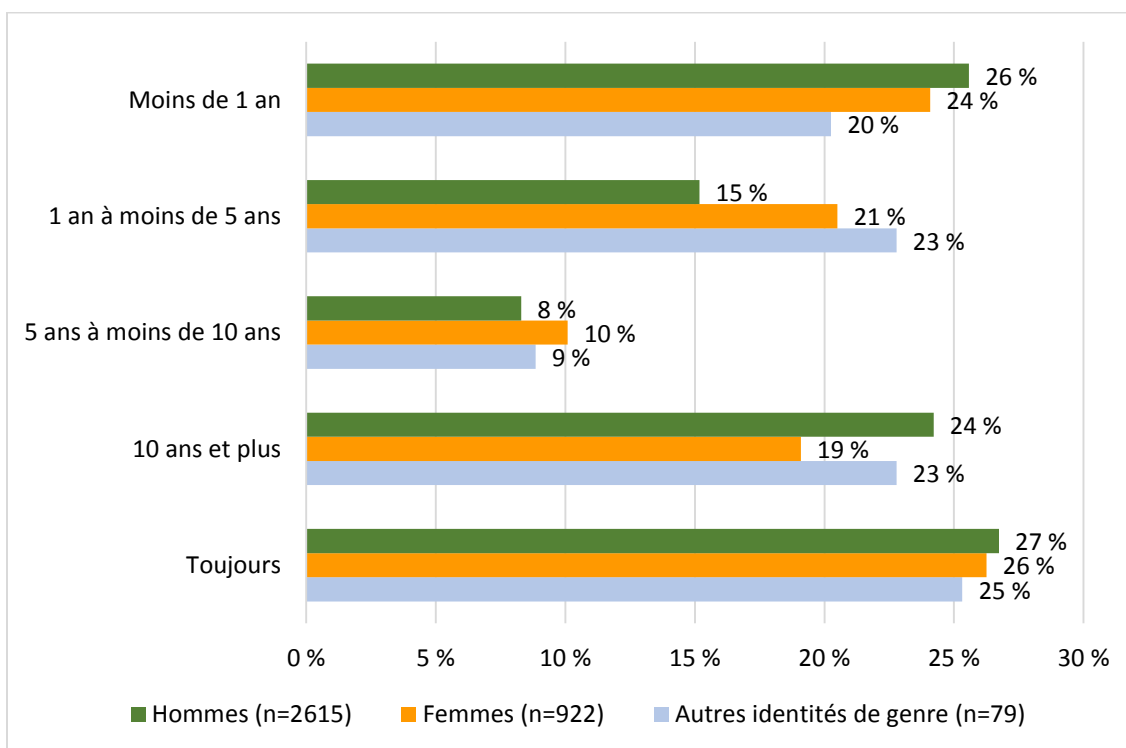
¹⁷ Vu le nombre relativement limité de répondants s'identifiant à d'autres identités de genre que les femmes ou les hommes, et afin de permettre quelques analyses croisées, nous les avons regroupés en une seule catégorie. Les choix de réponse pour le genre, autre que femmes et hommes, incluaient « bispirituel », « femme trans », « homme trans » et « gender queer / non binaire ». Les personnes pouvaient aussi répondre que leur genre n'était pas dans cette liste, et le nommer.

Tableau 16. Données sociodémographiques, selon l'identité de genre

Âge	Femmes (n=965)	Hommes (n=2 723)	Autres identités de genre (n=85)	Total (n=3 773)
Moins de 18 ans	2,2 %	1,2 %	1,2 %	1,5 %
18 à 29 ans	33,1 %	22,2 %	36,5 %	25,3 %
30 à 49 ans	41,9 %	40,4 %	44,7 %	40,9 %
50 à 64 ans	20,0 %	32,2 %	17,6 %	28,7 %
65 ans et plus	2,9 %	4,0 %	0,0 %	3,6 %
Identité autochtone	Femmes (n=943)	Hommes (n=2 630)	Autres identités de genre (n=79)	Total (n=3 652)
Non	80,6 %	86,6 %	73,4 %	84,8 %
Oui, Premières Nations	6,6 %	5,1 %	10,1 %	5,6 %
Oui, Métis	3,0 %	3,3 %	5,1 %	3,3 %
Oui, Inuit	4,0 %	0,7 %	2,5 %	1,6 %
Oui, ascendance autochtone	5,8 %	4,3 %	8,9 %	4,8 %
Orientation sexuelle	Femmes (n=920)	Hommes (n=2 675)	Autres identités de genre (n=73)	Total (n=3 668)
Hétérosexuelle	79,8 %	92,8 %	28,8 %	88,3 %
Homosexuelle	3,0 %	3,0 %	20,6 %	3,4 %
Bisexuelle	13,0 %	2,8 %	21,9 %	5,7 %
Autres	4,1 %	1,4 %	28,8 %	2,6 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Femmes (n=918)	Hommes (n=2 547)	Autres identités de genre (n=78)	Total (n=3 543)
Non	87,3 %	90,2 %	92,3 %	89,4 %
Oui, immigrant(e)	11,0 %	7,6 %	7,7 %	8,5 %
Oui, réfugié(e)	1,1 %	1,4 %	0,0 %	1,3 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	0,7 %	0,9 %	0,0 %	0,8 %

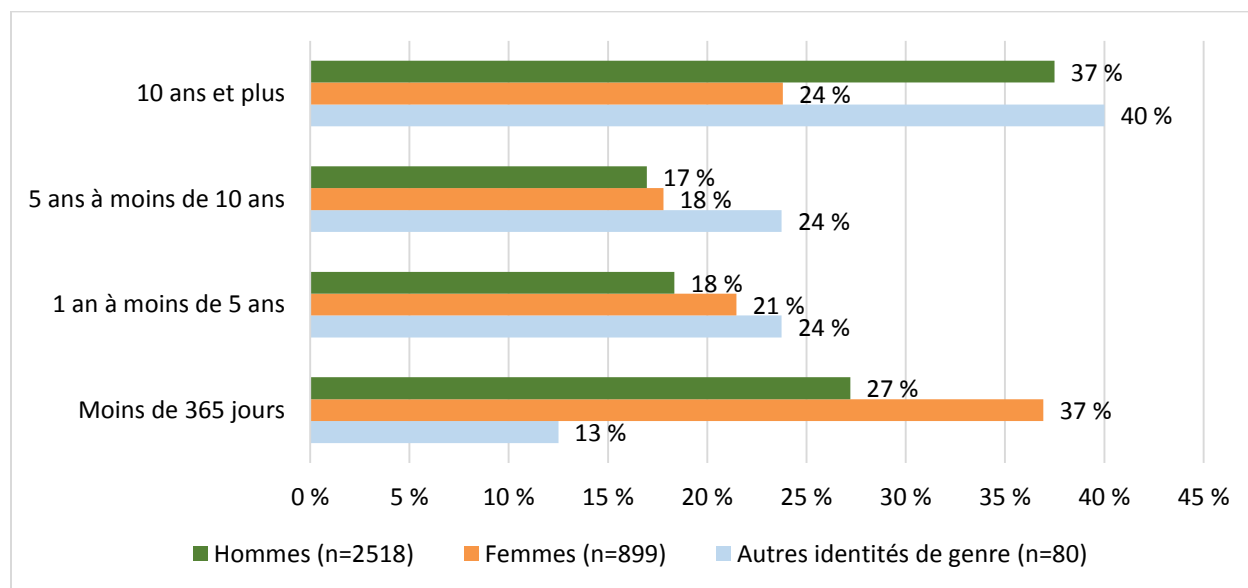
La figure 9 présente la durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu. Les hommes et les personnes se désignant selon d'autres identités de genre étaient un peu plus nombreux en proportion à avoir demeuré dans la ville depuis 10 ans ou plus, avec respectivement 24 % et 23 %, contre 19 % pour les femmes. La proportion de femmes et de personnes s'identifiant à d'autres identités de genre étant arrivées dans la ville entre 1 an et 5 ans auparavant était aussi légèrement plus élevée, avec respectivement 21 % et 23 % des répondants, contre seulement 15 % pour les hommes.

Figure 9. Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon le genre



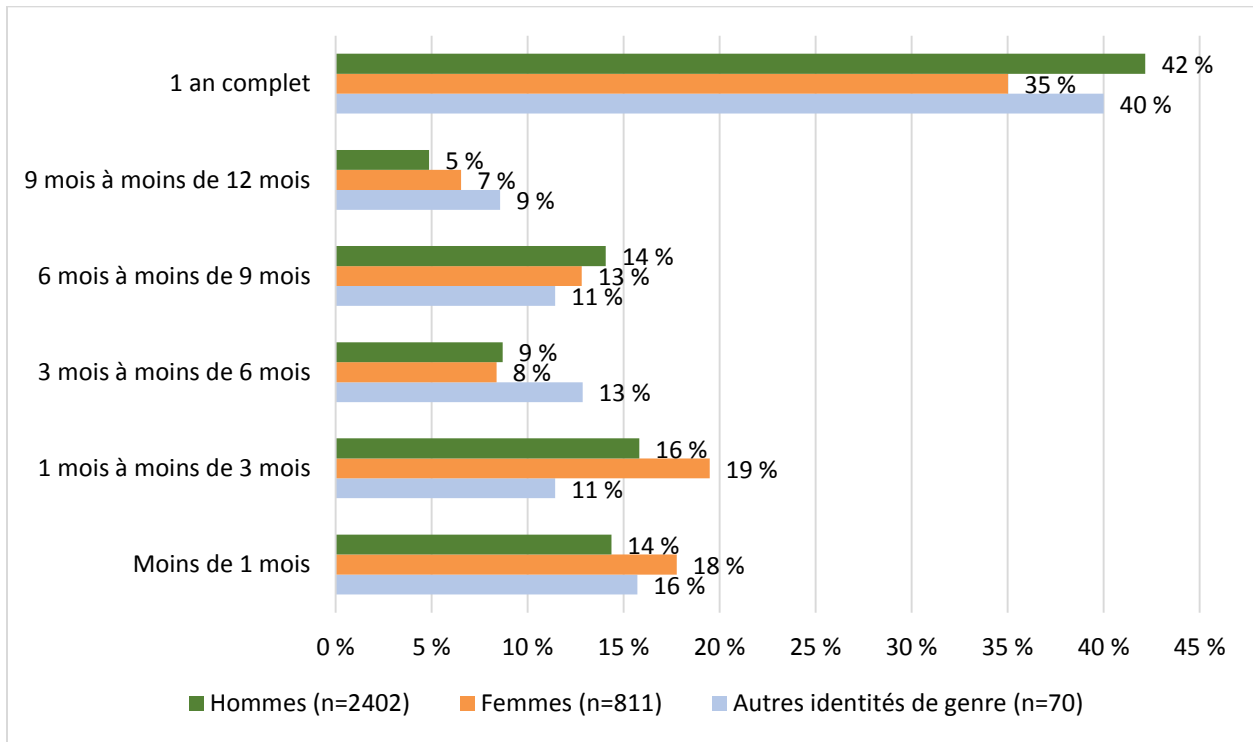
La figure 10 illustre le nombre d'années écoulées depuis le premier épisode d'itinérance, selon le genre. Les répondants s'identifiant comme hommes, ainsi que ceux se désignant selon d'autres identités de genre, étaient proportionnellement plus nombreux que les femmes à avoir vécu leur premier épisode d'itinérance 10 ans ou plus auparavant: 37 % pour les hommes et 40 % pour les autres identités de genre, contre 24 % pour les femmes. À l'inverse, une proportion relativement importante de femmes avait vécu leur première expérience d'itinérance dans la dernière année (37 %, contre 27 % pour les hommes et 13 % pour les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre).

Figure 10. Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le genre



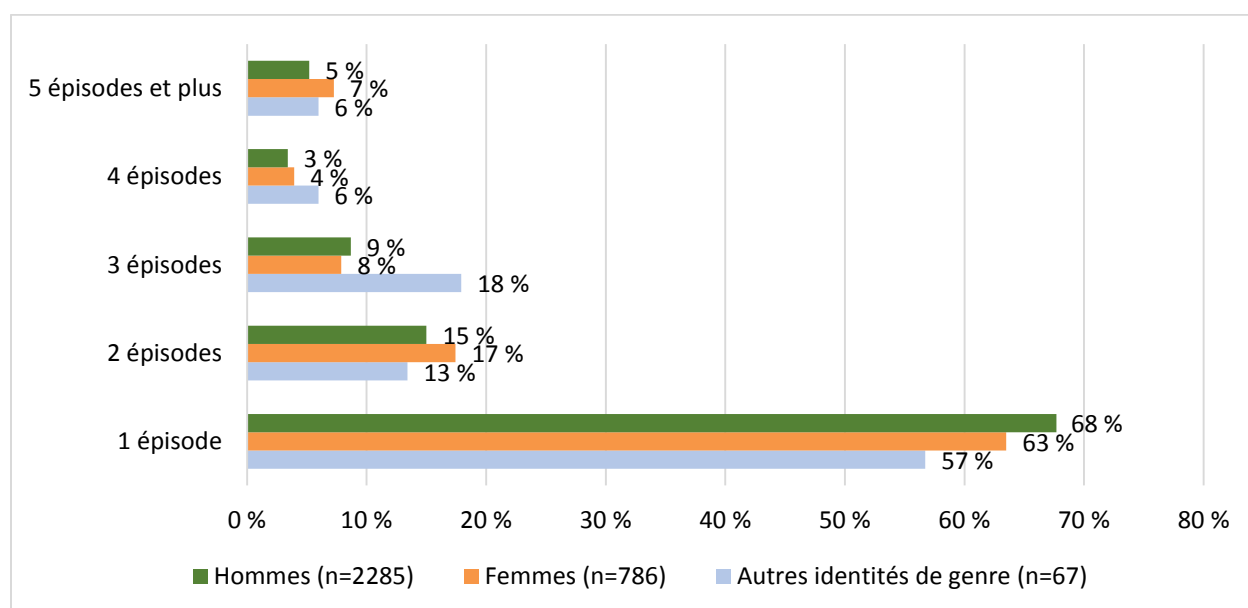
La figure 11 montre le nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le genre. C'étaient 42 % des hommes et 40 % des personnes s'identifiant à d'autres identités de genre qui avaient passé l'année complète en situation d'itinérance, alors que c'était le cas pour le tiers des femmes (35 %). Les femmes étaient, de manière correspondante, plus nombreuses à avoir passé moins de 3 mois en situation d'itinérance au cours de la dernière année (37 %, en additionnant les deux catégories), comparativement à 30 % pour les hommes et à 27 % pour les autres identités de genre.

Figure 11. Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le genre



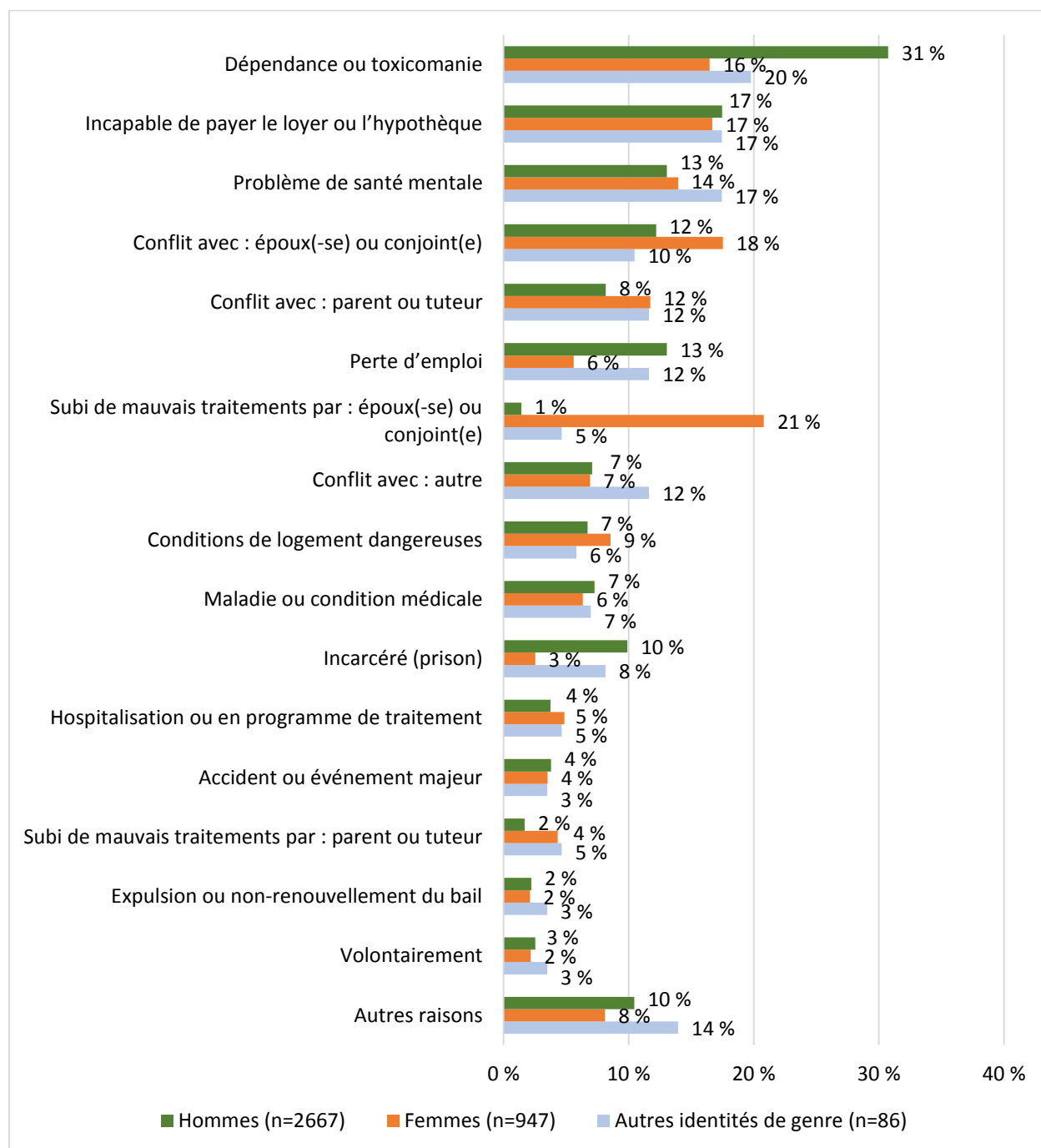
La figure 12 présente le nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon le genre. La plupart des répondants, peu importe leur genre, n'avaient vécu qu'un seul épisode au cours de l'année antérieure (respectivement 68 %, 63 % et 57 % pour les hommes, les femmes et les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre). Par ailleurs, 18 % des répondants se désignant selon d'autres genres avaient vécu trois épisodes d'itinérance au cours de l'année, contre seulement 9 % et 8 % respectivement pour les hommes et les femmes.

Figure 12. Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon le genre



La figure 13 indique les raisons évoquées de la perte de logement, selon le genre. Les femmes mentionnaient plus souvent le fait d'avoir vécu un conflit avec l'époux ou le conjoint (18 %, contre 12 % pour les hommes et 10 % pour les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre), ou d'avoir subi de mauvais traitements par ce dernier (21 %, contre 1 % et 5 %). Pour les hommes, c'étaient beaucoup plus des problèmes de dépendance qui étaient mentionnés comme cause de la perte de logement (31 %, contre 16 % pour les femmes et 20 % pour les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre). Les personnes se désignant selon d'autres identités de genre étaient proportionnellement un peu plus nombreuses à évoquer des conflits avec d'autres personnes qu'un parent, un tuteur ou un conjoint (12 %, contre 7 % pour les hommes et pour les femmes).

Figure 13. Raisons évoquées de la perte de logement, selon le genre

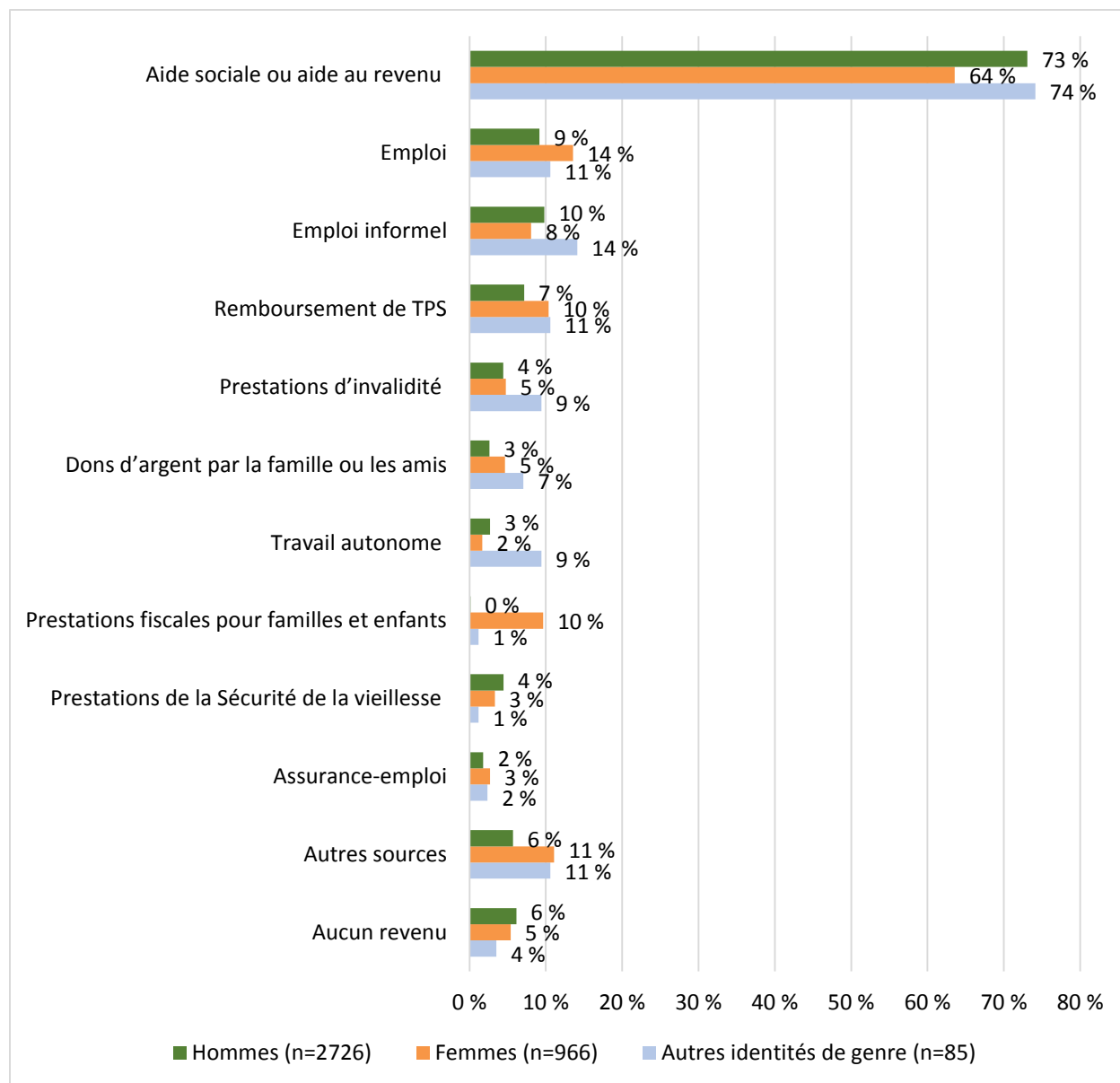


Notes :

- Les bâtonnets associés au même pourcentage sont parfois de longueur différente, car les pourcentages sont en fait différents mais apparaissent comme identiques après avoir été arrondis.
- Les autres raisons mentionnées par les répondants incluaient notamment les problèmes d'immigration, la fin des services offerts par les centres jeunesse, les logements surpeuplés, l'isolement, etc. De plus, plusieurs répondants ne souhaitaient pas préciser les raisons de la perte de leur logement, mais ont simplement indiqué que la raison était autre qu'une de celles sur la liste.

La figure 14 illustre les sources de revenu mentionnées par les répondants, selon leur identité de genre. Quel que soit le genre, la source de revenu la plus importante était de loin l'aide sociale ou l'aide au revenu, mais les répondants masculins et ceux s'identifiant à d'autres identités de genre ont rapporté ce type de revenu plus souvent que les femmes (73 % et 74 %, contre 64 %). Les femmes rapportaient en revanche plus souvent des revenus des prestations fiscales pour familles et enfants (10 %, contre 0 % et 1 %) et d'emploi (14 %, contre 9 % et 11 %). Les personnes se désignant selon d'autres identités de genre étaient proportionnellement plus nombreuses à recevoir des revenus d'un emploi informel (14 %, contre 10 % et 8 %), de prestations d'invalidité (9 %, contre 4 % et 5 %) ou d'un travail autonome (9 %, contre 3 % et 2 %).

Figure 14. Sources de revenu mentionnées, selon l'identité de genre



Les tableaux suivants montrent les services utilisés au cours des 12 derniers mois par les répondants ainsi que la fréquence de cette utilisation, selon leur identité de genre.

Le tableau 17 traite des visites à l'urgence ainsi que des hospitalisations. Sur cette question, il ne semble pas y avoir de différence importante entre les hommes et les femmes, bien que les femmes aient été plus nombreuses en proportion à avoir visité l'urgence (60 %, contre 54 % pour les hommes). Les personnes se désignant selon d'autres identités de genre étaient les plus nombreuses, en proportion, à avoir été à l'urgence (67 %, contre 56 % pour l'ensemble des répondants) ou à avoir été hospitalisées (42 %, contre 35 % pour l'ensemble des répondants).

Tableau 17. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité de genre – Urgences et hospitalisations

	Identité de genre			
	Femmes (n=959)	Hommes (n=2 734)	Autres identités de genre (n=86)	Total (n=3 779)
Visites à l'urgence	60,2 %	54,1 %	67,4 %	55,9 %
1 fois	28,9 %	24,4 %	30,2 %	25,7 %
2 à 4 fois	21,7 %	21,5 %	30,2 %	21,8 %
5 à 9 fois	4,9 %	4,7 %	4,7 %	4,7 %
10 à 49 fois	4,3 %	3,2 %	2,3 %	3,4 %
50 fois et plus	0,4 %	0,3 %	0,0 %	0,3 %
Hospitalisations	34,7 %	35,1 %	41,9 %	35,2 %
1 fois	20,9 %	22,6 %	29,1 %	22,3 %
2 à 4 fois	11,1 %	10,3 %	12,8 %	10,5 %
5 à 9 fois	2,0 %	1,4 %	0,0 %	1,5 %
10 à 49 fois	0,8 %	0,9 %	0,0 %	0,9 %
50 fois et plus	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Le tableau 18 présente des données sur les contacts avec les policiers ainsi que sur les détentions. Pour ce qui est des contacts avec des policiers voulant offrir de l'aide, les femmes étaient un peu plus nombreuses en proportion à en avoir rapporté (29 %, contre 24 % pour les autres groupes).

Les différences sont plus importantes en ce qui concerne les contacts pour une arrestation, une fouille ou une contravention. Les hommes, et dans une moindre mesure les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre, étaient proportionnellement plus nombreux à rapporter avoir vécu une de ces situations (respectivement 52 % pour les hommes et 44 % pour les autres identités de genre, contre 30 % pour les femmes). Les rapports entre les femmes et les policiers étaient ainsi presque aussi souvent positifs que négatifs, alors que ceux impliquant les hommes et les personnes ayant d'autres identités de genre étaient deux fois plus souvent négatifs.

Tableau 18. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité de genre – Policiers et détentions

	Identité de genre			
	Femmes (n=959)	Hommes (n=2 734)	Autres identités de genre (n=86)	Total (n=3 779)
Contacts avec des policiers voulant offrir de l'aide	28,8 %	24,3 %	24,4 %	25,5 %
1 fois	19,7 %	16,6 %	16,3 %	17,4 %
2 à 4 fois	5,9 %	5,6 %	4,7 %	5,6 %
5 à 9 fois	1,3 %	1,0 %	1,2 %	1,1 %
10 à 49 fois	1,6 %	0,8 %	2,3 %	1,1 %
50 fois et plus	0,3 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %
Contacts avec des policiers pour arrestation, fouille ou contravention	30,4 %	52,3 %	44,2 %	46,6 %
1 fois	18,9 %	28,1 %	29,1 %	25,8 %
2 à 4 fois	6,1 %	13,8 %	10,5 %	11,7 %
5 à 9 fois	2,2 %	4,4 %	1,2 %	3,7 %
10 à 49 fois	2,5 %	4,7 %	2,3 %	4,1 %
50 fois et plus	0,8 %	1,5 %	1,2 %	1,3 %
Détentions dans une prison (provinciale ou fédérale)	10,7 %	22,4 %	11,6 %	19,2 %
1 fois	8,0 %	16,9 %	7,0 %	14,5 %
2 à 4 fois	2,3 %	4,1 %	4,7 %	3,7 %
5 à 9 fois	0,3 %	0,7 %	0,0 %	0,6 %
10 à 49 fois	0,1 %	0,5 %	0,0 %	0,4 %
50 fois et plus	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %

Le tableau 19 traite des contacts avec les travailleurs de rue et des visites dans des centres de jour. Les hommes étaient plus nombreux en proportion à avoir visité un centre de jour que les femmes (49 % contre 40 %), mais c'étaient les personnes se désignant selon d'autres identités de genre qui étaient, toutes proportions gardées, les plus nombreuses dans cette situation, avec 68 % des répondants. Pour ce qui est des répondants ayant eu des contacts avec des travailleurs de rue, c'étaient là aussi les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre qui étaient proportionnellement les plus nombreuses (49 %), suivies par les hommes (43 %). Seuls 32 % des femmes ont rapporté avoir eu ce type de contact.

Tableau 19. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité de genre – Travailleurs de rue et centres de jour

	Identité de genre			
	Femmes (n=959)	Hommes (n=2 734)	Autres identités de genre (n=86)	Total (n=3 779)
Contact avec des travailleurs de rue	31,9 %	42,8 %	48,8 %	40,1 %
1 fois	17,6 %	22,1 %	27,9 %	21,1 %
2 à 4 fois	4,3 %	8,4 %	3,5 %	7,2 %
5 à 9 fois	2,1 %	2,8 %	4,7 %	2,7 %
10 à 49 fois	4,7 %	5,3 %	5,8 %	5,2 %
50 fois et plus	3,2 %	4,1 %	7,0 %	4,0 %
Visite dans un centre de jour	40,4 %	49,3 %	67,5 %	47,4 %
1 fois	22,1 %	22,6 %	32,6 %	22,7 %
2 à 4 fois	2,1 %	3,4 %	3,5 %	3,0 %
5 à 9 fois	1,7 %	1,7 %	2,3 %	1,7 %
10 à 49 fois	6,5 %	6,4 %	11,6 %	6,5 %
50 fois et plus	8,0 %	15,2 %	17,4 %	13,4 %

Sans illustrer cette différence au moyen d'un graphique, nous notons brièvement par ailleurs que la proportion des répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année était plus élevée pour les hommes et les personnes avec une identité de genre autre : respectivement 64% et 62 %, contre 53 % pour les femmes.

Alors que les figures précédentes montraient l'utilisation des services dans les derniers mois, la figure 15 présente plutôt les services que les répondants ont exprimé qu'ils souhaiteraient recevoir, et qu'ils ne recevaient pas lorsqu'ils ont été interrogés.

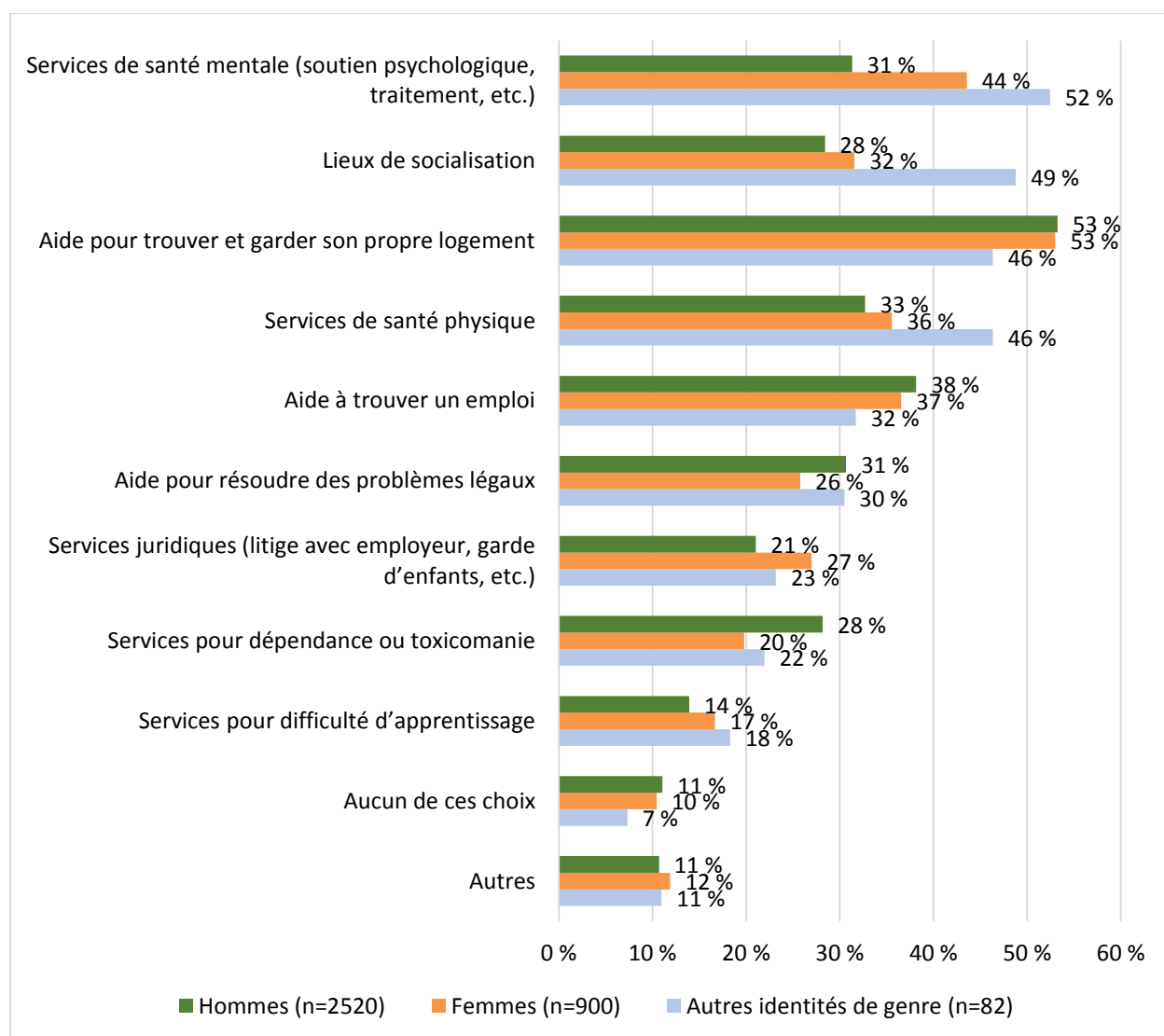
Plus de la moitié des femmes et des hommes (53 % pour les deux groupes) ont exprimé le souhait de recevoir de l'aide pour trouver et garder leur propre logement, ce qui constituait le service le plus souvent souhaité. Plus du tiers des femmes et des hommes exprimaient le désir d'obtenir de l'aide pour trouver un emploi (respectivement 38 % et 37 %).

Certaines différences émergent entre les genres toutefois. Les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses à désirer recevoir des services de santé mentale (44 %, contre 31 %). Elles étaient aussi un peu plus nombreuses à exprimer le souhait de recevoir des services juridiques (27 %, contre 21 %).

Une différence se révèle aussi en ce qui concerne les services pour dépendance ou toxicomanie : 28 % des hommes ont répondu souhaiter recevoir de tels services, contre 20 % chez les femmes et 22 % chez les personnes s'identifiant à d'autres identités de genre.

D'ailleurs, le profil de ces dernières est particulièrement différent des autres, notamment en ce qui concerne le souhait d'avoir accès à des services de santé physique et à des lieux de socialisation. Ces derniers étaient respectivement souhaités par 46 % et 49 % des répondants s'identifiant à d'autres identités de genre qu'homme ou femme.

Figure 15. Services souhaités au cours des six prochains mois, selon le genre



Résumé et commentaire

Différences entre les femmes et les hommes

Les femmes en situation d'itinérance qui ont répondu aux questionnaires se distinguaient à bien des égards des hommes. Elles étaient plus susceptibles de se retrouver dans des ressources de transition, où elles représentaient 34 % des répondants, et aussi, dans une moindre mesure (23 %), en itinérance cachée. Elles étaient plus jeunes et beaucoup plus susceptibles d'être bisexuelles – on voit en fait que c'est principalement en raison des femmes dans l'échantillon que les orientations sexuelles autres qu'hétérosexuelle y étaient surreprésentées. Une plus grande proportion de femmes (14 %, contre 9 %) étaient autochtones – et tout particulièrement inuites (4 %, contre 1 %).

Les femmes avaient vécu leur premier épisode d'itinérance en moyenne plus récemment que les hommes. Possiblement de pair avec cette donnée, une plus grande proportion d'entre elles avaient été en situation d'itinérance pendant moins de 3 mois au cours des 12 derniers mois. Sans surprise, les femmes évoquaient beaucoup plus souvent que les hommes les mauvais traitements subis par un époux ou une épouse ou un conjoint ou une conjointe, ou encore le conflit avec ce dernier ou cette dernière, comme raison de la perte du dernier logement. Par ailleurs, une cause fréquemment formulée, mais pour laquelle le contraste était moins grand, était le conflit avec un parent ou tuteur. En revanche, les femmes étaient moins susceptibles d'avoir évoqué la dépendance ou la perte d'emploi comme motif de la perte de leur logement. Elles étaient proportionnellement moins nombreuses à avoir eu recours à l'aide sociale ou à la solidarité sociale que les hommes. Par contre, comme on s'y attendrait, elles étaient proportionnellement plus nombreuses à recevoir des prestations fiscales pour familles et enfants.

Les femmes étaient moins nombreuses en proportion à rapporter avoir eu des contacts avec des travailleurs de rue ou à avoir visité un centre de jour. Elles étaient plus susceptibles que les hommes d'être abordées par un policier désirant leur offrir de l'aide et nettement moins susceptibles d'être arrêtées, fouillées ou de recevoir une contravention. Elles étaient moins nombreuses en proportion à avoir été en prison. De pair avec ces données, elles mentionnaient un peu moins souvent que les hommes le besoin d'aide pour résoudre des problèmes légaux, mais un peu plus souvent pour recevoir des services juridiques. Elles étaient nettement plus susceptibles de désirer des services de santé mentale, et moins des services pour composer avec une dépendance.

Différences entre les personnes avec une autre identité de genre et les hommes et les femmes

Étant donné la faible taille de l'échantillon de répondants avec une identité de genre autre (n=86), nous ne relevons ici que les différences les plus marquées. Les personnes avec une identité de genre autre étaient encore plus jeunes que les femmes dans notre échantillon, et encore plus susceptibles d'être autochtones – spécifiquement, des Premières Nations ou Métis. Elles tendaient à avoir été en situation d'itinérance encore plus longtemps que les hommes (seulement 13 % depuis moins d'un an, contre 37 % pour les femmes et 27 % pour les hommes). Elles évoquaient plus souvent les problèmes de santé mentale et les conflits avec d'autres comme raisons de s'être retrouvées en situation d'itinérance la fois la plus récente. Une plus grande proportion d'entre elles étaient allées à l'urgence et avaient été hospitalisées. Elles étaient proportionnellement plus nombreuses à fréquenter les centres de jour (les deux tiers, contre 49 % pour les hommes et 40 % pour les femmes) et à s'y rendre souvent. Elles étaient proportionnellement plus nombreuses à exprimer le souhait de recevoir des services de santé physique, des services de santé mentale et, de façon marquée (49 %, contre environ le tiers pour les hommes et les femmes), de trouver des lieux de socialisation. Ainsi, ces personnes semblaient généralement plus ancrées dans l'itinérance, et elles exprimaient plus souvent que les hommes et les femmes le souhait de recevoir des soins de santé et d'avoir plus de contacts sociaux.

3.1.3 Analyses selon le groupe d'âge

Cette section porte sur l'analyse des questionnaires en fonction de l'âge des répondants. Les âges des répondants ont été regroupés en trois grandes catégories : moins de 30 ans, 30 à 49 ans, et 50 ans et plus. (Il y avait trop peu de répondants de moins de 18 ans ainsi que de plus de 65 ans pour justifier des catégories propres à ces groupes d'âge.)

Le tableau 20 présente les données se rapportant au genre, au statut autochtone, à l'orientation sexuelle et au statut d'immigration des répondants, selon leur groupe d'âge. Les plus jeunes avaient plus tendance à s'identifier à une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle (19 %, contre 12 % pour l'ensemble des répondants). Par ailleurs, les personnes plus âgées étaient proportionnellement plus nombreuses à s'identifier au genre masculin : alors que c'était le cas pour 63 % des répondants de moins de 30 ans, cette proportion augmentait à 81 % pour les répondants de 50 ans et plus.

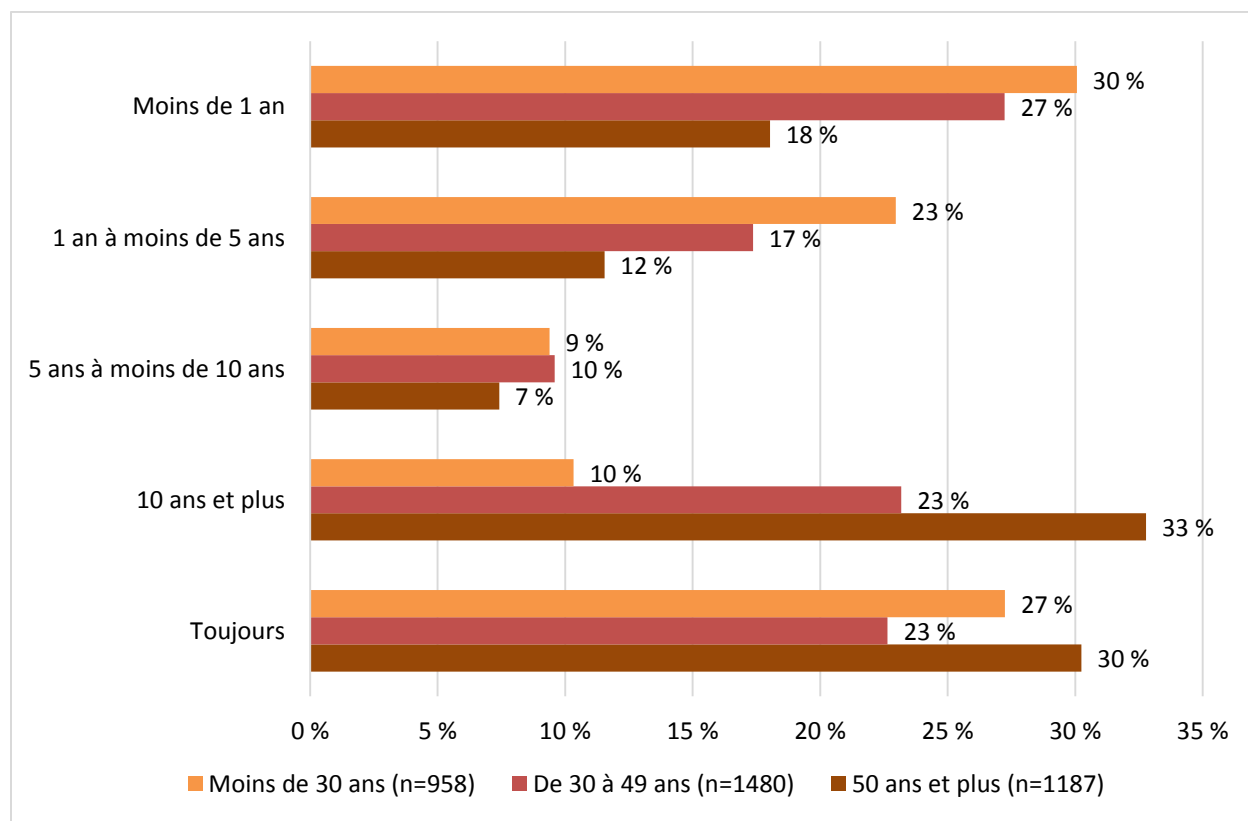
Tableau 20. Données sociodémographiques, selon le groupe d'âge

Genre	Moins de 30 ans (n=1 010)	30 à 49 ans (n=1 542)	50 ans et plus (n=1 221)	Total (n=3 773)
Femmes	33,7 %	26,2 %	18,1 %	25,6 %
Hommes	63,2 %	71,3 %	80,7 %	72,2 %
Autres identités de genre	3,2 %	2,5 %	1,2 %	2,3 %
Identité autochtone	Moins de 30 ans (n=979)	30 à 49 ans (n=1 492)	50 ans et plus (n=1 176)	Total (n=3 647)
Non	84,8 %	82,7 %	87,2 %	84,7 %
Oui, Premières Nations	6,0 %	6,7 %	3,9 %	5,6 %
Oui, Métis	2,2 %	3,7 %	3,7 %	3,3 %
Oui, Inuit	2,0 %	2,0 %	0,8 %	1,6 %
Oui, ascendance autochtone	5,0 %	4,9 %	4,5 %	4,8 %
Orientation sexuelle	Moins de 30 ans (n=975)	30 à 49 ans (n=1 502)	50 ans et plus (n=1 178)	Total (n=3 655)
Hétérosexuelle	81,3 %	89,5 %	91,4 %	87,9 %
Homosexuelle	3,3 %	3,2 %	3,8 %	3,4 %
Bisexuelle	11,0 %	4,9 %	2,9 %	5,9 %
Autres	4,4 %	2,4 %	1,9 %	2,8 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Moins de 30 ans (n=966)	30 à 49 ans (n=1 444)	50 ans et plus (n=1 130)	Total (n=3 540)
Non	92,1 %	87,5 %	89,9 %	89,6 %
Oui, immigrant(e)	6,5 %	10,3 %	7,5 %	8,4 %
Oui, réfugié(e)	0,6 %	1,3 %	1,7 %	1,2 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	0,7 %	0,8 %	0,9 %	0,8 %

La figure 16 décline la durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon le groupe d'âge des répondants. La plupart des personnes âgées de 50 ans et plus avaient habité dans la ville depuis 10 ans et plus (33 %) ou y avaient toujours habité (30 %). Comme on pourrait s'y attendre, la proportion de répondants plus jeunes qui étaient arrivés plus de 10 ans auparavant était moins grande (10 % pour les moins de 30 ans, contre 23 % pour les 30 à 49 ans).

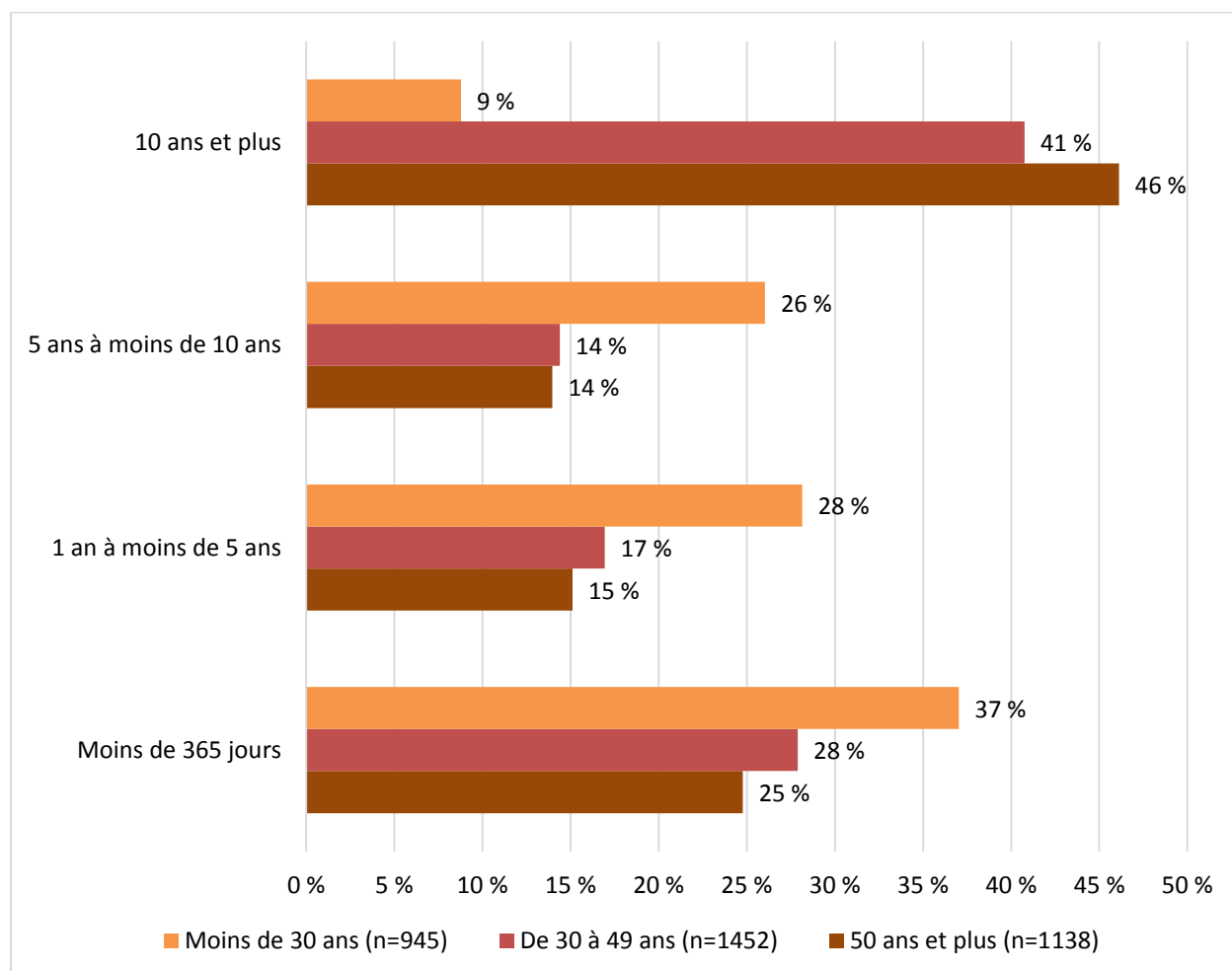
À l'autre extrémité de la distribution, une minorité importante (18 %) des personnes de 50 ans et plus était arrivée dans la ville au cours de la dernière année, alors que cette proportion était nettement plus élevée pour les répondants ayant moins de 30 ans (30 %) ou entre 30 et 49 ans (27 %). Ces données suggèrent que les personnes plus âgées tendent à vivre l'itinérance dans la même ville où elles étaient logées, alors que les répondants plus jeunes semblent plus mobiles.

Figure 16. Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon le groupe d'âge



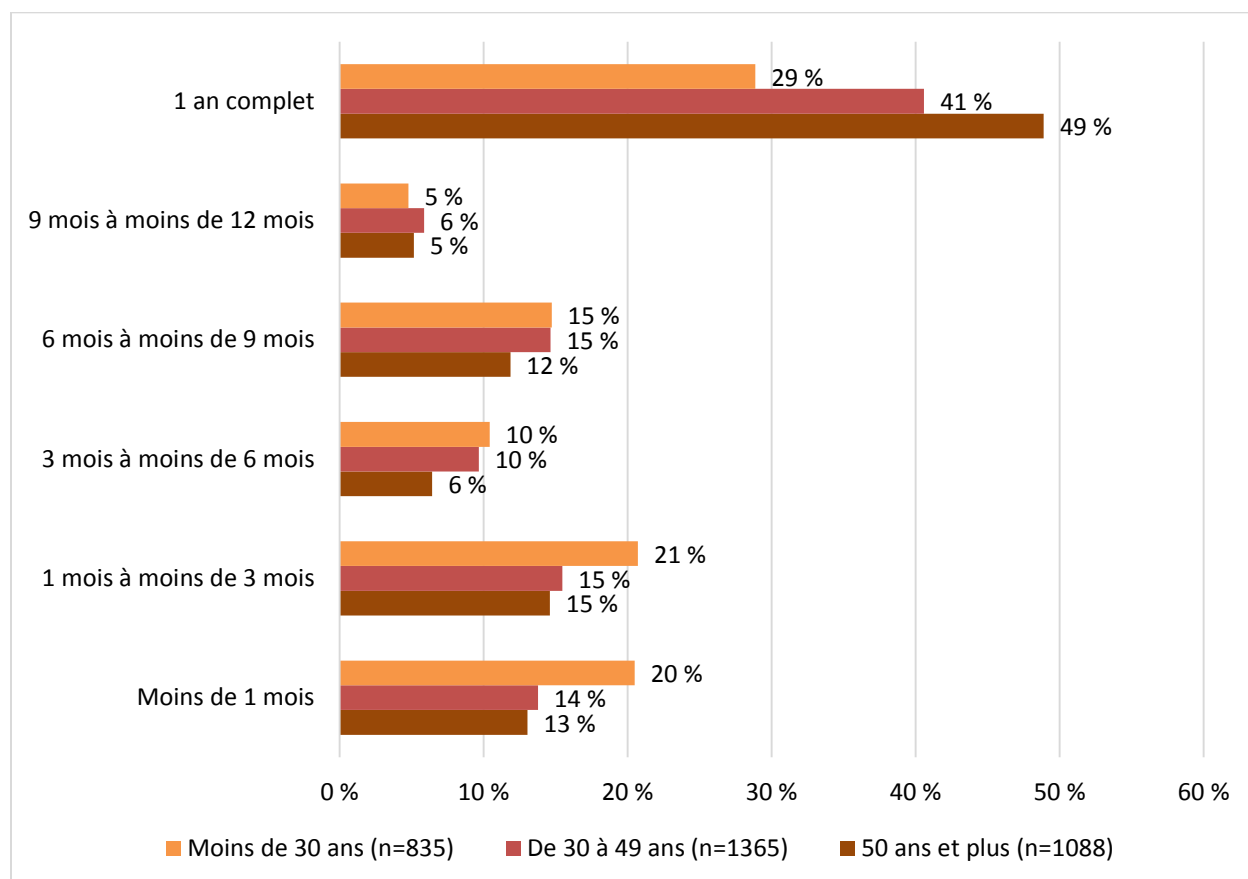
La figure 17 décrit le nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le groupe d'âge. Sans surprise, les personnes âgées de moins de 30 ans étaient peu nombreuses en proportion (9 %) à avoir vécu leur premier épisode 10 ans ou plus auparavant. Des pourcentages relativement élevés à la fois des répondants de 30 à 49 ans et de 50 ans et plus (41 % et 46 %) avaient vécu leur premier épisode d'itinérance il y a 10 ans ou plus. Il est frappant toutefois de constater que le quart des personnes de 50 ans et plus avait vécu son premier épisode d'itinérance moins d'un an auparavant.

Figure 17. Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon le groupe d'âge



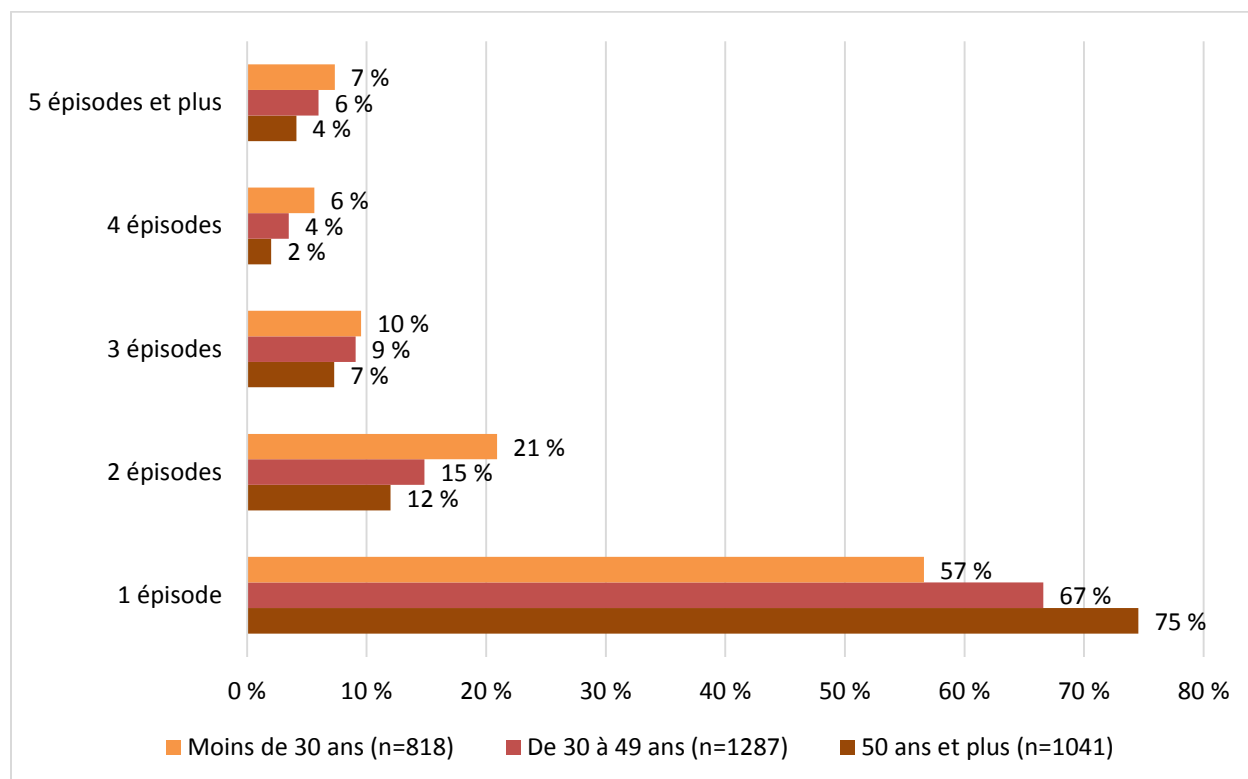
La figure 18 représente le nombre de jours où le répondant était en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge. Près de la moitié (49 %) des personnes âgées de 50 ans et plus avait été en situation d'itinérance tout au long de l'année, alors que cette proportion descendait à 29 % pour les personnes âgées de moins de 30 ans. Ces dernières étaient en revanche plus nombreuses en proportion à avoir passé moins de 3 mois en situation d'itinérance (41 %, contre 28 % pour les personnes de 50 ans et plus, en additionnant les deux catégories).

Figure 18. Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge



La figure 19 illustre le nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge. Elle indique que les personnes plus âgées tendaient à avoir vécu moins d'épisodes d'itinérance que les personnes plus jeunes. Les jeunes auraient donc plus tendance à vivre des entrées et des sorties successives de l'itinérance, alors que les plus vieux vivraient des épisodes de plus longue durée.

Figure 19. Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge



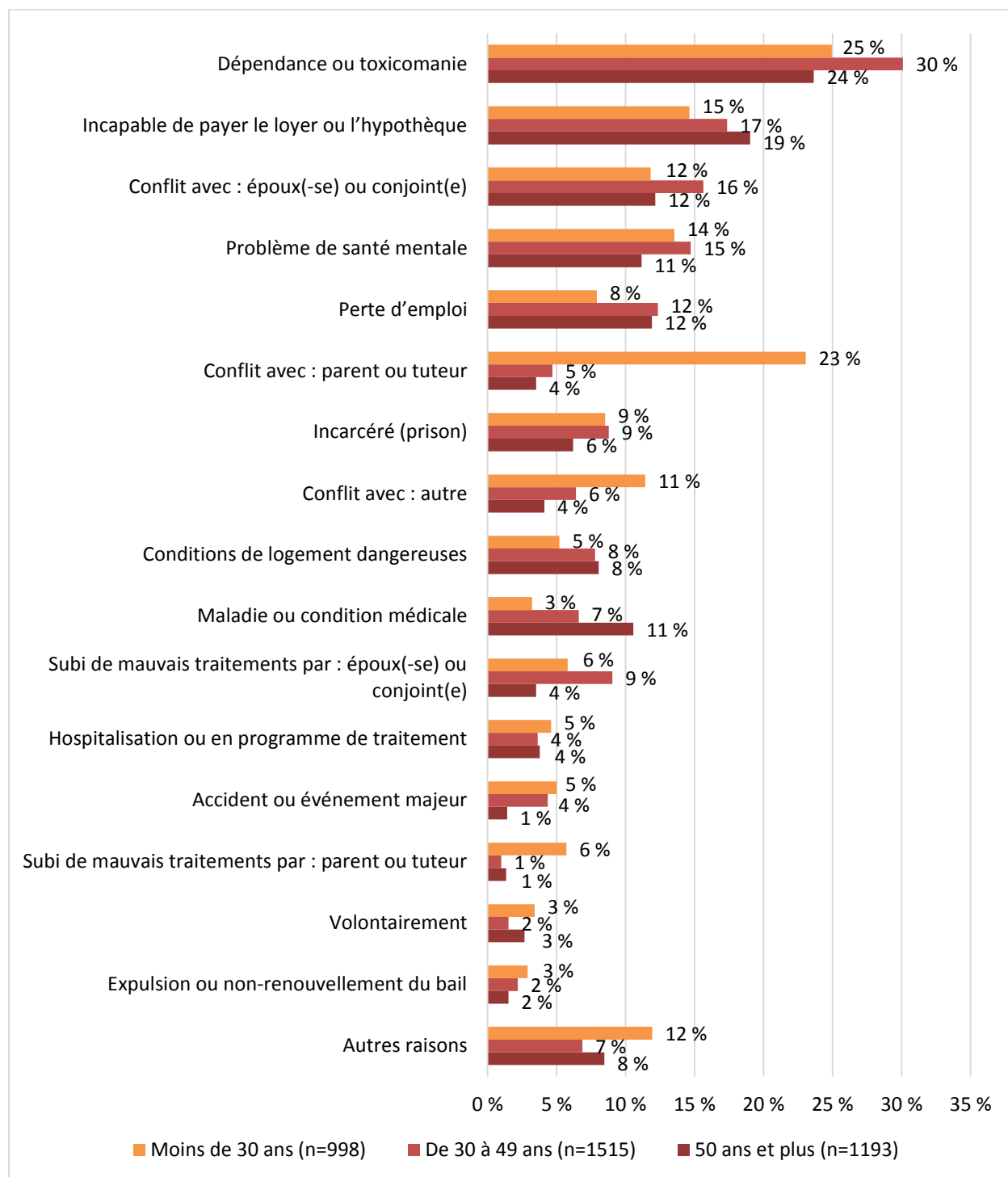
La figure 20 compare les raisons évoquées de la perte de logement, selon le groupe d'âge du répondant. La raison principale donnée par les répondants correspondait aux problèmes de dépendance, et ce, pour tous les groupes d'âge. Par contre, les autres raisons principales variaient selon les groupes.

Pour les répondants de moins de 30 ans, les conflits avec les parents ou les tuteurs jouaient un rôle important et constituaient au moins une raison de la perte du logement dans 23 % des cas. Les répondants de 50 ans et plus, pour leur part, étaient plus nombreux en proportion à citer une raison médicale (11 %, contre 7 % et 3 % pour les plus jeunes), bien que la proportion reste relativement faible.

Pour les répondants entre 30 et 49 ans, les pourcentages se situaient généralement entre ceux des deux autres groupes. Cela dit, une proportion légèrement plus importante que pour les autres groupes mentionnait avoir perdu son logement pour cause de conflit avec un époux ou une épouse ou un conjoint ou une conjointe (16 %) ou pour avoir subi de mauvais traitements par un époux ou une épouse ou un conjoint ou une conjointe (9 %). Ces répondants étaient

aussi plus nombreux à avoir évoqué la dépendance ou toxicomanie comme cause de la perte de leur logement.

Figure 20. Raisons évoquées pour la perte de logement, selon le groupe d'âge

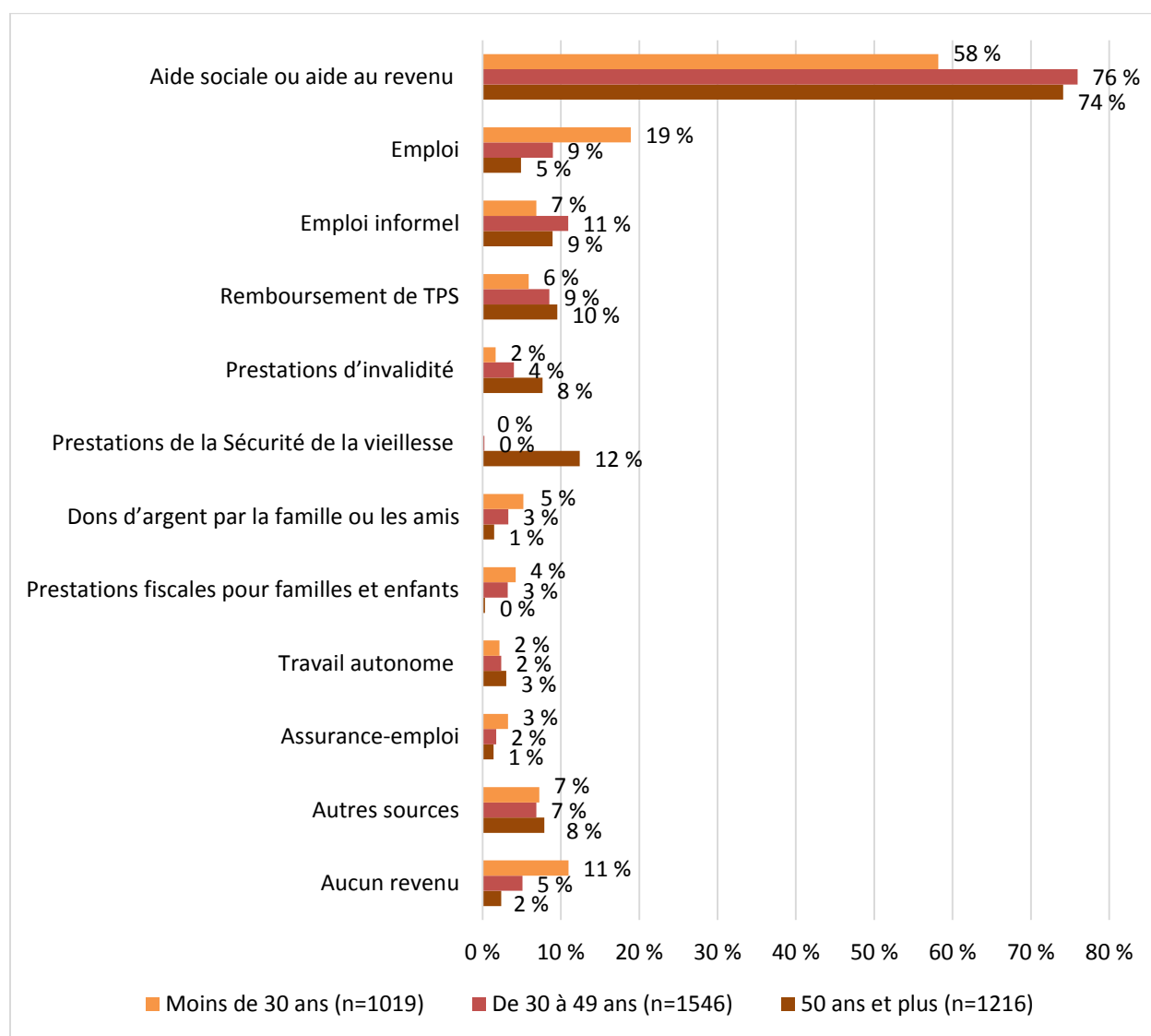


Note : Les autres raisons mentionnées par les répondants incluaient notamment les problèmes d'immigration, la fin des services offerts par les centres jeunesse, les logements surpeuplés, l'isolement, etc.

La figure 21 présente les sources de revenu des répondants, selon leur groupe d'âge. Si le recours à l'aide sociale reste de loin la source la plus courante de revenu pour tous les groupes d'âge, les répondants de moins de 30 ans étaient moins nombreux en proportion à recevoir ce type d'aide, soit seulement 58 % (contre 76 % pour les 30 à 49 ans et 74 % pour les 50 ans et plus). En revanche, 19 % d'entre eux tiraient un revenu d'un emploi, contre 9 % et 5 % pour les répondants plus âgés. On peut aussi remarquer que 11 % des personnes de moins de 30 ans avaient déclaré ne recevoir aucun revenu.

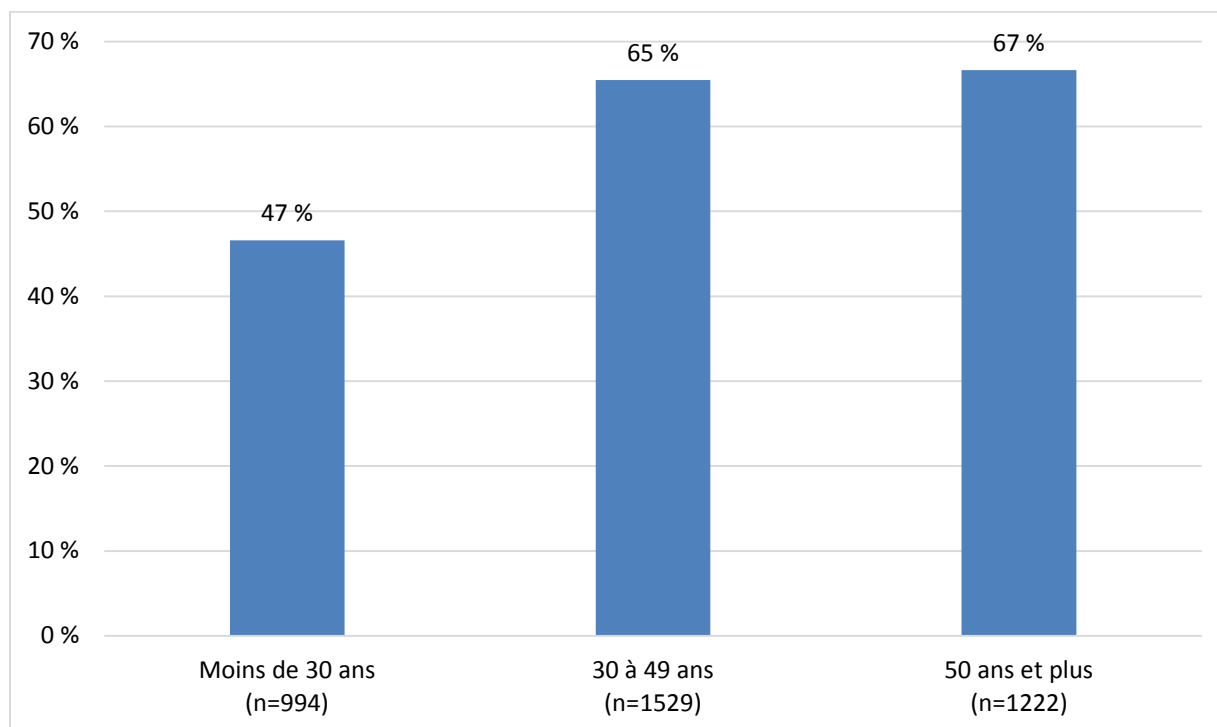
Les répondants âgés de 50 ans et plus étaient, pour leur part, un peu plus nombreux en proportion à recourir à des prestations d'invalidité (8 %, contre 2 % pour les personnes de moins de 30 ans et 4 % pour celles entre 30 et 49 ans). Sans surprise, ils étaient aussi les seuls à recourir aux prestations de la Sécurité de la vieillesse, et 12 % d'entre eux recevaient ce type de revenu.

Figure 21. Sources de revenu, selon le groupe d'âge



La figure 22 illustre la proportion de répondants de chaque groupe d'âge ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année. S'il n'y avait pas de différence entre les personnes de 30 à 49 ans et celles de 50 ans sur cette question, les jeunes de moins de 30 ans étaient proportionnellement moins nombreux à s'être retrouvés dans cette situation (47 %, contre 65 % et 67 % pour les autres groupes).

Figure 22. Proportion de répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge



Les tableaux 21 à 23 décrivent les services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon le groupe d'âge des répondants. Eu égard à l'utilisation de services de santé et ou aux contacts avec des travailleurs de rue, il ne semble pas y avoir de différence notable entre les groupes d'âge. Cependant, les personnes âgées de 50 ans et plus étaient proportionnellement moins nombreuses à avoir eu des contacts avec des policiers (positifs comme négatifs) ou à avoir été incarcérées. Par ailleurs, les personnes de moins de 30 ans étaient moins nombreuses en proportion à utiliser des centres de jour (37 %, contre 50 % et 52 % pour les autres groupes).

Tableau 21. Services utilisés au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge – Policiers et détentions

	Groupe d'âge			
	Moins de 30 ans (n=1 016)	30 à 49 ans (n=1 543)	50 ans et plus (n=1 226)	Total (n=3 785)
Contacts avec des policiers voulant offrir de l'aide	26,1 %	27,9 %	21,9 %	25,5 %
1 fois	17,9 %	19,3 %	14,5 %	17,4 %
2 à 4 fois	6,5 %	5,8 %	4,9 %	5,7 %
5 à 9 fois	0,4 %	1,4 %	1,2 %	1,1 %
10 à 49 fois	1,2 %	1,1 %	0,9 %	1,1 %
50 fois et plus	0,1 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %
Contacts avec des policiers pour une arrestation, une fouille ou une contravention	47,5 %	51,6 %	39,6 %	46,6 %
1 fois	26,6 %	27,6 %	22,9 %	25,8 %
2 à 4 fois	11,9 %	13,6 %	9,2 %	11,7 %
5 à 9 fois	3,1 %	4,1 %	3,8 %	3,7 %
10 à 49 fois	4,4 %	4,7 %	2,9 %	4,0 %
50 fois et plus	1,6 %	1,7 %	0,7 %	1,4 %
Détentions dans une prison (provinciale ou fédérale)	20,1 %	23,3 %	13,5 %	19,3 %
1 fois	14,2 %	18,0 %	10,4 %	14,5 %
2 à 4 fois	5,0 %	4,0 %	2,3 %	3,7 %
5 à 9 fois	0,5 %	0,9 %	0,4 %	0,6 %
10 à 49 fois	0,4 %	0,5 %	0,3 %	0,4 %
50 fois et plus	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %

Tableau 22. Services utilisés au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge – Urgences et hospitalisations

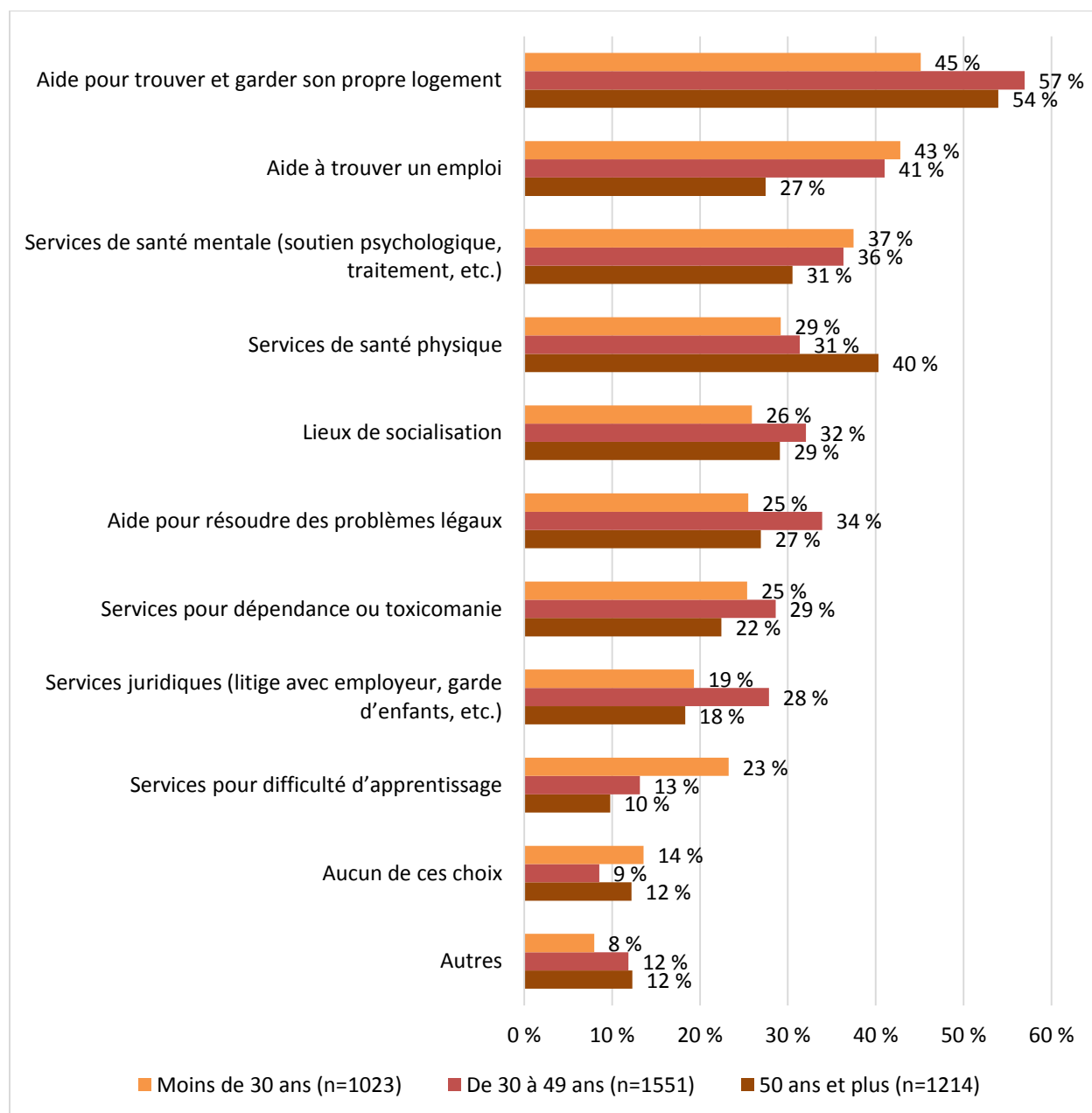
	Âge			
	Moins de 30 ans (n=1 016)	30 à 49 ans (n=1 543)	50 ans et plus (n=1 226)	Total (n=3 785)
Visites à l'urgence	57,6 %	56,3 %	54,2 %	56,0 %
1	28,5 %	25,8 %	23,8 %	25,9 %
2 à 4	21,3 %	21,8 %	21,9 %	21,7 %
5 à 9	4,7 %	4,7 %	4,7 %	4,7 %
10 à 49	2,7 %	3,6 %	3,7 %	3,4 %
50 et plus	0,4 %	0,4 %	0,2 %	0,3 %
Hospitalisations	34,6 %	35,0 %	36,0 %	35,2 %
1	24,2 %	21,8 %	21,9 %	22,5 %
2 à 4	8,6 %	10,8 %	11,5 %	10,4 %
5 à 9	1,0 %	1,8 %	1,5 %	1,5 %
10 à 49	0,9 %	0,7 %	1,1 %	0,9 %
50 et plus	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Tableau 23. Services utilisés au cours de la dernière année, selon le groupe d'âge – Travailleurs de rue et centres de jour

	Âge			
	Moins de 30 ans (n=1 016)	30 à 49 ans (n=1 543)	50 ans et plus (n=1 226)	Total (n=3 785)
Contacts avec des travailleurs de rue	38,9 %	43,1 %	37,4 %	40,1 %
1 fois	21,2 %	22,6 %	18,8 %	21,0 %
2 à 4 fois	6,8 %	8,2 %	6,5 %	7,3 %
5 à 9 fois	3,2 %	2,6 %	2,5 %	2,7 %
10 à 49 fois	4,5 %	5,1 %	5,9 %	5,2 %
50 fois et plus	3,3 %	4,7 %	3,8 %	4,0 %
Visites dans un centre de jour	37,2 %	50,3 %	52,1 %	47,4 %
1 fois	19,5 %	23,9 %	23,6 %	22,6 %
2 à 4 fois	2,8 %	3,6 %	2,7 %	3,1 %
5 à 9 fois	1,1 %	2,1 %	1,7 %	1,7 %
10 à 49 fois	5,5 %	8,0 %	5,7 %	6,6 %
50 fois et plus	8,4 %	12,7 %	18,4 %	13,4 %

La figure 23 présente les services souhaités au cours des 6 prochains mois, selon le groupe d'âge. L'aide pour trouver et garder son propre logement demeurait le type de service le plus souvent souhaité pour tous les groupes, quoiqu'un peu moins par les personnes de moins de 30 ans (45 %, contre 57 % et 54 % pour les répondants de 30 à 49 ans et de 50 ans et plus). Les services pour difficulté d'apprentissage étaient proportionnellement plus souvent souhaités par les personnes de 30 ans et moins : 23 %, contre 13 % et 10 %. Les services juridiques ainsi que l'aide pour résoudre des problèmes légaux étaient particulièrement souvent évoqués par les personnes ayant entre 30 et 49 ans, avec des pourcentages respectifs de 28 % (contre 19 % et 18 %) et de 34 % (contre 25 % et 27 %).

Figure 23. Services souhaités au cours des 6 prochains mois, selon le groupe d'âge



Résumé et commentaire

Jeunes de moins de 30 ans. Les jeunes étaient proportionnellement mieux représentés, et plus nombreux, dans les ressources de transition. Ils étaient de sexe féminin en plus grande proportion que les adultes plus âgés. Ils étaient également plus susceptibles d'avoir une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle, notamment bisexuelle ou autre. Malgré leur jeune âge, plus du tiers avait été en situation d'itinérance depuis 5 ans ou plus. Plus du quart avait été en situation d'itinérance toute l'année. Les jeunes étaient proportionnellement plus nombreux (43 %, contre 30 % pour les autres groupes d'âge) à avoir connu plus d'un épisode d'itinérance au cours de l'année. Ils étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir perdu leur logement la dernière fois en raison d'un conflit, notamment avec un parent ou tuteur. Ils étaient plus nombreux en proportion aussi à avoir des revenus provenant d'un emploi, et nettement moins à recevoir des prestations d'aide sociale ou de solidarité sociale. Un plus grand pourcentage (11 %) rapportait n'avoir aucun revenu. Ils étaient moins enclins à avoir fréquenté une ressource d'hébergement d'urgence au cours de la dernière année. Ils fréquentaient, par ailleurs, moins les centres de jour, ce qui est cohérent avec leur présence plus grande dans les ressources de transition, qui offrent un milieu de vie et de socialisation pouvant se substituer à un centre de jour. Ils exprimaient moins souvent le besoin d'aide pour trouver et garder leur propre logement, mais plus souvent pour obtenir des services pour troubles d'apprentissage.

Adultes de 50 ans et plus. À l'inverse, les répondants de 50 ans et plus se retrouvaient proportionnellement en plus grand nombre dans les lieux extérieurs et dans les ressources d'hébergement d'urgence, ainsi qu'en itinérance cachée. S'ils étaient, comme on pourrait s'y attendre, proportionnellement plus nombreux à être demeurés dans leur ville actuelle depuis 10 ans ou plus, près de 20 % y étaient arrivés depuis moins d'un an. De façon analogue, et peut-être en partie liée, s'il n'est pas surprenant que les personnes de 50 ans et plus aient été les plus nombreuses en proportion à avoir connu leur premier épisode d'itinérance il y a plus de 10 ans, il est frappant que le quart d'entre elles avait perdu son logement pour la première fois moins d'un an auparavant. Elles étaient proportionnellement plus nombreuses (presque la moitié, contre environ le tiers en moyenne pour les personnes plus jeunes) à être demeurées en situation d'itinérance toute l'année, et de pair avec ce résultat, elles étaient plus nombreuses à n'avoir vécu qu'un seul épisode d'itinérance au cours de l'année. Elles avaient moins souvent des revenus d'emploi et désiraient moins souvent de l'aide pour trouver un emploi. En revanche, une beaucoup plus grande proportion recevait des prestations de la Sécurité de la vieillesse. Les personnes de 50 ans et plus étaient proportionnellement moins nombreuses à avoir eu des interactions avec le système judiciaire. Elles étaient toutefois proportionnellement plus nombreuses à souhaiter obtenir des services de santé physique.

3.1.4 Analyses selon l'identité autochtone

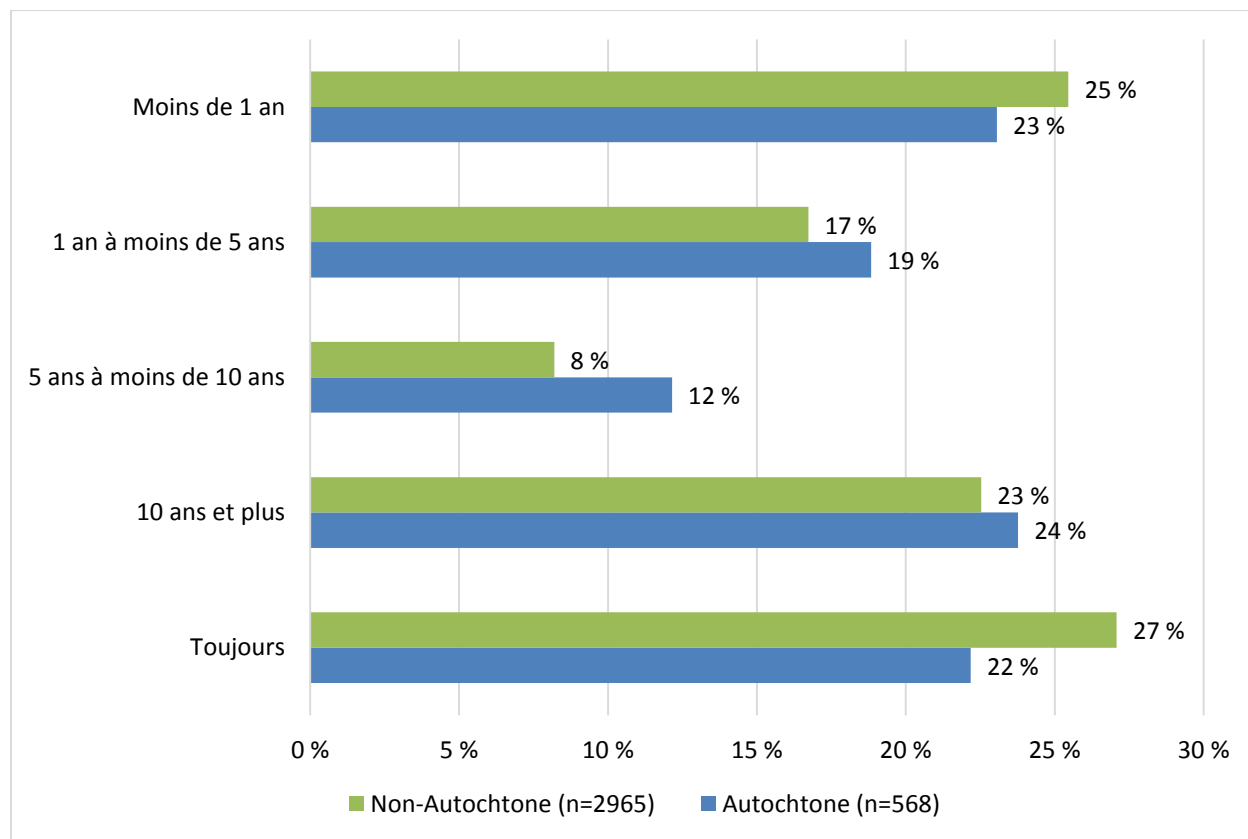
Cette section vise à analyser les résultats du questionnaire en utilisant l'identité autochtone comme base de comparaison. Étant donné le relativement petit nombre de répondants de certains sous-groupes autochtones, les comparaisons sont pour l'ensemble des personnes autochtones (y compris les personnes se désignant comme d'ascendance autochtone) et des personnes non autochtones. Le tableau 24 présente des données sociodémographiques permettant de comparer ces deux groupes. La proportion de femmes ainsi que de personnes s'identifiant selon d'autres identités de genre était un peu plus élevée parmi les personnes autochtones, avec respectivement 32 % et 4 % des répondants, contre 26 % et 2 %.

Tableau 24. Données sociodémographiques, selon l'identité autochtone

Genre	Autochtone (n=592)	Non-Autochtone (n=3 095)	Total (n=3 687)
Femmes	32,4 %	24,6 %	25,8 %
Hommes	63,5 %	73,6 %	72,0 %
Autres identités de genre	4,1 %	1,9 %	2,2 %
Âge	Autochtone (n=595)	Non-Autochtone (n=3 089)	Total (n=3 684)
Moins de 18 ans	1,5 %	1,4 %	1,4 %
18 à 29 ans	25,9 %	25,4 %	25,4 %
30 à 49 ans	45,7 %	40,0 %	40,0 %
50 à 64 ans	24,4 %	29,3 %	29,3 %
65 ans et plus	2,5 %	3,9 %	3,9 %
Identité autochtone	Autochtone (n=563)	Non-Autochtone (n=3 124)	Total (n=3 687)
Non	0,0 %	100,0 %	84,7 %
Oui, Premières Nations	36,9 %	0,0 %	5,6 %
Oui, Inuit	10,7 %	0,0 %	1,6 %
Oui, Métis	21,1 %	0,0 %	3,2 %
Oui, ascendance autochtone	31,3 %	0,0 %	4,8 %
Orientation sexuelle	Autochtone (n=570)	Non-Autochtone (n=3 000)	Total (n=3 570)
Hétérosexuelle	85,4 %	88,5 %	88,0 %
Homosexuelle	2,1 %	3,7 %	3,4 %
Bisexuelle	8,1 %	5,4 %	5,8 %
Autres	4,4 %	2,5 %	2,8 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Autochtone (n=540)	Non-Autochtone (n=2 955)	Total (n=3 495)
Non	97,6 %	88,0 %	89,5 %
Oui, immigrant(e)	2,0 %	9,6 %	8,5 %
Oui, réfugié(e)	0,2 %	1,4 %	1,2 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	0,2 %	0,9 %	0,8 %

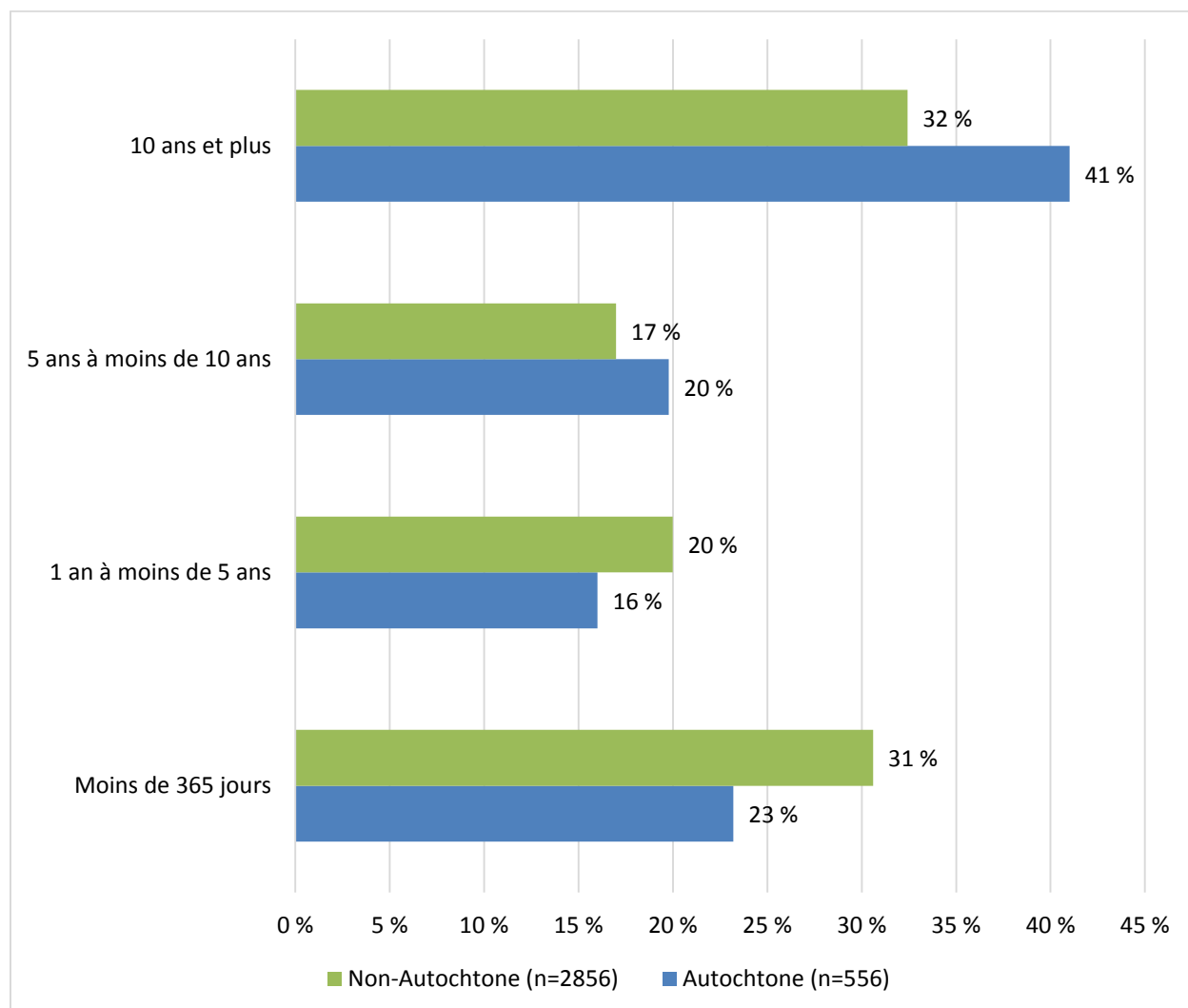
La figure 24 illustre la durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu. Les deux groupes se ressemblent à cet égard. Toutefois, les personnes non autochtones étaient proportionnellement plus nombreuses à y habiter depuis toujours (27 %, contre 22 %). À l'inverse, les personnes autochtones étaient plus nombreuses, en proportion, dans la plupart des autres catégories.

Figure 24. Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon l'identité autochtone



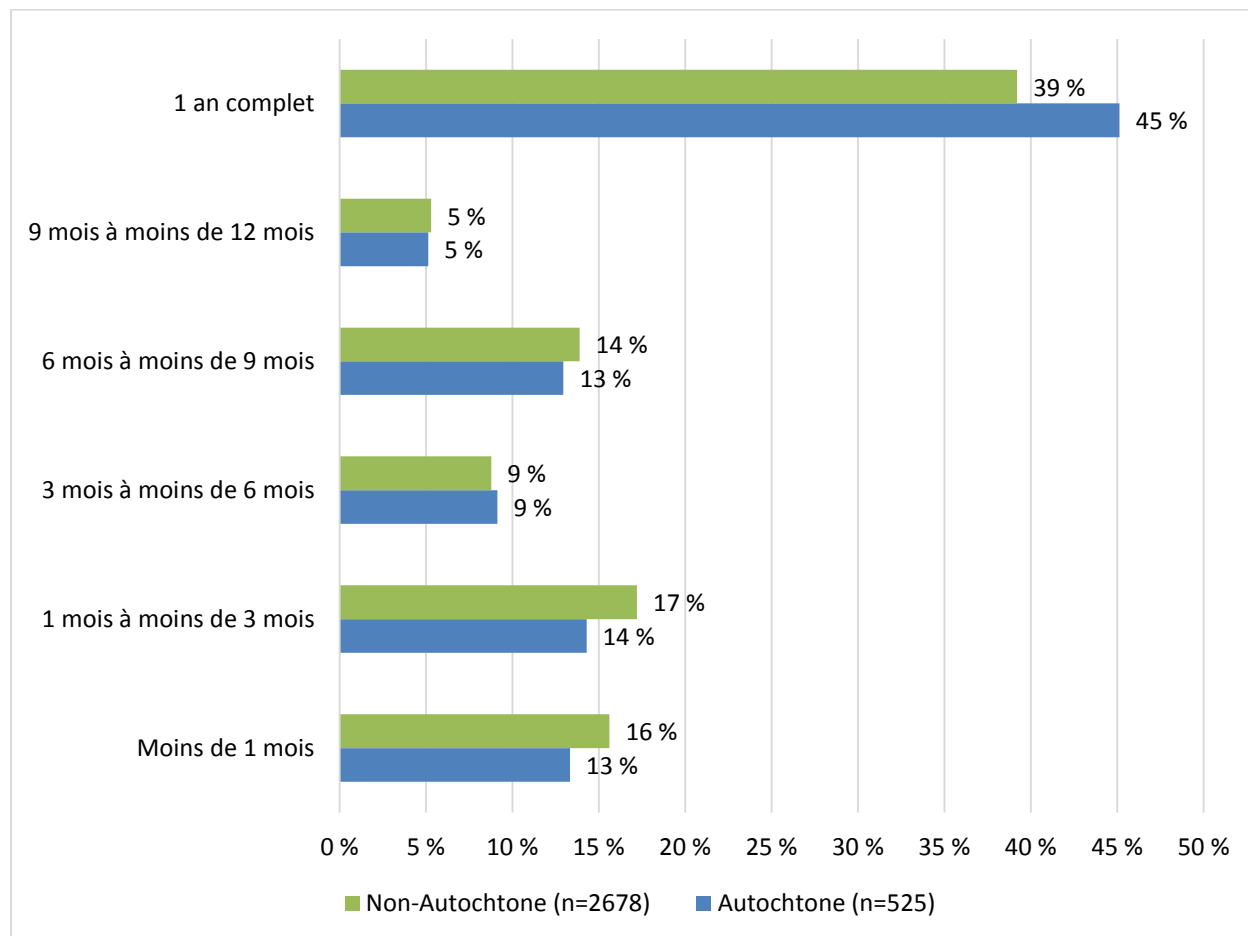
La figure 25 indique que les personnes s'identifiant comme autochtones étaient plus nombreuses en proportion que les personnes ne se désignant pas ainsi à avoir vécu leur premier épisode d'itinérance 10 ans ou plus auparavant (41 %, contre 32 %). À l'inverse, les personnes non autochtones étaient plus nombreuses en proportion à avoir vécu leur première expérience d'itinérance au courant de la dernière année (31 %, contre 23 %).

Figure 25. Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon l'identité autochtone



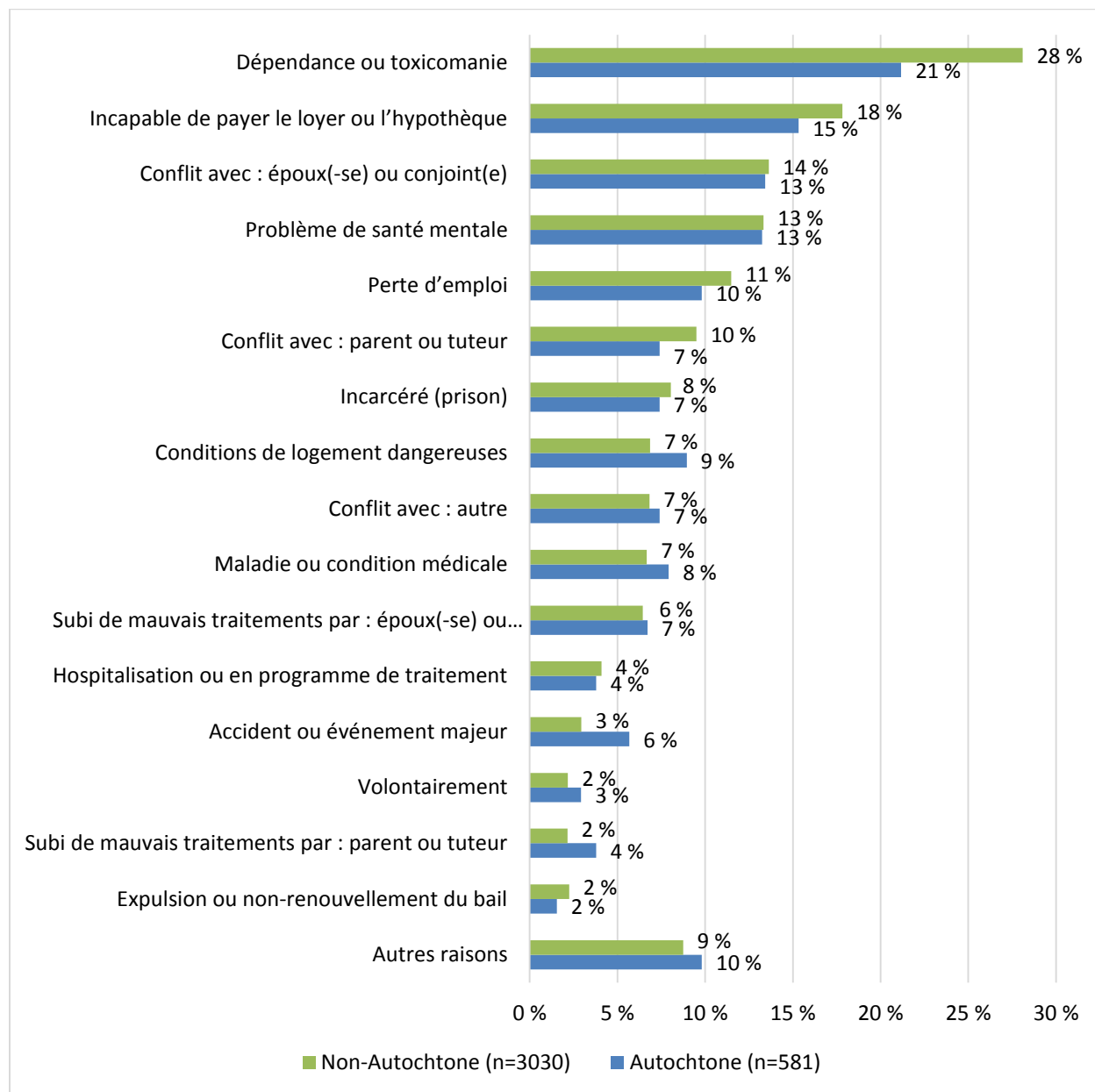
Les différences concernant le nombre d'épisodes en situation d'itinérance au cours de la dernière année, présentées à la figure 26, étaient relativement mineures. Cela dit, les personnes autochtones étaient proportionnellement un peu plus nombreuses à avoir vécu l'année entière en situation d'itinérance (45 %, contre 39 %). Les personnes non autochtones, pour leur part, étaient proportionnellement un peu plus nombreuses à avoir passé moins de 3 mois en situation d'itinérance (33 %, contre 27 %).

Figure 26. Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon l'identité autochtone



La figure 27 montre les raisons évoquées de la perte de logement, selon l'identité autochtone. La principale différence se trouvait dans le fait que les personnes non autochtones étaient proportionnellement plus nombreuses à mentionner la dépendance comme raison principale de la perte de logement (28 %, contre 21 %).

Figure 27. Raisons évoquées de la perte de logement, selon l'identité autochtone



Note : Les autres raisons mentionnées par les répondants incluent notamment les problèmes d'immigration, la fin des services offerts par les centres jeunesse, les logements surpeuplés, l'isolement, etc.

Par ailleurs, des analyses dont les résultats ne sont pas présentés ici indiquent que les différences entre les deux groupes quant aux proportions qui mentionnent recevoir différentes sources de revenu étaient mineures. Il en va de même en ce qui concerne la proportion de répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année. En effet, 61 % des deux groupes avaient été dans cette situation au moins une fois.

Les tableaux 25 à 27 traitent des services utilisés ainsi que de la fréquence d'utilisation de ces services, selon l'identité autochtone. De manière générale, les personnes autochtones utilisaient plus de services que les personnes non autochtones, peu importe la catégorie.

Le tableau 25 porte sur les visites à l'urgence et les hospitalisations. Bien que la proportion des répondants n'ayant eu qu'une seule visite à l'urgence soit équivalente pour les deux groupes, les répondants autochtones étaient proportionnellement plus nombreux à avoir été à l'urgence (62 %, contre 55 %) et étaient plus nombreux en proportion à être de fréquents utilisateurs de ce type de service.

Tableau 25. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité autochtone – Urgences et hospitalisations

	Identité autochtone		
	Autochtone (n=594)	Non-Autochtone (n=3 090)	Total (n=3 684)
Visites à l'urgence	62,0 %	54,8 %	55,9 %
1 fois	25,4 %	25,8 %	25,7 %
2 à 4 fois	24,4 %	21,3 %	21,8 %
5 à 9 fois	6,1 %	4,5 %	4,8 %
10 à 49 fois	5,2 %	3,0 %	3,3 %
50 fois et plus	0,8 %	0,2 %	0,3 %
Hospitalisations	40,2 %	34,2 %	35,2 %
1 fois	23,9 %	22,1 %	22,4 %
2 à 4 fois	12,6 %	10,1 %	10,5 %
5 à 9 fois	2,7 %	1,3 %	1,5 %
10 à 49 fois	1,0 %	0,7 %	0,8 %
50 fois et plus	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Le tableau 26 porte sur les contacts avec les policiers et sur les détentions. Les personnes autochtones étaient plus nombreuses, toutes proportions gardées, à avoir eu des contacts avec des acteurs du système judiciaire, et elles tendaient à en avoir eu un plus grand nombre.

Tableau 26. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité autochtone – Policiers et détentions

	Identité autochtone		
	Autochtone (n=594)	Non-Autochtone (n=3 090)	Total (n=3 684)
Contacts avec un policier souhaitant offrir de l'aide	28,1 %	24,9 %	25,4 %
1 fois	18,4 %	17,3 %	17,4 %
2 à 4 fois	6,4 %	5,3 %	5,5 %
5 à 9 fois	1,4 %	1,0 %	1,1 %
10 à 49 fois	1,5 %	1,0 %	1,1 %
50 fois et plus	0,5 %	0,3 %	0,3 %
Contacts avec un policier pour arrestation, fouille ou contravention	53,2 %	45,2 %	46,5 %
1 fois	27,3 %	25,4 %	25,7 %
2 à 4 fois	13,5 %	11,3 %	11,6 %
5 à 9 fois	4,6 %	3,6 %	3,8 %
10 à 49 fois	4,9 %	3,9 %	4,0 %
50 fois et plus	3,0 %	1,0 %	1,4 %
Détentions dans une prison (provinciale ou fédérale)	23,4 %	18,4 %	19,2 %
1 fois	17,0 %	14,0 %	14,4 %
2 à 4 fois	5,1 %	3,4 %	3,6 %
5 à 9 fois	1,0 %	0,6 %	0,6 %
10 à 49 fois	0,2 %	0,5 %	0,4 %
50 fois et plus	0,2 %	0,0 %	0,1 %

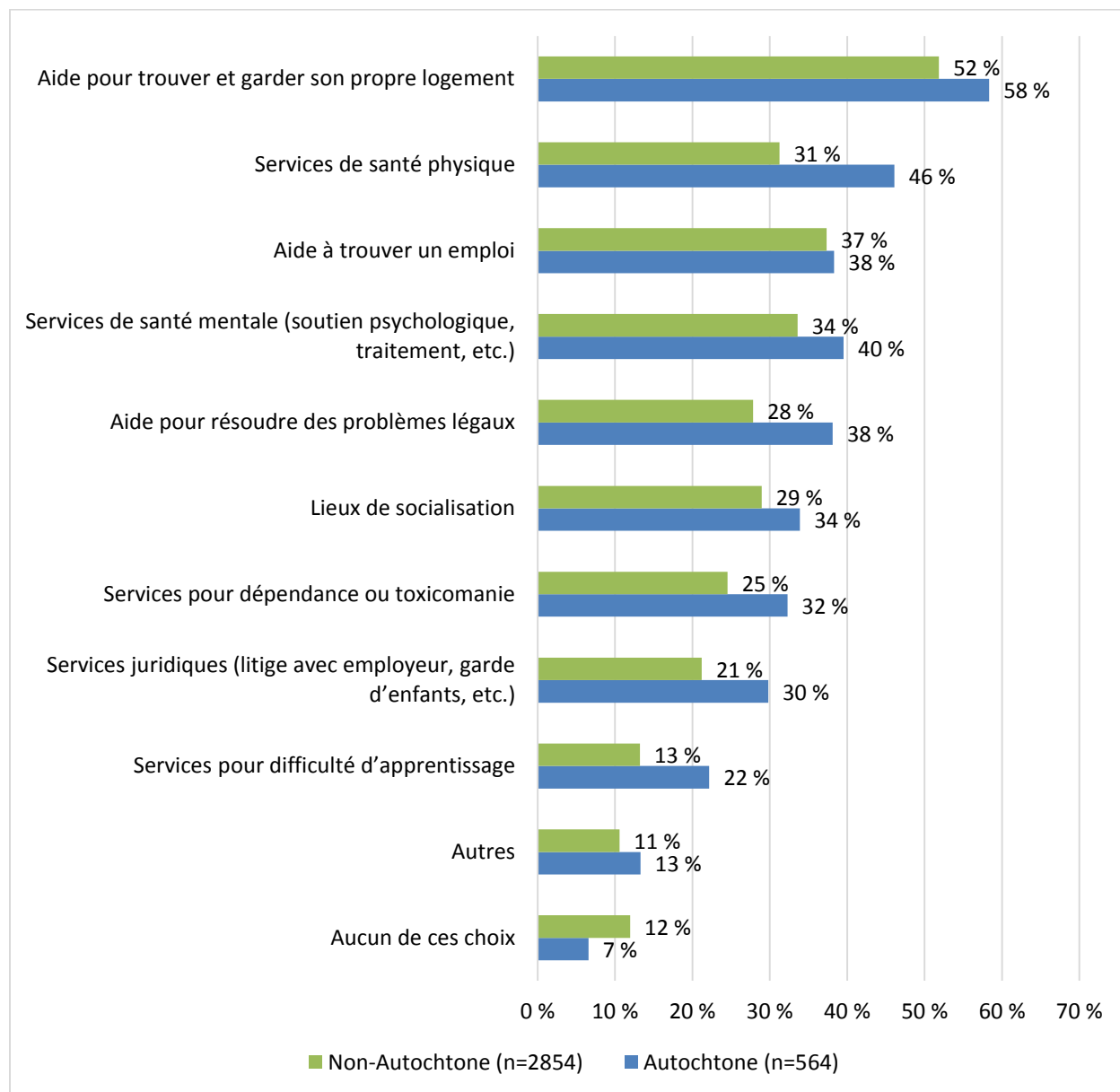
Finalement, toujours en ce qui concerne les services utilisés, le tableau 27 porte sur les contacts avec des travailleurs de rue et sur les visites dans les centres de jour. Les personnes autochtones étaient encore une fois plus nombreuses en proportion à avoir utilisé ces types de services, et elles tendaient à les avoir utilisés plus souvent aussi.

Tableau 27. Services utilisés au cours des 12 derniers mois, selon l'identité autochtone – Travailleurs de rue et centres de jour

	Identité autochtone		
	Autochtone (n=594)	Non-Autochtone (n=3 090)	Total (n=3 684)
Contacts avec des travailleurs de rue	47,5 %	38,6 %	40,0 %
1 fois	24,1 %	20,4 %	21,0 %
2 à 4 fois	7,4 %	7,2 %	7,2 %
5 à 9 fois	3,7 %	2,5 %	2,7 %
10 à 49 fois	6,1 %	5,0 %	5,2 %
50 fois et plus	6,2 %	3,6 %	4,0 %
Visites dans un centre de jour	56,7 %	45,4 %	47,2 %
1 fois	26,1 %	21,7 %	22,4 %
2 à 4 fois	3,7 %	2,9 %	3,0 %
5 à 9 fois	2,0 %	1,6 %	1,7 %
10 à 49 fois	8,1 %	6,4 %	6,7 %
50 fois et plus	16,8 %	12,9 %	13,5 %

La figure 28 porte sur les services souhaités au cours des six prochains mois en comparant les personnes autochtones et les personnes non autochtones. Dans tous les cas sauf pour la réponse « Aucun de ces choix », les personnes autochtones exprimaient plus souvent le souhait de recevoir les services proposés. Les différences étaient particulièrement importantes en ce qui concerne les services de santé physique (46 %, contre 31 %), l'aide pour résoudre des problèmes légaux (38 %, contre 28 %), les services juridiques (30 %, contre 21 %) et les services pour difficultés d'apprentissage (22 %, contre 13 %).

Figure 28. Services souhaités, selon l'identité autochtone



Résumé et commentaire

Les répondants qui s'identifiaient comme Autochtones ou d'ascendance autochtone, quel que soit le sous-groupe auquel ils appartenaient, tendaient à être particulièrement présents en itinérance cachée et dans les lieux extérieurs. Dans notre échantillon, une proportion relativement grande d'Inuits se trouvait également dans les lieux extérieurs, tandis que très peu d'entre eux avaient indiqué avoir passé la nuit du 24 avril dans une ressource de transition. Les répondants qui s'identifiaient comme autochtones ou d'ascendance autochtone étaient plus nombreux en proportion à avoir vécu leur premier épisode d'itinérance 5 ans ou plus auparavant et à avoir passé l'année entière en situation d'itinérance. Ils étaient plus susceptibles d'avoir eu des contacts à la fois avec le réseau de la santé et des services sociaux et avec les acteurs du système judiciaire. Dans notre échantillon, ils étaient aussi proportionnellement plus nombreux à avoir eu des contacts avec des travailleurs de rue ou à avoir utilisé des centres de jour. Par ailleurs, les répondants autochtones étaient proportionnellement plus nombreux à exprimer le souhait de recevoir les services de presque toutes les natures proposées. Les différences les plus grandes se situent sur le plan des services de santé physique et de l'aide pour résoudre les problèmes légaux. Des différences moins grandes mais néanmoins notables apparaissent aussi en ce qui concerne les services pour difficultés d'apprentissage et les services juridiques. Le souhait plus fréquemment exprimé de recevoir des services pour résoudre des problèmes légaux est sans doute lié à l'utilisation plus fréquente de services du système judiciaire que font les personnes autochtones.

3.1.5 Analyses selon la taille et la situation géographique de la ville

Dans cette section, les répondants sont comparés selon la taille et la situation géographique de la ville où ils se trouvaient au moment du dénombrement. Nous souhaitons de cette manière faire ressortir des différences qui pourraient exister entre des milieux souvent catégorisés comme « urbains », offrant notamment divers services pour les personnes en situation d'itinérance et concentrant une importante population, et des milieux plus ruraux ou situés en dehors des grands centres.

Pour ce faire, nous avons classé les villes en quatre catégories. Montréal a été traitée à part, étant de loin la plus grande ville et rassemblant à elle seule près de la moitié des questionnaires. Ensuite, toutes les villes situées en périphérie de Montréal et de Québec ont été regroupées dans la catégorie « Banlieue ». Puis, toutes les villes de plus de 100 000 habitants qui n'étaient pas déjà classées dans une autre catégorie ont été regroupées dans la catégorie « Grandes villes ». Finalement, les autres municipalités ont été classées dans la catégorie « Petites et moyennes municipalités ». Une liste des villes correspondant à chaque catégorie est présentée à l'annexe D.

Le tableau 28 compare le genre, l'âge, l'identité autochtone, l'orientation sexuelle et le statut d'immigration des répondants de ces quatre catégories de villes. Plusieurs différences notables apparaissent. Les hommes étaient plus nombreux en proportion à Montréal (74 %) et dans les petites et moyennes municipalités (75 %) que dans grandes villes (69 %) et les banlieues (66 %). Les répondants de Montréal tendaient à être plus âgés, surtout par comparaison avec ceux des petites et moyennes municipalités. Notamment, alors que 36 % des répondants de Montréal avaient entre 50 ans et 64 ans, seuls 20 % des répondants des petites et moyennes municipalités appartenaient à ce groupe d'âge. Les membres des Premières Nations étaient moins nombreux en proportion dans les banlieues (1,9 %, contre 5,2 % à 7,9 % pour les autres groupes), alors que les Inuits se retrouvaient plus souvent à Montréal (2,9 %, contre 0,2 % à 1,0 %). Les personnes arrivées au Canada avec un statut d'immigrant, de réfugié ou de demandeur de statut de réfugié sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses à Montréal : 19 % au total, contre entre 3 % et 7 % pour les autres groupes.

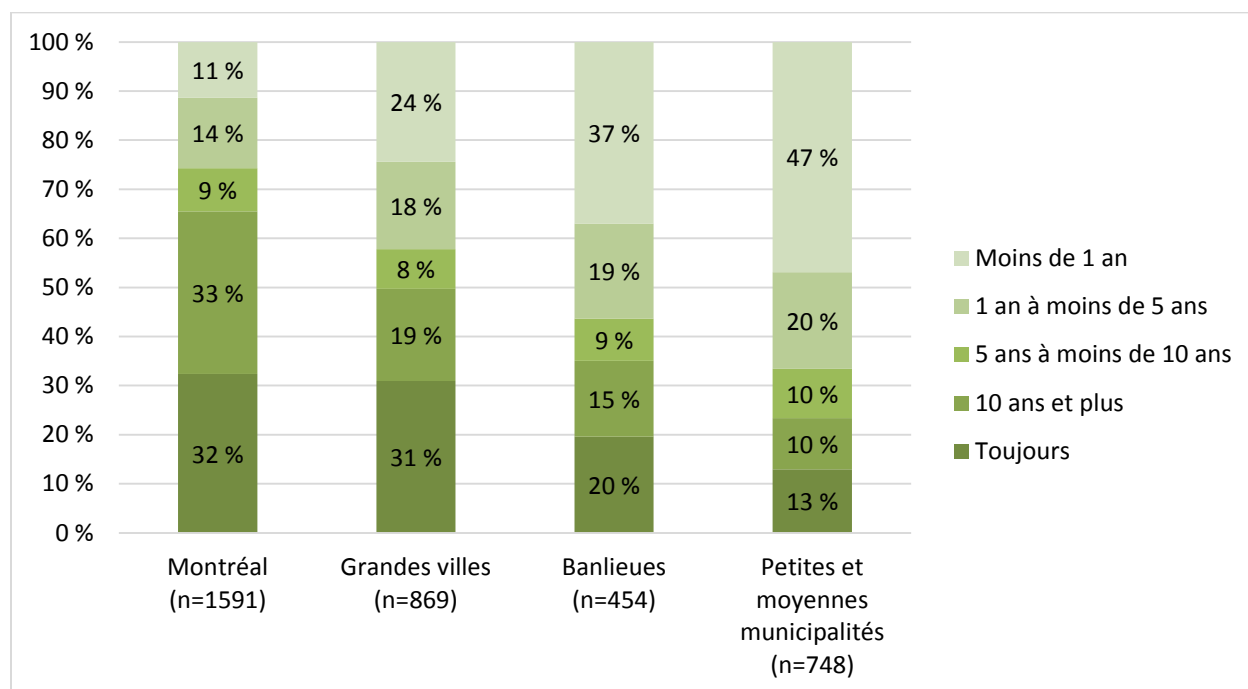
Tableau 28. Données sociodémographiques, selon la taille et la situation géographique de la ville

Genre	Montréal (n=1 638)	Grandes villes (n=887)	Banlieues (n=489)	Petites et moyennes municipalités (n=801)	Total (n=3 815)
Femmes	22,9 %	28,4 %	32,9 %	23,4 %	25,6 %
Hommes	74,4 %	69,3 %	65,9 %	74,7 %	72,2 %
Autres identités de genre	2,7 %	2,3 %	1,2 %	2,0 %	2,3 %
Âge	Montréal (n=1 642)	Grandes villes (n=890)	Banlieues (n=483)	Petites et moyennes municipalités (n=803)	Total (n=3 818)
Moins de 18 ans	0,2 %	1,9 %	1,4 %	3,4 %	1,4 %
18 à 29 ans	19,1 %	27,5 %	26,3 %	35,6 %	26,3 %
30 à 49 ans	40,6 %	42,5 %	41,8 %	38,9 %	41,8 %
50 à 64 ans	35,5 %	24,7 %	26,3 %	20,4 %	26,3 %
65 ans et plus	4,6 %	3,4 %	4,1 %	1,7 %	4,1 %
Identité autochtone	Montréal (n=1 562)	Grandes villes (n=863)	Banlieues (n=476)	Petites et moyennes municipalités (n=786)	Total (n=3 687)
Non	83,9 %	81,7 %	90,6 %	86,1 %	84,7 %
Oui, Premières Nations	5,2 %	7,9 %	1,9 %	6,4 %	5,6 %
Oui, Inuit	2,9 %	1,0 %	0,2 %	0,5 %	1,6 %
Oui, Métis	3,7 %	3,6 %	1,5 %	3,1 %	3,2 %
Oui, ascendance autochtone	4,3 %	5,8 %	5,9 %	3,9 %	4,8 %
Orientation sexuelle	Montréal (n=1 582)	Grandes villes (n=870)	Banlieues (n=470)	Petites et moyennes municipalités (n=766)	Total (n=3 688)
Hétérosexuelle	87,3 %	86,6 %	90,2 %	89,7 %	88,0 %
Homosexuelle	4,2 %	3,6 %	2,8 %	2,0 %	3,4 %
Bisexuelle	5,9 %	6,7 %	4,9 %	5,5 %	5,9 %
Autres	2,6 %	3,2 %	2,1 %	2,9 %	2,7 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Montréal (n=1 466)	Grandes villes (n=852)	Banlieues (n=478)	Petites et moyennes municipalités (n=789)	Total (n=3 585)
Non	80,8 %	95,5 %	93,1 %	96,8 %	89,5 %
Oui, immigrant(e)	15,0 %	3,9 %	5,7 %	2,9 %	8,5 %
Oui, réfugié(e)	2,5 %	0,5 %	0,8 %	0,1 %	1,3 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	1,7 %	0,1 %	0,4 %	0,1 %	0,8 %

La figure 29 présente la durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon le type de ville. D'importantes différences entre les types de municipalités apparaissent pour cette variable, particulièrement en ce qui concerne les personnes arrivées dans la dernière année, y habitant depuis 10 ans et plus et y habitant depuis toujours. À Montréal, 32 % des répondants étaient nés sur place, et 33 % d'entre eux étaient arrivés depuis plus de 10 ans. Dans les grandes villes, la proportion de personnes arrivées depuis plus de 10 ans tombe à 19 % et la proportion de répondants arrivés dans la dernière année monte à 24 %. Dans les banlieues, la proportion de personnes arrivées depuis plus de 10 ans tombe à 15 % et la proportion de répondants arrivés dans la dernière année monte à 37 %. Dans les petites et moyennes municipalités, la proportion de personnes arrivées depuis plus de 10 ans tombe à 10 % et la proportion de répondants arrivés dans la dernière année monte à 47 %.

À l'inverse, quand on regarde les plus petites municipalités, presque la moitié des répondants (47 %) était arrivée au cours de l'année précédente. Les nombres étaient semblables pour les banlieues : 37 % des répondants étaient arrivés dans la dernière année.

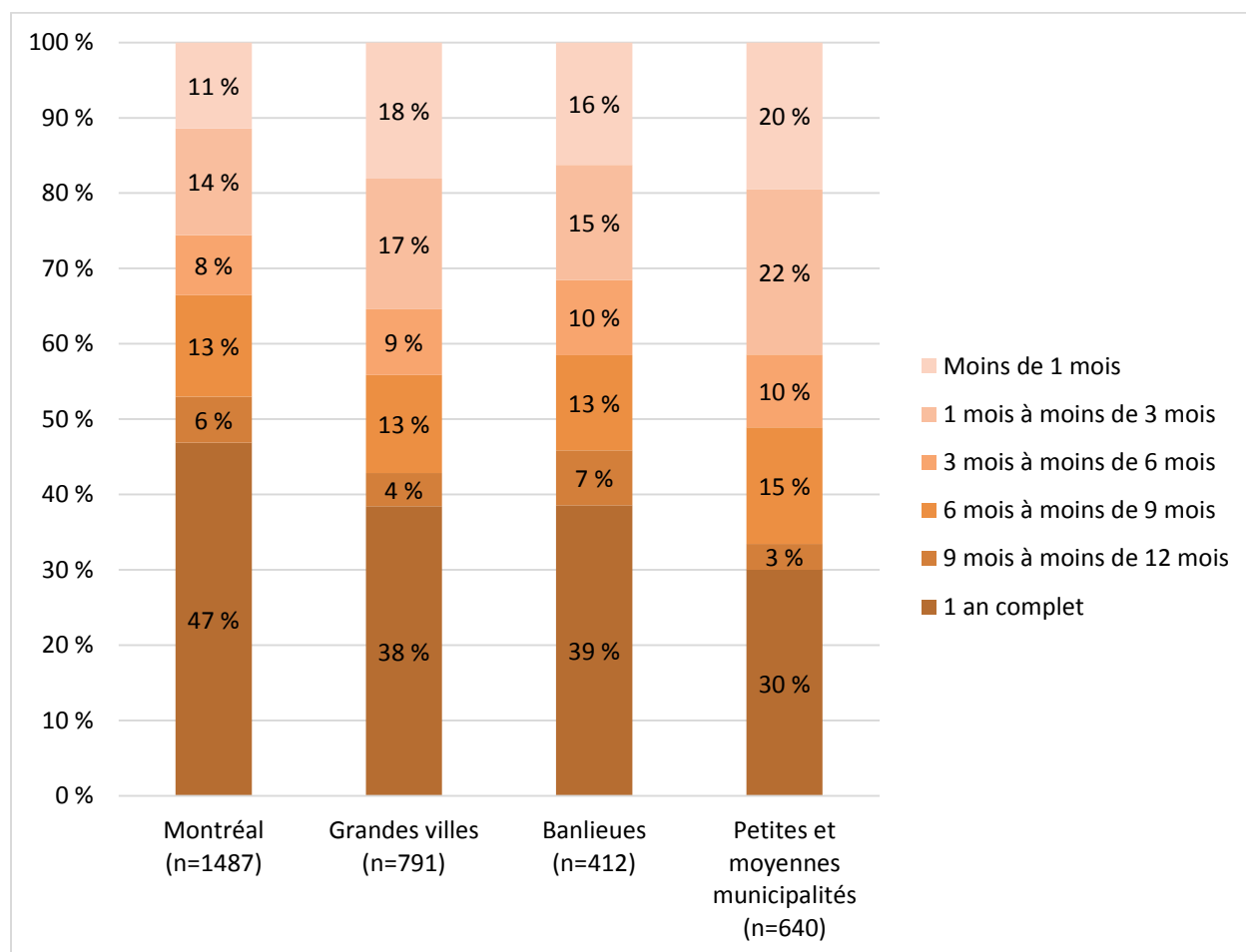
Figure 29. Durée depuis l'arrivée dans la ville où le dénombrement a eu lieu, selon la taille et la situation géographique de la ville



Des résultats qui ne sont pas présentés ici indiquent par ailleurs que le nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance était sensiblement le même pour les répondants des quatre catégories.

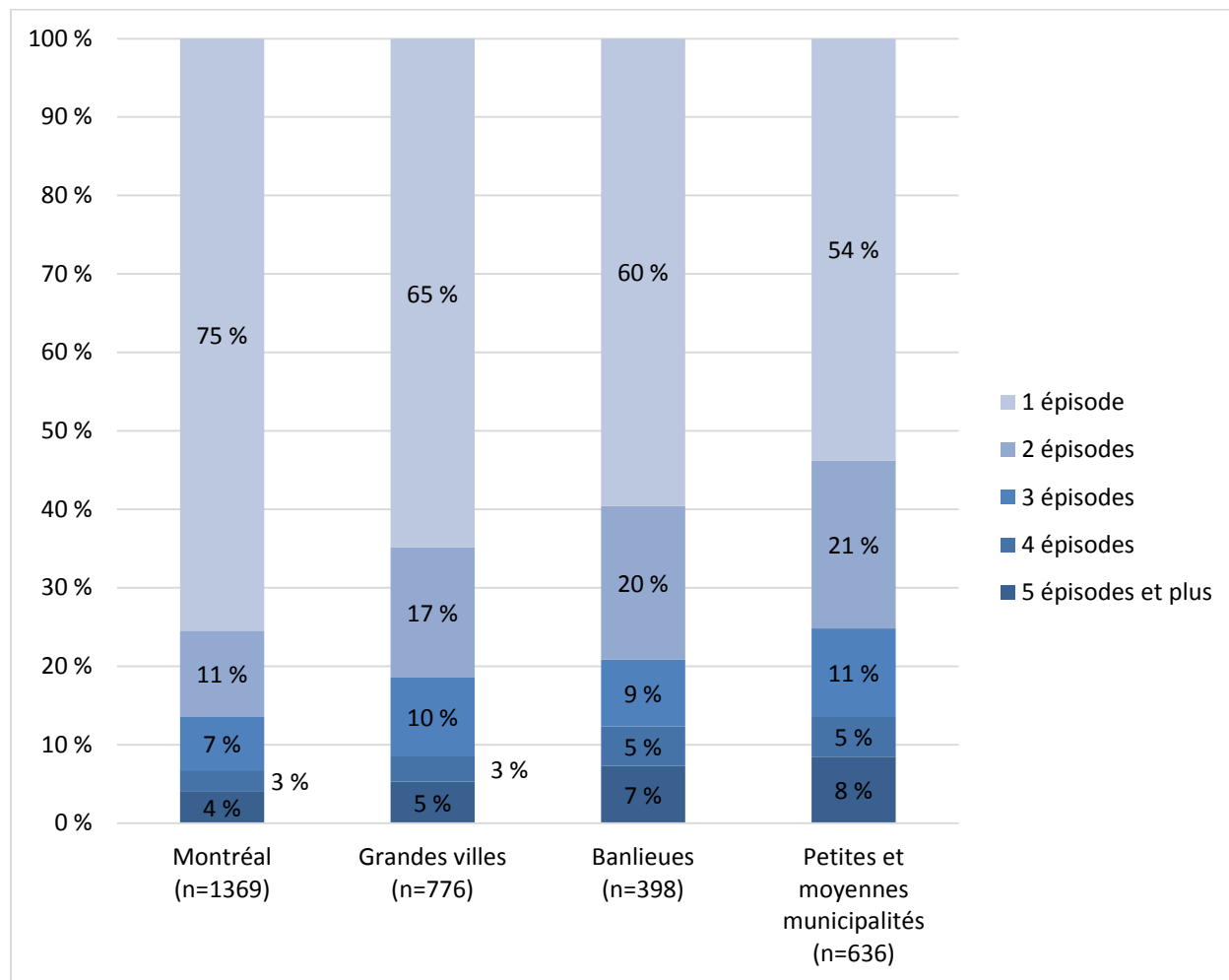
La figure 30 illustre le nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année. Les grandes villes et les banlieues ont un portrait presque identique. Cependant, les répondants de Montréal étaient plus nombreux en proportion à avoir passé l'année entière en situation d'itinérance (47 %), alors que c'était le contraire pour les répondants des petites et moyennes municipalités (30 %).

Figure 30. Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville



La figure 31 décline le nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année selon le groupe de villes. Les répondants montréalais étaient particulièrement nombreux en proportion à avoir vécu un seul épisode d'itinérance, avec 75 % des répondants dans cette situation. Cette proportion diminuait dans les banlieues et les grandes villes (60 % et 65 %), et encore plus dans les petites et moyennes municipalités où seulement 54 % des personnes avaient vécu un seul épisode au cours de la dernière année.

Figure 31. Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville



Le tableau 29 présente les raisons évoquées de la perte de logement, selon le type de ville. Quoique les problèmes de dépendance demeuraient la raison la plus souvent exprimée peu importe le type de ville, les répondants des petites et moyennes municipalités étaient en proportion nettement plus nombreux à citer ce motif que ceux de Montréal (35 %, contre 20 %). Le fait que les centres de thérapie se trouvent souvent hors des centres urbains a sans doute une incidence sur cette différence.

Tableau 29. Raisons évoquées de la perte de logement, selon la taille et la situation géographique de la ville

	Taille et situation géographique de la ville			
	Montréal (n=1 609)	Grandes villes (n=877)	Banlieues (n=477)	Petites et moyennes municipalités (n=781)
Dépendance ou toxicomanie	20,2 %	29,8 %	28,9 %	35,0 %
Incapable de payer le loyer ou l'hypothèque	18,0 %	17,1 %	19,1 %	15,1 %
Conflit avec : époux(-se) ou conjoint(e)	11,2 %	13,6 %	17,2 %	15,8 %
Problème de santé mentale	8,8 %	14,8 %	17,6 %	18,6 %
Perte d'emploi	12,1 %	11,9 %	11,3 %	7,9 %
Conflit avec : parent ou tuteur	7,5 %	8,1 %	13,4 %	12,0 %
Incarcééré (prison)	5,1 %	13,0 %	4,6 %	10,0 %
Conditions de logement dangereuses	7,5 %	7,1 %	6,1 %	7,3 %
Conflit avec : autre	6,8 %	10,0 %	5,0 %	6,5 %
Maladie ou condition médicale	6,3 %	8,0 %	9,4 %	5,5 %
Subi de mauvais traitements par : époux(-se) ou conjoint(e)	4,8 %	5,9 %	10,9 %	7,4 %
Hospitalisation ou en programme de traitement	1,8 %	4,3 %	5,5 %	7,3 %
Accident ou événement majeur	4,2 %	10,0 %	3,1 %	3,1 %
Subi de mauvais traitements par : parent ou tuteur	1,4 %	3,2 %	2,7 %	3,5 %
Volontairement	2,5 %	10,0 %	3,8 %	1,8 %
Expulsion ou non-renouvellement du bail	2,4 %	10,0 %	1,7 %	1,4 %
Autres raisons	9,1 %	10,0 %	7,8 %	7,0 %

Note : Les autres raisons mentionnées incluaient notamment les problèmes d'immigration, la fin des services offerts par les centres jeunesse, les logements surpeuplés, l'isolement, etc.

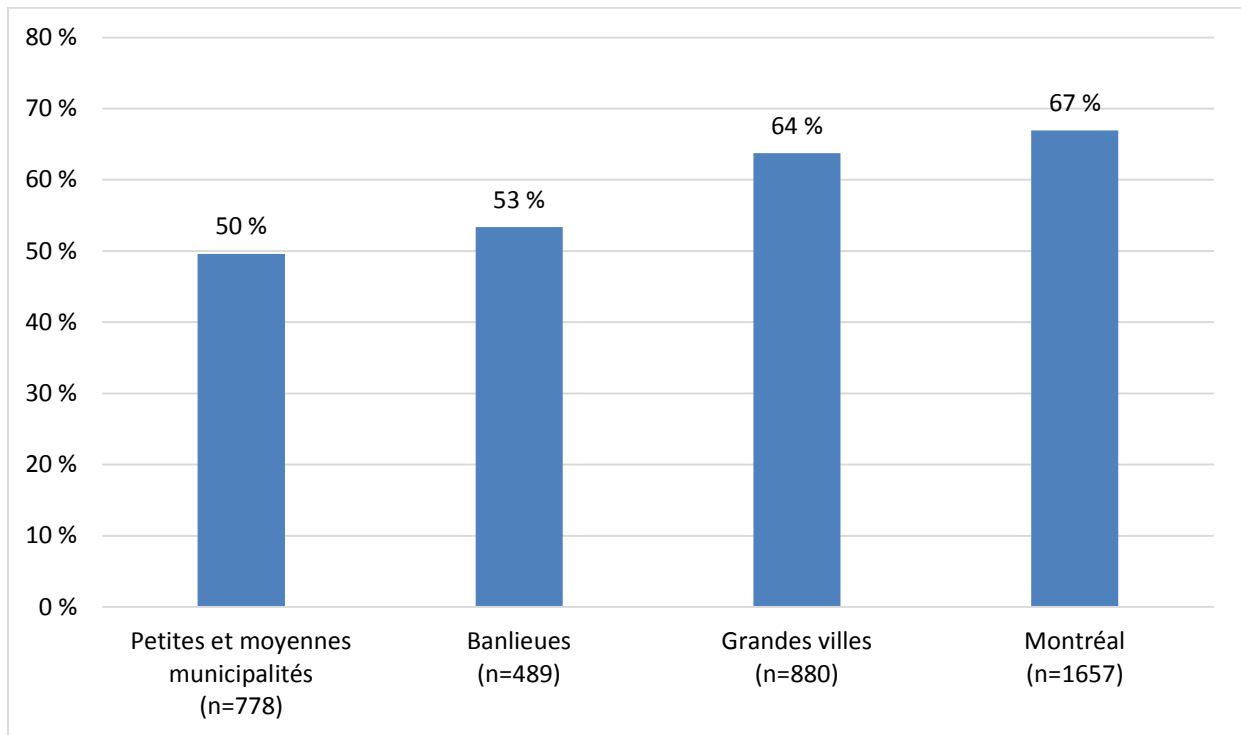
Le tableau 30 présente les sources de revenu des répondants, selon la taille et la situation géographique de la ville. On remarque notamment que les répondants des banlieues étaient proportionnellement moins nombreux à recevoir des revenus de l'aide sociale : 60 % d'entre eux en recevaient, alors que la proportion se situait entre 70 % et 75 % pour les autres types de ville. À l'inverse, ils étaient 21 % à mentionner des revenus d'emploi, contre moins de 10 % pour les trois autres groupes.

Tableau 30. Sources de revenu, selon la taille et la situation géographique de la ville

	Taille et situation géographique de la ville			
	Montréal (n=1 642)	Grandes villes (n=895)	Banlieues (n=484)	Autres municipalités (n=804)
Aide sociale ou aide au revenu	70,3 %	75,0 %	59,5 %	72,4 %
Emploi	9,4 %	9,3 %	21,1 %	7,3 %
Emploi informel	12,2 %	8,2 %	7,9 %	5,7 %
Remboursement de TPS	6,1 %	16,1 %	7,6 %	3,6 %
Prestations d'invalidité	4,8 %	3,0 %	6,4 %	4,6 %
Prestations de la Sécurité de la vieillesse	4,9 %	4,3 %	3,9 %	2,2 %
Dons d'argent par la famille ou les amis	2,4 %	4,8 %	3,1 %	3,1 %
Prestations fiscales pour familles et enfants	1,5 %	3,0 %	4,3 %	3,1 %
Travail autonome	3,3 %	3,1 %	1,7 %	1,0 %
Assurance-emploi	1,9 %	1,6 %	2,7 %	2,4 %
Autres sources	6,8 %	7,3 %	9,5 %	6,8 %
Aucun revenu	5,3 %	4,7 %	5,4 %	8,6 %

La figure 32 illustre la proportion de répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon le type de ville. Deux groupes principaux ressortent de cette analyse. Les répondants de Montréal (67 %) et des grandes villes (64 %) étaient proportionnellement plus nombreux à avoir été dans cette situation, alors que les répondants des banlieues (53 %) et des petites et moyennes municipalités (50 %) l'étaient un peu moins.

Figure 32. Proportion de répondants ayant passé au moins une nuit dans un refuge au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville



Les tableaux 31 à 33 présentent les types de services utilisés par les répondants au cours de la dernière année, selon le type de ville. Le tableau 31 porte sur les visites à l'urgence et les hospitalisations. Dans les deux cas, les Montréalais étaient moins nombreux en proportion à avoir eu recours à ce type de service au cours de l'année précédente. La différence était particulièrement grande pour les visites à l'urgence : seulement la moitié des répondants montréalais avait mentionné avoir visité l'urgence, contre 57 % pour les banlieues et plus de 60 % pour les deux autres types de villes.

Tableau 31. Services utilisés au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville – Urgences et hospitalisations

	Type de ville				
	Montréal (n=1 651)	Grandes villes (n=893)	Banlieues (n=483)	Petites et moyennes municipalités (n=801)	Total (n=3 828)
Visites à l'urgence	50,0 %	62,8 %	56,5 %	60,3 %	56,0 %
1 fois	24,0 %	27,6 %	26,9 %	27,7 %	26,0 %
2 à 4 fois	18,5 %	25,2 %	21,1 %	24,2 %	21,6 %
5 à 9 fois	3,9 %	5,8 %	3,1 %	5,9 %	4,7 %
10 à 49 fois	3,2 %	3,8 %	5,2 %	2,3 %	3,4 %
50 fois et plus	0,4 %	0,5 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %
Hospitalisations	32,5 %	37,6 %	36,4 %	37,5 %	35,2 %
1 fois	20,6 %	23,6 %	23,0 %	24,7 %	22,5 %
2 à 4 fois	9,4 %	11,9 %	10,4 %	11,0 %	10,4 %
5 à 9 fois	1,4 %	1,5 %	1,9 %	1,4 %	1,5 %
10 à 49 fois	1,1 %	0,7 %	1,2 %	0,4 %	0,9 %
50 fois et plus	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Le tableau 32 porte sur les contacts avec des policiers ainsi que les incarcérations. Pour ce qui est des contacts avec les policiers pour une arrestation, une fouille ou une contravention, la proportion était un peu inférieure dans les banlieues : 40 %, contre entre 46 % et 50 % dans les autres types de villes. En ce qui concerne les détentions, les grandes villes avaient la plus grande proportion de répondants à en avoir eu au moins une (24 %), suivies par Montréal (16 %). Les répondants des deux autres catégories étaient proportionnellement très peu nombreux à s'être retrouvés dans cette situation (12 % et 1 %).

Tableau 32. Services utilisés au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville – Policiers et détentions

	Type de ville				Total (n=3 828)
	Montréal (n=1 651)	Grandes villes (n=893)	Banlieues (n=483)	Petites et moyennes municipalités (n=801)	
Contacts avec des policiers voulant offrir de l'aide	24,4 %	26,9 %	26,1 %	25,6 %	25,4 %
1 fois	16,1 %	19,8 %	17,6 %	17,2 %	17,4 %
2 à 4 fois	6,0 %	4,8 %	5,8 %	5,6 %	5,6 %
5 à 9 fois	0,9 %	1,0 %	1,9 %	0,9 %	1,0 %
10 à 49 fois	0,9 %	0,9 %	0,8 %	1,9 %	1,1 %
50 fois et plus	0,5 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %
Contacts avec des policiers pour une arrestation, une fouille ou une contravention	45,9 %	49,6 %	39,5 %	47,7 %	46,3 %
1 fois	23,9 %	30,1 %	21,7 %	26,8 %	25,7 %
2 à 4 fois	11,6 %	9,9 %	12,2 %	13,2 %	11,6 %
5 à 9 fois	4,1 %	3,9 %	2,5 %	3,4 %	3,7 %
10 à 49 fois	4,4 %	4,5 %	2,7 %	3,6 %	4,0 %
50 fois et plus	2,0 %	1,2 %	0,4 %	0,6 %	1,3 %
Détentions dans une prison (provinciale ou fédérale)	16,1 %	24,1 %	11,6 %	1,1 %	19,1 %
1 fois	11,5 %	19,6 %	8,7 %	0,2 %	14,4 %
2 à 4 fois	3,5 %	3,3 %	2,1 %	0,1 %	3,7 %
5 à 9 fois	0,9 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %
10 à 49 fois	0,2 %	0,7 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
50 fois et plus	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %

Le tableau 33 porte sur le recours aux centres de jour et aux travailleurs de rue. Les répondants de Montréal étaient les plus nombreux à avoir été dans un centre de jour ainsi qu'à être de grands utilisateurs de ce service (20 % d'entre eux rapportent avoir visité un centre de jour 50 fois ou plus dans les 12 derniers mois, contre 10 % ou moins pour les autres catégories). Pour ce qui est des travailleurs de rue, par contre, les proportions étaient semblables entre les différents groupes de villes.

Tableau 33. Services utilisés au cours de la dernière année, selon la taille et la situation géographique de la ville – Travailleurs de rue et centres de jour

	Type de ville				Total (n=3 828)
	Montréal (n=1 651)	Grandes villes (n=893)	Banlieues (n=483)	Petites et moyennes municipalités (n=801)	
Contacts avec des travailleurs de rue	40,9 %	43,1 %	35,6 %	37,7 %	40,1 %
1 fois	20,2 %	25,1 %	17,0 %	20,7 %	21,1 %
2 à 4 fois	8,5 %	5,2 %	8,1 %	6,5 %	7,2 %
5 à 9 fois	2,8 %	2,8 %	3,3 %	1,9 %	2,7 %
10 à 49 fois	4,8 %	4,9 %	5,8 %	5,9 %	5,2 %
50 fois et plus	4,6 %	5,2 %	1,5 %	2,8 %	3,9 %
Visites dans un centre de jour	57,5 %	45,9 %	31,9 %	37,1 %	47,3 %
1 fois	25,7 %	25,2 %	15,5 %	17,7 %	22,6 %
2 à 4 fois	2,7 %	2,6 %	3,7 %	3,9 %	3,1 %
5 à 9 fois	1,9 %	1,3 %	1,5 %	1,8 %	1,7 %
10 à 49 fois	7,0 %	6,8 %	6,4 %	5,4 %	6,5 %
50 fois et plus	20,2 %	10,0 %	4,8 %	8,4 %	13,4 %

Résumé et commentaire

La répartition des répondants selon la taille et la situation géographique de la ville dans laquelle ils habitent fait émerger plusieurs différences notables. Les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses dans les grandes villes autres que Montréal et, surtout, les banlieues. Les personnes en situation d'itinérance à Montréal étaient nettement plus âgées que les autres dans notre échantillon, tandis que les personnes dans les petites et moyennes municipalités étaient plus jeunes. Les répondants arrivés au Canada en tant qu'immigrants, réfugiés et demandeurs d'asile étaient beaucoup plus fortement représentés à Montréal que dans les autres parties de la province. Toutefois, à Montréal, les personnes arrivées en tant qu'immigrants étaient nettement sous-représentées parmi les personnes en situation d'itinérance (15 %, contre 35 % pour la ville de Montréal). En revanche, les personnes arrivées en tant que réfugiés ou demandeurs de statut de réfugié représentaient ensemble environ le même pourcentage de personnes dans notre échantillon que dans la population générale dans la ville de Montréal (4,2 %, contre 4,4 %) [14].

Les personnes autochtones étaient plus nombreuses en proportion à Montréal et dans les grandes villes. Les membres des Premières Nations étaient particulièrement nombreux en proportion dans les grandes villes, alors que les Inuits représentaient le plus grand pourcentage de personnes en situation d'itinérance à Montréal. Les répondants de Montréal ainsi que ceux des grandes villes étaient ceux qui tendent à être arrivés dans leur ville actuelle depuis le plus longtemps. Les personnes ayant passé toute l'année précédente en situation d'itinérance ainsi que les personnes ayant vécu un seul épisode d'itinérance au cours de l'année étaient proportionnellement plus nombreuses à Montréal et moins nombreuses dans les petites et moyennes municipalités. En ce qui concerne l'utilisation de services, les Montréalais étaient moins susceptibles d'avoir utilisé l'urgence ou d'avoir été hospitalisés. Les résidents des grandes villes et, dans une moindre mesure, de Montréal étaient plus susceptibles que les autres d'avoir été en prison durant la dernière année ou d'avoir eu des contacts avec des policiers. Les Montréalais et, dans une moindre mesure, les résidents des autres grandes villes étaient nettement plus susceptibles d'avoir utilisé un centre de jour.

Ainsi, plusieurs contrastes émergent, en particulier, entre l'itinérance à Montréal et celle dans les petites et moyennes municipalités, les grandes villes et les banlieues se situant généralement entre les deux. La proportion relativement grande de centres de thérapie dans les petites et moyennes municipalités influe certainement sur leurs résultats.

3.2 Analyses selon la région

Cette section vise à présenter les résultats les plus importants pour chacune des régions. La première partie compare les régions sur le plan démographique puis sur l'historique d'itinérance. La seconde partie montre, pour chacune des régions, un tableau croisant la provenance des questionnaires avec le type de lieu où la nuit a été passée. Vient ensuite un portrait sociodémographique des répondants ainsi que leurs réponses aux autres questions. Afin de contextualiser les résultats, les graphiques comparent les proportions régionales avec celles pour l'ensemble des autres régions, excluant Montréal en raison de son poids dans l'échantillon et de ses caractéristiques particulières. Son inclusion rendrait la comparaison moins pertinente pour les régions. Les résultats aux questions propres à chaque région sont également présentés.

Les raisons pour lesquelles des tests statistiques n'ont pas été effectués ont déjà été évoquées. Les tailles d'échantillon sur lesquelles les comparaisons qui suivent sont basées sont nettement plus petites que dans les sections qui précèdent. Il faut donc, par conséquent, interpréter les différences qui en découlent avec encore plus de prudence. De plus, la composition des répondants de chaque région étant différente, les résultats sont plus ou moins comparables entre les régions. Par exemple, les questionnaires de certaines régions étaient principalement issus de centres de thérapie ou de ressources de transition, alors que dans d'autres régions les questionnaires peuvent provenir en plus grande partie de personnes qui avaient passé la nuit dans des lieux extérieurs.

3.2.1 Comparaisons entre les régions

Le tableau 34 compare les données sociodémographiques entre les différentes régions. Le détail de ces données sera présenté par la suite pour chacune des régions, mais ce tableau permet d'avoir un portrait général de la population itinérante visée par ce rapport.

Tableau 34. Données sociodémographiques, selon la région (début)

Genre	Saguenay– Lac-Saint- Jean (n=120)	Capitale- Nationale (n=389)	Mauricie– Centre-du- Québec (n=294)	Estrie (n=309)	Montréal (n=1638)	Outaouais (n=151)	Chaudière- Appalaches (n=152)	Laval (n=137)	Lanaudière (n=176)	Laurentides (n=165)	Montérégie (n=284)
Femmes	31,7 %	31,6 %	25,0 %	19,4 %	22,9 %	27,8 %	39,5 %	30,7%	23,3 %	19,4 %	29,9 %
Hommes	68,3 %	65,8 %	73,7 %	79,3 %	74,4 %	69,5 %	59,9 %	67,2%	75,0 %	78,2 %	68,3 %
Autres identités de genre	0,0 %	2,6 %	1,3 %	1,3 %	2,7 %	2,7 %	0,7 %	2,2%	1,7 %	2,4 %	1,8 %
Âge	Saguenay– Lac-Saint- Jean (n=122)	Capitale- Nationale (n=515)	Mauricie– Centre-du- Québec (n=295)	Estrie (n=311)	Montréal (n=2193)	Outaouais (n=150)	Chaudière- Appalaches (n=152)	Laval (n=133)	Lanaudière (n=179)	Laurentides (n=166)	Montérégie (n=281)
Moins de 18 ans	0,0 %	9,5 %	2,6 %	2,3 %	4,3 %	0,7 %	3,3 %	0,8%	5,6 %	2,4 %	1,1 %
18 à 29 ans	23,8 %	19,8 %	31,6 %	36,7 %	19,4 %	18,0 %	38,2 %	30,1%	35,8 %	30,1 %	23,1 %
30 à 49 ans	45,9 %	36,3 %	42,1 %	48,6 %	38,6 %	45,3 %	33,6 %	45,1%	38,0 %	39,8 %	38,1 %
50 à 64 ans	24,6 %	25,0 %	19,7 %	11,6 %	31,5 %	32,0 %	22,4 %	21,1%	18,4 %	25,9 %	33,1 %
65 ans et plus	5,7 %	9,3 %	4,0 %	1,0 %	6,2 %	4,0 %	2,6 %	3,0%	2,2 %	1,8 %	4,6 %
Identité autochtone	Saguenay– Lac-Saint- Jean (n=116)	Capitale- Nationale (n=376)	Mauricie– Centre-du- Québec (n=289)	Estrie (n=304)	Montréal (n=1 562)	Outaouais (n=144)	Chaudière- Appalaches (n=149)	Laval (n=134)	Lanaudière (n=179)	Laurentides (n=158)	Montérégie (n=276)
Non	79,3 %	81,7 %	83,6 %	89,8 %	83,9 %	75,0 %	94,6 %	91,0%	83,8 %	84,2 %	89,9 %
Oui, Premières Nations	9,5 %	6,1 %	11,0 %	4,0 %	5,2 %	9,7 %	2,7 %	2,2%	7,8 %	5,1 %	2,5 %
Oui, Inuit	6,0 %	0,8 %	0,0 %	1,3 %	2,9 %	2,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,7 %
Oui, Métis	4,3 %	3,7 %	1,4 %	2,3 %	3,7 %	6,3 %	0,7 %	0,0 %	1,7 %	3,8 %	2,2 %
Oui, ascendance autochtone	0,9 %	7,7 %	4,1 %	2,6 %	4,3 %	6,9 %	2,0 %	6,7%	6,7 %	7,0 %	4,7 %

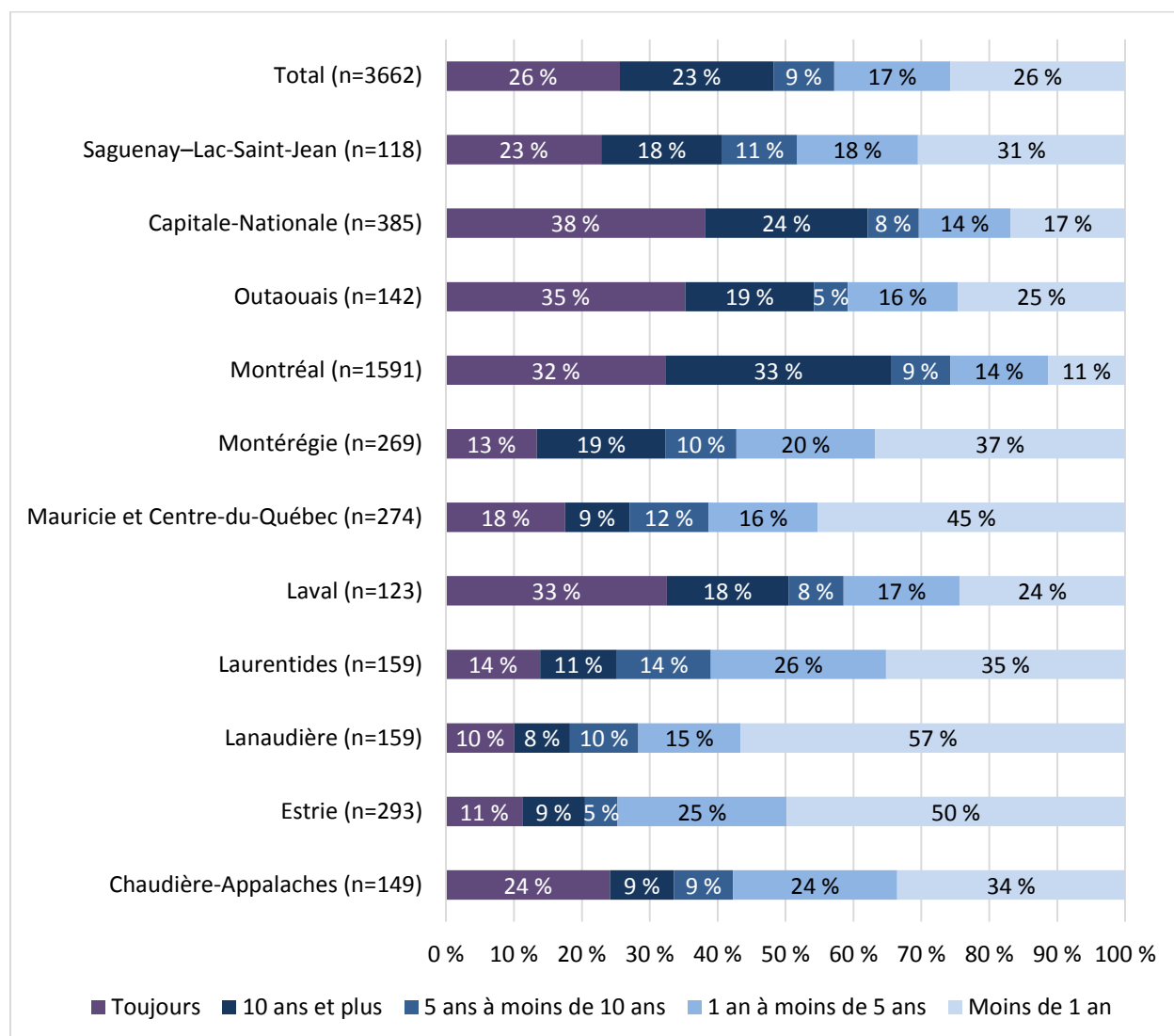
Tableau 34. Données sociodémographiques, selon la région (fin)

Orientation sexuelle	Saguenay– Lac-Saint- Jean (n=115)	Capitale- Nationale (n=381)	Mauricie– Centre-du- Québec (n=288)	Estrie (n=307)	Montréal (n=1582)	Outaouais (n=150)	Chaudière- Appalaches (n=149)	Laval (n=130)	Lanaudière (n=164)	Laurentides (n=161)	Montérégie (n=261)
Hétérosexuelle	93,0 %	84,3 %	80,0 %	90,2 %	87,3 %	88,7 %	91,3 %	90,0 %	85,4 %	88,8 %	91,2 %
Homosexuelle	0,9 %	4,5 %	2,7 %	2,0 %	4,2 %	3,3 %	4,0 %	0,0 %	6,1 %	1,2 %	2,3 %
Bisexuelle	4,4 %	7,9 %	14,7 %	5,5 %	5,9 %	4,7 %	4,0 %	6,9 %	4,9 %	6,2 %	3,5 %
Autres	1,7 %	3,4 %	2,7 %	2,3 %	2,6 %	3,3 %	0,7 %	3,1 %	3,7 %	3,7 %	3,1 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Saguenay– Lac-Saint- Jean (n=118)	Capitale- Nationale (n=369)	Mauricie– Centre-du- Québec (n=289)	Estrie (n=303)	Montréal (n=1466)	Outaouais (n=138)	Chaudière- Appalaches (n=149)	Laval (n=134)	Lanaudière (n=177)	Laurentides (n=166)	Montérégie (n=276)
Non	96,6 %	95,4 %	97,3 %	95,7 %	80,8 %	92,0 %	96,6 %	91,8 %	96,1 %	98,2 %	93,1 %
Oui, immigrant(e)	3,4 %	3,5 %	2,7 %	3,6 %	15,0 %	8,0 %	3,4 %	6,0 %	3,4 %	1,2 %	6,2 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	0,8 %	0,0 %	0,3 %	2,5 %	0,0 %	0,0 %	1,5 %	0,0 %	0,6 %	0,7 %
Oui, demandeur ou demandeuse de statut de réfugié	0,0 %	0,3 %	0,0 %	0,3 %	1,7 %	0,0 %	0,0 %	0,8 %	0,6 %	0,0 %	0,0 %

La figure 33 compare entre les différentes régions la durée depuis l'arrivée dans la ville où s'est déroulé le dénombrement. Des différences marquantes apparaissent entre les régions. En Mauricie–Centre-du-Québec, à Lanaudière et en Estrie, environ la moitié des répondants était arrivée dans la ville au cours de la dernière année (45 %, 57 % et 50 % respectivement). Ces proportions étaient plus faibles dans la Capitale-Nationale ou à Montréal, avec respectivement 17 % et 11 % des répondants arrivés dans la dernière année.

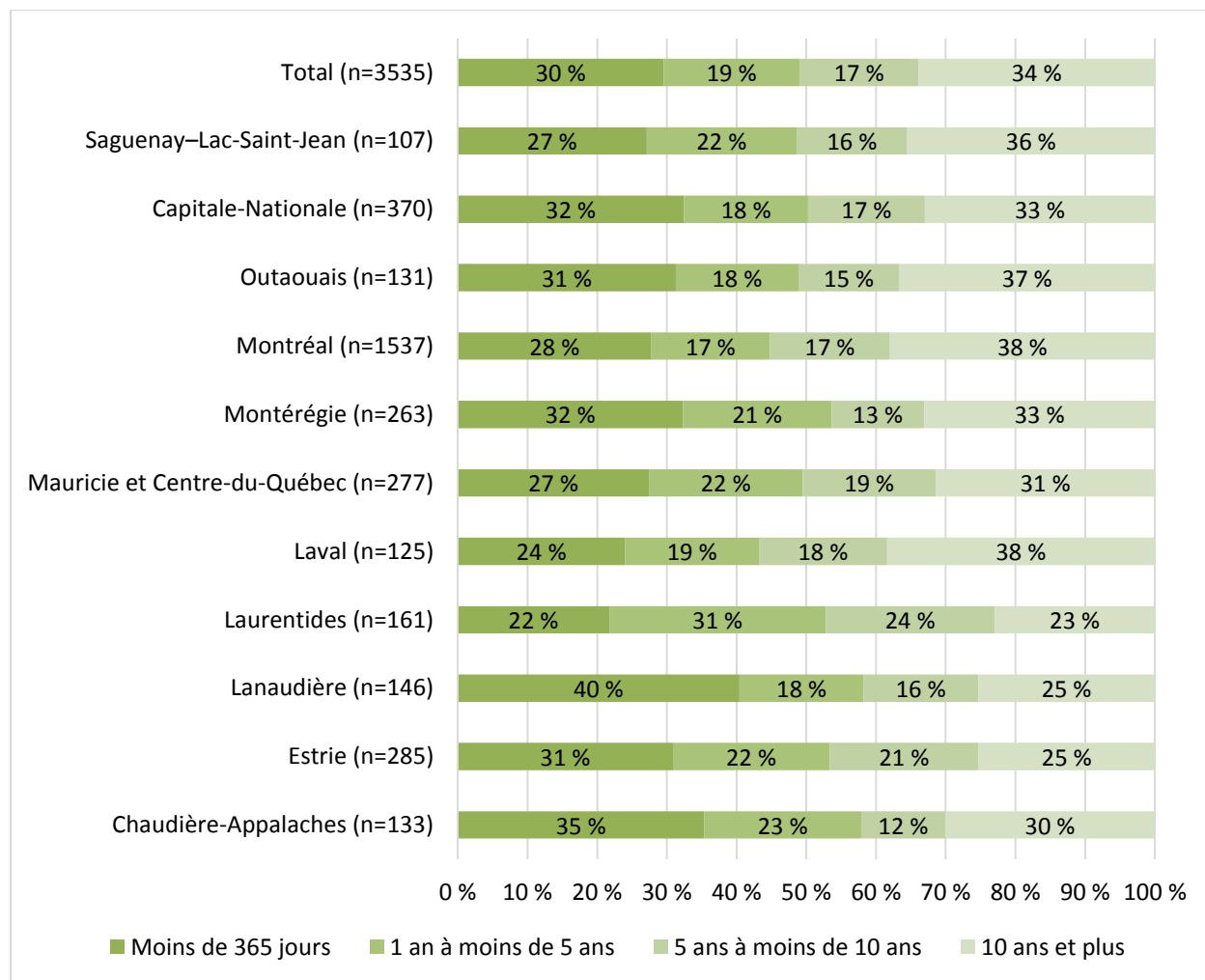
La proportion de répondants habitant depuis toujours dans la ville était aussi assez variable selon les régions. Dans les régions Montérégie (13 %), Mauricie–Centre-du-Québec (18 %), Laurentides (14 %), Lanaudière (10 %) et Estrie (11 %), cette proportion était particulièrement faible. Elle était plus importante dans les régions Capitale-Nationale (38 %), Outaouais (35 %), Montréal (32 %) et Laval (33 %).

Figure 33. Durée depuis l'arrivée dans la ville, selon la région



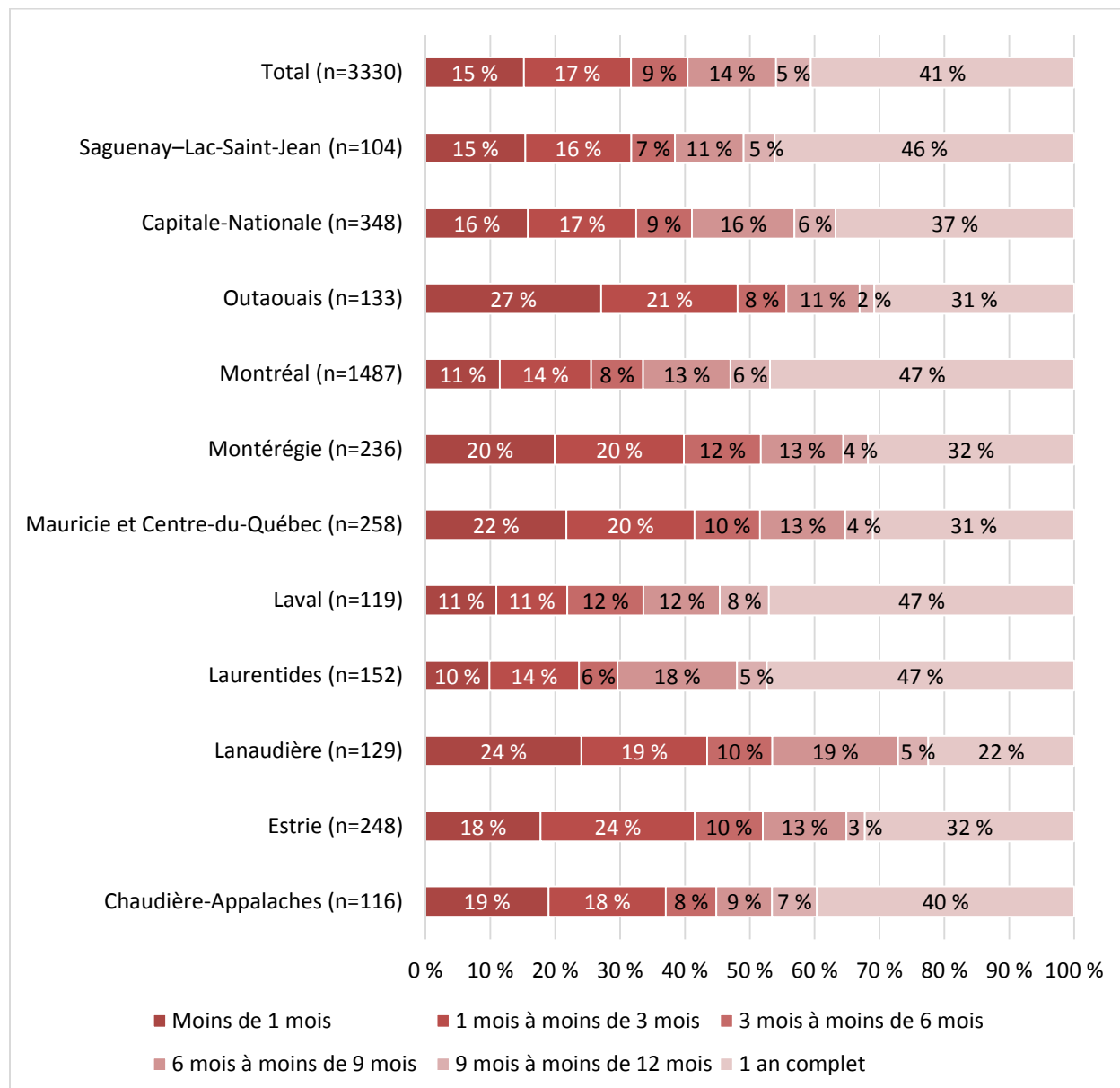
La figure 34 correspond au nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance des répondants, selon les différentes régions. Les différences, relativement mineures, sont difficiles à interpréter vu les différences de composition de l'échantillon de répondants dans chaque région.

Figure 34. Nombre d'années depuis le premier épisode d'itinérance, selon la région



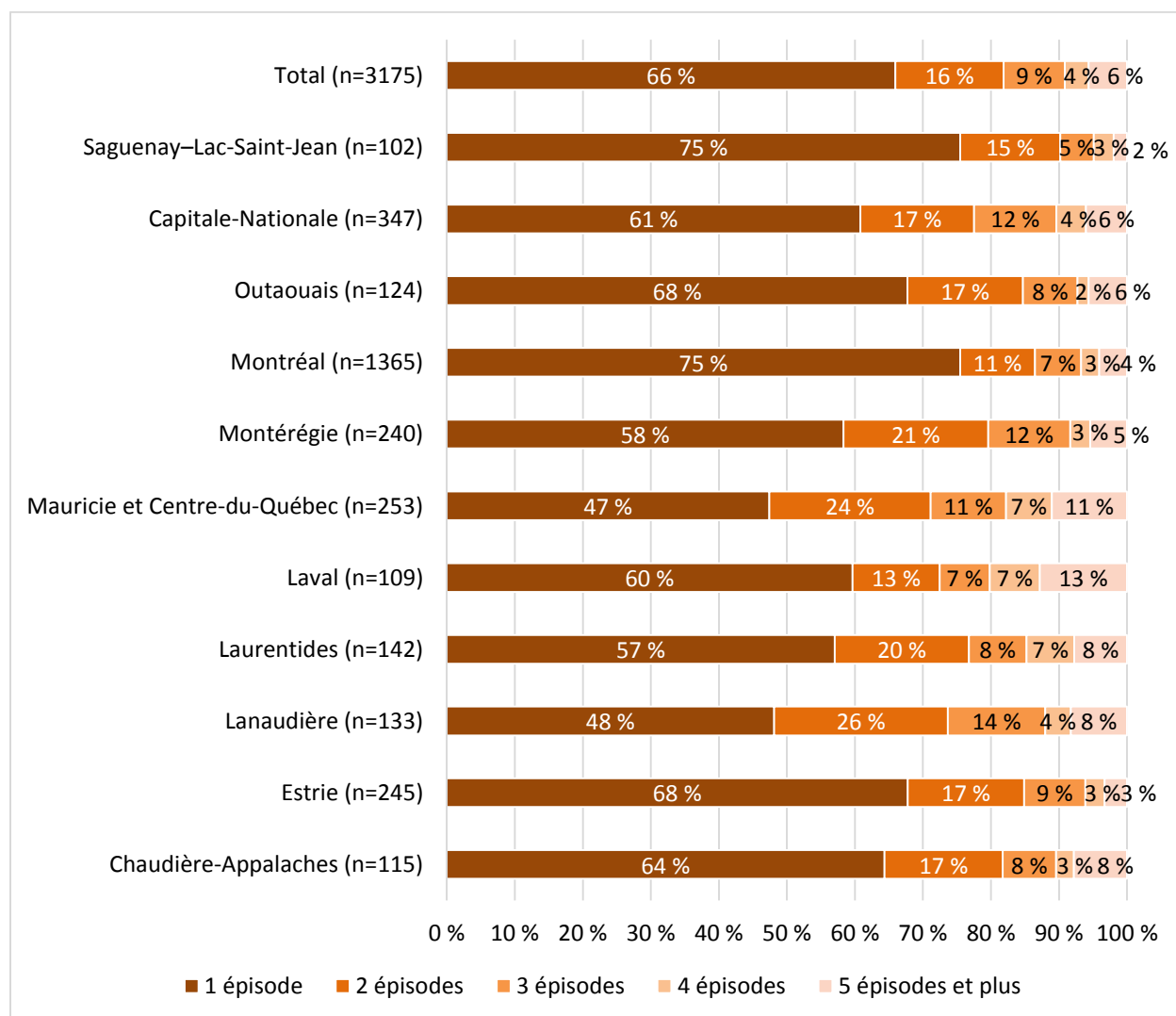
La figure 35 compare les régions quant au nombre de jours en situation d'itinérance, au cours de la dernière année. Les répondants de l'Outaouais et de Lanaudière étaient proportionnellement un peu plus nombreux à avoir été moins d'un mois en situation d'itinérance au cours de la dernière année. À l'autre extrême, ces proportions étaient plus faibles à Montréal, à Laval et dans les Laurentides, de concert avec des proportions plus importantes de personnes ayant été en situation d'itinérance toute l'année.

Figure 35. Nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année, selon la région



Complétant la figure précédente, la figure 36 illustre le nombre d'épisodes d'itinérance vécus par les répondants au cours de la dernière année. Globalement, les deux tiers des répondants avaient vécu un seul épisode d'itinérance. Cette proportion atteignait les trois quarts dans les régions de Saguenay–Lac-Saint-Jean et de Montréal. Les répondants de Mauricie–Centre-du-Québec ainsi que ceux de Lanaudière étaient proportionnellement moins nombreux dans cette situation, moins de la moitié d'entre eux ayant vécu un seul épisode.

Figure 36. Nombre d'épisodes d'itinérance au cours de la dernière année, par région



Saguenay–Lac-Saint-Jean

Cette section présente les principaux résultats pour la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Des caractéristiques démographiques des répondants sont présentées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Les réponses à la question spécifique pour cette région sont également décrites. Rappelons ici que le territoire couvert pour cette région se limite aux villes de Saguenay et d'Alma.

Le tableau 35 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 35. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Saguenay–Lac-Saint-Jean

		Type de lieu où la nuit a été passée							Total
		Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte ^a	Autres ^b	Itinérance cachée	Donnée manquante	
Source du questionnaire	Ressource de transition	–	1	17	–	–	5	–	23
	Organisme mixte ^a	–	–	–	24	16	–	3	43
	Centre de jour	1	–	–	–	–	3	6	10
	Travailleurs de rue	–	1	3	–	1	28	10	43
	Centre de thérapie	–	–	–	–	3	1	–	4
	Total	1	2	20	24	20	37	19	123

Notes :

^a Il s'agit ici d'organismes qui offrent à la fois de l'hébergement d'urgence et de l'hébergement de transition.

^b La catégorie « Autres » comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les CRD. Deux répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention ou dans un centre hospitalier.

Le tableau 36 montre le portrait sociodémographique des répondants, selon le type de lieu où ils ont passé la nuit. Les hommes étaient proportionnellement plus nombreux en itinérance cachée et dans les ressources de transition que dans les autres types de lieux.

Tableau 36. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Saguenay–Lac-Saint-Jean

Genre	Ressources de transition (n=19)	Itinérance cachée (n=37)	Total (n=120)
Femmes	15,8 %	18,9 %	31,7 %
Hommes	84,2 %	81,1 %	68,3 %
Autres identités de genre	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Âge	Ressources de transition (n=19)	Itinérance cachée (n=37)	Total (n=122)
Moins de 18 ans	0,0 %	0,0 %	0,0 %
18 à 29 ans	15,8 %	29,7 %	23,8 %
30 à 49 ans	42,1 %	43,2 %	45,9 %
50 à 64 ans	31,6 %	21,6 %	24,6 %
65 ans et plus	10,5 %	5,4 %	5,7 %
Identité autochtone	Ressources de transition (n=19)	Itinérance cachée (n=35)	Total (n=116)
Non	82,0 %	82,9 %	79,3 %
Oui, Premières Nations	8,0 %	5,7 %	9,5 %
Oui, Inuit	8,0 %	5,7 %	6,0 %
Oui, Métis	2,0 %	5,7 %	4,3 %
Oui, ascendance autochtone	0,0 %	0,0 %	0,9 %
Orientation sexuelle	Ressources de transition (n=19)	Itinérance cachée (n=36)	Total (n=115)
Hétérosexuelle	94,7 %	91,7 %	93,0 %
Homosexuelle	0,0 %	2,8 %	0,9 %
Bisexuelle	5,3 %	5,6 %	4,4 %
Autres	0,0 %	0,0 %	1,7 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Ressources de transition (n=17)	Itinérance cachée (n=37)	Total (n=118)
Non	82,4 %	100,0 %	96,6 %
Oui, immigrant(e)	17,7 %	0,0 %	3,4 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	0,0 %	0,0 %

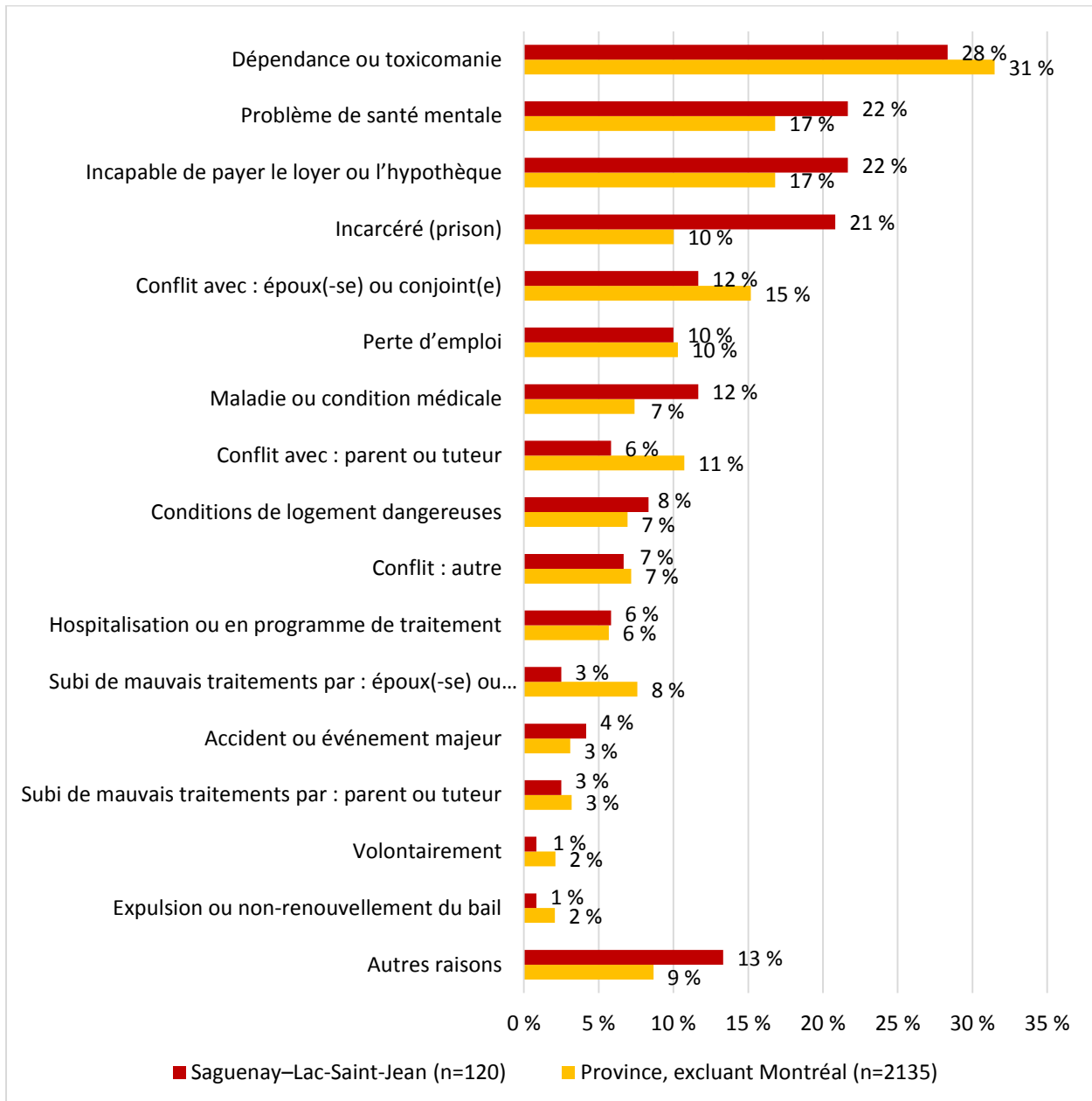
Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 35 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

Parmi les 116 personnes au Saguenay–Lac-Saint-Jean ayant donné une réponse valide à la question¹⁸, cinq (toutes des femmes) ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Quatre d'entre elles ont été rencontrées le jour du dénombrement dans une maison d'hébergement. La cinquième a été rencontrée dans un centre de jour et n'a pas indiqué où elle avait passé la nuit du 24 avril.

Par ailleurs, parmi 117 répondants, 11 personnes ont indiqué avoir servi dans les forces armées canadiennes. Parmi celles-ci, cinq étaient en itinérance cachée le soir du 24 avril, quatre se trouvaient dans un logement de transition, une se trouvait dans un lieu extérieur et une n'a pas révélé où elle avait passé la nuit. Aucune personne n'a indiqué avoir servi dans la GRC.

La figure 37 illustre les raisons évoquées de la perte de logement en comparant les répondants de Saguenay–Lac-Saint-Jean avec ceux de l'ensemble des régions excluant Montréal. La raison principale la plus souvent formulée demeure les problèmes de dépendance, dans une proportion à peine inférieure à celle de l'ensemble des régions excluant Montréal. Par ailleurs, une proportion nettement plus importante de répondants du Saguenay–Lac-Saint-Jean rapportent avoir perdu leur dernier logement en raison d'une incarcération, soit 21 %, alors que c'était le cas de seulement 10 % des répondants dans l'ensemble de la province excluant Montréal. Les répondants du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient aussi un peu plus nombreux en proportion à avoir évoqué l'incapacité à payer le loyer ou l'hypothèque (22 %, contre 17 % pour l'ensemble de la province excluant Montréal) ou des problèmes de santé mentale (22 %, contre 17 %).

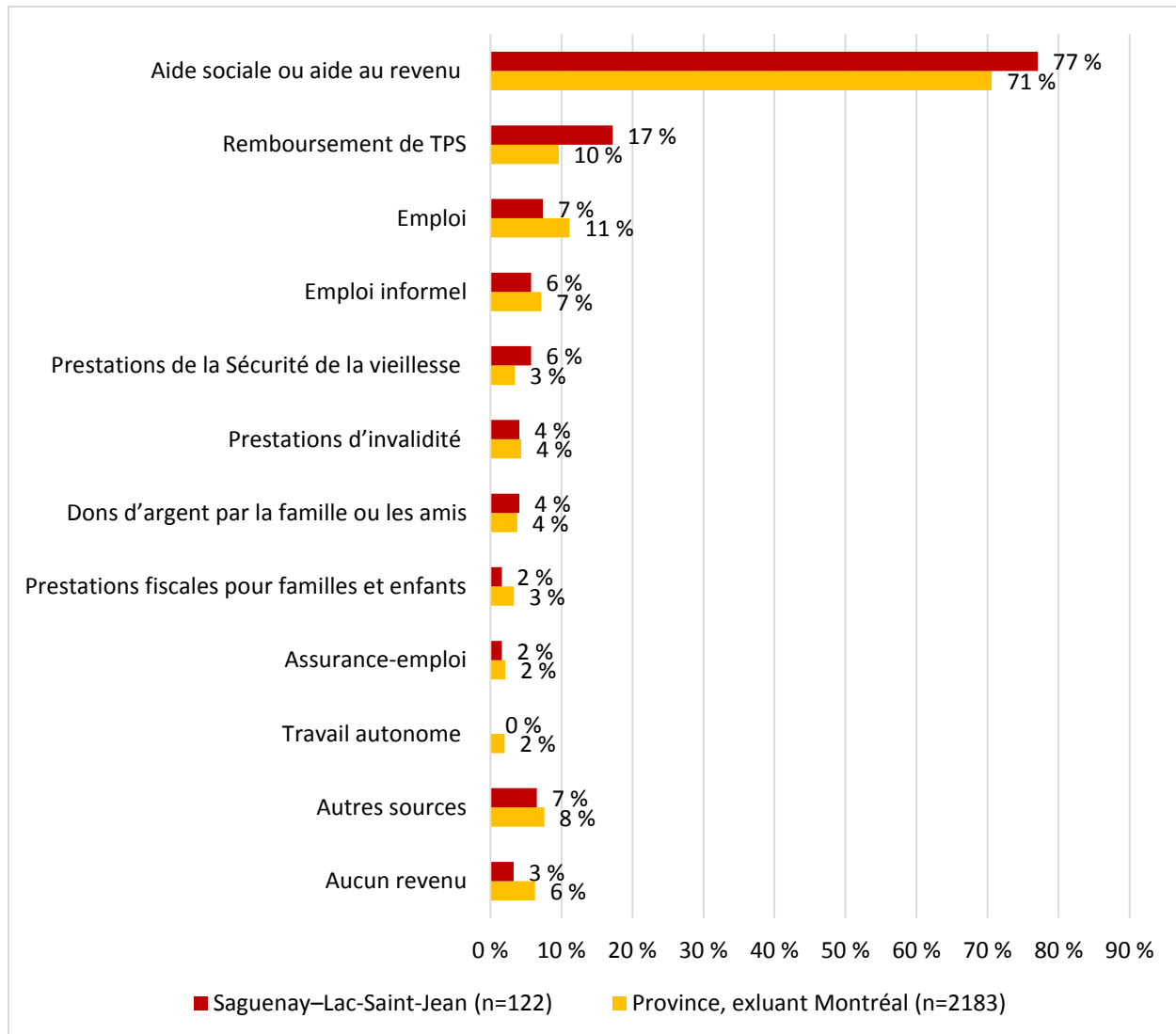
¹⁸ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du n et du calcul des pourcentages.

Figure 37. Raisons évoquées de la perte de logement – Saguenay–Lac-Saint-Jean

Note : Parmi les autres raisons de la perte de logement, la séparation était couramment évoquée.

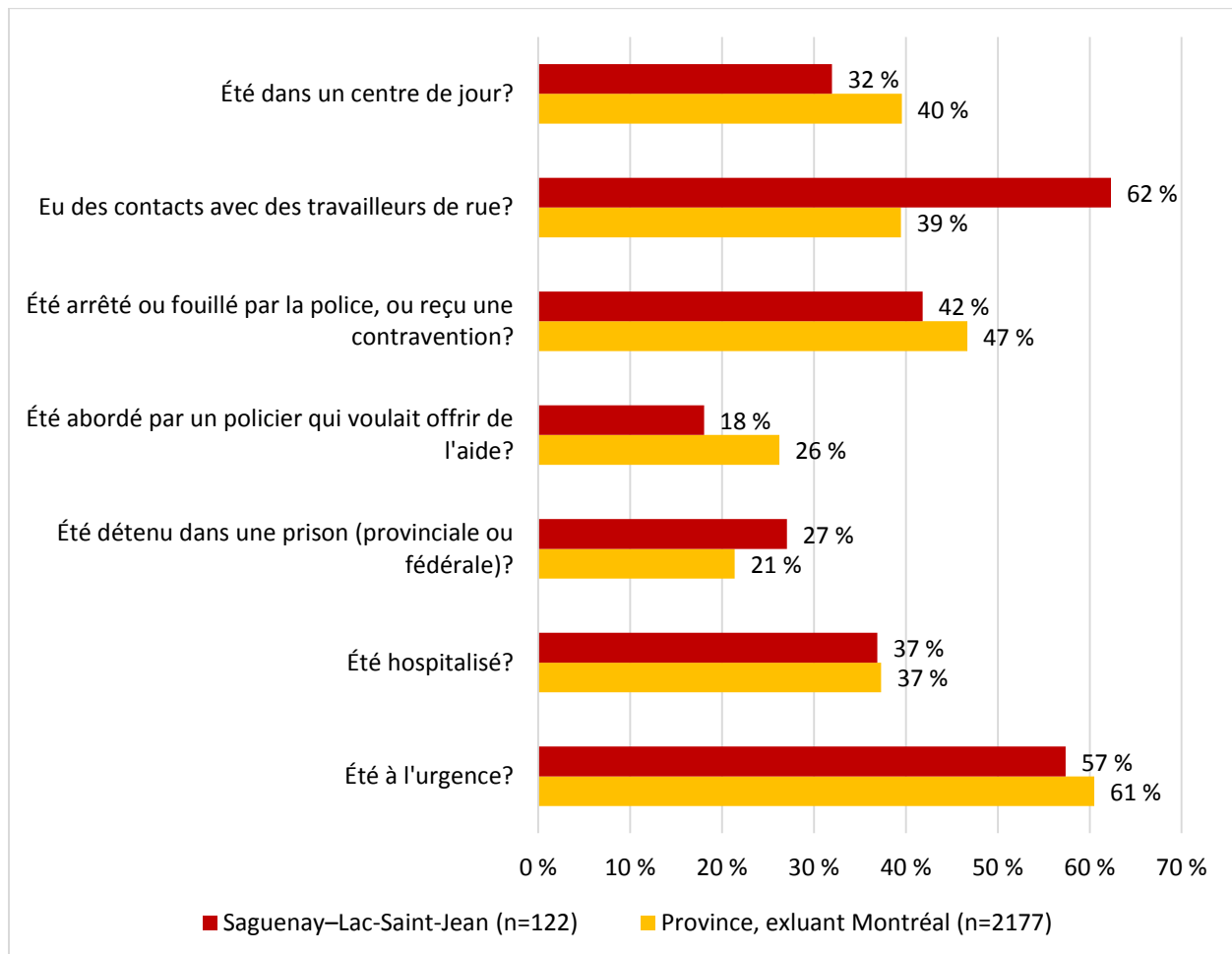
La figure 38 présente les sources de revenu mentionnées par les répondants du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les proportions s'apparentent à celles de l'ensemble des régions excluant Montréal. Une proportion un peu plus grande a mentionné recevoir des revenus de l'aide sociale (77 %, contre 71 %). Ces répondants étaient aussi proportionnellement plus nombreux à mentionner des remboursements de TPS (17 %, contre 10 %).

Figure 38. Sources de revenu – Saguenay–Lac-Saint-Jean



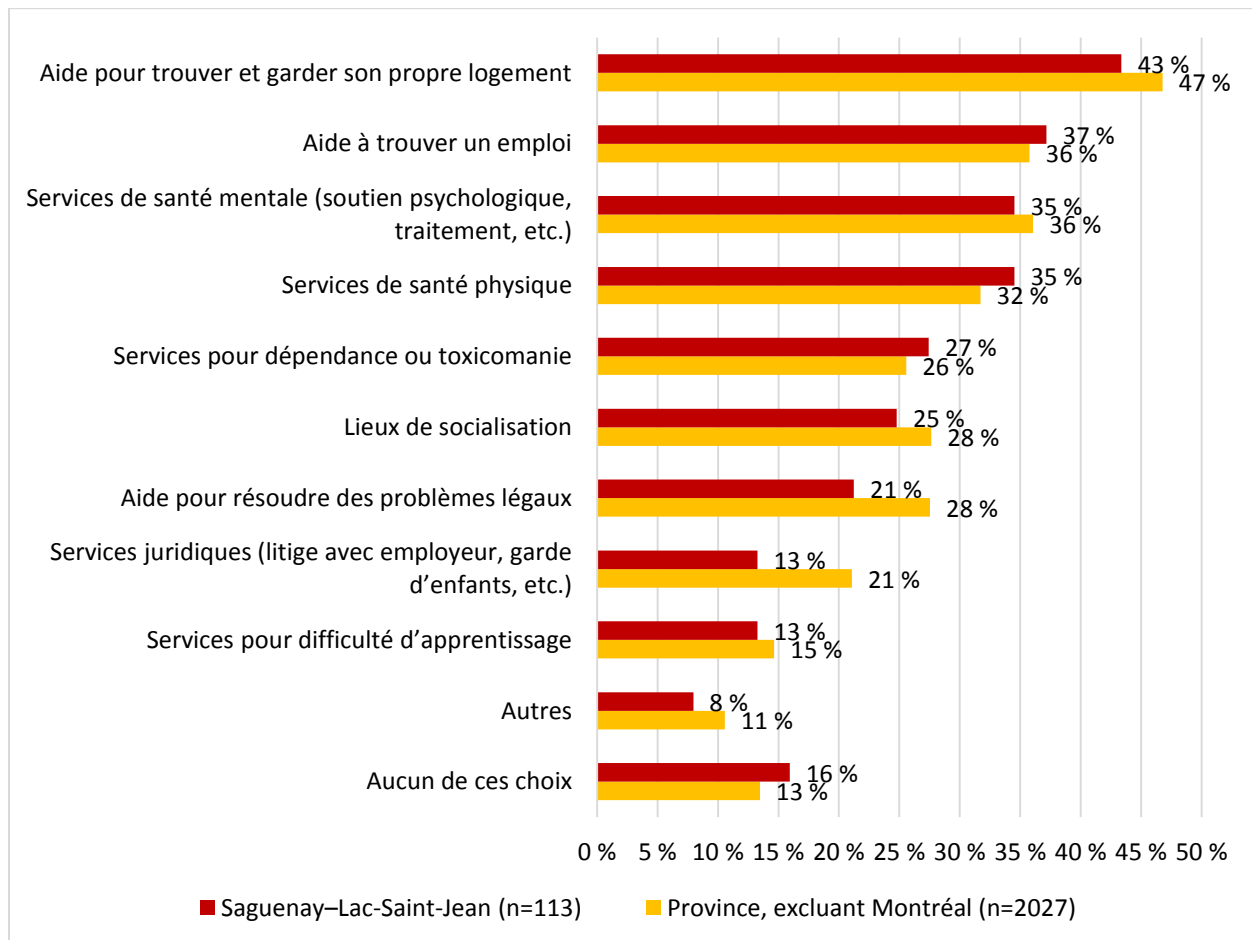
La figure 39 résume l'information ayant trait aux services utilisés au cours des 12 derniers mois. Quelques différences émergent entre les répondants du Saguenay–Lac-Saint-Jean et ceux de l'ensemble des régions excluant Montréal. Les premiers étaient proportionnellement moins nombreux à avoir été dans un centre de jour (32 %, contre 40 %) ou à avoir été arrêtés ou fouillés par la police, ou à avoir reçu une contravention (42 %, contre 47 %). Une plus faible proportion d'entre eux avaient aussi été abordés par un policier voulant leur offrir de l'aide (18 %, contre 26 %). En revanche, les répondants du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient beaucoup plus nombreux en proportion à rapporter avoir eu des contacts avec des travailleurs de rue (62 %, contre 39 %).

Figure 39. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Saguenay–Lac-Saint-Jean



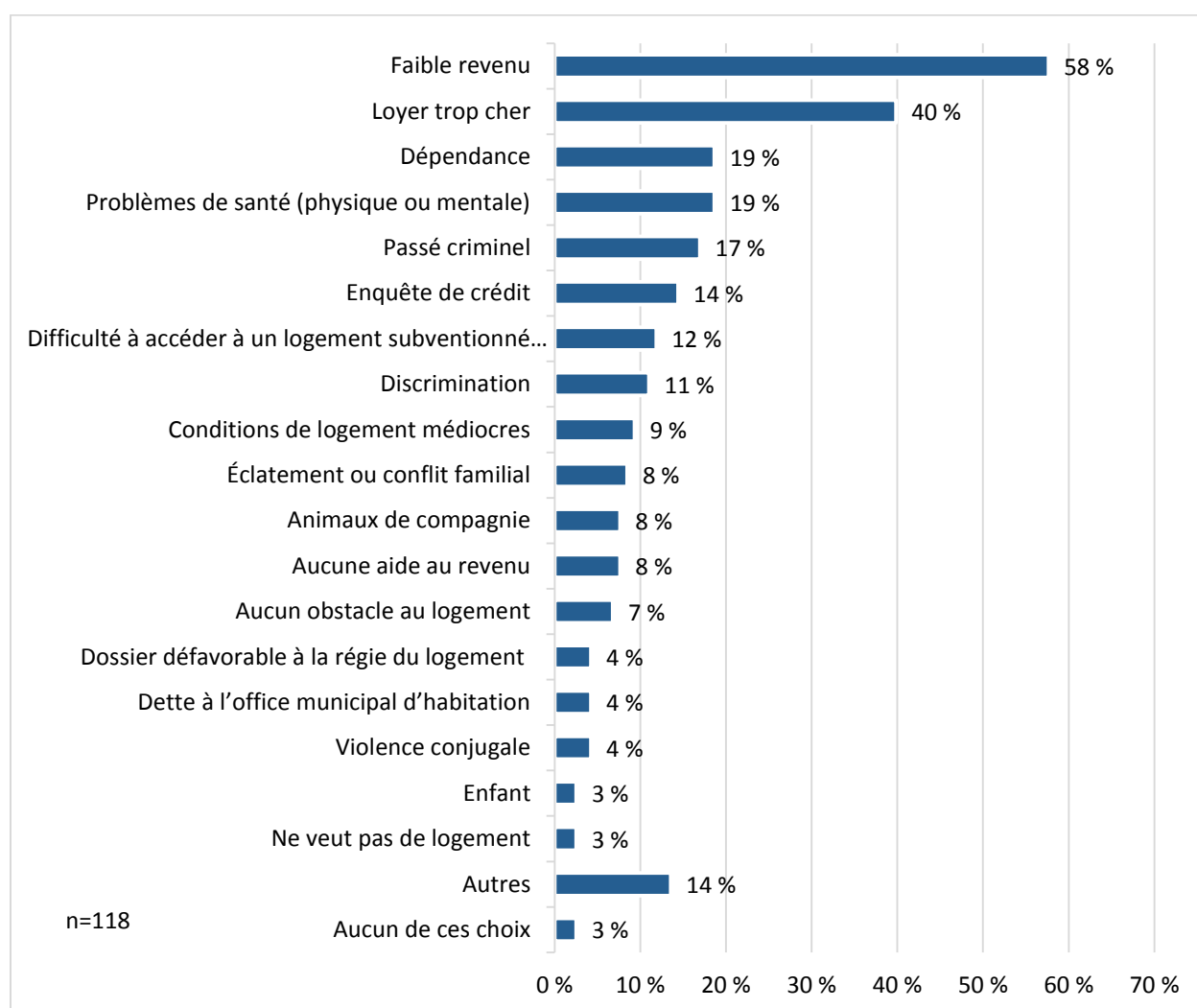
Alors que la figure précédente concerne les services utilisés dans les 12 derniers mois, la figure 40 présente plutôt les services dont les répondants estiment avoir besoin. Le plus souvent, les répondants du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient un peu moins nombreux en proportion à exprimer le besoin de recevoir des services que ceux de l'ensemble des régions excluant Montréal. S'il n'y avait essentiellement pas de différence en ce qui a trait aux services de santé (physique, dépendance ou toxicomanie, santé mentale), ou à l'aide pour trouver un emploi, ces répondants étaient moins nombreux, toutes proportions gardées, à désirer de l'aide pour résoudre des problèmes légaux (21 %, contre 28 %) ou pour obtenir des services juridiques (13 %, contre 21 %).

Figure 40. Services souhaités – Saguenay–Lac-Saint-Jean



La figure 41 illustre les défis ou les problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable. Comme il s'agit de la question spécifique choisie par cette région, on ne peut pas présenter de comparaison avec l'ensemble des régions excluant Montréal. Le faible revenu émerge comme la raison la plus souvent évoquée, par 58 % des répondants, suivie des loyers trop chers (40 %), deux raisons bien sûr liées. Par ailleurs, 19 % des répondants estiment ne pas pouvoir obtenir de logement stable en raison de leurs dépendances, et la même proportion affirme ne pas y avoir accès pour cause de problèmes de santé ou de déficiences physiques. Autre facteur assez souvent évoqué, 17 % des répondants évoquent leur passé criminel comme raison principale de leur incapacité à obtenir un logement stable.

Figure 41. Défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable – Saguenay–Lac-Saint-Jean



Note : Parmi les autres défis ou problèmes rencontrés par les répondants, on observe notamment l'interdiction d'avoir un animal et la peur de l'isolement.

Capitale-Nationale

Cette section détaille les principaux résultats pour la Capitale-Nationale. Des caractéristiques démographiques des répondants sont présentées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Les réponses à la question spécifique pour cette région sont également décrites. Rappelons ici que le territoire couvert par le dénombrement était limité à la ville de Québec.

Le tableau 37 montre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 37. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Capitale-Nationale

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte	Autres ^a	Itinérance cachée	Donnée manquante	Total
Source du questionnaire	Lieu extérieur	4	–	1	6	–	–	13	7	31
	Hébergement d'urgence	4	3	61	9	–	–	10	3	90
	Ressource de transition	1	–	1	83	–	1	9	1	96
	Organisme mixte	–	–	12	25	14	–	2	4	57
	Centre de thérapie	–	–	–	–	–	15	–	–	15
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	–	–	9	–	–	9
	Centre de jour	7	8	11	28	–	1	29	3	87
	Travailleurs de rue	–	–	1	–	–	1	12	–	14
	Total	16	11	87	151	14	27	75	18	399

^a La catégorie « Autres » comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Quelques rares répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un centre hospitalier.

Le tableau 38 présente des données sociodémographiques pour la Capitale-Nationale, selon le type de lieu.

Tableau 38. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Capitale-Nationale (début)

Genre	Lieux extérieurs (n=27)	Hébergement d'urgence (n=85)	Ressources de transition (n=145)	Itinérance cachée (n=74)	Établissement de détention ^a (n=31)	Total ^b (n=389)
Femmes	0,0 %	29,4 %	42,8 %	17,6 %	0,0 %	31,6 %
Hommes	100,0 %	64,7 %	55,9 %	81,1 %	100,0 %	65,8 %
Autres identités de genre	0,0 %	5,9 %	1,4 %	1,4 %	–	2,6 %
Âge^c	Lieux extérieurs (n=25)	Hébergement d'urgence (n=98)	Ressource de transition (n=173)	Itinérance cachée (n=72)	Établissement de détention (n=31)	Total ^b (n=515)
Moins de 18 ans	4,0 %	4,1 %	24,9 %	1,4 %	0,0 %	9,5 %
18 à 29 ans	0,0 %	12,2 %	37,6 %	0,0 %	25,8 %	19,8 %
30 à 49 ans	44,0 %	46,9 %	19,1 %	31,9 %	51,6 %	36,3 %
50 à 64 ans	36,0 %	30,6 %	12,7 %	34,7 %	22,6 %	25,0 %
65 ans et plus	16,0 %	6,1 %	5,8 %	31,9 %	0,0 %	9,3 %

Tableau 38. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Capitale-Nationale (fin)

Identité autochtone	Lieux extérieurs (n=27)	Hébergement d'urgence (n=83)	Ressources de transition (n=140)	Itinérance cachée (n=70)	Établissement de détention	Total ^b (n=376)
Non	85,2 %	86,8 %	79,3 %	77,1 %	–	81,7 %
Oui, Premières Nations	0,0 %	3,6 %	8,6 %	7,1 %	–	6,1 %
Oui, Inuit	0,0 %	1,2 %	1,4 %	0,0 %	–	0,8 %
Oui, Métis	3,7 %	2,4 %	2,9 %	8,6 %	–	3,7 %
Oui, ascendance autochtone	11,1 %	6,0 %	7,9 %	7,1 %	–	7,7 %
Orientation sexuelle	Lieux extérieurs (n=27)	Hébergement d'urgence (n=85)	Ressources de transition (n=141)	Itinérance cachée (n=70)	Établissement de détention	Total ^b (n=381)
Hétérosexuelle	92,6 %	83,5 %	84,4 %	84,3 %	–	84,3 %
Homosexuelle	0,0 %	9,4 %	4,3 %	1,4 %	–	4,5 %
Bisexuelle	3,7 %	5,9 %	8,5 %	10,0 %	–	7,9 %
Autres	3,7 %	1,2 %	2,8 %	4,3 %	–	3,4 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Lieux extérieurs (n=24)	Hébergement d'urgence (n=86)	Ressources de transition (n=140)	Itinérance cachée (n=65)	Établissement de détention	Total ^b (n=369)
Non	100,0 %	93,0 %	96,4 %	96,9 %	–	95,4 %
Oui, immigrant(e)	0,0 %	2,3 %	3,6 %	3,1 %	–	3,5 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	3,5 %	0,0 %	0,0 %	–	0,8 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	0,0 %	1,2 %	0,0 %	0,0 %	–	0,3 %

Notes :

^a Cette catégorie inclut les quartiers cellulaires des postes de police. Nous avons ajouté ces données, mais ne les avons pas incluses dans le total pour ce qui est du genre, car elles excluaient les données sur les autres identités de genre.

^b Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 37 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

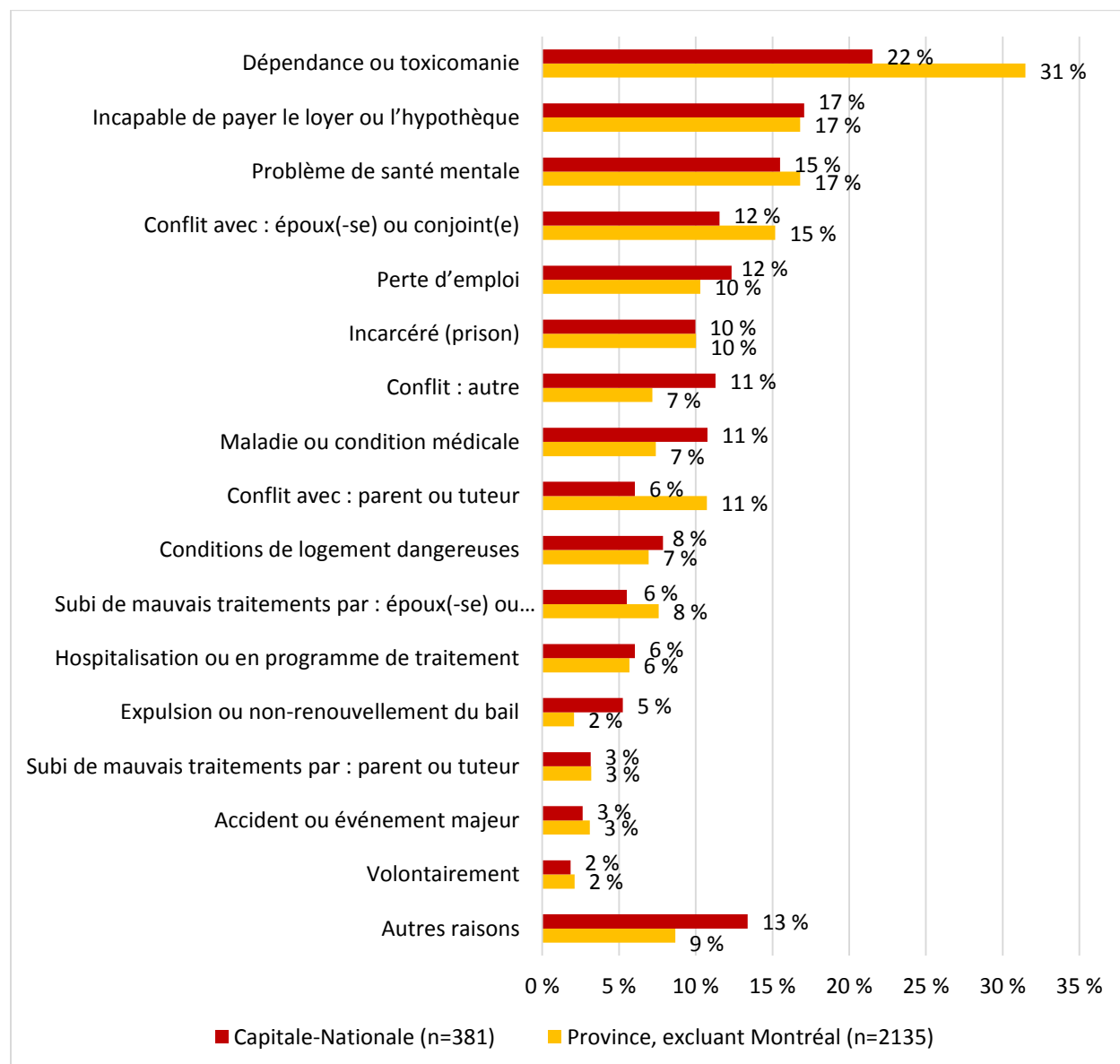
^c Les données sur l'âge sont basées principalement sur les données administratives, auxquelles nous avons ajouté les données sur les lieux extérieurs et l'itinérance cachée.

Parmi 370 répondants à Québec, 19, toutes des femmes, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants¹⁹. Onze d'entre elles avaient passé la nuit du 24 avril dans un logement de transition, cinq dans un refuge pour femmes victimes de violence, deux dans une ressource d'hébergement temporaire et une se trouvait en itinérance cachée. Par ailleurs, parmi 386 répondants à la question, 16 personnes, y compris trois femmes, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes. Parmi ces 16 personnes, six se trouvaient en hébergement d'urgence le soir du 24 avril, 4 en itinérance cachée, trois dans une ressource de transition et trois n'ont pas révélé où elles avaient passé la nuit. Une personne a dit avoir servi dans la GRC auparavant. Cette personne était dans une ressource de transition.

¹⁹ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

La figure 42 montre les raisons évoquées de la perte de logement en comparant les répondants de la Capitale-Nationale avec ceux de l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. Les répondants de la Capitale-Nationale tendaient à être proportionnellement moins nombreux à mentionner des problèmes de dépendance ou de toxicomanie (22 %, contre 31 %). Cela pourrait être lié, comme on l'a vu (Tableau 8), au fait que la Capitale-Nationale fournissait moins de lits en centre de thérapie ou CRD que ses résidents n'en utilisaient, en tenant compte de ceux qui se trouvaient dans d'autres régions.

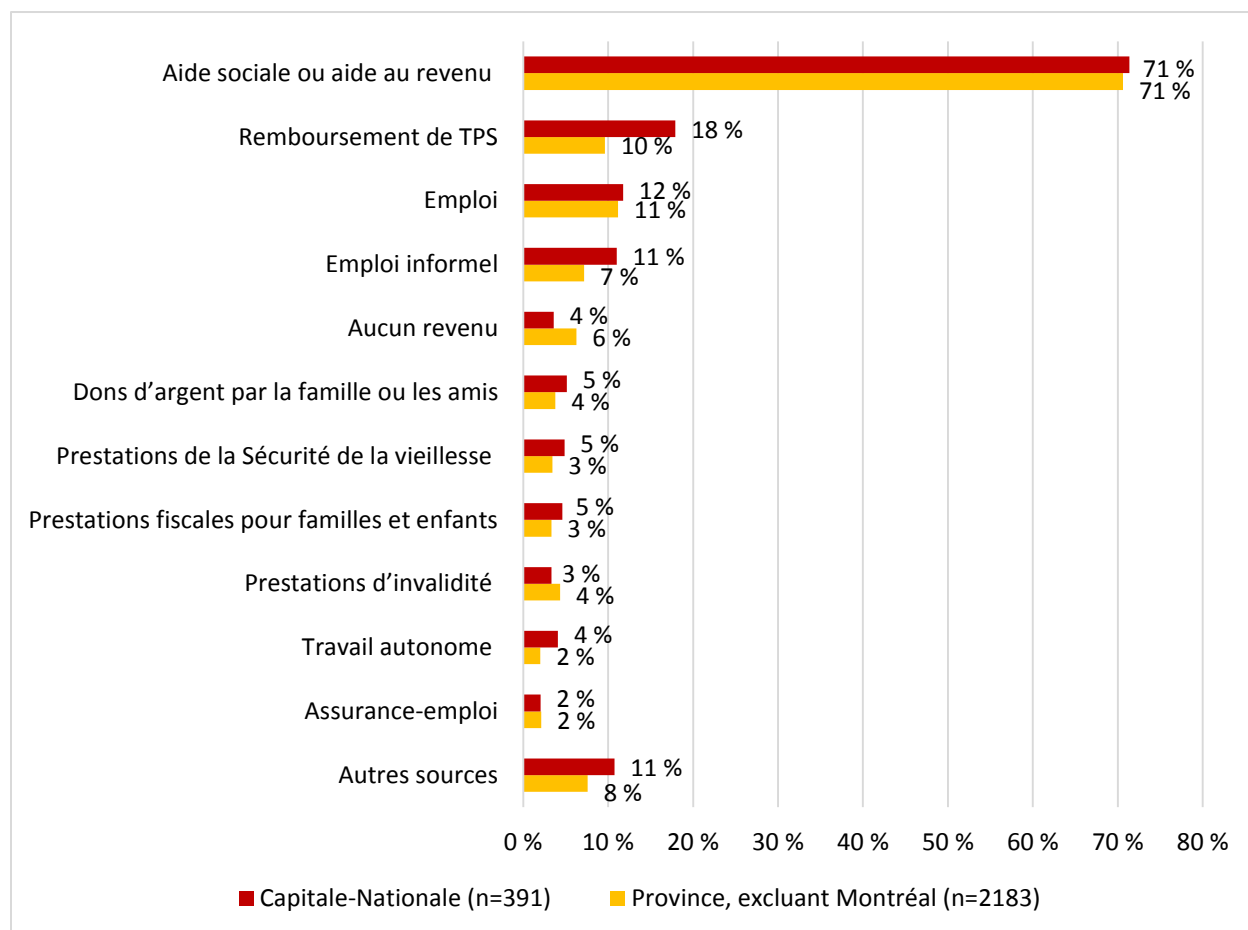
Figure 42. Raisons évoquées de la perte de logement – Capitale-Nationale



Note : Parmi les autres raisons évoquées de la perte de logement, on trouve la séparation ainsi que certaines mentions en lien avec le bruit ou l'achalandage (causé par le répondant) dans le logement.

La figure 43 présente les sources de revenu des répondants de la Capitale-Nationale. Outre le remboursement de TPS, que 18 % des répondants affirmaient recevoir (alors que cette proportion n'était que de 10 % pour l'ensemble des régions excluant Montréal), on ne voit pas de différence marquée entre les répondants de la Capitale-Nationale et de l'ensemble des régions excluant Montréal.

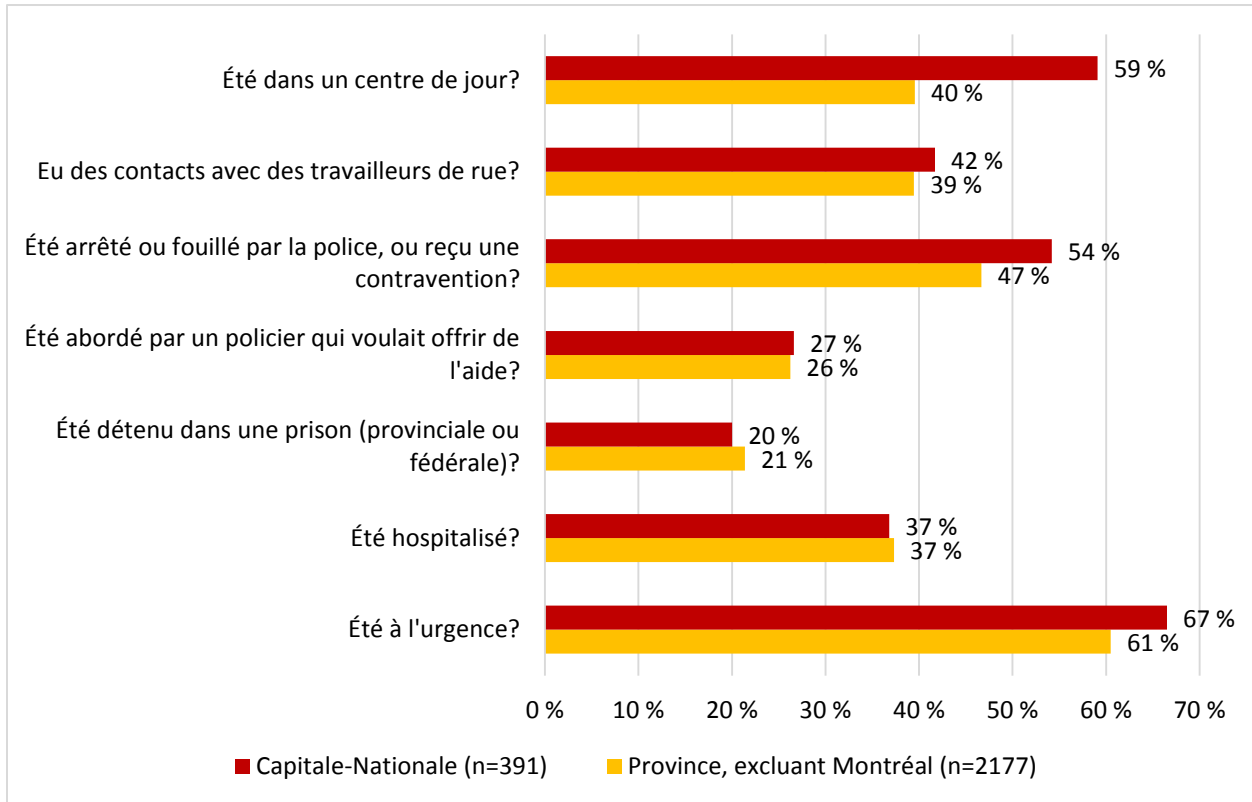
Figure 43. Sources de revenu – Capitale-Nationale



Note : Parmi les autres sources de revenu mentionnées, on trouve notamment l'aide financière aux études, les pensions alimentaires ainsi que des prestations du Régime des rentes du Québec.

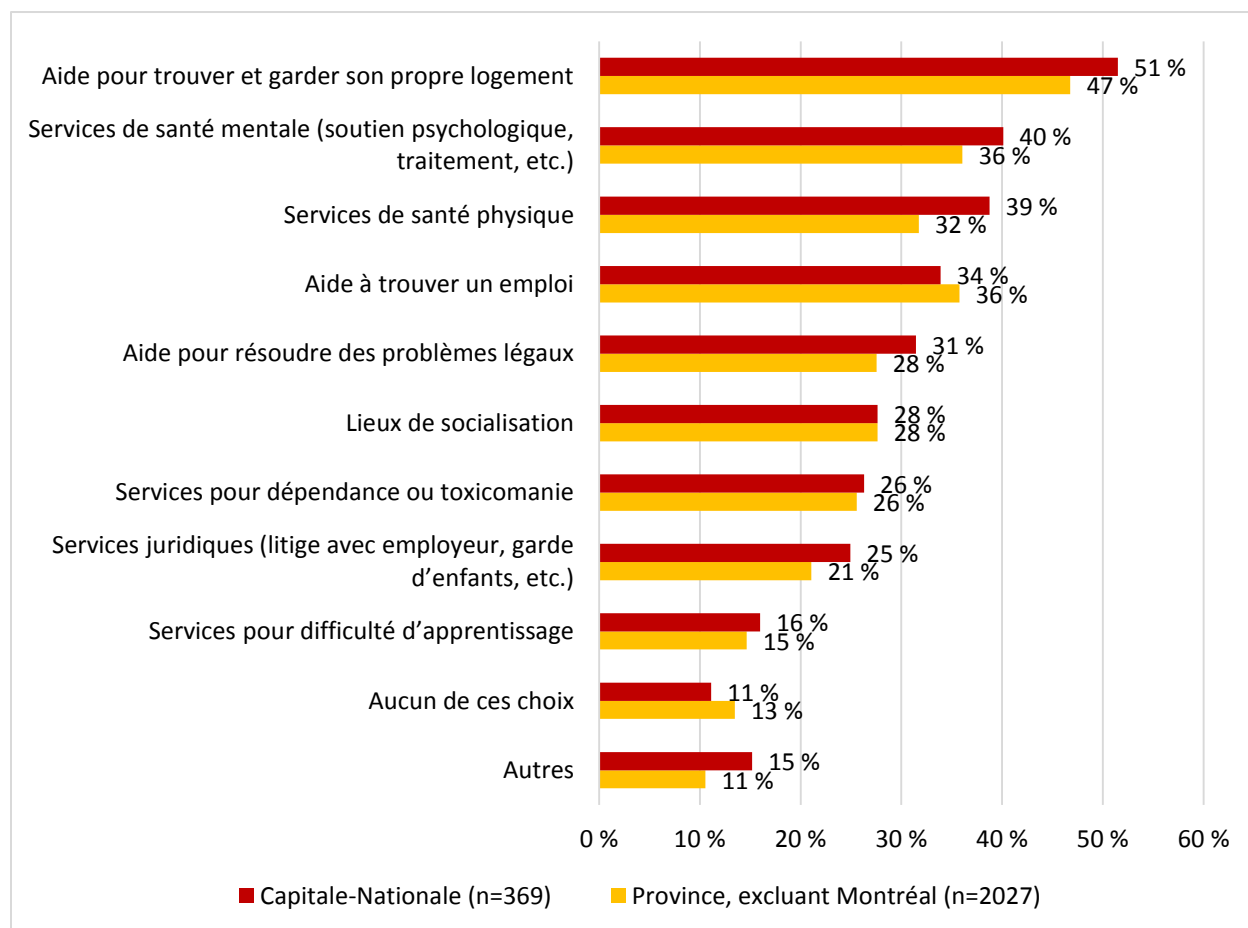
La figure 44 présente les services utilisés au cours des 12 derniers mois dans la région de la Capitale-Nationale. Les répondants de la région étaient proportionnellement plus nombreux à avoir été dans un centre de jour (59 %, contre 40 %) et à avoir été arrêtés ou fouillés par la police, ou à avoir reçu une contravention (54 %, contre 47 %). Ils étaient aussi plus nombreux en proportion à avoir visité l'urgence au cours de la dernière année (67 %, contre 61 %).

Figure 44. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Capitale-Nationale



La figure 45 sur les services souhaités par les répondants ne montre pas de différences importantes entre les répondants de la Capitale-Nationale et ceux de l'ensemble de la province excluant Montréal. Les répondants de la Capitale-Nationale étaient un peu plus portés à souhaiter obtenir des services de santé physique (39 %, contre 32 %). La réponse la plus souvent donnée était l'aide pour trouver et garder son propre logement (51 %, contre 47 %).

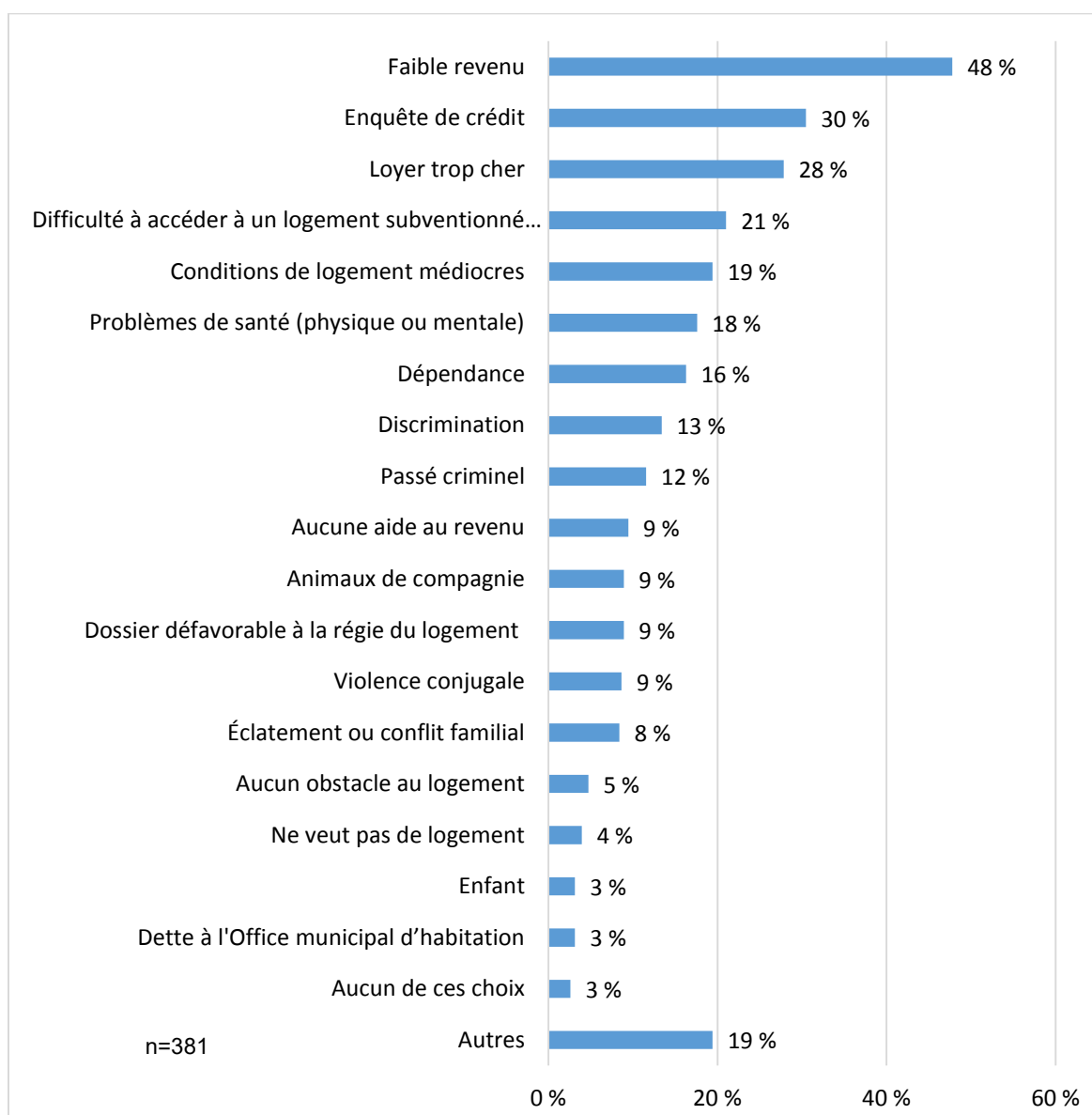
Figure 45. Services souhaités – Capitale-Nationale



Note : Les autres services souhaités nommés étaient diversifiés. Ils concernent notamment l'accès aux soins dentaires, l'aide alimentaire ainsi que de l'aide pour du transport.

La figure 46 illustre les défis ou les problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable – la question spécifique que cette région a choisie. La raison principale évoquée par les répondants était le faible revenu (48 %). Les enquêtes de crédit ressortaient en deuxième place, à 30 %. Venaient ensuite les loyers trop chers (28 %), la difficulté d'accéder à un logement subventionné (21 %), les conditions de logement médiocres (19 %) et les problèmes de santé ou les déficiences physiques (18 %). Ainsi, les facteurs financiers jouaient un rôle prépondérant parmi les défis ou problèmes exprimés.

Figure 46. Défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable – Capitale-Nationale



Note : Parmi les autres défis ou problèmes rencontrés, plusieurs mentions portent sur le fait de ne pas avoir de références. Être fumeur de même que ne pas avoir de transport ou de téléphone constituent également des défis ou des problèmes à la recherche de logement.

Mauricie–Centre-du-Québec

Cette section présente les principaux résultats pour la région Mauricie–Centre-du-Québec. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance.

Le tableau 39 montre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 39. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Mauricie–Centre-du-Québec

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte ^a	Itinérance cachée	Autres ^b	Donnée manquante	Total
Source du questionnaire	Ressource de transition	–	–	–	8	–	–	–	–	8
	Organisme mixte	–	1	1	11	39	11	–	2	65
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	–	–	–	18	–	18
	Centre de jour	1	1	–	9	–	39	–	11	61
	Centre de thérapie	–	–	–	1	–	3	76	10	90
	Travailleurs de rue	–	–	–	–	–	13	–	9	22
	Autres ^c	–	–	–	11	–	15	2	5	33
	Total	1	2	1	40	39	81	96	37	297

Notes :

^a Il s'agit ici de trois organismes qui offrent de l'hébergement à la fois d'urgence et de transition.

^b Comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Un seul répondant a indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention.

^c Comprend les centres de crise et les autres organismes qui n'ont pu être classés dans les catégories.

Le tableau 40 fournit des données sociodémographiques correspondant aux répondants de Mauricie–Centre-du-Québec, selon le type de lieu. Les femmes étaient proportionnellement un peu plus nombreuses en itinérance cachée que dans les ressources de transition, alors que les hommes étaient majoritaires dans toutes les catégories.

Un pourcentage relativement grand de répondants en itinérance cachée s'identifiait comme Autochtone, et particulièrement comme membre des Premières Nations (23 % des répondants se désignaient ainsi).

Tableau 40. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Mauricie–Centre-du-Québec (début)

Genre	Ressources de transition (n=39)	Itinérance cachée (n=80)	Total (n=294)
Femmes	23,1 %	28,8 %	25,0 %
Hommes	69,2 %	70,0 %	73,7 %
Autres identités de genre	7,7 %	1,3 %	1,3 %
Âge	Ressources de transition (n=40)	Itinérance cachée (n=80)	Total (n=295)
Moins de 18 ans	12,5 %	12,5 %	2,6 %
18 à 29 ans	45,0 %	35,0 %	31,6 %
30 à 49 ans	25,0 %	31,3 %	42,1 %
50 à 64 ans	17,5 %	18,8 %	19,7 %
65 ans et plus	0,0 %	2,5 %	4,0 %
Orientation sexuelle	Ressources de transition (n=39)	Itinérance cachée (n=76)	Total (n=288)
Hétérosexuelle	82,1 %	86,8 %	80,0 %
Homosexuelle	7,7 %	1,3 %	2,7 %
Bisexuelle	10,3 %	6,6 %	14,7 %
Autres	0,0 %	5,3 %	2,7 %

Tableau 40. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Mauricie–Centre-du-Québec (fin)

Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Ressources de transition (n=39)	Itinérance cachée (n=80)	Total (n=289)
Non	100,0 %	97,5 %	97,3 %
Oui, immigrant(e)	0,0 %	2,5 %	2,7 %
Identité autochtone	Ressources de transition (n=40)	Itinérance cachée (n=77)	Total (n=289)
Non	95,0 %	67,5 %	83,6 %
Oui, Premières Nations	0,0 %	23,4 %	11,0 %
Oui, Inuit	5,0 %	1,3 %	0,0 %
Oui, Métis	0,0 %	5,2 %	1,4 %
Oui, ascendance autochtone	0,0 %	2,6 %	4,1 %

Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 39 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

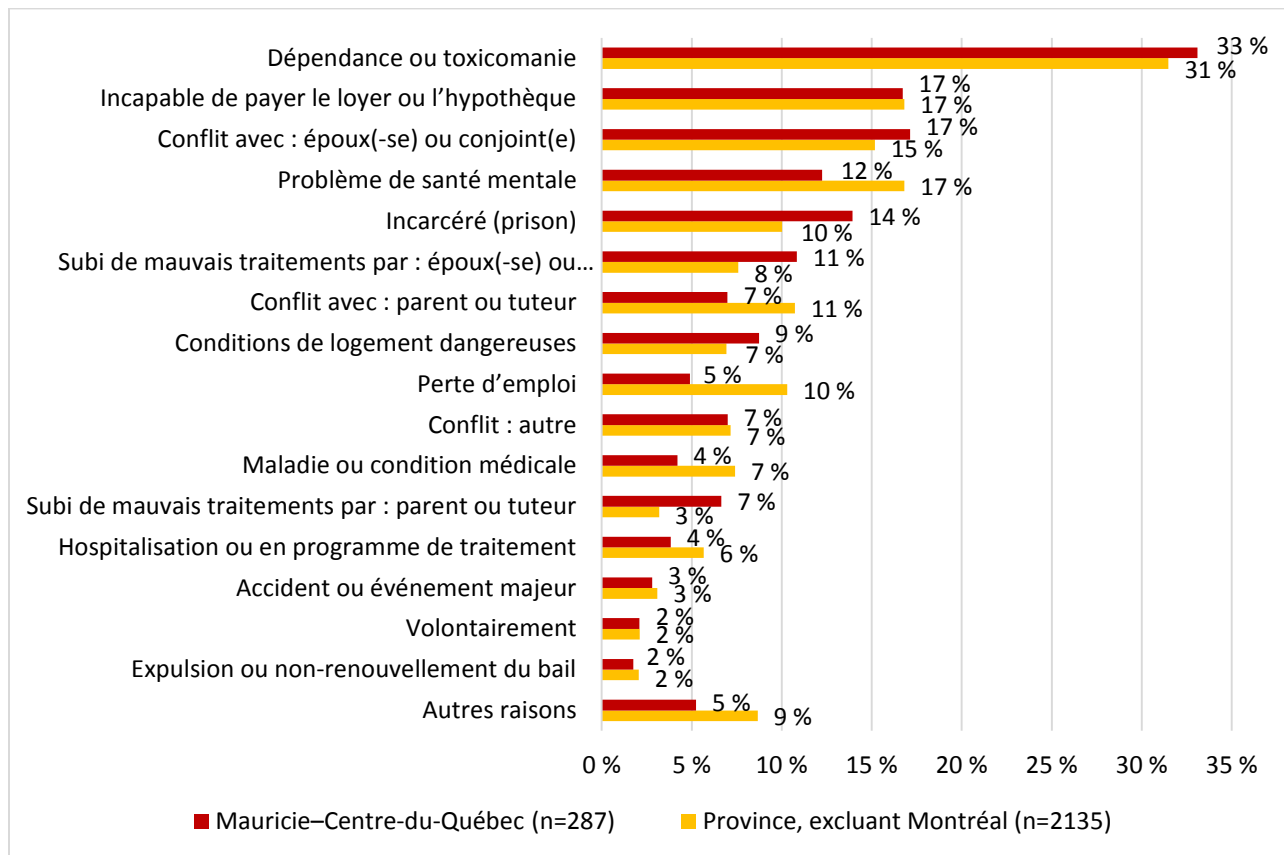
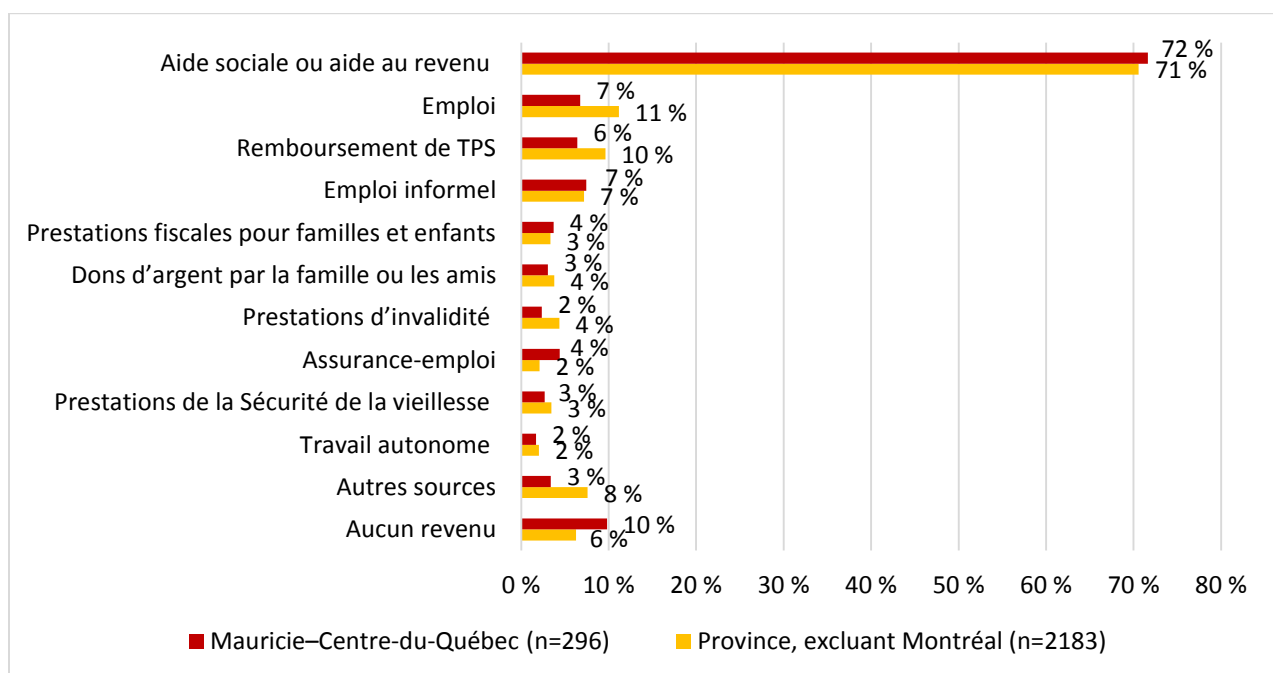
Parmi 288 répondants dans la région de Mauricie–Centre-du-Québec²⁰, 10, y compris huit femmes et deux hommes, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Les huit femmes ont passé la nuit du 24 avril dans un refuge pour femmes victimes de violence conjugale. Les deux hommes se trouvaient un centre de jour; l'un a indiqué avoir passé la nuit en itinérance cachée et l'autre n'a pas révélé où il avait passé la nuit.

Par ailleurs, parmi 290 répondants à la question, 23 personnes, y compris cinq femmes et une personne qui n'a pas répondu à la question concernant son identité de genre, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes. Parmi ces 23 personnes, six se trouvaient en itinérance cachée le soir du 24 avril, cinq dans une ressource de transition, trois dans un centre de thérapie, une dans un lieu extérieur, et huit n'ont pas révélé où elles avaient passé la nuit. Aucune personne n'a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

La figure 47 illustre les raisons évoquées par les répondants de la perte de leur logement en comparant les résultats de la Mauricie–Centre-du-Québec avec ceux de l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. Les répondants de la région étaient proportionnellement moins nombreux à avoir évoqué des problèmes de santé mentale comme raison de la perte de leur logement (12 %, contre 17 %), ou la perte d'emploi (5 %, contre 10 %). Ils étaient en revanche plus nombreux en proportion à mentionner avoir été incarcérés (14 %, contre 10 %).

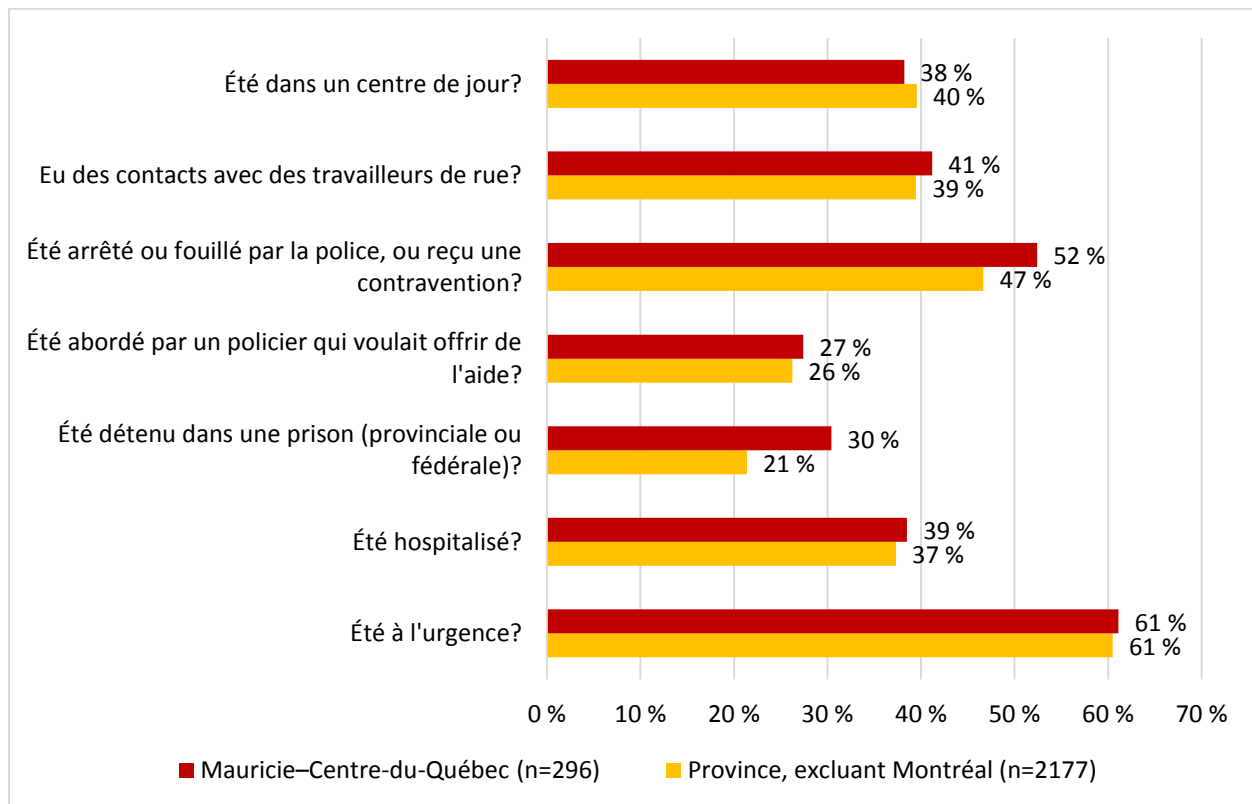
La figure 48 détaille les sources de revenu mentionnées par les répondants, toujours par comparaison avec l'ensemble des régions excluant Montréal. Il ne semble pas y avoir de différence marquée entre les répondants. Un pourcentage un peu plus élevé avait indiqué n'avoir aucun revenu (10 %, contre 6 %), et un pourcentage un peu moins élevé avoir des revenus d'emploi (7 %, contre 11 %).

²⁰ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

Figure 47. Raisons évoquées de la perte de logement – Mauricie-Centre-du-Québec**Figure 48. Sources de revenu – Mauricie-Centre-du-Québec**

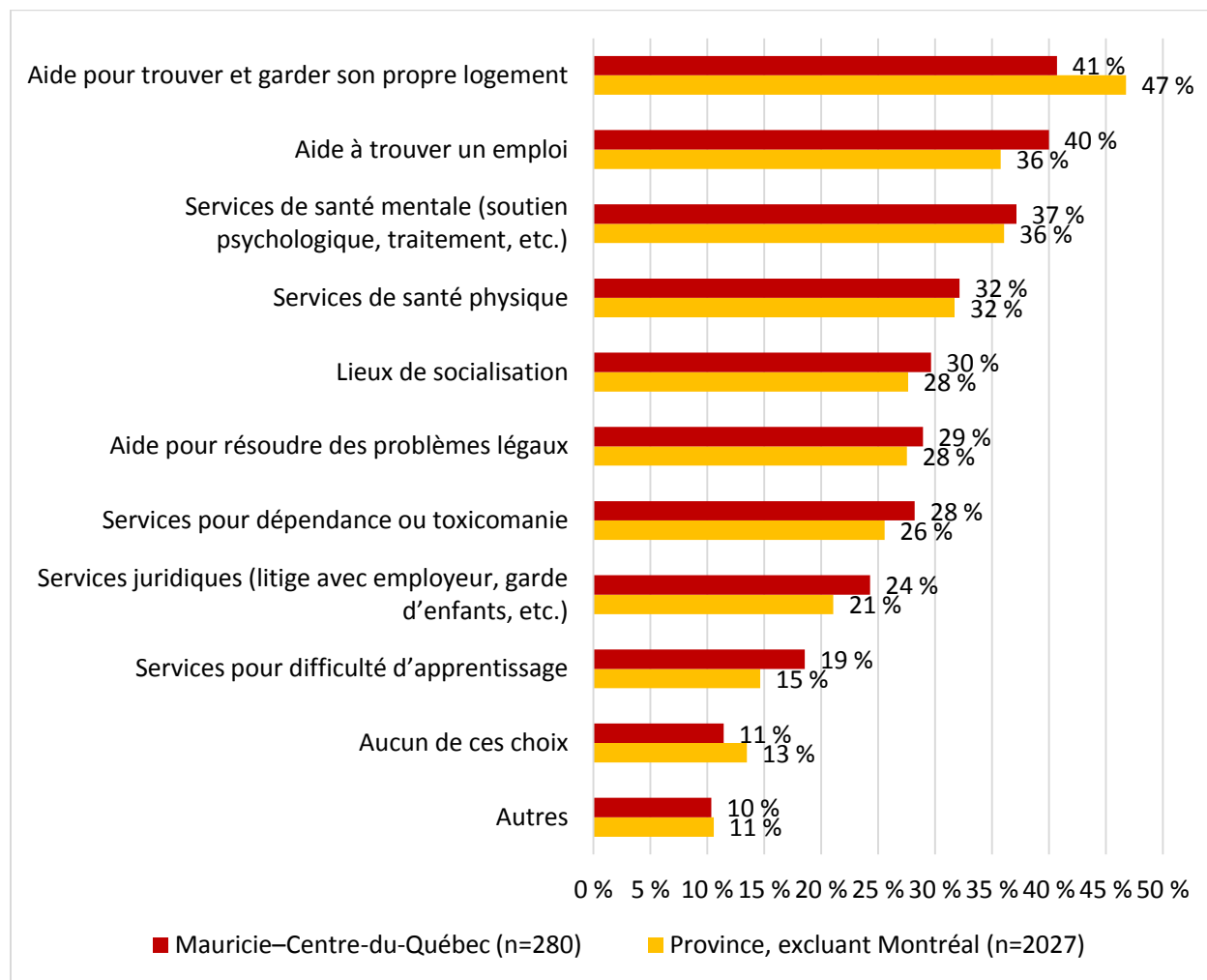
La figure 49 correspond à l'utilisation des services par les répondants au cours des 12 derniers mois. Il n'y a que quelques différences entre le profil des répondants de la Mauricie–Centre-du-Québec et celui des répondants de l'ensemble des autres régions excluant Montréal. Ceux de la Mauricie–Centre-du-Québec étaient plus nombreux en proportion à avoir été arrêtés ou fouillés par la police, ou à avoir reçu une contravention (52 %, contre 47 %) ou à avoir été détenus (30 %, contre 21 %).

Figure 49. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Mauricie–Centre-du-Québec



La figure 50 montre les types de services souhaités par les répondants. Si la plupart des réponses de la région concordent avec celles du reste de la province, les répondants de la Mauricie et du Centre-du-Québec étaient moins nombreux, toutes proportions gardées, à souhaiter de l'aide pour trouver et garder leur logement (41 %, contre 47 %).

Figure 50. Services souhaités – Mauricie–Centre-du-Québec



Note : Parmi les autres services souhaités, on trouve notamment des maisons pour hommes en itinérance ou en difficulté, l'accès à un médecin de famille et du répit ou du gardiennage pour enfants.

Estrie

Cette section présente les principaux résultats pour l'Estrie. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Le tableau 41 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 41. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Estrie

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte ^a	Autres ^b	Itinérance cachée	Donnée manquante	Total
Source du questionnaire	Lieu extérieur	–	–	–	1	–	–	3	3	7
	Ressource de transition	2	–	–	97	–	1	7	8	115
	Organisme mixte ^a	–	–	–	–	11	–	–	–	11
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	1	–	4	1	2	8
	Centre de thérapie	–	–	–	–	–	126	–	13	139
	Centre de jour	5	4	2	2	–	–	17	1	31
	Banque alimentaire	–	–	–	–	–	–	2	–	2
	Total	7	4	2	101	11	131	30	27	313

Notes :

^a Il s'agit ici d'un organisme offrant de l'hébergement d'urgence ainsi que des services de transition.

^b Comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Un répondant a indiqué avoir passé la nuit dans un centre hospitalier.

Le tableau 42 présente certaines données sociodémographiques, selon le type de lieu où le répondant avait passé la nuit. Les femmes étaient proportionnellement nettement plus nombreuses dans les ressources de transition. Alors que seulement 10 % des répondants de l'Estrie se déclaraient autochtones ou avoir une ascendance autochtone, cette proportion atteignait 20 % pour les personnes en situation d'itinérance cachée. Les personnes avec une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle étaient aussi proportionnellement plus nombreuses en itinérance cachée (près de 18 %, contre environ 10 % pour l'ensemble des répondants de la région).

Tableau 42. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Estrie (début)

Genre	Ressources de transition (n=100)	Itinérance cachée (n=30)	Total (n=309)
Femmes	30,0 %	16,7 %	19,4 %
Hommes	69,0 %	80,0 %	79,3 %
Autres identités de genre	1,0 %	3,3 %	1,3 %
Âge	Ressources de transition (n=101)	Itinérance cachée (n=30)	Total (n=311)
Moins de 18 ans	6,9 %	0,0 %	2,3 %
18 à 29 ans	45,5 %	33,3 %	36,7 %
30 à 49 ans	37,6 %	43,3 %	48,6 %
50 à 64 ans	6,9 %	23,3 %	11,6 %
65 ans et plus	3,0 %	0,0 %	1,0 %
Identité autochtone	Ressources de transition (n=99)	Itinérance cachée (n=30)	Total (n=304)
Non	95,0 %	80,0 %	89,8 %
Oui, Premières Nations	4,0 %	6,7 %	4,0 %
Oui, Inuit	0,0 %	3,3 %	1,3 %
Oui, Métis	0,0 %	3,3 %	2,3 %
Oui, ascendance autochtone	1,0 %	6,7 %	2,6 %

Tableau 42. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Estrie (fin)

Orientation sexuelle	Ressources de transition (n=98)	Itinérance cachée (n=28)	Total (n=307)
Hétérosexuelle	91,8 %	82,1 %	90,2 %
Homosexuelle	0,0 %	0,0 %	2,0 %
Bisexuelle	6,1 %	14,3 %	5,5 %
Autres	2,0 %	3,6 %	2,3 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Ressources de transition (n=100)	Itinérance cachée (n=28)	Total (n=303)
Non	97,0 %	96,4 %	95,7 %
Oui, immigrant(e)	3,0 %	3,6 %	3,6 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	0,0 %	0,3 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	0,0 %	0,0 %	0,3 %

Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 41 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

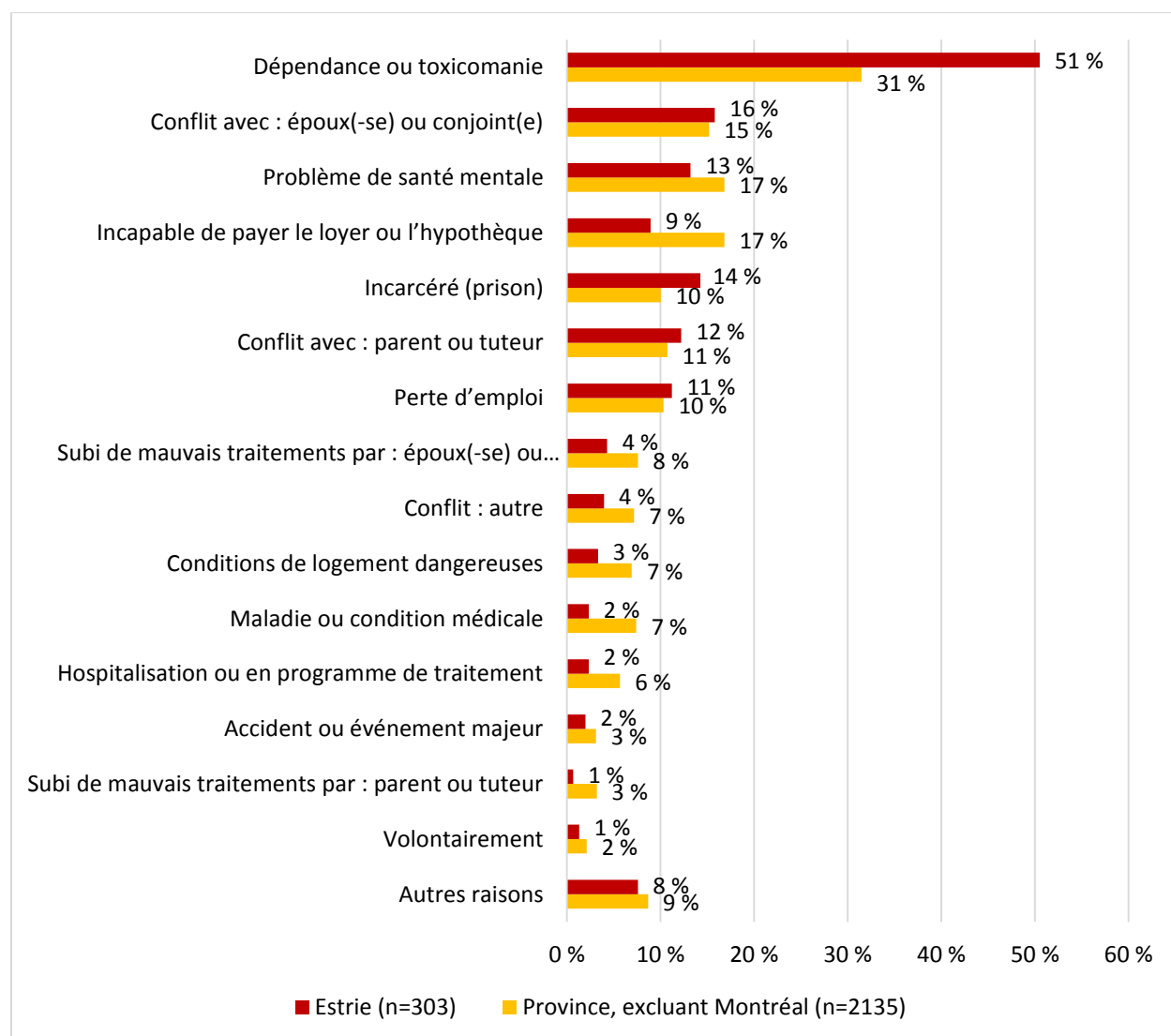
Parmi 244 répondants en Estrie²¹, 17, y compris un seul homme, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Deux des femmes ont été rencontrées dans un refuge pour femmes victimes de violence conjugale, mais n'ont pas indiqué dans quel type de lieu elles avaient passé la nuit du 24 avril. Les 15 autres personnes se trouvaient toutes dans un seul et même logement de transition.

Par ailleurs, parmi 309 répondants à la question, six personnes, y compris une femme, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes. Ces personnes étaient dispersées entre plusieurs types de lieux différents. Une personne a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

²¹ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

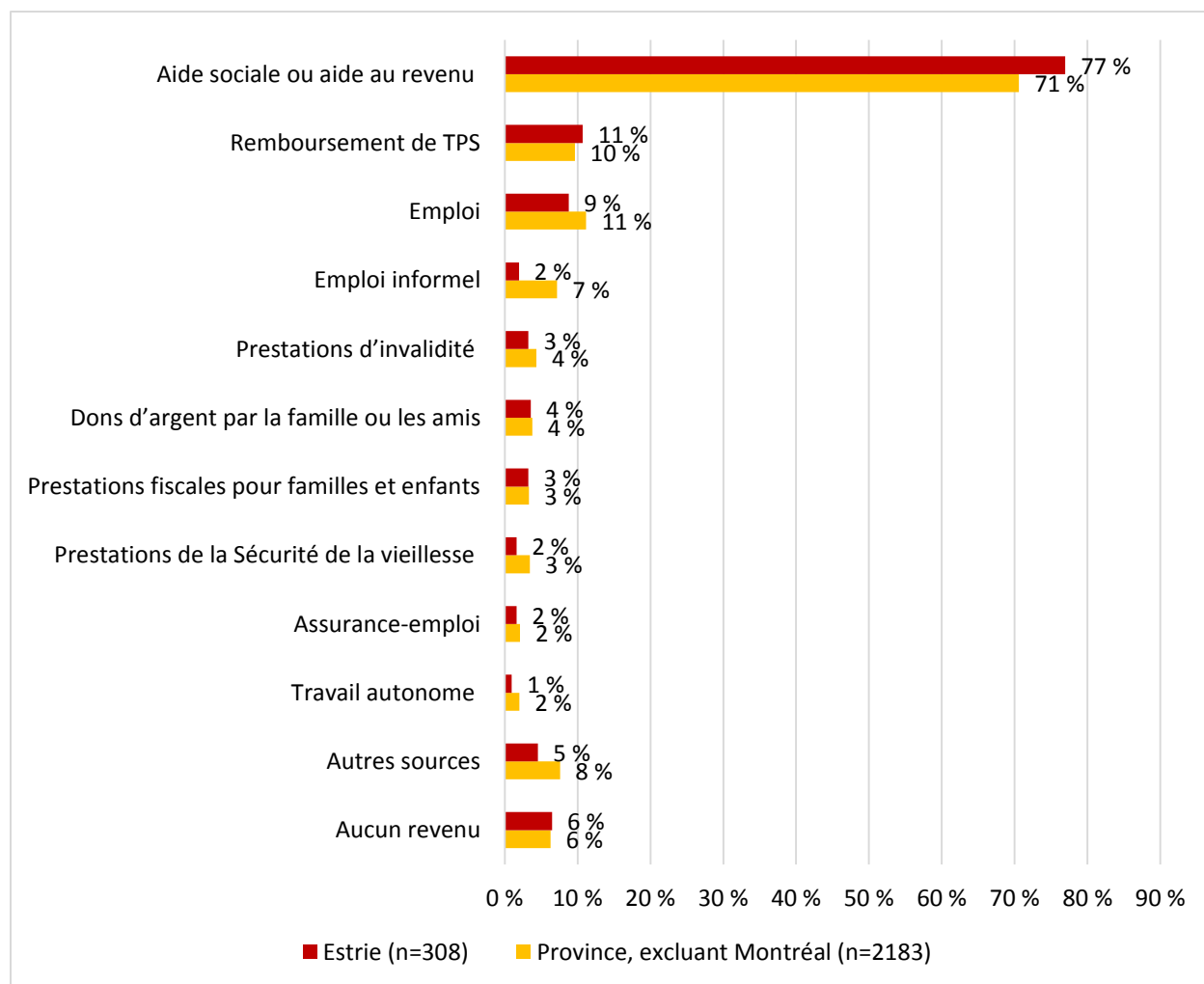
La figure 51 illustre les raisons évoquées par les répondants pour avoir perdu leur logement la dernière fois, en comparant l'Estrie avec l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. Dans le cas de l'Estrie, où un grand nombre de répondants provenait de centres de thérapie, c'étaient les problèmes de dépendance et de toxicomanie qui étaient nommés le plus souvent comme raison de perte de logement (51 %, contre 31 %). En contrepartie, les répondants de l'Estrie étaient moins nombreux, toutes proportions gardées, à citer l'incapacité à payer le loyer ou l'hypothèque (9 %, contre 17 %) et des problèmes de santé mentale (13 %, contre 17 %).

Figure 51. Raisons évoquées de la perte de logement – Estrie



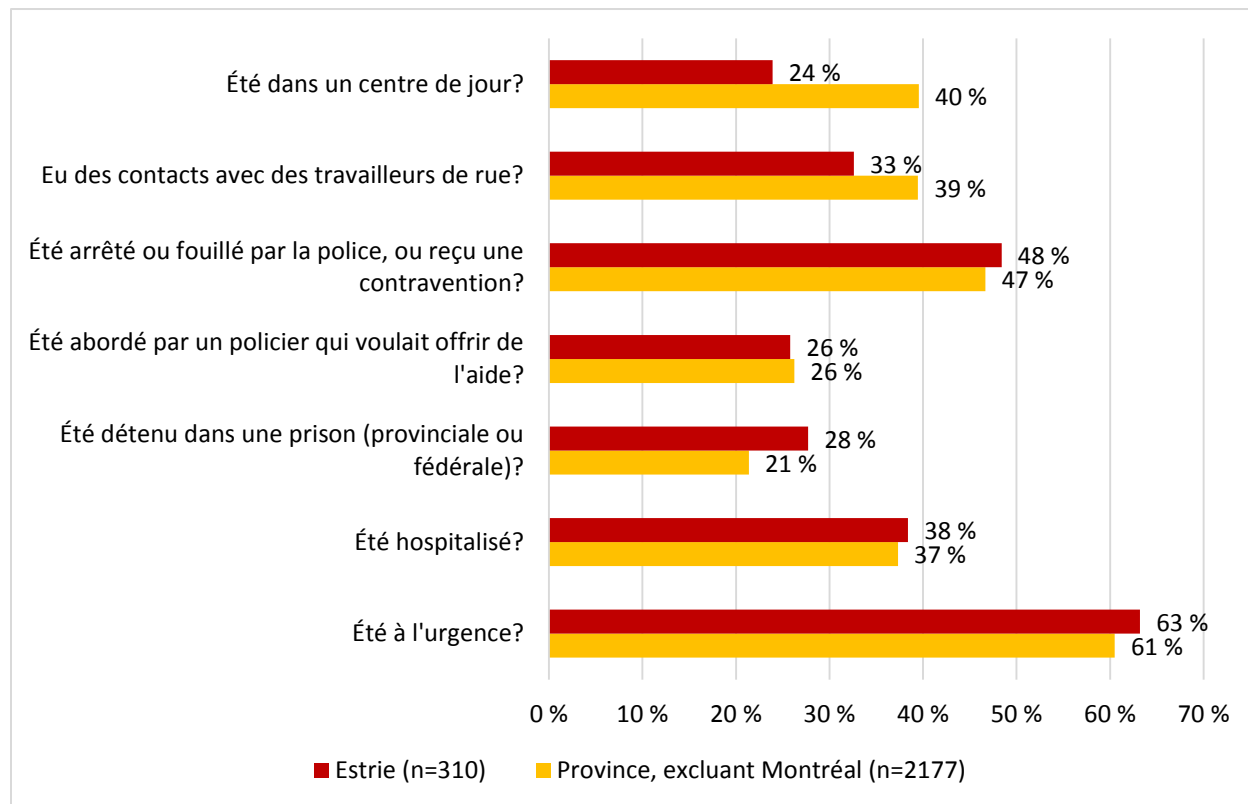
La figure 52 représente les sources de revenu des répondants. La très grande majorité d'entre eux, encore plus que dans l'ensemble des autres régions excluant Montréal, recevait des revenus de l'aide sociale (77 %, contre 71 %). Autrement, dans presque tous les cas, les répondants de l'Estrie étaient proportionnellement moins nombreux que ceux des autres régions à recevoir des revenus d'autres sources, notamment d'un emploi informel.

Figure 52. Sources de revenu – Estrie



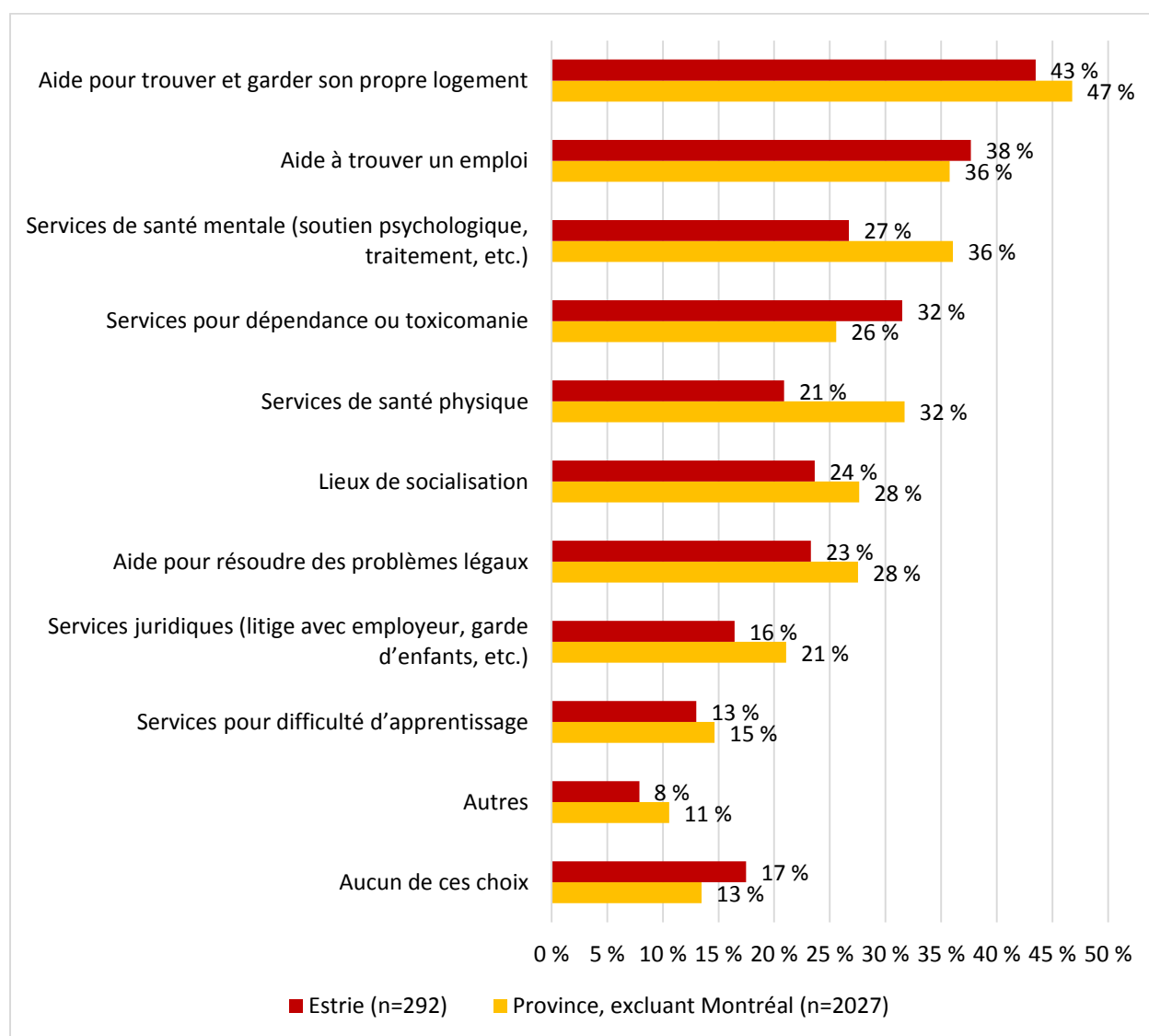
La figure 53 décrit les services utilisés par les répondants au cours des 12 derniers mois. Proportionnellement moins de répondants ont indiqué avoir visité un centre de jour (24 %) ou avoir eu des contacts avec des travailleurs de rue (33 %), par comparaison avec l'ensemble des régions excluant Montréal (40 % et 39 %). Plus du quart des répondants (28 %) a aussi rapporté avoir été incarcéré au cours des 12 derniers mois.

Figure 53. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Estrie



La figure 54 correspond aux services souhaités par les répondants. Dans la plupart des cas, ils étaient proportionnellement moins nombreux à évoquer le souhait d'un service parmi ceux qui leur ont été proposés. Cela était vrai notamment en ce qui concerne les services de santé physique (21 %, contre 32 %) et ceux de santé mentale (27 %, contre 36 %). Ils étaient en revanche proportionnellement un peu plus nombreux à souhaiter obtenir des services pour dépendance ou toxicomanie (32 %, contre 26 %).

Figure 54. Services souhaités – Estrie



Montréal

Cette section présente les principaux résultats pour Montréal. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous affichons aussi les résultats de la question propre à Montréal. Certaines comparaisons avec les résultats de 2015 terminent la section. Pour une analyse plus complète des données de Montréal, le lecteur est invité à consulter le rapport sur le dénombrement de Montréal.

Le tableau 43 montre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 43. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Montréal

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								Total
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte ^a	Autre ^c	Itinérance cachée	Donnée manquante	
Source du questionnaire	Lieu extérieur	109	–	18	44	–	1	67	127	366
	Hébergement d'urgence	15	4	259	91	–	17	16	37	439
	Ressource de transition	1	–	1	202	–	11	3	28	246
	Organisme mixte ^a	5	2	2	56	10	8	6	5	94
	Centre de jour	47	34	64	121	–	7	91	95	459
	Travailleurs de rue	–	4	–	3	–	1	12	1	21
	Autres ^b	4	11	8	17	–	13	11	4	68
	Total	181	55	352	534	10	58	206	297	1693

Notes :

^a Il s'agit ici de trois organismes offrant à la fois de l'hébergement d'urgence et de transition.

^b Comprend les centres de thérapie, les centres de crise, les refuges pour femmes victimes de violence, les banques alimentaires ainsi que les autres organismes qui n'ont pu être classés dans les catégories.

^c Comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Quelques rares répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention ou dans un centre hospitalier.

Le tableau 44 présente quelques données démographiques, comparant les répondants selon le lieu où ils avaient passé la nuit. Les ressources de transition étaient l'endroit où l'on trouvait proportionnellement le plus de femmes : 35 %, contre 23 % pour l'ensemble des répondants. Hormis les établissements de détention et les quartiers cellulaires des postes de police où aucune femme n'a été enregistrée, les femmes étaient proportionnellement les moins nombreuses dans les lieux extérieurs (8 %) et les centres de thérapie (8 %). Par ailleurs, la distribution de groupes d'âges variait selon le type de lieu. Notamment, les jeunes de 18 à 29 ans étaient proportionnellement plus nombreux dans les établissements de détention et les quartiers cellulaires des postes de police (22 %) ainsi que, surtout, dans les ressources de transition (31 %) que parmi l'ensemble des répondants (19 %). Si l'on exclut l'ascendance autochtone, près de 12 % des répondants s'identifiaient à l'un ou l'autre des groupes autochtones. Globalement, presque 20 % des personnes en situation d'itinérance à Montréal étaient des immigrants, des réfugiés ou des demandeurs de statut de réfugié au moment de leur arrivée au Canada. Les personnes dans le premier de ces trois groupes étaient moins susceptibles de se trouver dans les lieux extérieurs.

Parmi 1 614 répondants à Montréal²², 62, y compris cinq hommes et deux personnes avec une identité de genre autre, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Parmi ces 62 personnes, la moitié (30) se trouvait dans une ressource de transition, 15 dans un refuge pour femmes victimes de violence conjugale, deux en itinérance cachée, deux dans un lieu extérieur, une à l'hôpital et une en hébergement d'urgence. Les 11 autres personnes n'ont pas indiqué où elles avaient passé la nuit du 24 avril.

Par ailleurs, parmi 1 647 répondants à la question, 72 personnes, y compris six femmes, six personnes avec une identité de genre autre et une qui a choisi de ne pas révéler son identité de genre, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes. Ces personnes étaient dispersées entre plusieurs types de lieux différents : hébergement d'urgence (20), ressources de transition (14), lieux extérieurs (14), itinérance cachée (10), hôpital (2) et refuge pour femmes victimes de violence conjugale (1). Onze personnes n'ont pas indiqué dans quel type de lieu elles se trouvaient. Trois personnes, un homme et deux femmes, ont dit avoir servi dans la GRC auparavant : une se trouvait en itinérance cachée, une en hébergement d'urgence et une a préféré ne pas indiquer dans quel type de lieu elle était.

²² Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

Tableau 44. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Montréal (début)

Genre	Lieux extérieurs (n=225)	Hébergement d'urgence (n=342)	Ressources de transition (n=518)	Itinérance cachée (n=198)	Centres de thérapie ou CRD ^a (n=48)	Établissements de détention ^b (n=142)	Total ^c (n=1 638)
Femmes	7,6 %	12,0 %	35,1 %	21,7 %	8,3 %	0,0 %	22,9 %
Hommes	89,8 %	85,7 %	62,4 %	72,2 %	91,7 %	100,0 %	74,4 %
Autres identités de genre	2,7 %	2,3 %	2,5 %	6,1 %	–	–	2,7 %
Groupe d'âge^d	Lieux extérieurs (n=229)	Hébergement d'urgence (n=557)	Ressources de transition (n=789)	Itinérance cachée (n=196)	Centres de thérapie ou CRD (n=48)	Établissements de détention (n=142)	Total ^c (n=2 193)
Moins de 18 ans	0,0 %	0,4 %	5,2 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	4,3 %
18 à 29 ans	11,4 %	8,8 %	31,4 %	19,4 %	6,3 %	21,8 %	19,4 %
30 à 49 ans	46,3 %	37,7 %	31,4 %	39,3 %	60,4 %	55,6 %	38,6 %
50 à 64 ans	38,9 %	42,7 %	26,4 %	38,3 %	29,2 %	21,1 %	31,5 %
65 ans et plus	3,5 %	10,4 %	5,6 %	2,6 %	4,2 %	1,4 %	6,2 %
Identité autochtone	Lieux extérieurs (n=215)	Hébergement d'urgence (n=324)	Ressources de transition (n=498)	Itinérance cachée (n=193)	Centres de thérapie ou CRD	Établissements de détention	Total ^c (n=1 562)
Non	80,9 %	84,0 %	87,6 %	77,7 %	–	–	83,9 %
Oui, Premières Nations	6,1 %	6,5 %	4,2 %	4,7 %	–	–	5,2 %
Oui, Inuit	3,3 %	3,7 %	1,0 %	6,2 %	–	–	2,9 %
Oui, Métis	5,6 %	2,8 %	2,0 %	6,7 %	–	–	3,7 %
Oui, ascendance autochtone	4,2 %	3,1 %	5,2 %	4,7 %	–	–	4,3 %

Tableau 44. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Montréal (fin)

Orientation sexuelle	Lieux extérieurs (n=212)	Hébergement d'urgence (n=336)	Ressources de transition (n=504)	Itinérance cachée (n=189)	Centres de thérapie ou CRD	Établissements de détention	Total ^c (n=1 582)
Hétérosexuelle	90,6 %	90,2 %	86,1 %	83,6 %	–	–	87,3 %
Homosexuelle	2,8 %	5,4 %	4,0 %	4,8 %	–	–	4,2 %
Bisexuelle	4,3 %	4,2 %	6,6 %	5,8 %	–	–	5,9 %
Autres	2,4 %	0,3 %	3,4 %	5,8 %	–	–	2,6 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Lieux extérieurs (n=198)	Hébergement d'urgence (n=310)	Ressources de transition (n=478)	Itinérance cachée (n=176)	Centres de thérapie ou CRD	Établissements de détention	Total ^c (n=1 466)
Non	86,9 %	82,6 %	79,7 %	81,8 %	–	–	80,8 %
Oui, immigrant(e)	9,6 %	12,9 %	14,9 %	14,2 %	–	–	15,0 %
Oui, réfugié(e)	2,0 %	3,9 %	2,5 %	2,8 %	–	–	2,5 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	1,5 %	0,7 %	2,9 %	1,1 %	–	–	1,7 %

Notes :

^a Les données sur les centres de thérapie ou CRD sont rapportées ici, mais ne sont pas incluses dans le total en ce qui concerne le sexe, car elles ne tiennent pas compte des identités de genre autres.

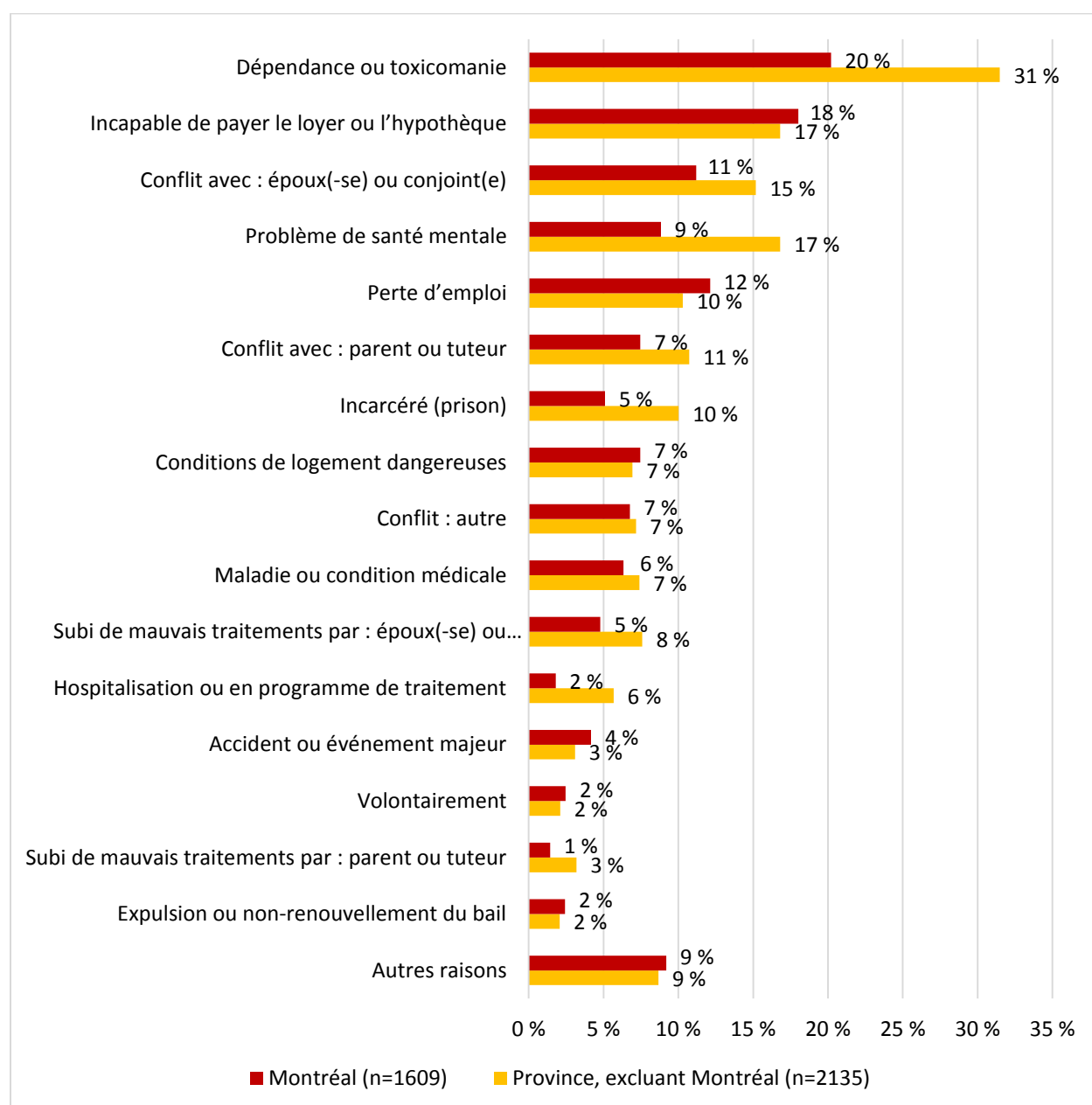
^b Cette catégorie inclut les quartiers cellulaires des postes de police. Nous avons rapporté ces données, mais ne les avons pas incluses dans le total pour ce qui est du genre, parce qu'elles n'identifiaient pas les autres identités de genre.

^c Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 43 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

^d Les données sur l'âge sont basées principalement sur les données administratives, auxquelles nous avons ajouté les données sur les lieux extérieurs et les ressources de transition.

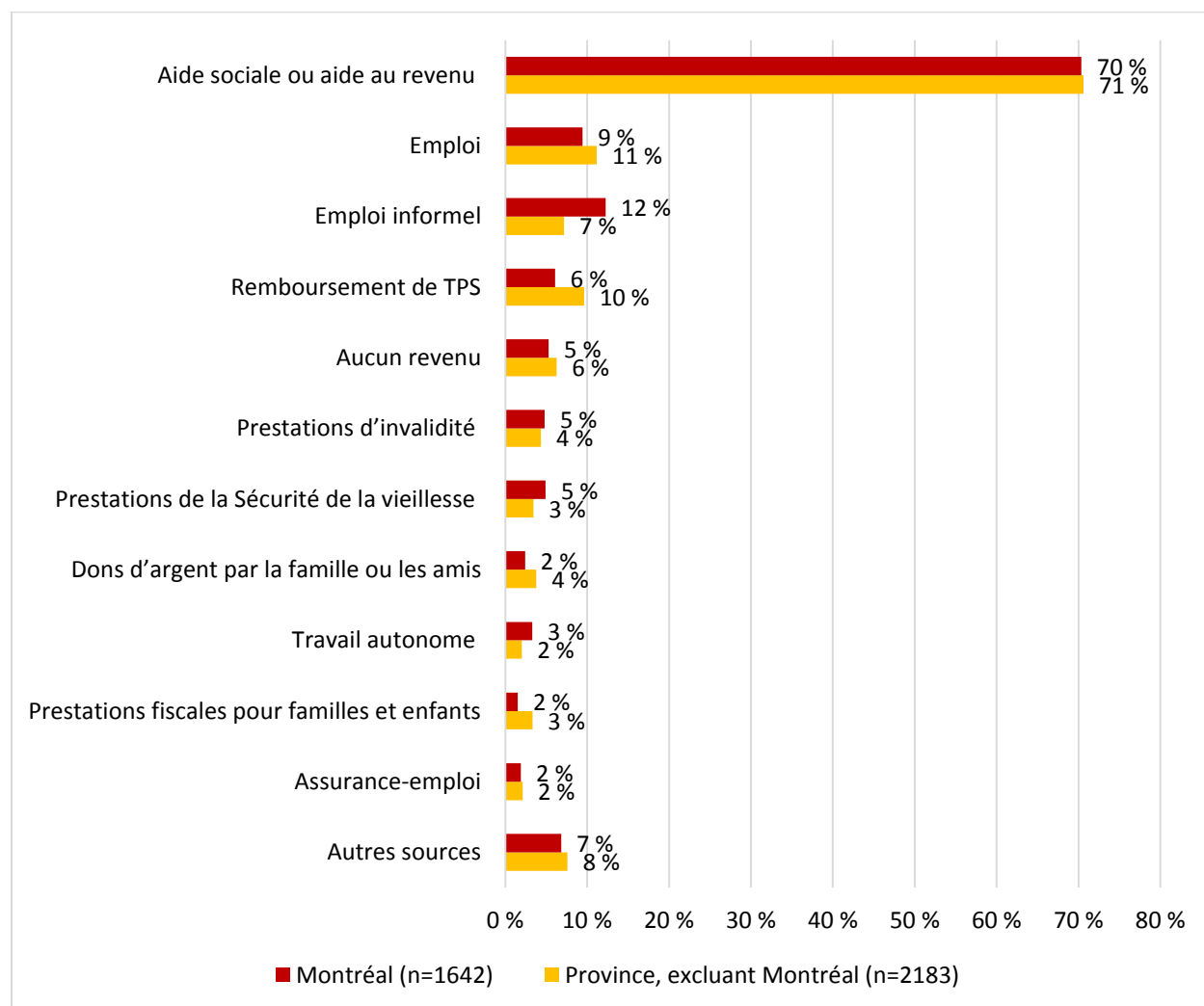
La figure 55 montre les raisons mentionnées de la perte de logement en comparant Montréal avec l'ensemble des autres régions. Les principales raisons données par les répondants montréalais étaient les problèmes de dépendance ou de toxicomanie et l'incapacité à payer le loyer ou l'hypothèque. Les problèmes de dépendance ou de toxicomanie étaient toutefois évoqués beaucoup moins souvent que dans le reste de la province (20 %, contre 31 %), ce qui pourrait être lié au pourcentage relativement faible de questionnaires provenant de centres de thérapie. Les problèmes de santé mentale étaient eux aussi mentionnés moins souvent (9 %, contre 17 %).

Figure 55. Raisons évoquées de la perte de logement – Montréal



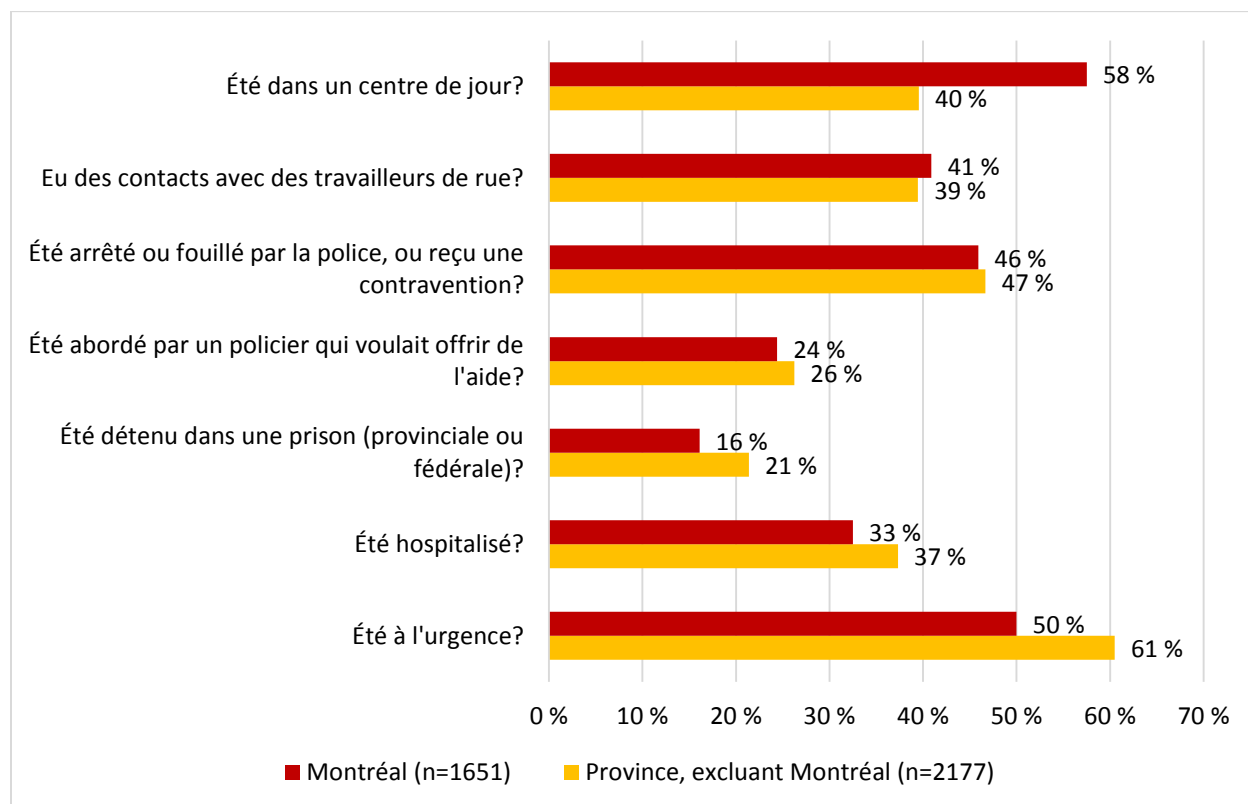
La figure 56 présente les sources de revenu des personnes en situation d'itinérance. Les répondants montréalais ont un profil assez semblable à celui du reste de la province. L'aide sociale arrive encore une fois au premier rang des revenus les plus souvent mentionnés, avec 70 % des répondants ayant cette source de revenu.

Figure 56. Sources de revenu mentionnées – Montréal



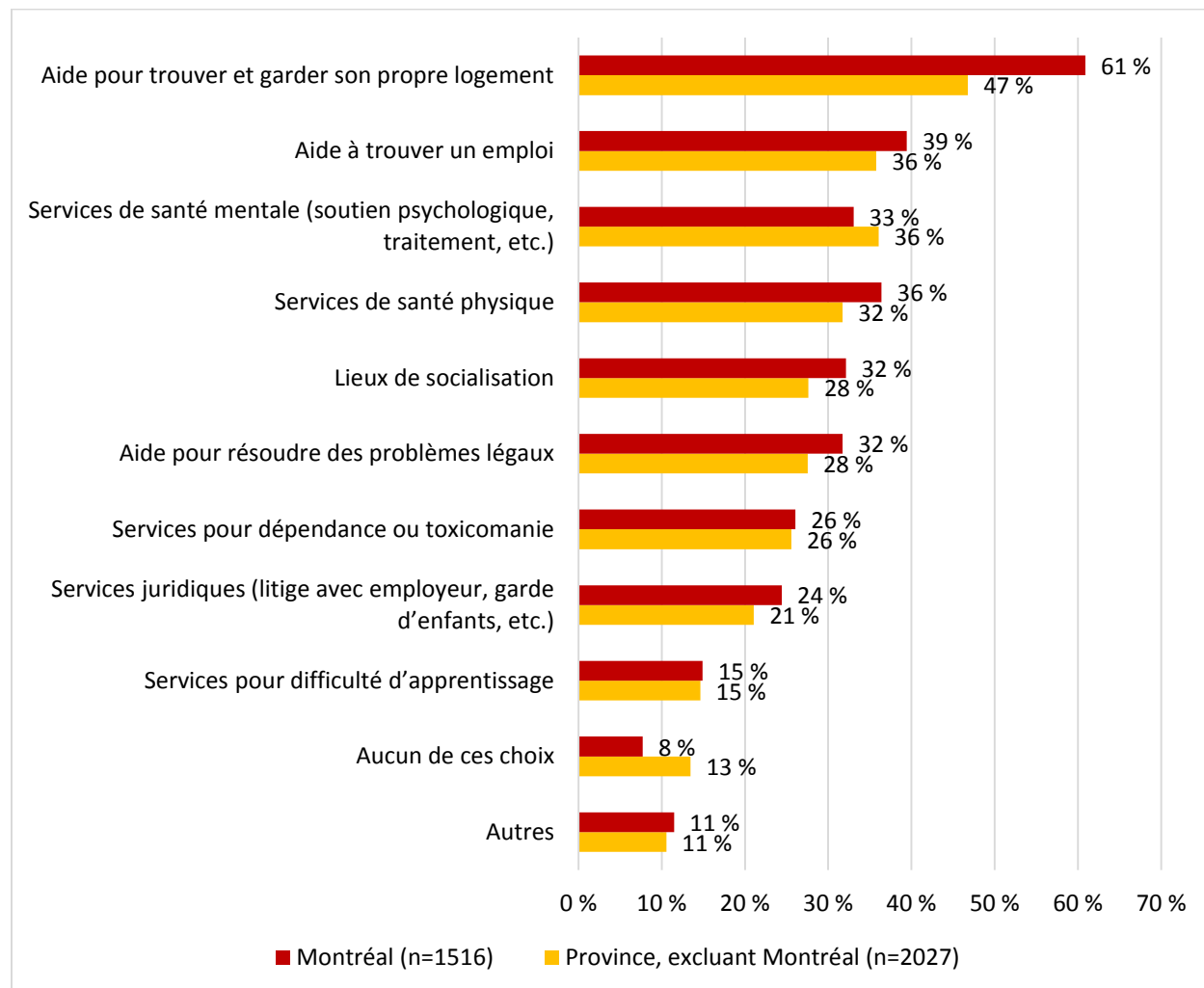
Les figures 57 et 58 rapportent les réponses concernant respectivement les services utilisés par les répondants au cours des 12 derniers mois, ainsi que les services qu'ils ont dit souhaiter recevoir. La figure 57 montre ainsi que les répondants de Montréal étaient plus nombreux que dans le reste de la province à utiliser des centres de jour (58 %, contre 40 %). C'étaient les visites à l'urgence qui venaient ensuite, avec 50 % des répondants (contre 61 % pour les autres régions) y ayant été au cours de la dernière année.

Figure 57. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Montréal



Comme illustré à la figure 58, en ce qui a trait aux services souhaités par les répondants, c'était l'aide pour trouver et garder un logement qui revenait le plus souvent, et ce, plus fréquemment que dans les autres régions (61 %, contre 47 %).

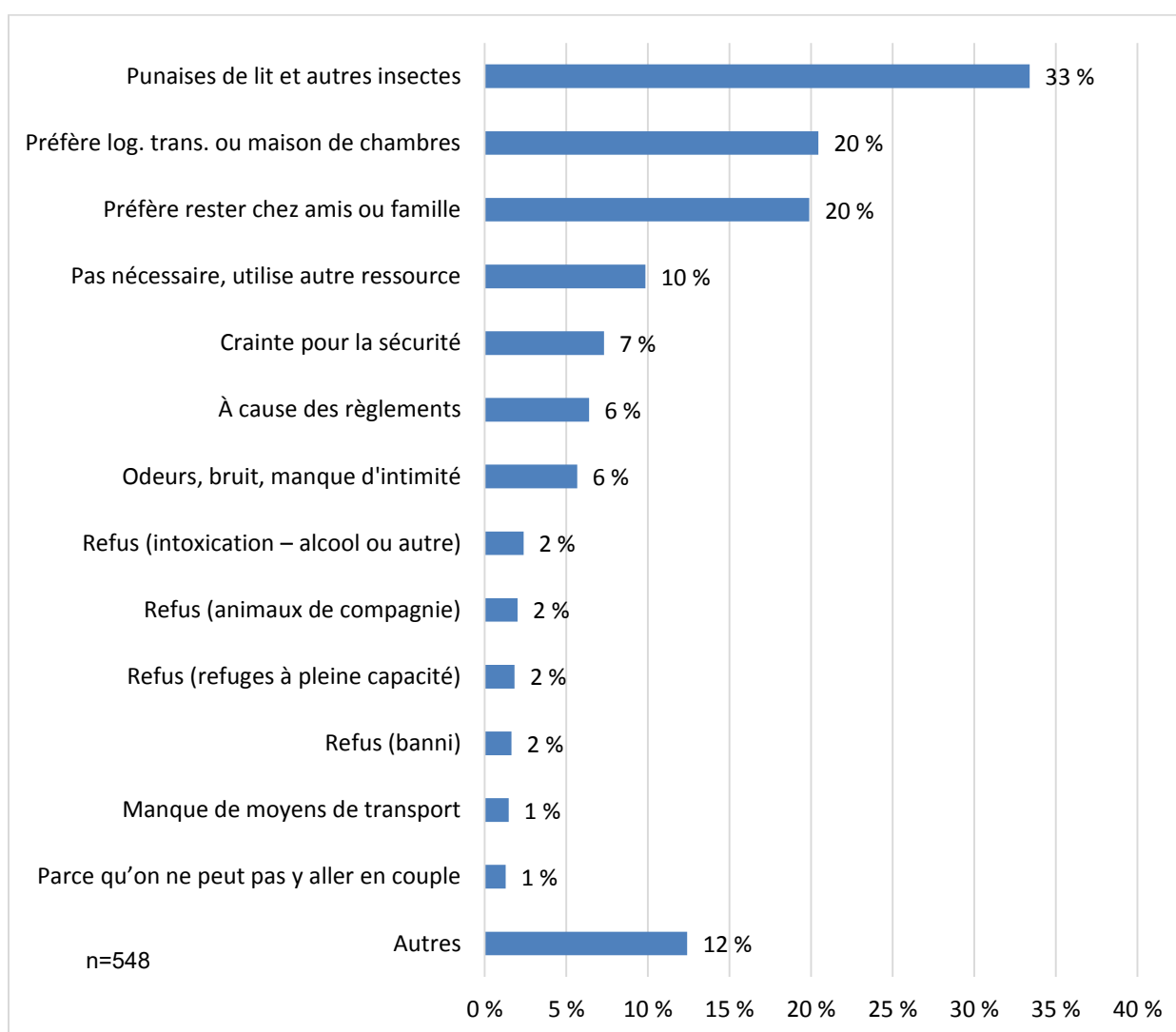
Figure 58. Services souhaités – Montréal



Note : Parmi les autres services souhaités, on trouve l'accès aux services dentaires et à un médecin de famille, de même que des cours de français et l'accès à des banques alimentaires. On souhaite aussi plus de refuges, avoir accès à des salles de bain et à des douches ainsi que la distribution d'objets tels que des couvertures, des produits d'hygiène et des sacs de couchage.

La question supplémentaire posée aux répondants de Montréal s'adressait aux personnes qui n'avaient pas utilisé un refuge (ressource d'hébergement d'urgence) au cours de la dernière année. Ainsi, 548 personnes avaient indiqué les raisons motivant ce choix; plus d'un choix de réponse était possible. Comme le démontre la figure 59, deux types de raisons ont émergé le plus souvent. Premièrement, de nombreux répondants ont affirmé préférer d'autres ressources ou d'autres endroits où dormir (excluant la rue qui a été comptabilisée dans « Autre »), ou ne pas avoir besoin d'aller dans un refuge parce qu'ils ont un autre endroit où passer la nuit. Deuxièmement, de nombreux répondants ont mentionné aussi divers aspects des refuges qui leur déplaisent, et tout particulièrement la présence (ou perception de la présence) de punaises de lit et d'autres insectes.

Figure 59. Raisons évoquées pour ne pas avoir utilisé un refuge au cours de l'année précédente – Montréal



Note : La catégorie « Autre » inclut des réponses diverses telles que : par orgueil, anxiété sociale, trouble de santé mentale, avait un autre type de logement, ne connaît pas, voyage, préfère dormir dans la rue.

Comparaisons des réponses avec celles de 2015

Les questions posées en 2015 n'étaient pas tout à fait les mêmes qu'en 2018, mais néanmoins certaines comparaisons directes peuvent être faites. En 2015, la répartition de l'échantillon selon l'identité de genre était semblable. Les répondants des ressources de transition étaient, toutefois, majoritairement des femmes (54 %), contre 35 % en 2018. Cela pourrait tenir à une différence dans les proportions de questionnaires provenant de différentes ressources. En 2015, il n'y avait pas de question sur l'ascendance autochtone. Les Autochtones des Premières Nations, des Métis et des Inuits ensemble représentaient 10 % de l'échantillon. En excluant l'itinérance cachée, qui n'entrait pas dans ce calcul en 2015, la proportion est maintenant de 11 %. Les Inuits représentaient 41 % des répondants autochtones en 2015, contre 22 % cette fois-ci (excluant de nouveau l'itinérance cachée et les répondants d'ascendance autochtone). Le dénombrement de 2015 ne comptait pas de question sur l'orientation sexuelle et ne rapportait pas d'informations sur le statut au moment de l'arrivée au Canada.

Outaouais

Cette section présente les principaux résultats pour l'Outaouais. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous exposons aussi les résultats de la question propre à l'Outaouais.

Le tableau 45 montre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 45. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Outaouais

Type de lieu où la personne a passé la nuit									
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Autres ^a	Itinérance cachée	Donnée manquante	Total
Source du questionnaire	Hébergement d'urgence	–	–	38	–	–	–	–	38
	Ressource de transition	–	–	–	12	–	1	–	13
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	1	13	–	–	14
	Centre de jour	1	4	10	4	1	19	12	51
	Autres ^b	3	3	1	2	4	22	6	41
	Total	4	7	49	19	18	42	18	157

Notes :

^a Comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Quelques rares répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention ou dans un centre hospitalier.

^b Comprend les centres de crise, les banques alimentaires ainsi que les autres organismes qui n'ont pu être classés dans les autres catégories.

Le tableau 46 illustre le portrait sociodémographique des répondants de l'Outaouais, selon le type de lieu où ils ont passé la nuit. Une proportion importante des répondants s'identifiait comme autochtones (25 %), et particulièrement ceux en itinérance cachée (34 %).

Tableau 46. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Outaouais (début)

Genre	Hébergement d'urgence (n=47)	Itinérance cachée (n=41)	Total (n=151)
Femmes	17,0 %	29,3 %	27,8 %
Hommes	78,7 %	65,9 %	69,5 %
Autres identités de genre	4,3 %	4,9 %	2,7 %
Âge	Hébergement d'urgence (n=48)	Itinérance cachée (n=41)	Total (n=150)
Moins de 18 ans	0,0 %	0,0 %	0,7 %
18 à 29 ans	18,8 %	19,5 %	18,0 %
30 à 49 ans	43,8 %	58,5 %	45,3 %
50 à 64 ans	35,4 %	19,5 %	32,0 %
65 ans et plus	2,1 %	2,4 %	4,0 %
Identité autochtone	Hébergement d'urgence (n=45)	Itinérance cachée (n=41)	Total (n=144)
Non	77,8 %	65,9 %	75,0 %
Oui, Premières Nations	8,9 %	19,5 %	9,7 %
Oui, Inuit	8,9 %	0,0 %	2,1 %
Oui, Métis	2,2 %	7,3 %	6,3 %
Oui, ascendance autochtone	2,2 %	7,3 %	6,9 %

Tableau 46. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Outaouais (fin)

Orientation sexuelle	Hébergement d'urgence (n=48)	Itinérance cachée (n=40)	Total (n=150)
Hétérosexuelle	83,3 %	90,0 %	88,7 %
Homosexuelle	4,2 %	5,0 %	3,3 %
Bisexuelle	4,2 %	5,0 %	4,7 %
Autres	8,3 %	0,0 %	3,3 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Hébergement d'urgence (n=43)	Itinérance cachée (n=36)	Total (n=138)
Non	77,8 %	100,0 %	92,0 %
Oui, immigrant(e)	8,9 %	0,0 %	8,0 %
Oui, réfugié(e)	2,2 %	0,0 %	0,0 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	2,2 %	0,0 %	0,0 %

Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 45 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

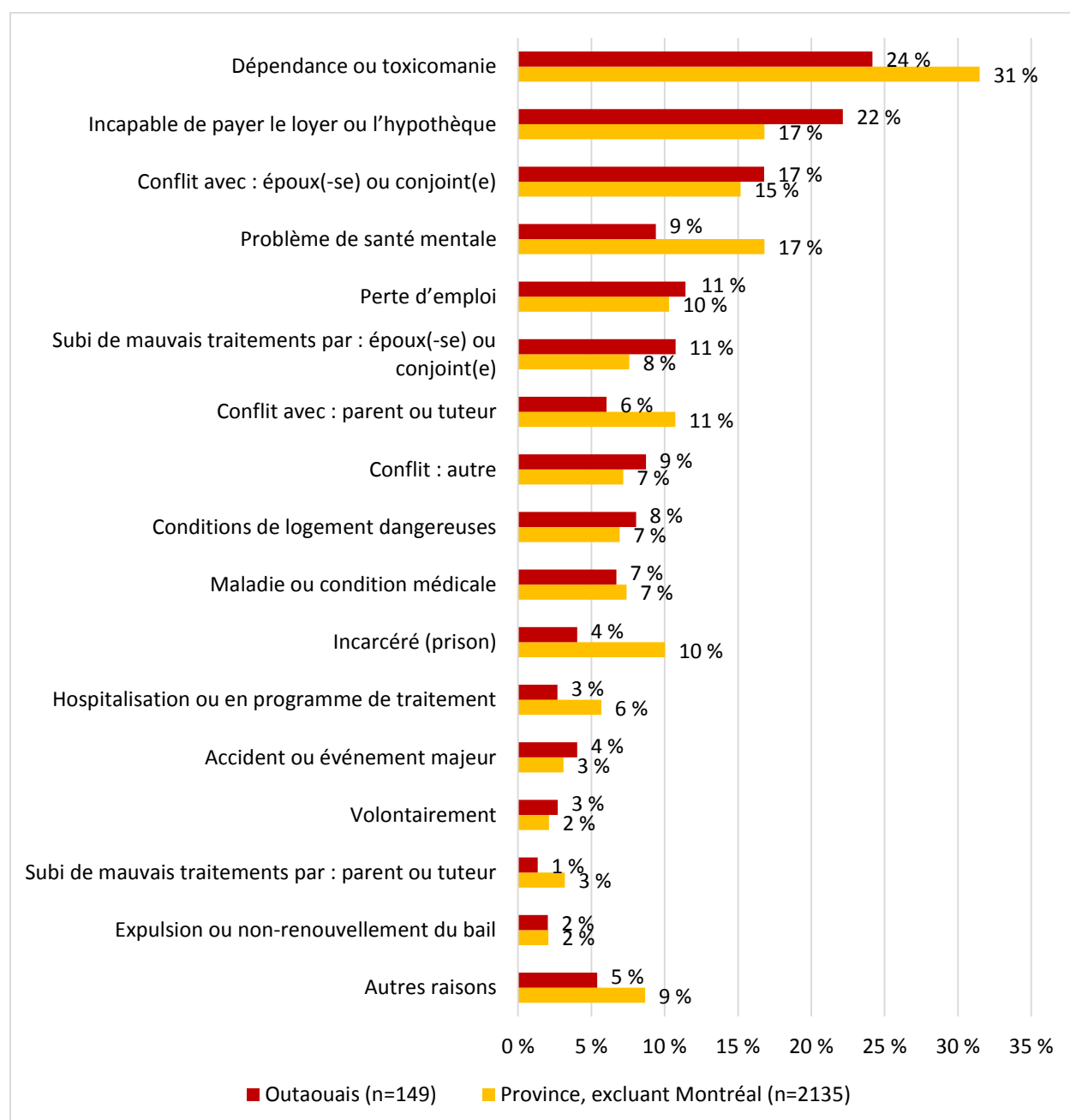
Parmi 150 répondants dans l'Outaouais²³, 15, y compris cinq hommes, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Parmi les 15 personnes, sept se trouvaient en itinérance cachée le soir du 24 avril et cinq dans un refuge pour femmes victimes de violence conjugale. De plus, une était présente dans une autre ressource de transition, une en hébergement d'urgence et une n'a pas indiqué dans quel type de lieu elle et ses enfants avaient passé la nuit du 24 avril.

Par ailleurs, parmi 148 répondants à la question, six personnes, toutes de sexe masculin, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes : trois se trouvaient en hébergement d'urgence le soir du 24 avril, une était dans un lieu extérieur caché, une dans un abri de fortune et une n'a pas révélé où elle avait passé la nuit. Aucune personne n'a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

²³ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

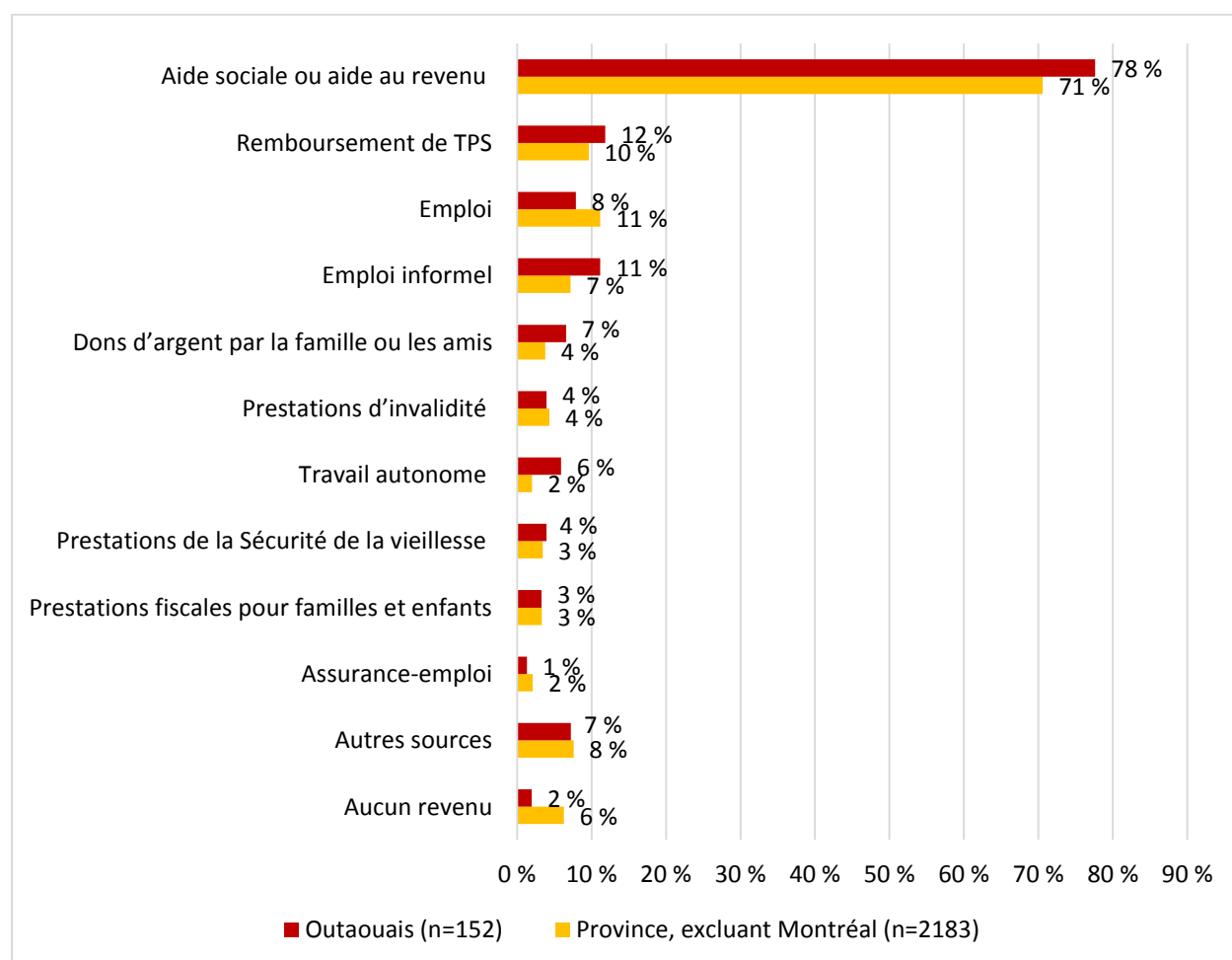
La figure 60 compare les raisons données de la perte de logement entre les répondants de l'Outaouais et ceux de l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. Les problèmes de dépendance ou de toxicomanie étaient moins souvent mentionnés que dans l'ensemble des régions excluant Montréal (24 %, contre 31 %), de même pour les problèmes de santé mentale (9 %, contre 17 %). À l'inverse, les répondants de l'Outaouais étaient proportionnellement un peu plus nombreux à évoquer l'incapacité à payer le loyer ou l'hypothèque (22 %, contre 17 %).

Figure 60. Raisons évoquées de la perte de logement – Outaouais



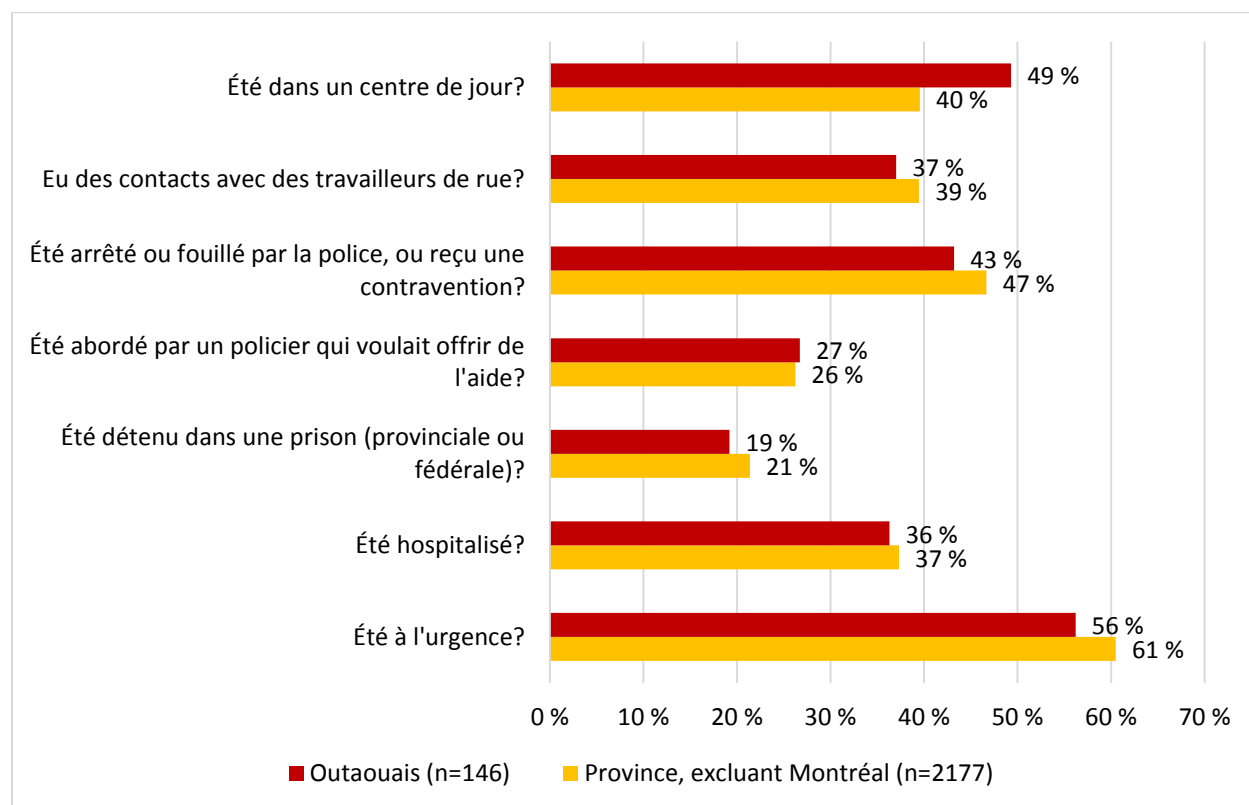
La figure 61 compare les proportions de différentes sources de revenu mentionnées par les répondants en Outaouais avec celles calculées pour les répondants de l'ensemble des régions excluant Montréal. Un pourcentage plus élevé des répondants en Outaouais rapportait recevoir des revenus d'aide sociale ou d'aide au revenu (78 %, contre 71 %) ainsi que d'un emploi informel (11 %, contre 7 %). Ils étaient en revanche moins nombreux en proportion à ne recevoir aucun revenu (2 %, contre 6 %).

Figure 61. Sources de revenu – Outaouais



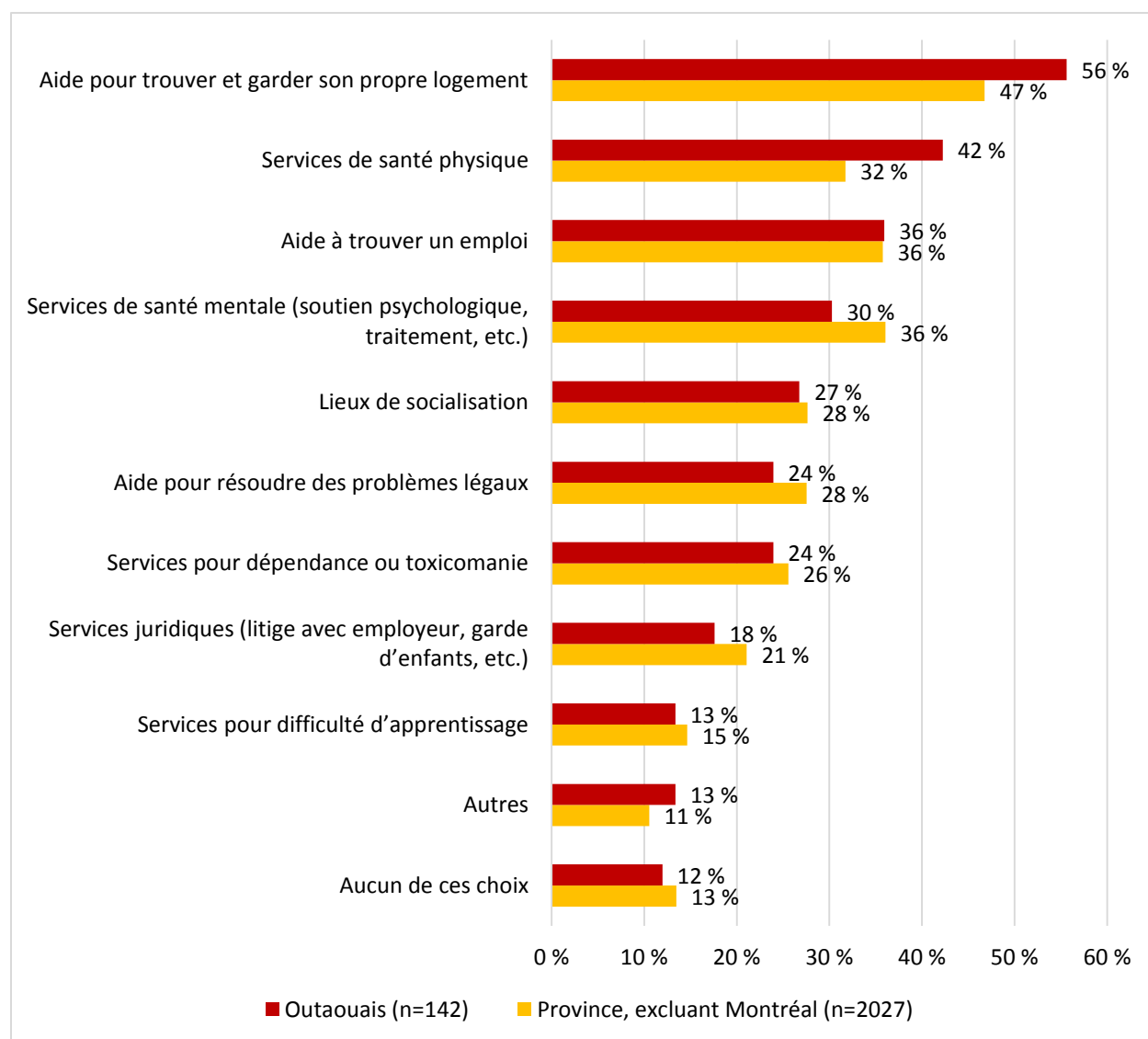
La figure 62 concerne les services utilisés au cours des 12 derniers mois. La différence la plus notable entre le profil des répondants de l'Outaouais et celui des répondants de l'ensemble des régions excluant Montréal se situe sur le plan de l'utilisation des centres de jour : la moitié des répondants (49 %) rapporte en avoir utilisé un au cours de l'année précédente, contre 40 %.

Figure 62. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Outaouais



La figure 63 se rapporte aux services souhaités par les répondants. Les répondants de l'Outaouais étaient proportionnellement plus nombreux à souhaiter de l'aide pour trouver ou garder son propre logement (56 %, contre 47 %) ou des services de santé physique (42 %, contre 32 %). Ils étaient par ailleurs moins nombreux en proportion à souhaiter des services de santé mentale (30 %, contre 36 %).

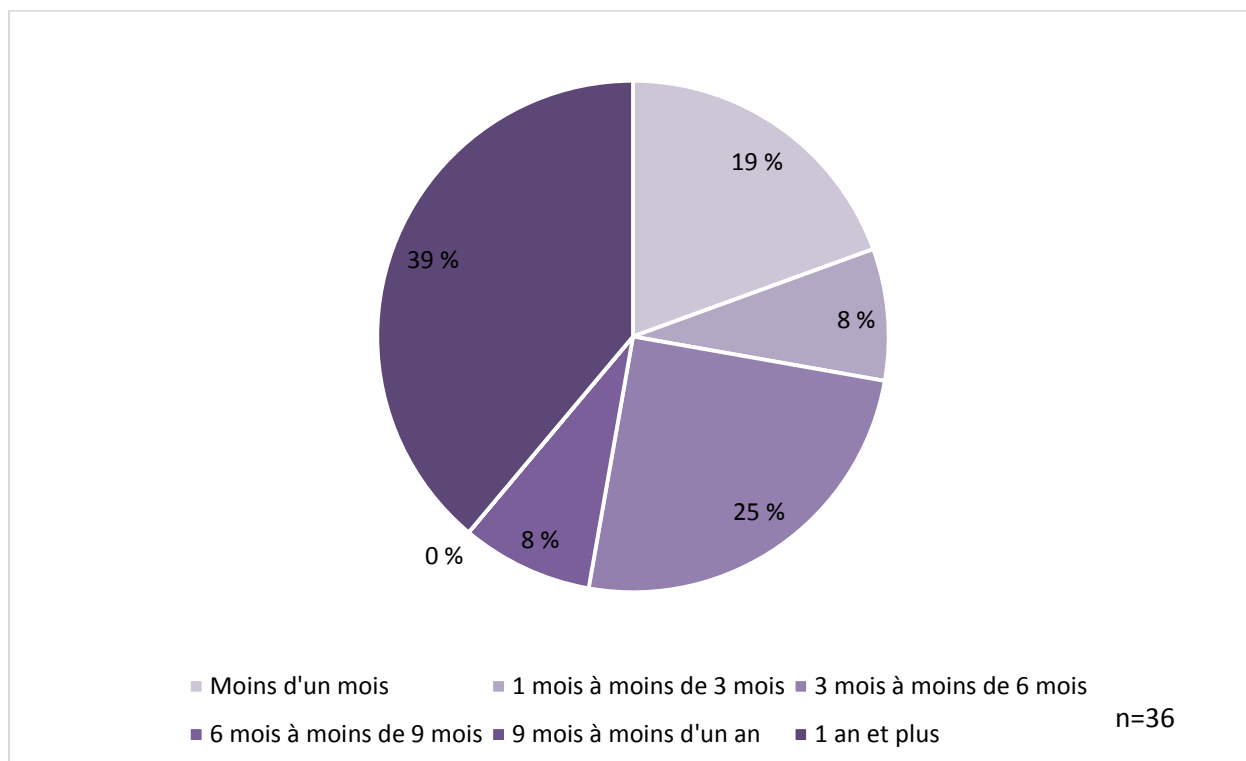
Figure 63. Services souhaités – Outaouais



Note : Parmi les autres services souhaités, l'accès à un médecin, à des soins dentaires, à des services alimentaires et à l'Internet a été mentionné. On souhaiterait aussi avoir accès à l'aide sociale, ou avoir le soutien pour en faire la demande, ainsi que du soutien dans la gestion du budget.

À la question « Avez-vous déjà utilisé des refuges d'urgence à Ottawa? », 25 % des répondants ont affirmé que oui. Par la suite, une question complémentaire portait sur le temps écoulé depuis la dernière fois qu'ils avaient utilisé ce service (pour ceux qui l'avaient utilisé). La figure 64 ci-dessous présente la répartition de cette durée. Une bonne partie de ces répondants, soit 39 %, n'avaient pas utilisé ces services au cours de la dernière année. Seul le quart des répondants les avait utilisés il y a moins de 3 mois (27 %, soit 19 % pour moins d'un mois et 8 % pour 1 mois à moins de 3 mois).

Figure 64. Durée depuis la dernière utilisation d'un refuge à Ottawa



Chaudière-Appalaches

Cette section présente les principaux résultats pour la région Chaudière-Appalaches. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous montrons aussi les résultats de la question propre à cette région.

Le tableau 47 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 47. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Chaudière-Appalaches

Source du questionnaire	Lieu où la personne a passé la nuit					Total
	Ressource de transition	Itinérance cachée	Centre de thérapie	Donnée manquante		
Lieu extérieur	1	1	–	4	6	
Ressource de transition	72	7	–	2	81	
Organisme mixte ^a	13	–	–	1	14	
Centre de thérapie	29	1	4	–	34	
Centre de jour	–	3	–	–	3	
Travailleurs de rue	–	–	–	4	4	
Autres ^b	–	9	–	1	10	
Total	115	21	4	12	152	

Notes :

^a Ressource offrant à la fois de l'hébergement d'urgence et de transition.

^b Comprend notamment une banque alimentaire ainsi que d'autres questionnaires qui n'ont pu être classés dans une des autres catégories.

Le tableau 48 présente des données sociodémographiques sur les répondants de la région, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit. Une proportion relativement élevée des répondants (40 %) se désignait comme de genre féminin, surtout en itinérance cachée (52 %). Les répondants en itinérance cachée étaient plus âgés que ceux dans les ressources de transition. Autrement, aucune différence notable entre les répondants des deux groupes n'était observable.

Tableau 48. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Chaudière-Appalaches

Genre	Ressources de transition (n=115)	Itinérance cachée (n=21)	Total (n=152)
Femmes	39,1 %	52,4 %	39,5 %
Hommes	60,0 %	47,6 %	59,9 %
Autres identités de genre	0,9 %	0,0 %	0,7 %
Âge	Ressources de transition (n=115)	Itinérance cachée (n=21)	Total (n=152)
Moins de 18 ans	2,6 %	0,0 %	3,3 %
18 à 29 ans	42,6 %	14,3 %	38,2 %
30 à 49 ans	29,6 %	47,6 %	33,6 %
50 à 64 ans	23,5 %	33,3 %	22,4 %
65 ans et plus	1,7 %	4,8 %	2,6 %
Identité autochtone	Ressources de transition (n=113)	Itinérance cachée (n=20)	Total (n=149)
Non	95,6 %	95,0 %	94,6 %
Oui, Premières Nations	2,7 %	0,0 %	2,7 %
Oui, Inuit	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Oui, Métis	0,0 %	0,0 %	0,7 %
Oui, ascendance autochtone	1,8 %	5,0 %	2,0 %
Orientation sexuelle	Ressources de transition (n=113)	Itinérance cachée (n=21)	Total (n=149)
Hétérosexuelle	90,3 %	95,2 %	91,3 %
Homosexuelle	4,4 %	4,8 %	4,0 %
Bisexuelle	4,4 %	0,0 %	4,0 %
Autres	0,9 %	0,0 %	0,7 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Ressources de transition (n=114)	Itinérance cachée (n=19)	Total (n=149)
Non	95,6 %	100,0 %	96,6 %
Oui, immigrant(e)	4,4 %	0,0 %	3,4 %

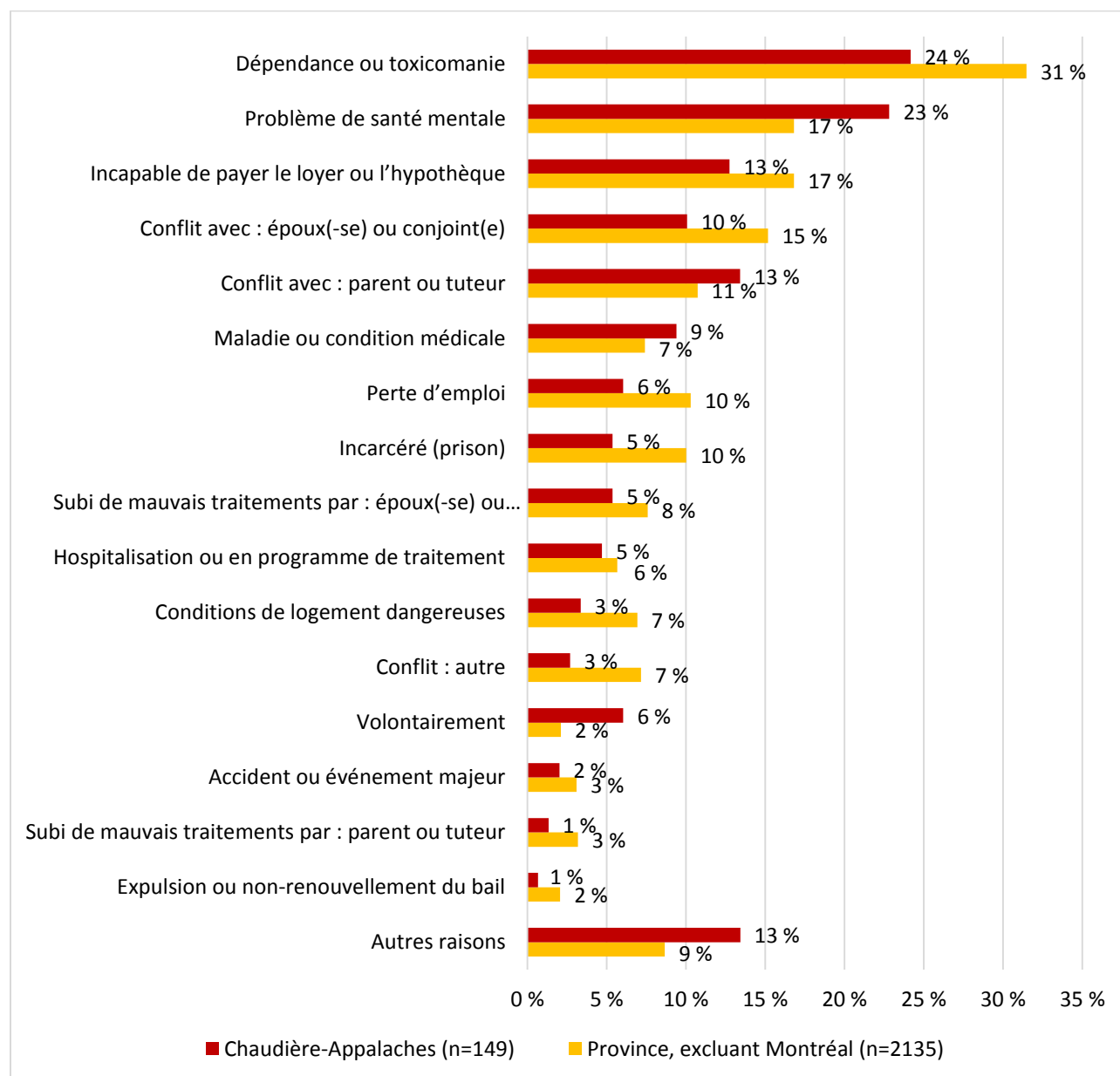
Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 47 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

Parmi 147 répondants en Chaudière-Appalaches²⁴, 12, tous de sexe féminin, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Parmi les 12 femmes, 11 se trouvaient dans une ressource de transition le soir du 24 avril et une en itinérance cachée.

Par ailleurs, parmi 149 répondants à la question, cinq personnes, toutes de sexe masculin, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes : quatre se trouvaient dans une ressource de transition le soir du 24 avril et une n'a pas révélé où elle avait passé la nuit. Une personne, qui avait passé la nuit dans une ressource de transition, a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

La figure 65 présente les raisons évoquées de la perte de logement en comparant les résultats de Chaudière-Appalaches avec ceux de l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. Ici, des différences entre les deux groupes sont assez apparentes. En particulier, les répondants de Chaudière-Appalaches étaient un peu moins nombreux en proportion à indiquer des problèmes de dépendance ou de toxicomanie que ceux de l'ensemble des autres régions excluant Montréal (24 %, contre 31 %). À l'inverse, ils étaient proportionnellement plus nombreux à mentionner des problèmes de santé mentale (23 %, contre 17 %).

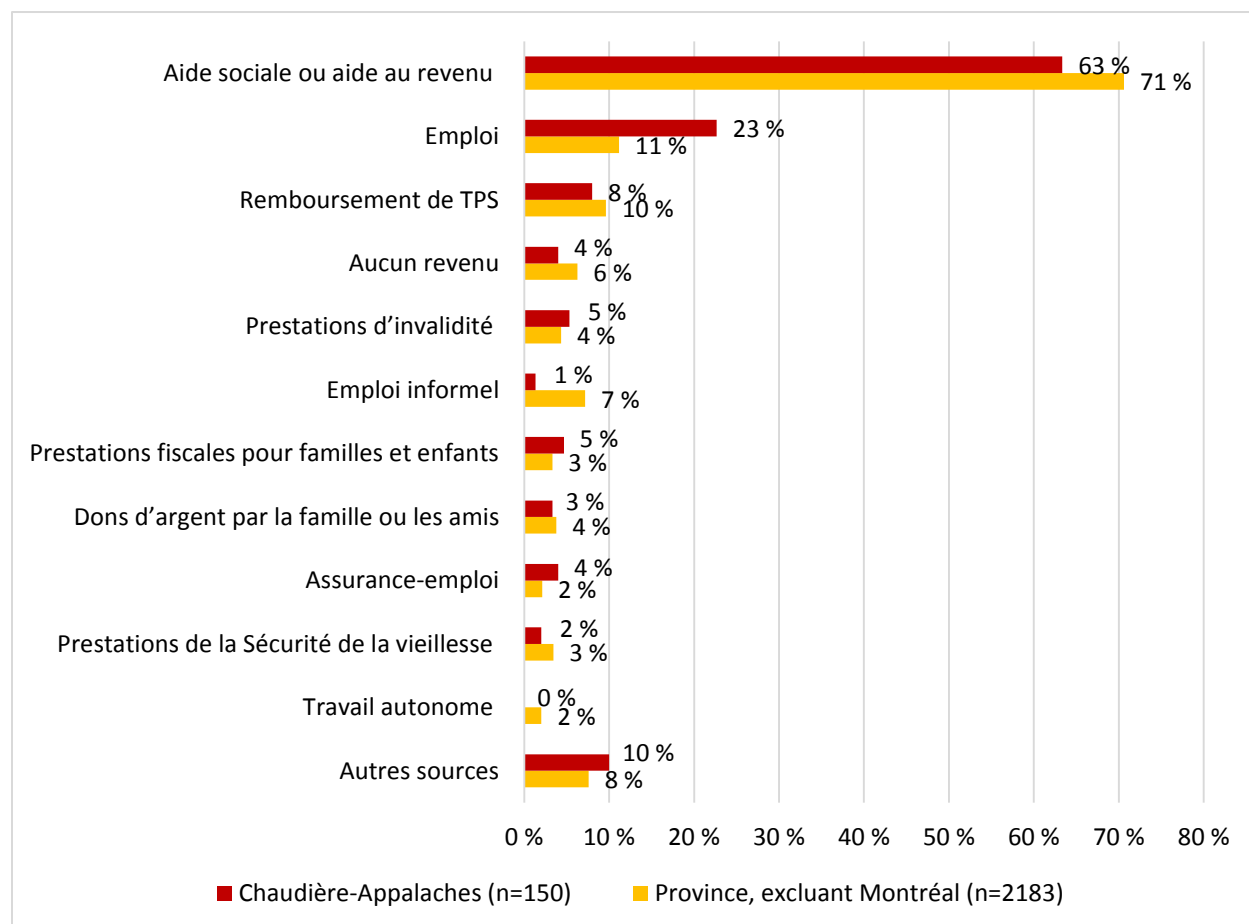
²⁴ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du n et du calcul des pourcentages.

Figure 65. Raisons évoquées de la perte de logement – Chaudière-Appalaches

Note : Parmi les autres raisons mentionnées de la perte de logement se trouvent notamment le désir d'autonomie et les règles du logement antérieur.

La figure 66 concerne les sources de revenu. En Chaudière-Appalaches, près du quart des répondants (23 %) recevaient des revenus d'un emploi, une proportion plus de deux fois plus élevée que pour l'ensemble des répondants du Québec excluant Montréal. Bien que cela soit demeuré le revenu principal des répondants, ils étaient aussi proportionnellement moins nombreux à recevoir des revenus de l'aide sociale (63 %, contre 71 %).

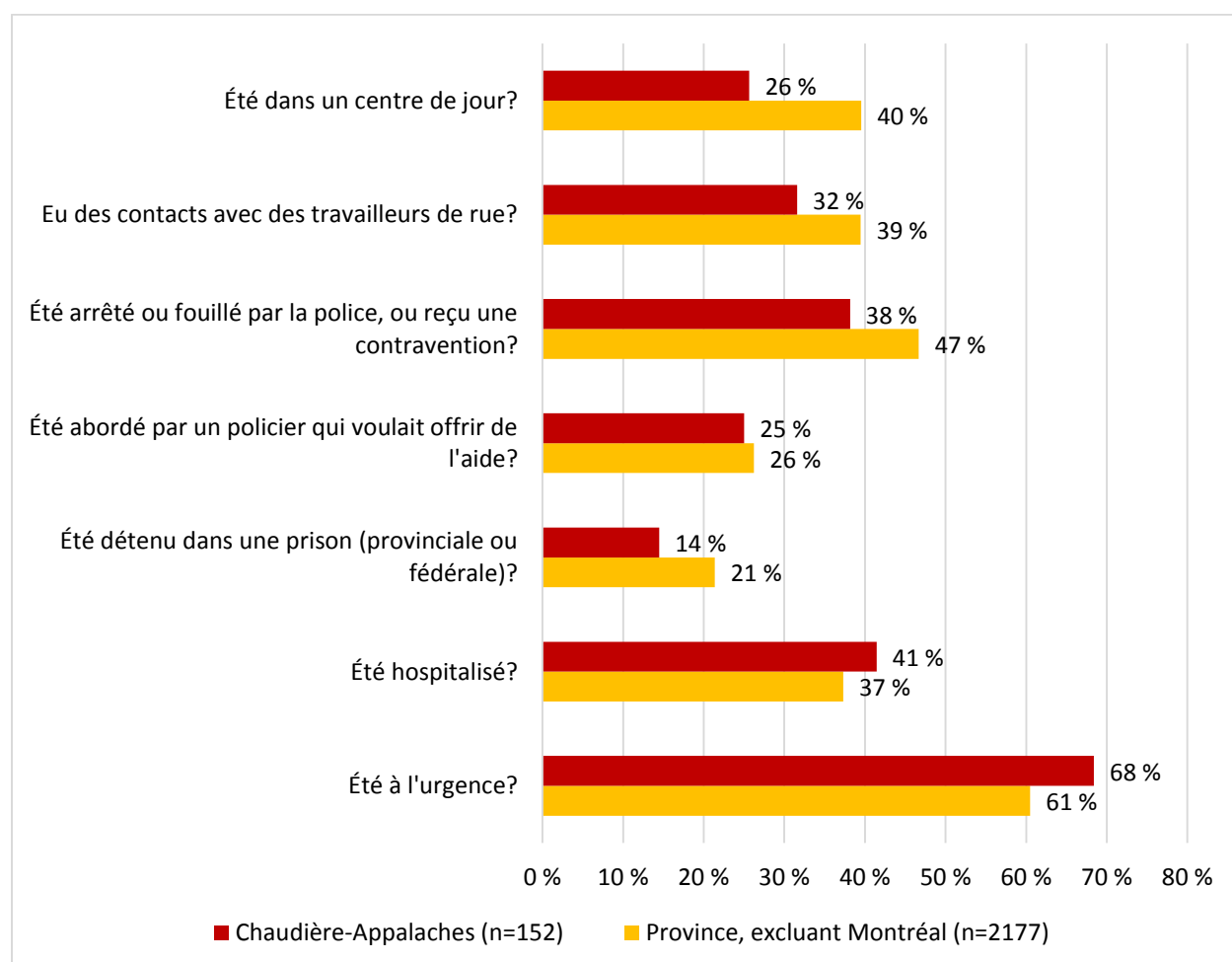
Figure 66. Sources de revenu – Chaudière-Appalaches



Note : Parmi les autres sources de revenu nommées, on trouve notamment l'aide financière aux études ainsi que la pension alimentaire.

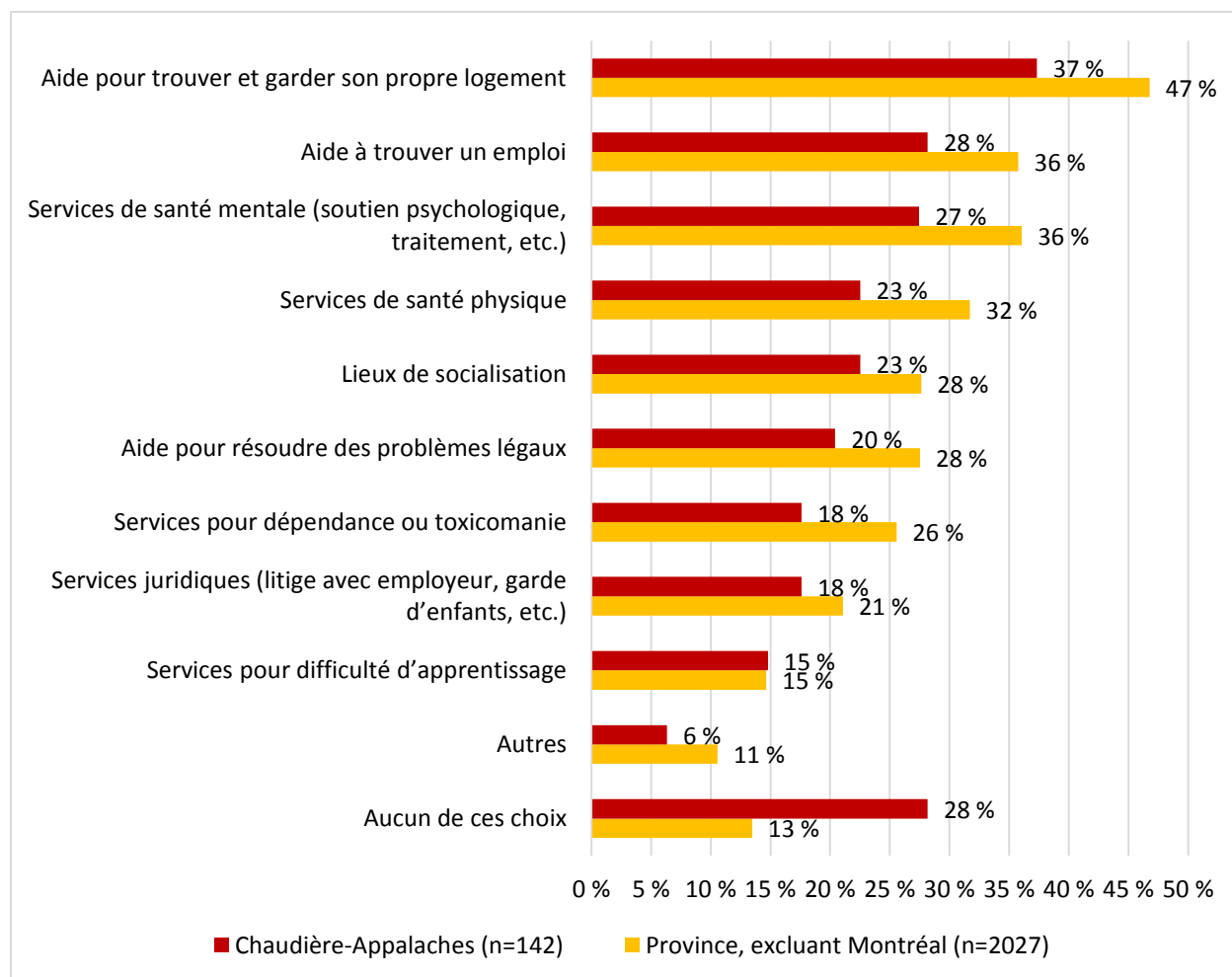
La figure 67 illustre les services utilisés au cours des 12 derniers mois. Les répondants de Chaudière-Appalaches étaient en général proportionnellement moins nombreux ou aussi nombreux à utiliser les services mentionnés que les répondants de l'ensemble des régions excluant Montréal. Toutefois, 68 %, contre 61 %, rapportaient avoir été à l'urgence durant cette période. En cohérence avec ce résultat, une différence dans la même direction, mais plus faible, émergeait pour les hospitalisations : 41 %, contre 37 %.

Figure 67. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Chaudière-Appalaches



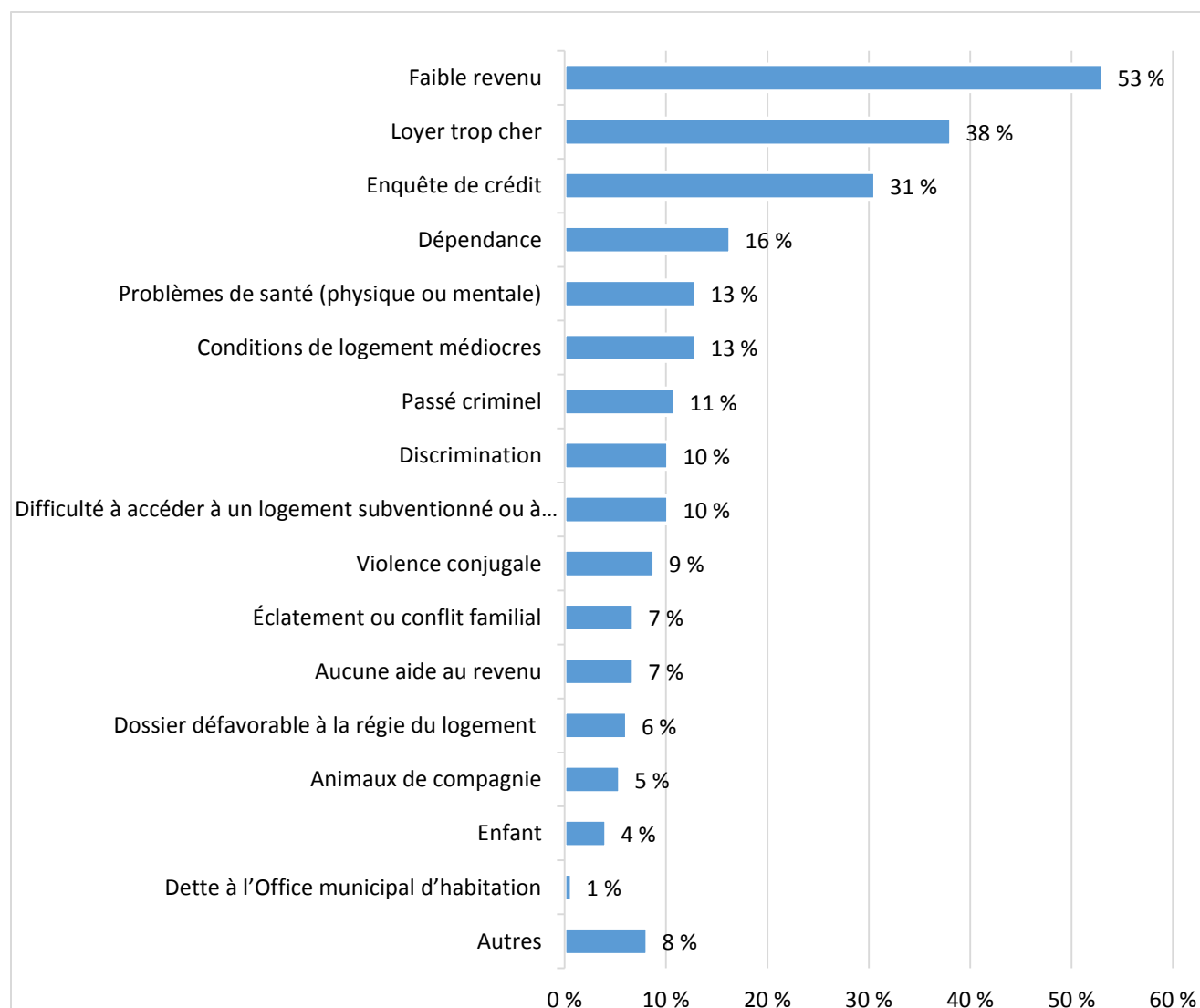
La figure 68 compare les proportions de répondants de la région qui exprimaient le souhait de recevoir divers services au cours des six prochains mois avec celles de l'ensemble des régions excluant Montréal. De façon générale, les répondants étaient moins nombreux en proportion à souhaiter l'ensemble des services proposés, et une proportion nettement plus grande indiquait n'avoir besoin d'aucun service parmi ceux qui avaient été proposés (28 %, contre 13 %).

Figure 68. Services souhaités – Chaudière-Appalaches



La figure 69 a trait aux défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable – il s’agit de la question spécifique choisie par cette région. Les deux principaux défis évoqués étaient le faible revenu (53 %) et le loyer trop cher (38 %). Les répondants ont aussi été nombreux à citer comme problème les enquêtes de crédit (31 %).

Figure 69. Défis ou problèmes rencontrés par les répondants dans leur recherche de logement stable



Laval

Cette section présente les principaux résultats pour Laval. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous montrons aussi les résultats de la question propre à cette région.

Le tableau 49 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 49. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Laval

		Type de lieu où la personne a passé la nuit						
		Lieu extérieur	Ressource de transition	Organisme mixte ^a	Autres ^b	Itinérance cachée	Donnée manquante	Total
Source du questionnaire	Lieu extérieur	1	3	–	1	2	5	12
	Ressource de transition	–	34	–	–	1	–	35
	Organisme mixte ^a	–	–	50	–	–	–	50
	Centre de thérapie	–	–	–	18	–	–	18
	Centre de jour	1	–	–	1	9	8	19
	Travailleurs de rue	–	–	–	–	–	4	4
	Banque alimentaire	–	–	–	–	–	8	8
	Total	2	37	50	20	12	25	146

Notes :

^a Il s'agit d'un organisme qui offre des services à la fois d'hébergement d'urgence et de transition.

^b Comprend les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Quelques rares répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un centre hospitalier.

Le tableau 50 fournit certaines données sociodémographiques. Seuls les répondants des ressources de transition sont présentés à part.

Tableau 50. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Laval

Genre	Ressources de transition (n=36)	Total (n=137)
Femmes	44,4 %	30,7 %
Hommes	50,0 %	67,2 %
Autres identités de genre	5,6 %	2,2 %
Âge	Ressources de transition (n=37)	Total (n=133)
Moins de 18 ans	2,7 %	0,8 %
18 à 29 ans	70,3 %	30,1 %
30 à 49 ans	16,2 %	45,1 %
50 à 64 ans	8,1 %	21,1 %
65 ans et plus	2,7 %	3,0 %
Identité autochtone	Ressources de transition (n=36)	Total (n=134)
Non	91,7 %	91,0 %
Oui, Premières Nations	0,0 %	2,2 %
Oui, ascendance autochtone	8,3 %	6,7 %
Orientation sexuelle	Ressources de transition (n=33)	Total (n=130)
Hétérosexuelle	72,7 %	90,0 %
Homosexuelle	0,0 %	0,0 %
Bisexuelle	24,2 %	6,9 %
Autres	3,0 %	3,1 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Ressources de transition (n=36)	Total (n=134)
Non	94,4 %	91,8 %
Oui, immigrant(e)	5,6 %	6,0 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	1,5 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	0,0 %	0,8 %

Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 49 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

Les femmes représentaient une plus grande proportion des résidents des ressources de transition que de la population itinérante en général. Les jeunes de 18 à 29 ans se trouvaient aussi en plus grand nombre dans les ressources de transition (70 %, contre 30 % pour l'ensemble des répondants de la région). On y observait aussi une importante proportion de personnes bisexuelles (24 %, contre 7 % pour l'ensemble des répondants de la région).

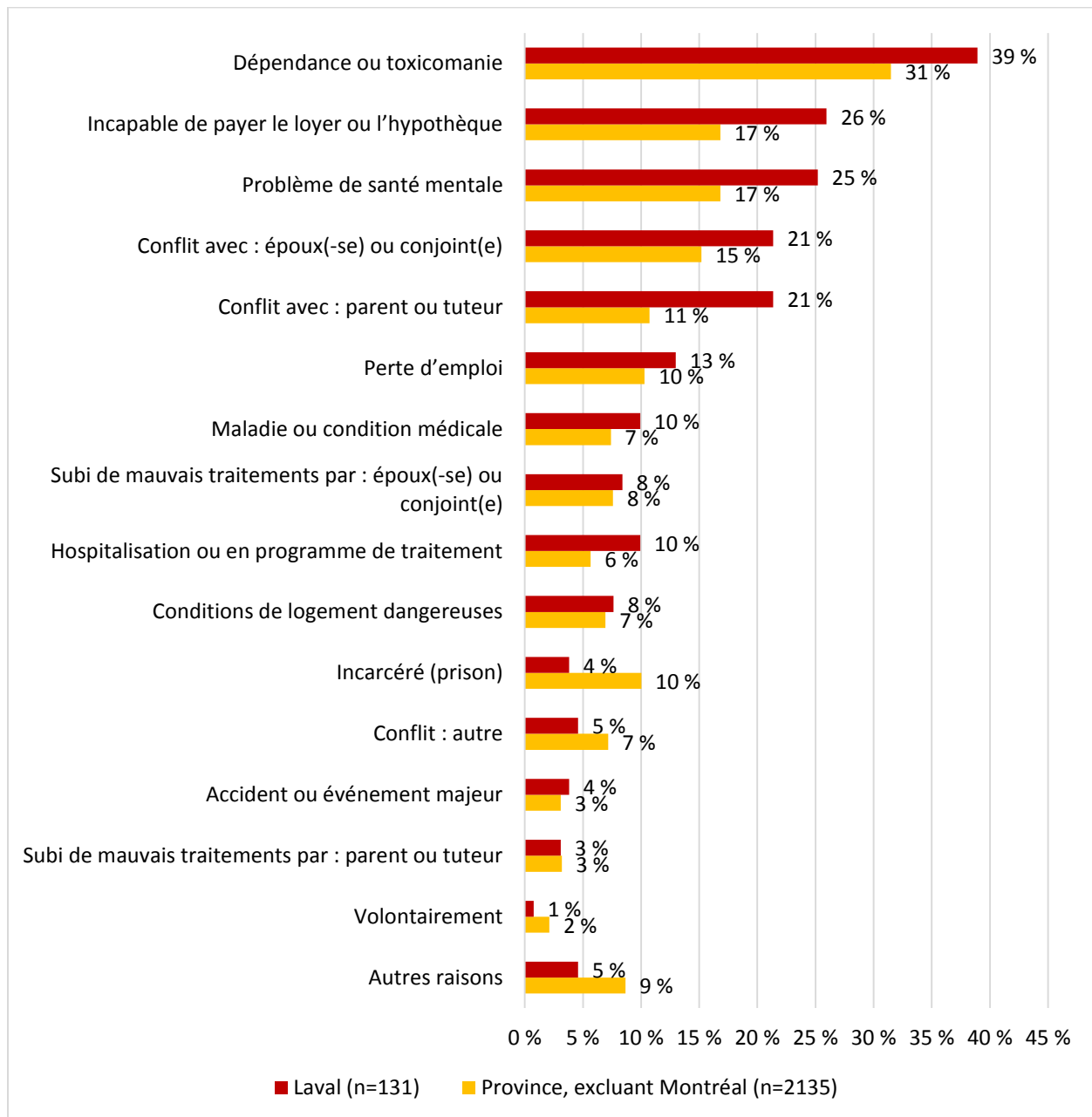
Parmi 137 répondants à Laval²⁵, six, dont deux hommes, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Les deux hommes et une femme se trouvaient dans un organisme offrant des services à la fois d'hébergement d'urgence et de transition. De plus, une femme était présente dans un centre de thérapie, une dans une ressource de transition et une, rencontrée à l'extérieur, n'a pas indiqué où elle allait passer la nuit.

Parmi 136 répondants à Laval, cinq personnes, dont une femme, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes : une se trouvait dans un organisme mixte, une dans une ressource de transition, une en itinérance cachée et les deux autres n'ont pas indiqué où elles avaient passé la nuit du 24 avril. Une personne, qui avait passé la nuit dans une ressource de transition, a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

La figure 70 présente les raisons évoquées de la perte de logement en comparant les résultats de Laval avec ceux de l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. La raison principale, rapportée par 39 % des répondants de Laval (contre 31 %), correspond aux problèmes de dépendance ou de toxicomanie. L'incapacité à payer le loyer ou l'hypothèque (26 %, contre 17 %), les problèmes de santé mentale (25 %, contre 17 %), les conflits avec l'époux ou l'épouse ou le conjoint ou la conjointe (21 %, contre 15 %) ainsi qu'avec les parents ou les tuteurs (21 %, contre 11 %) étaient aussi toutes des raisons importantes citées par ces répondants.

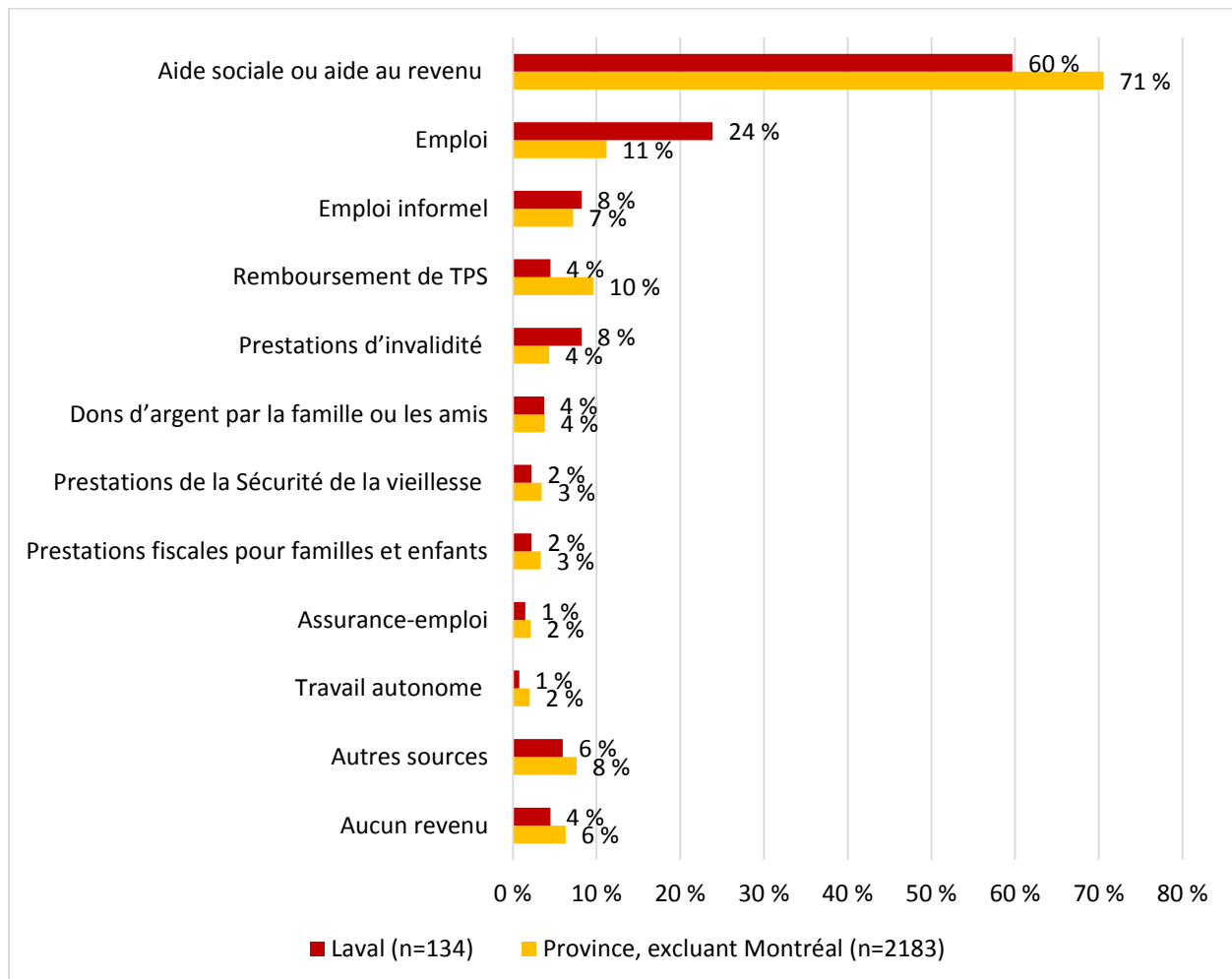
²⁵ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

Figure 70. Raisons évoquées de la perte de logement – Laval



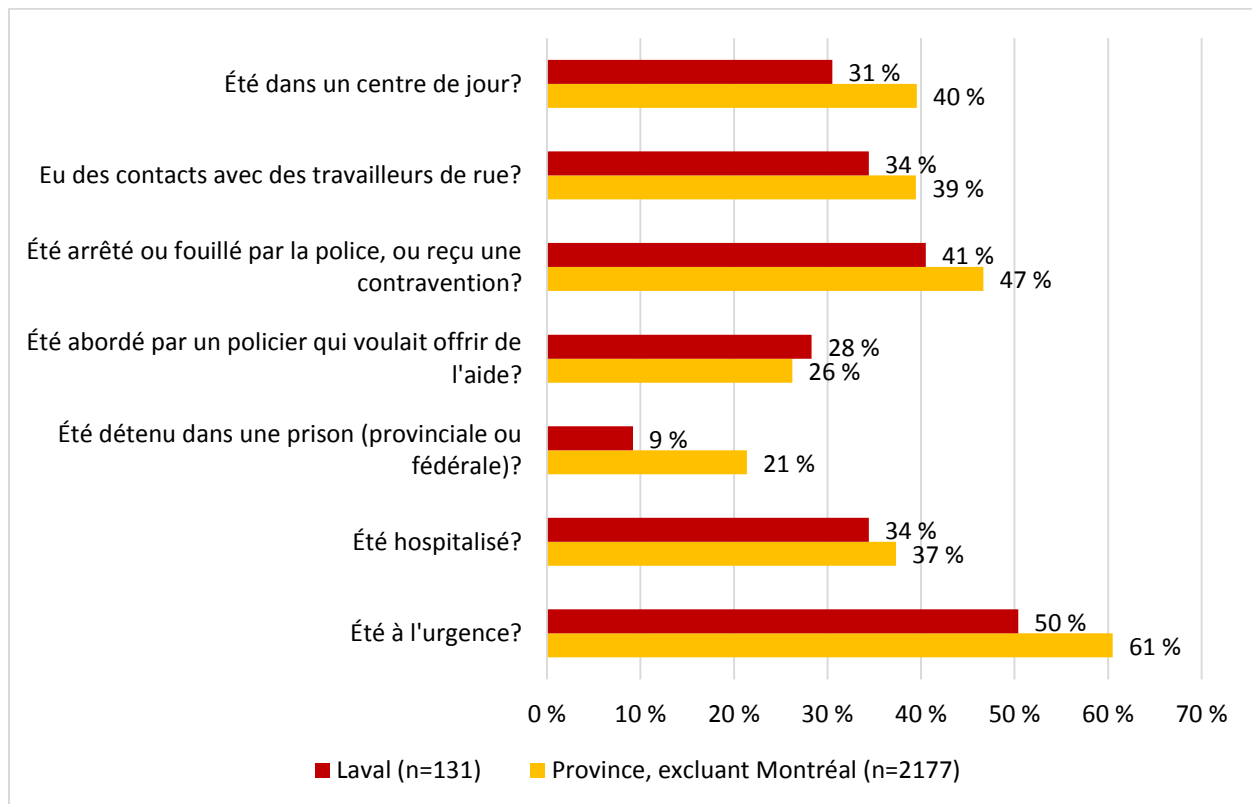
La figure 71 représente les sources de revenu des répondants. Bien qu'il s'agisse de la source de revenu majoritaire des répondants de Laval, seulement 60 % d'entre eux rapportaient toucher des revenus de l'aide sociale, contre 71 % pour l'ensemble des autres régions excluant Montréal. Les répondants lavallois étaient deux fois plus nombreux en proportion que l'ensemble de la province à recevoir des revenus d'un emploi (24 %, contre 11 %), ce qui constitue la source de revenu perçue par la deuxième plus grande proportion des répondants de la région.

Figure 71. Sources de revenu – Laval



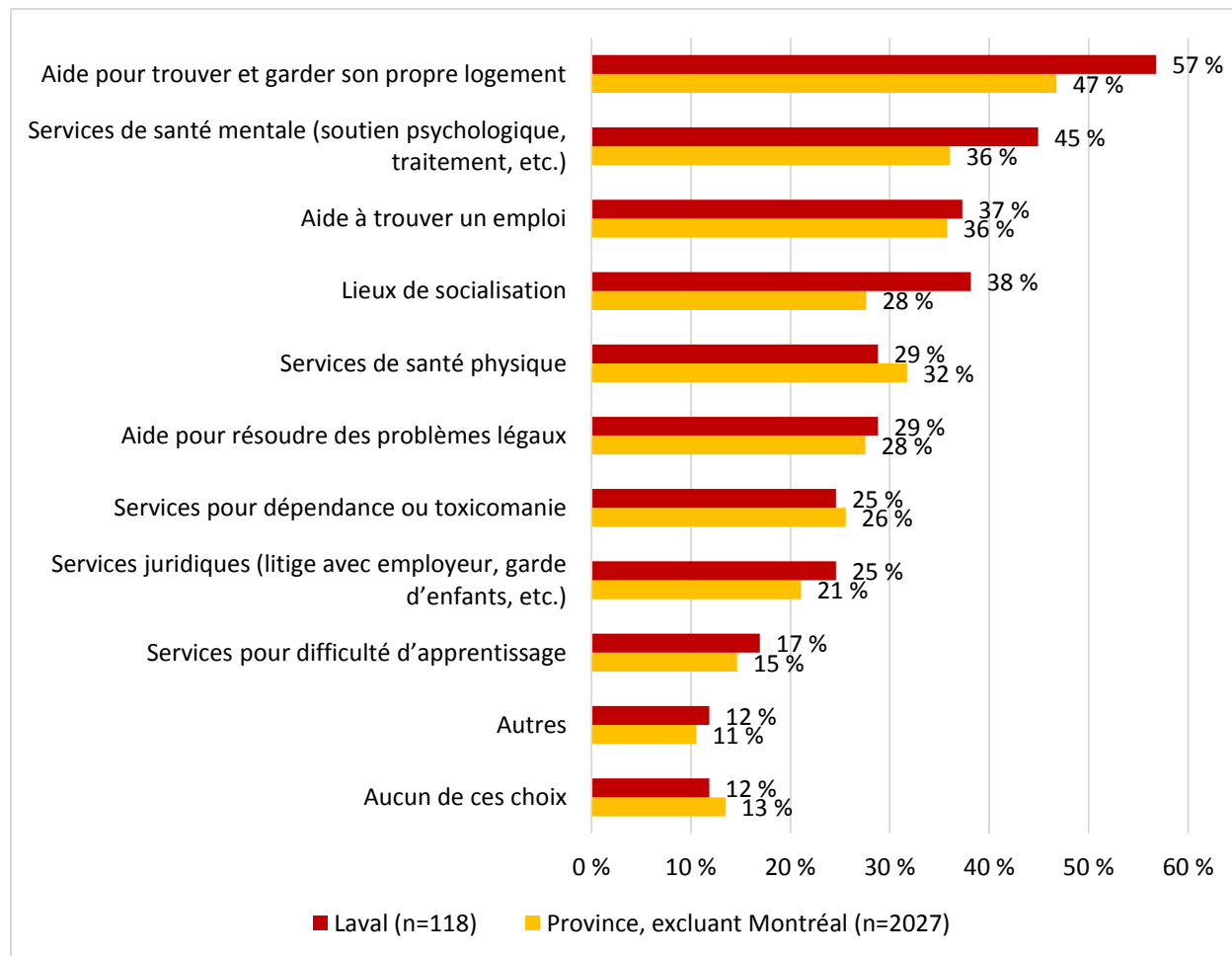
La figure 72 montre les services utilisés au cours des 12 derniers mois en comparant le profil des répondants lavallois avec ceux de l'ensemble des régions excluant Montréal. En général, les répondants de la région étaient moins nombreux en proportion à rapporter avoir utilisé les services mentionnés que ceux de l'ensemble des autres régions que Montréal. Les différences les plus importantes ont été observées sur le plan de l'incarcération (9 %, contre 21 %) et de l'utilisation de l'urgence (50 %, contre 61 %).

Figure 72. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Laval



La figure 73 présente les services souhaités. Le profil des répondants de Laval se distingue nettement de celui de l'ensemble des régions excluant Montréal sur trois services en particulier. Les répondants lavallois étaient proportionnellement plus nombreux à souhaiter de l'aide pour trouver ou garder leur logement (57 %, contre 47 %), des services de santé mentale (45 %, contre 36 %) ou des lieux de socialisation (38 %, contre 28 %).

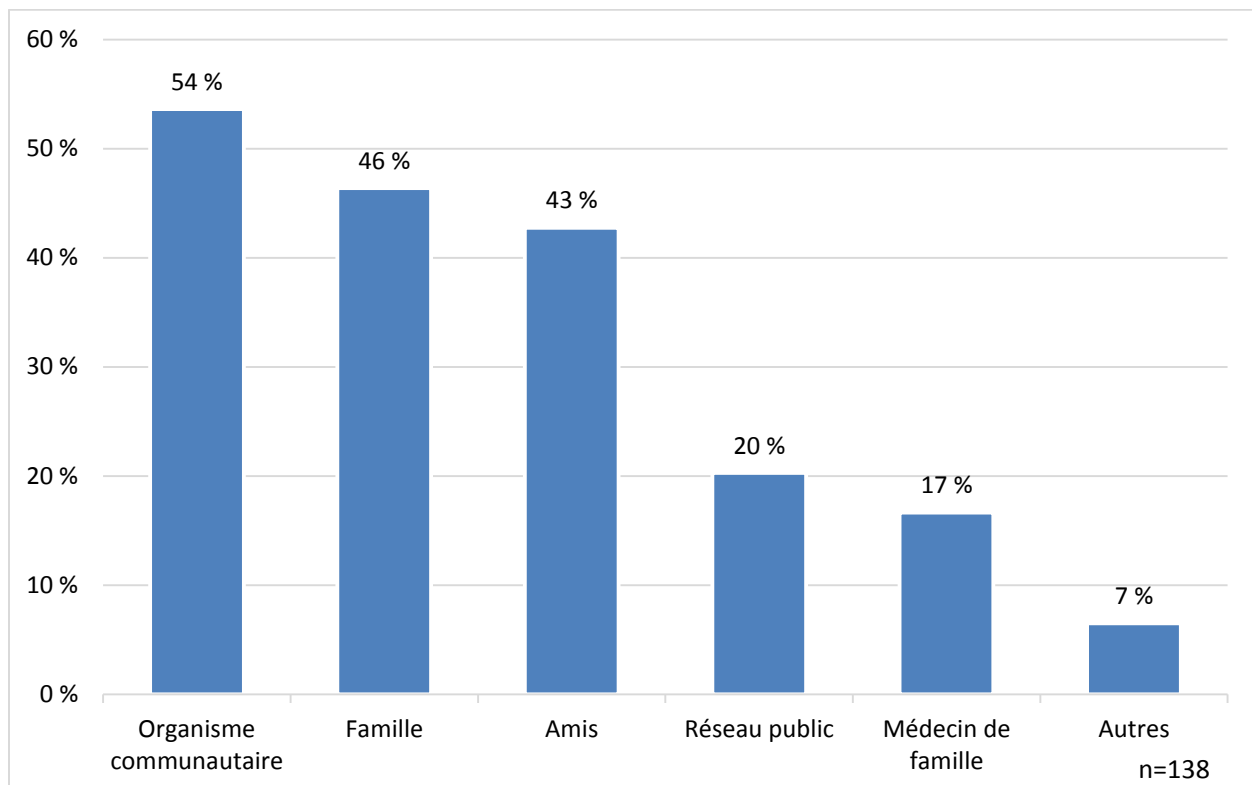
Figure 73. Services souhaités – Laval



Note : Les autres services souhaités étaient très diversifiés. Ils incluent, par exemple : une subvention pour retourner à l'école, un meilleur accès à des activités sportives, plus de maisons d'hébergement, l'accès à une équipe en itinérance.

La région de Laval avait ajouté une question spécifique demandant aux répondants : « Sur qui pouvez-vous compter lors d'une situation d'urgence ou de détresse? ». La figure 74 présente les réponses à cette question. Il s'est avéré que 54 % des répondants estimaient pouvoir compter sur des organismes communautaires, ce qui constituait la réponse la plus courante. La famille et les amis venaient ensuite, avec respectivement 46 % et 43 % des répondants.

Figure 74. Personnes ou organismes sur lesquels les répondants estimaient pouvoir compter en situation d'urgence ou de détresse



Lanaudière

Cette section présente les principaux résultats pour Lanaudière. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous montrons aussi les résultats de la question propre à cette région.

Le tableau 51 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 51. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Lanaudière

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Itinérance cachée	Autres ^a	Donnée manquante	Total	
Source du questionnaire	Hébergement d'urgence	2	–	34	–	–	1	2	39	
	Ressource de transition	–	–	–	34	1	1	–	36	
	Centre de thérapie	–	–	–	–	–	33	–	33	
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	–	–	9	–	9	
	Centre de jour	1	2	1	5	20	2	12	43	
	Travailleurs de rue	1	–	–	2	1	–	2	6	
	Autres	–	1	–	–	15	–	1	17	
	Total	4	3	35	41	37	46	17	183	

Note :

^a Comprend les refuges pour femmes victimes de violence conjugale, les centres de thérapie et les centres de réadaptation en dépendance. Quelques rares répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un établissement de détention.

Parmi 166 répondants à Lanaudière²⁶, neuf, dont un homme et une personne avec une identité de genre autre, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants : quatre personnes se trouvaient dans un refuge pour femmes victimes de violence conjugale, deux en ressource d'hébergement temporaire, une en itinérance cachée et les deux autres n'ont pas indiqué où elles avaient l'intention de passer la nuit.

Par ailleurs, parmi 178 répondants à la question, trois personnes, toutes de sexe masculin, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes : une se trouvait dans un hôtel ou motel, une en ressource de transition et une dans un centre de thérapie. Aucune personne n'a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

Le tableau 52 rapporte les données sociodémographiques des répondants de la région, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit. Les femmes se trouvaient en plus grande proportion en hébergement d'urgence. Les répondants des ressources de transition tendaient à être plus jeunes, près de 90 % d'entre eux ayant moins de 30 ans. Les Autochtones étaient proportionnellement plus nombreux en itinérance cachée, où 14 % des répondants s'identifiaient comme membre des Premières Nations et 3 % comme Métis.

²⁶ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

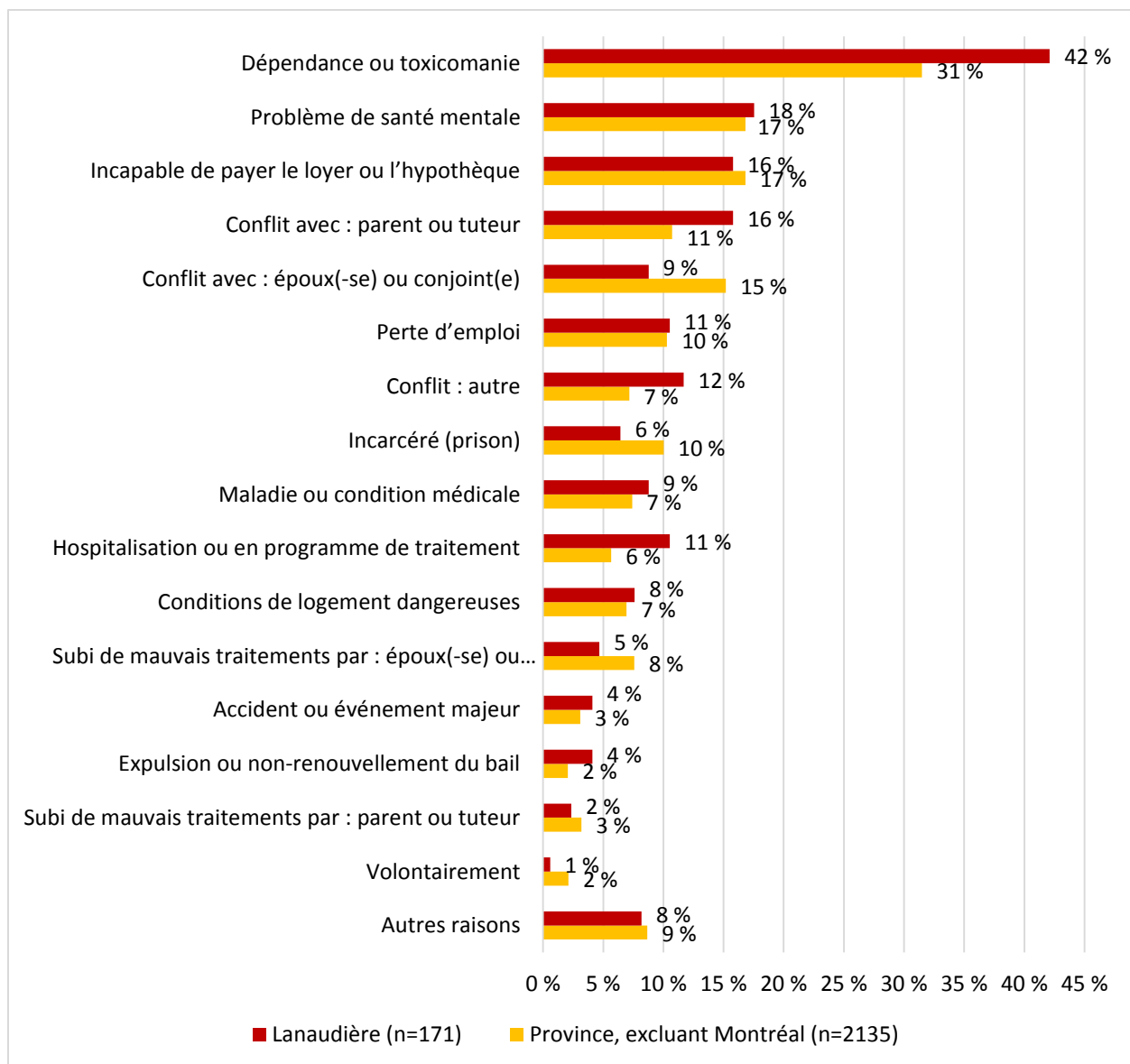
Tableau 52. Données sociodémographiques, selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Lanaudière

Genre	Hébergement d'urgence (n=35)	Ressources de transition (n=40)	Itinérance cachée (n=35)	Total (n=176)
Femmes	25,7 %	12,5 %	22,9 %	23,3 %
Hommes	74,3 %	87,5 %	77,1 %	75,0 %
Autres identités de genre	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,7 %
Âge	Hébergement d'urgence (n=35)	Ressources de transition (n=41)	Itinérance cachée (n=37)	Total (n=179)
Moins de 18 ans	0,0 %	22,0 %	2,7 %	5,6 %
18 à 29 ans	11,4 %	65,9 %	32,4 %	35,8 %
30 à 49 ans	45,7 %	9,8 %	40,5 %	38,0 %
50 à 64 ans	37,1 %	2,4 %	21,6 %	18,4 %
65 ans et plus	5,7 %	0,0 %	2,7 %	2,2 %
Identité autochtone	Hébergement d'urgence (n=34)	Ressources de transition (n=40)	Itinérance cachée (n=37)	Total (n=179)
Non	91,2 %	95,0 %	73,0 %	83,8 %
Oui, Premières Nations	0,0 %	5,0 %	13,5 %	7,8 %
Oui, Inuit	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Oui, Métis	0,0 %	0,0 %	2,7 %	1,7 %
Oui, ascendance autochtone	8,8 %	0,0 %	10,8 %	6,7 %
Orientation sexuelle	Hébergement d'urgence (n=33)	Ressources de transition (n=40)	Itinérance cachée (n=31)	Total (n=164)
Hétérosexuelle	90,9 %	85,0 %	80,7 %	85,4 %
Homosexuelle	6,1 %	5,0 %	6,5 %	6,1 %
Bisexuelle	3,0 %	5,0 %	9,7 %	4,9 %
Autres	0,0 %	5,0 %	3,2 %	3,7 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Hébergement d'urgence (n=34)	Ressources de transition (n=41)	Itinérance cachée (n=36)	Total (n=177)
Non	97,1 %	90,2 %	100,0 %	96,1 %
Oui, immigrant(e)	0,0 %	9,8 %	0,0 %	3,4 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Oui, demandeur(-euse) de statut de réfugié	2,9 %	0,0 %	0,0 %	0,6 %

Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 51 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

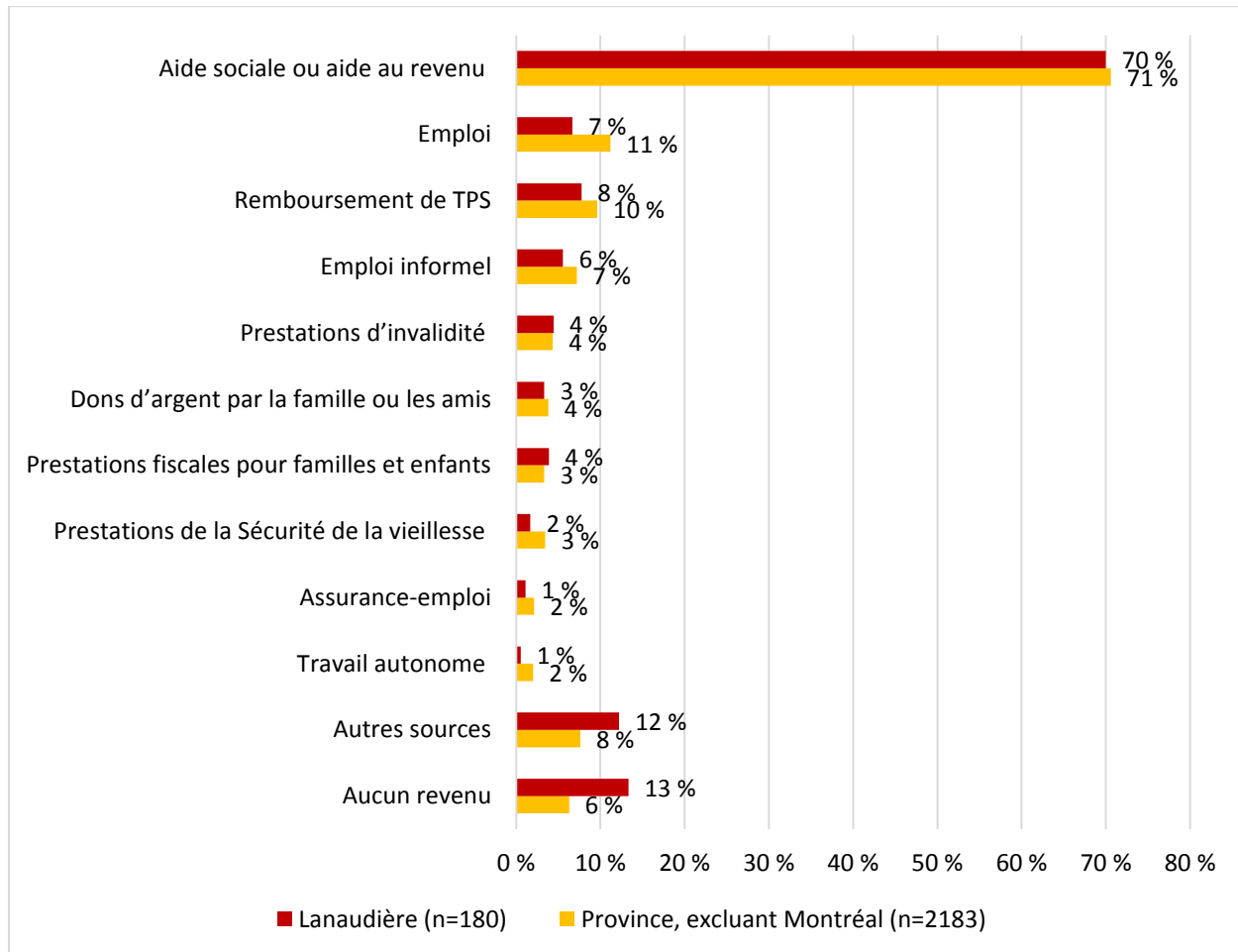
La figure 75 a trait aux raisons évoquées de la perte de logement. Encore une fois, les proportions de répondants qui évoquaient chaque raison sont comparées avec les proportions de l'ensemble des régions excluant Montréal. La raison principale donnée par les répondants de Lanaudière était la dépendance ou la toxicomanie, et ce, nettement plus souvent que dans l'ensemble des régions excluant Montréal (42 %, contre 31 %). Le profil des répondants de la région était pour le reste assez similaire à celui de l'ensemble des répondants du Québec, à quelques exceptions près. Notamment, l'hospitalisation était plus fréquemment mentionnée (11 %, contre 6 %) ainsi que les conflits avec un parent ou un tuteur (16 %, contre 11 %). À l'opposé, le conflit avec l'époux ou l'épouse ou le conjoint ou la conjointe était moins fréquemment mentionné (9 %, contre 15 %).

Figure 75. Raisons évoquées de la perte de logement – Lanaudière



La figure 76 illustre les sources de revenu mentionnées par les répondants. L'aide sociale restait la principale source de revenu pour les répondants de la région (70 %). De plus, 13 % des répondants n'ont déclaré aucun revenu, une proportion environ deux fois supérieure à celle de l'ensemble régions excluant Montréal (6 %).

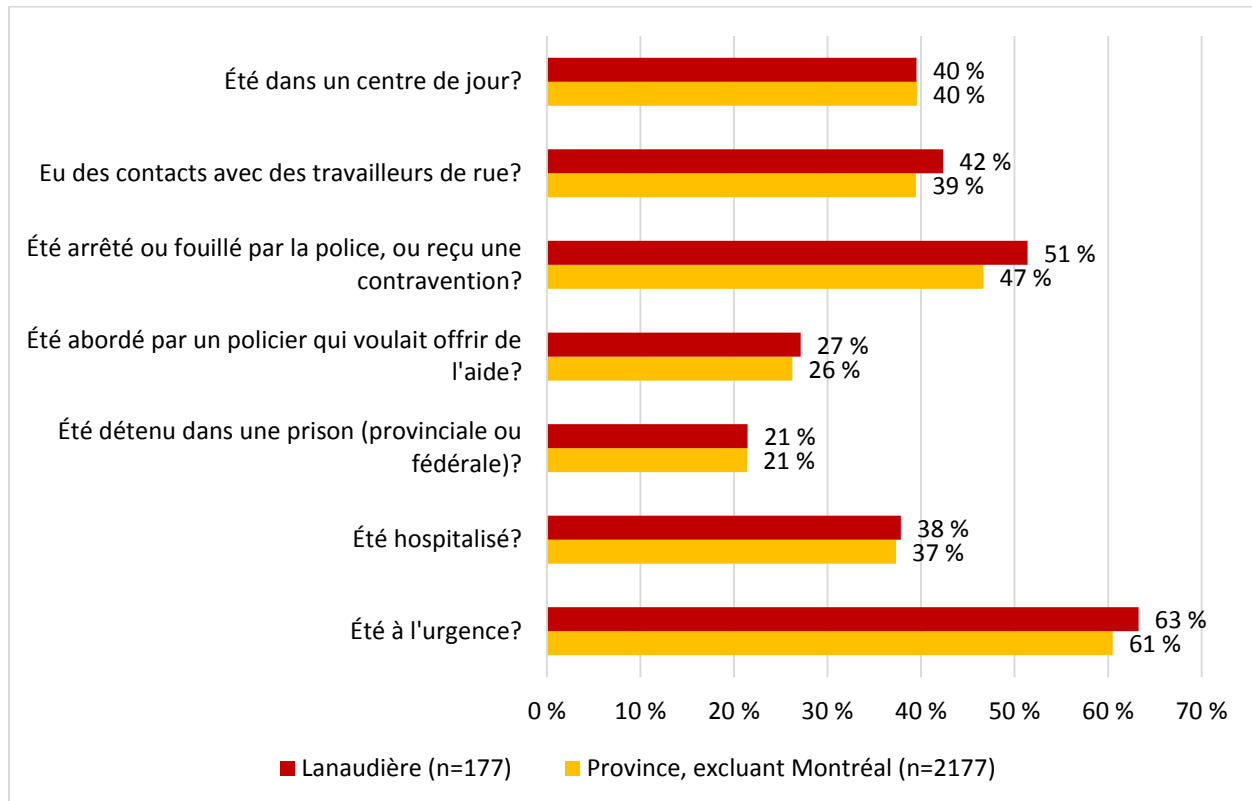
Figure 76. Sources de revenu – Lanaudière



Note : Parmi les autres sources de revenu, le Régime des rentes du Québec, l'aide financière aux études ainsi que la pension alimentaire ont été mentionnés.

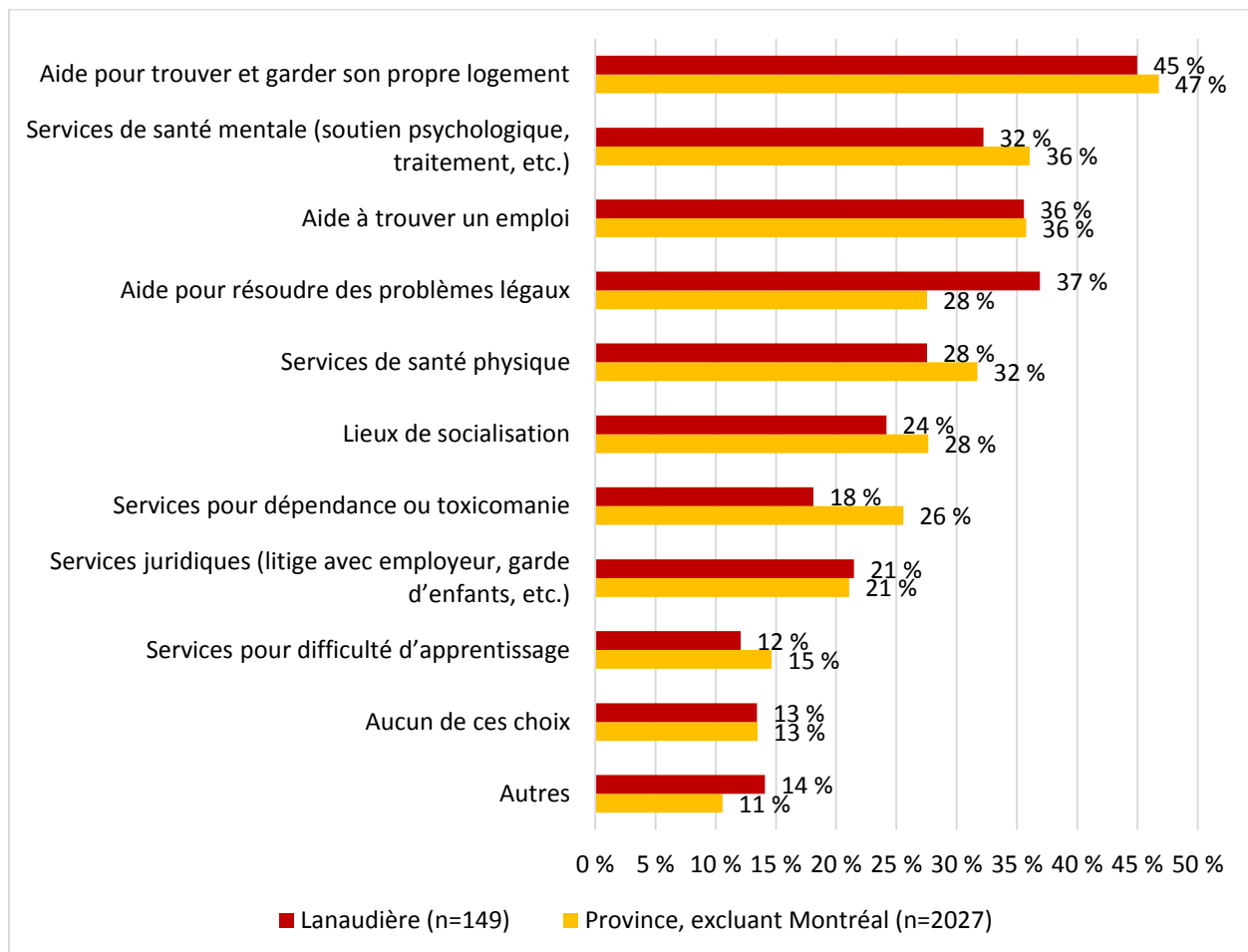
La figure 77 concerne les services utilisés au cours des 12 derniers mois. Le profil des répondants de Lanaudière était semblable à celui de l'ensemble des régions excluant Montréal. Les services les plus souvent mentionnés comme ayant été utilisés ou reçus étaient les visites à l'urgence (63 %) et un contact avec un policier impliquant une arrestation, une fouille ou une contravention (51 %).

Figure 77. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Lanaudière



La figure 78 rapporte les services souhaités par les répondants. En général, les répondants de Lanaudière étaient proportionnellement moins nombreux à souhaiter recevoir les services mentionnés, par comparaison avec ceux de l'ensemble des régions excluant Montréal. Cela était vrai notamment en ce qui concerne les services pour dépendance ou toxicomanie (18 %, contre 26 %). À l'opposé, une plus grande proportion de répondants souhaitait de l'aide pour résoudre des problèmes légaux (37 %, contre 28 %), ce qui peut être lié au fait qu'une proportion légèrement plus grande des répondants de la région ont indiqué avoir été fouillés ou arrêtés par la police dans la dernière année.

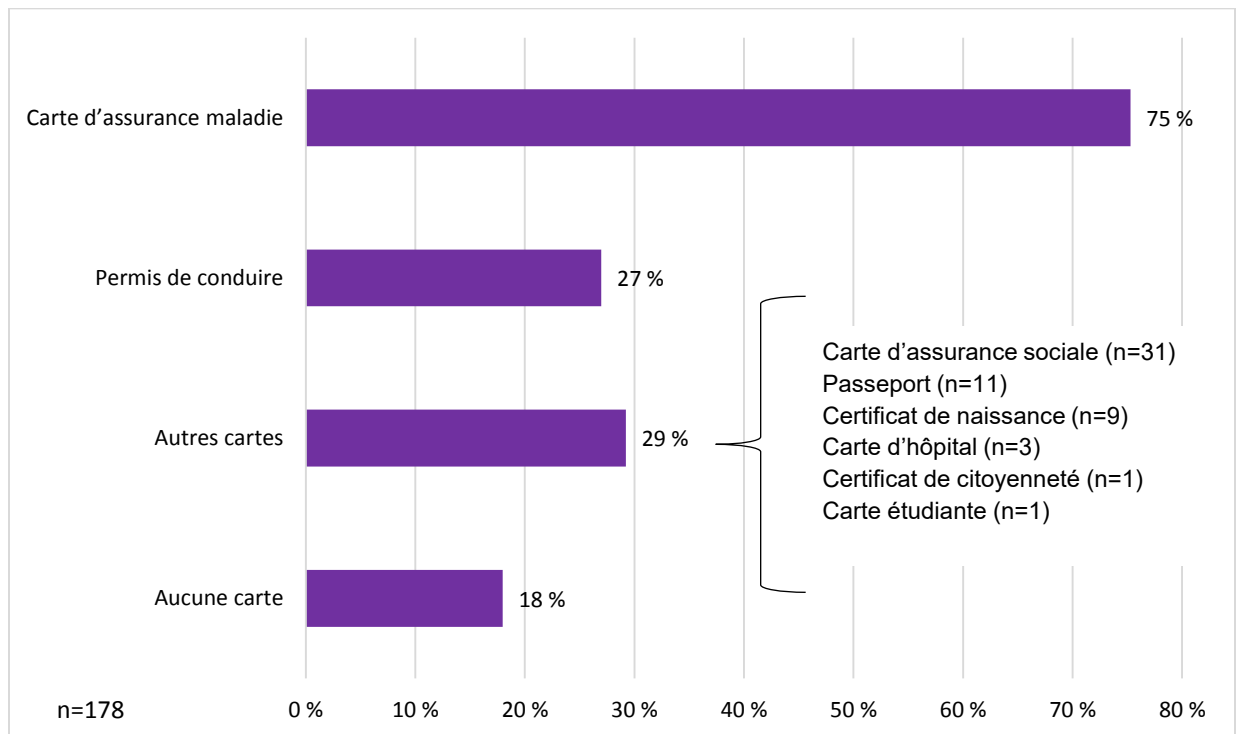
Figure 78. Services souhaités – Lanaudière



Note : Les autres services souhaités étaient très diversifiés, y compris par exemple l'accès aux banques alimentaires, à un « coach de vie », à un service d'appel pour des questions générales, à une éducatrice spécialisée pour un enfant, etc.

Pour la région de Lanaudière, une question demandant aux répondants quelles cartes d'identité valides ils avaient en leur possession avait été ajoutée au questionnaire. La figure 79 présente les résultats. Les trois quarts des répondants avaient avec eux une carte d'assurance maladie, mais seulement 27 % avaient un permis de conduire, et 29 % avaient une autre carte. Parmi les autres types de cartes, la carte d'assurance sociale était celle qui était le plus fréquemment nommée. Près de 20 % des répondants ont déclaré n'avoir aucune carte d'identité valide sur eux.

Figure 79. Cartes d'identité valides que les répondants ont en leur possession, pour ceux qui en ont – Lanaudière



Laurentides

Cette section présente les principaux résultats pour les Laurentides. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous montrons aussi les résultats de la question propre à cette région.

Le tableau 53 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 53. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Laurentides

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Organisme mixte ^a	Itinérance cachée	Autres ^b	Donnée manquante	Total
Source du questionnaire	Hébergement d'urgence	2	1	12	–	–	9	–	–	24
	Ressource de transition	–	–	–	13	–	–	1	–	14
	Organisme mixte ^a	–	–	–	–	27	–	–	–	27
	Centre de jour	4	7	1	10	–	53	1	5	81
	Travailleurs de rue	–	9	–	–	–	8	1	4	22
	Total	6	17	13	23	27	70	3	9	168

Notes :

^a Les organismes mixtes dans cette région sont de deux types : l'un offre de l'hébergement à la fois d'urgence et de transition, l'autre ajoute à ces deux types d'hébergements un centre de thérapie.

^b Comprend un centre de thérapie, un établissement de détention et un centre hospitalier.

Le tableau 54 compare plusieurs variables démographiques selon le type de lieu. Considérant les données dans leur ensemble, l'élément le plus frappant est sans doute la très faible proportion de personnes arrivées au Canada en tant qu'immigrants ou réfugiés (1,2 % et 0,6 %). Quoique le profil sociodémographique des personnes se trouvant dans des ressources de transition se démarque de ceux des autres groupes présentés et du total, le nombre de personnes représenté est faible.

Tableau 54. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Laurentides (début)

Genre	Lieux extérieurs (n=23)	Ressources de transition (n=23)	Itinérance cachée (n=69)	Total (n=165)
Femmes	17,4 %	30,4 %	14,5 %	19,4 %
Hommes	82,6 %	60,9 %	84,1 %	78,2 %
Autres identités de genre	0,0 %	8,7 %	1,5 %	2,4 %
Âge	Lieux extérieurs (n=22)	Ressources de transition (n=23)	Itinérance cachée (n=69)	Total (n=166)
Moins de 18 ans	0,0 %	8,7 %	1,5 %	2,4 %
18 à 29 ans	31,8 %	69,6 %	18,8 %	30,1 %
30 à 49 ans	45,5 %	17,4 %	40,6 %	39,8 %
50 à 64 ans	18,2 %	4,4 %	37,7 %	25,9 %
65 ans et plus	4,6 %	0,0 %	1,5 %	1,8 %
Identité autochtone	Lieux extérieurs (n=22)	Ressources de transition (n=22)	Itinérance cachée (n=66)	Total (n=158)
Non	90,9 %	77,3 %	83,3 %	84,2 %
Oui, Premières Nations	0,0 %	13,6 %	4,6 %	5,1 %
Oui, Métis	0,0 %	9,1 %	4,6 %	3,8 %
Oui, ascendance autochtone	9,1 %	0,0 %	7,6 %	7,0 %

Tableau 54. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Laurentides (fin)

Orientation sexuelle	Lieux extérieurs (n=22)	Ressources de transition (n=23)	Itinérance cachée (n=70)	Total (n=161)
Hétérosexuelle	90,9 %	65,2 %	94,3 %	88,8 %
Homosexuelle	0,0 %	4,4 %	1,4 %	1,2 %
Bisexuelle	4,6 %	21,7 %	4,3 %	6,2 %
Autres	4,6 %	8,7 %	0,0 %	3,7 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Lieux extérieurs (n=23)	Ressources de transition (n=23)	Itinérance cachée (n=70)	Total (n=166)
Non	95,7 %	100,0 %	98,6 %	98,2 %
Oui, immigrant(e)	0,0 %	0,0 %	1,4 %	1,2 %
Oui, réfugié(e)	4,4 %	0,0 %	0,0 %	0,6 %

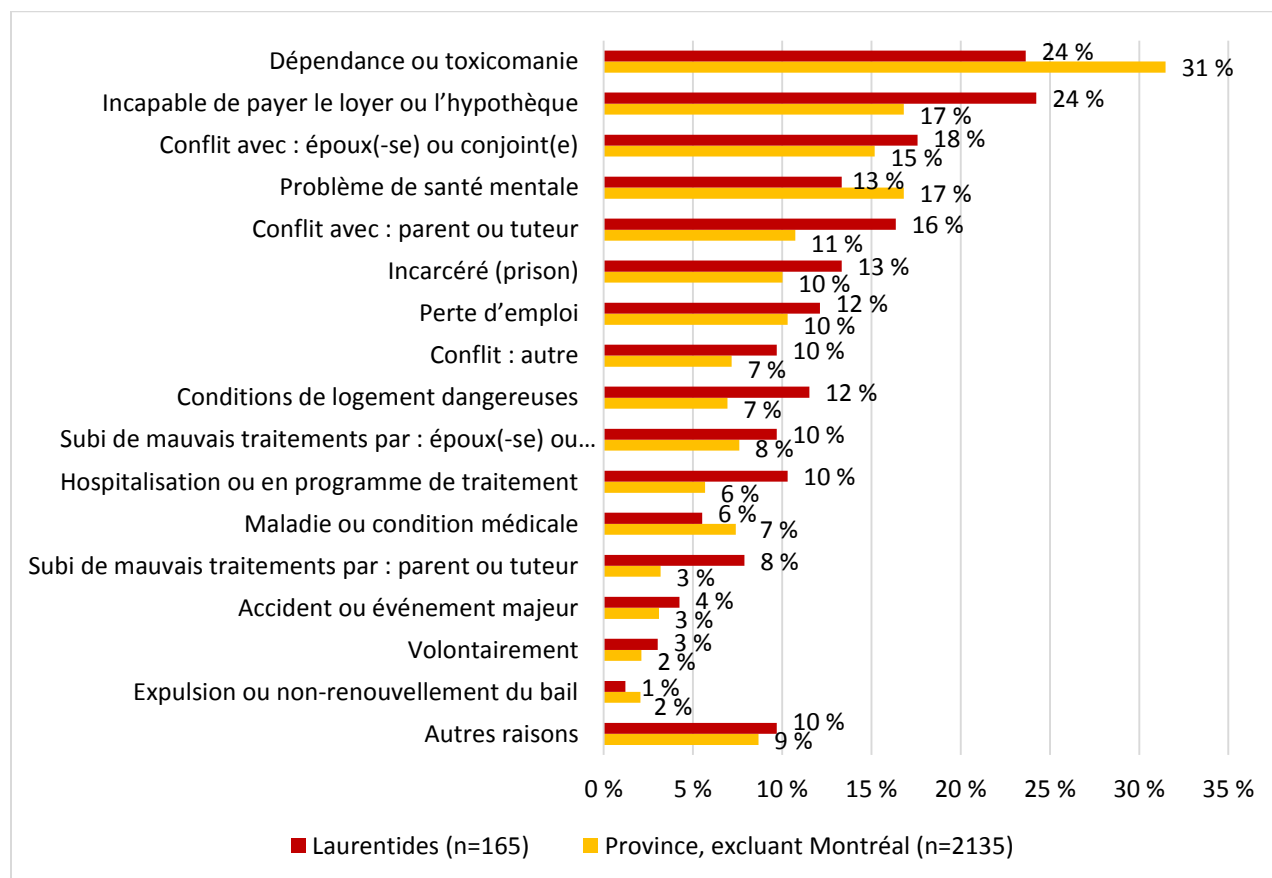
Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 53 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

Parmi les 162 personnes qui ont répondu à la question dans les Laurentides²⁷, une seule personne, une femme, a indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants. Elle se trouvait dans un organisme mixte.

Par ailleurs, parmi 162 répondants, sept personnes, dont cinq de sexe masculin, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes : trois se trouvaient en itinérance cachée, une dans un lieu extérieur caché, une en hébergement d'urgence, une à l'hôpital et une n'a pas indiqué où elle avait passé la nuit. Aucune personne n'a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

La figure 80 compare les raisons évoquées de la perte de logement entre les répondants des Laurentides et ceux de l'ensemble des régions du Québec excluant Montréal. Les répondants des Laurentides étaient proportionnellement plus nombreux pour presque chacune des raisons évoquées, ce qui implique que les répondants ont en général nommé plusieurs raisons différentes ayant mené à leur situation d'itinérance. Les raisons principales étaient l'incapacité de payer le loyer ou l'hypothèque (24 %, contre 17 % pour l'ensemble des régions excluant Montréal) et les problèmes de dépendance ou de toxicomanie, qu'ils étaient au contraire moins nombreux en proportion à mentionner (24 %, contre 31 %).

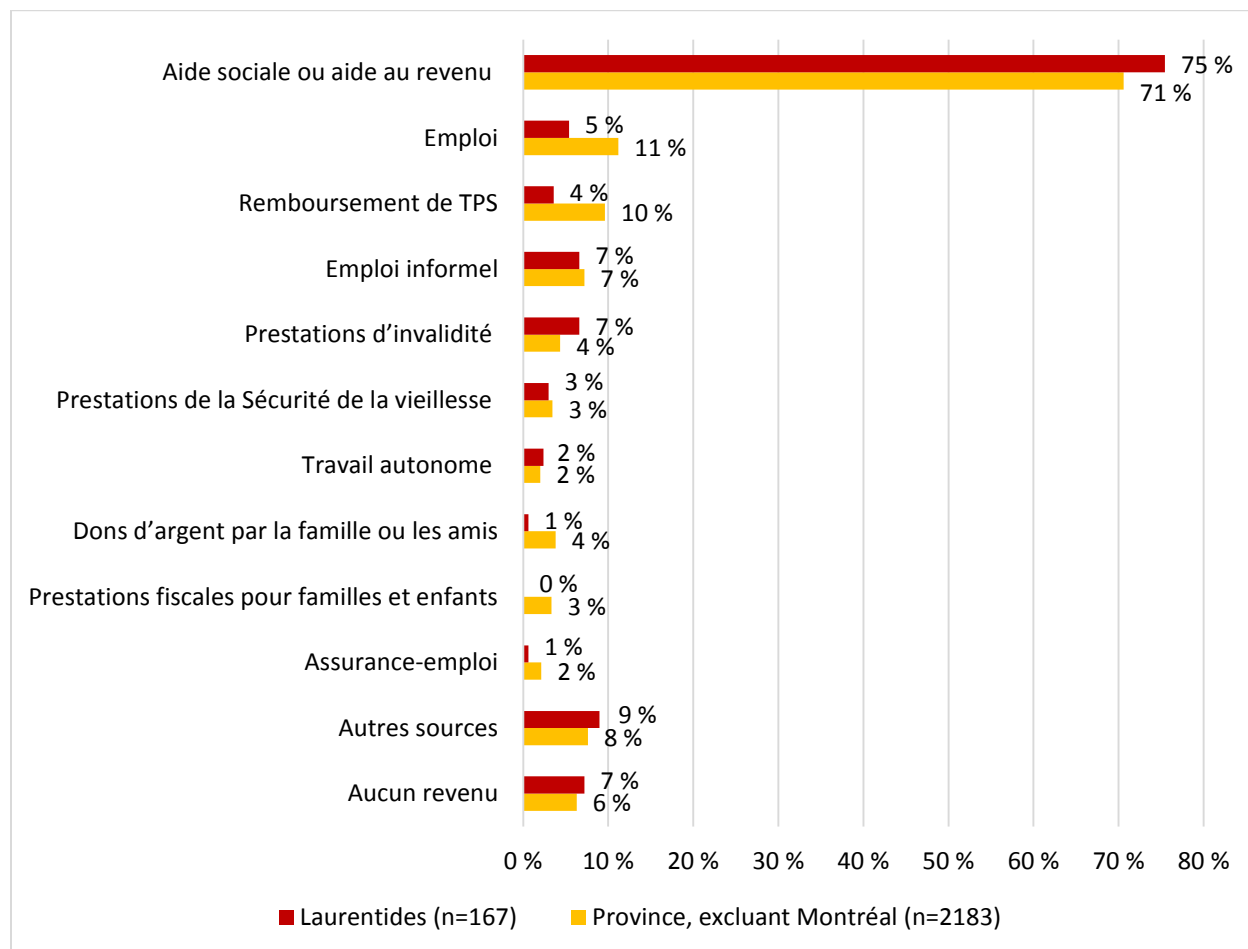
Figure 80. Raisons évoquées de la perte de logement – Laurentides



²⁷ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

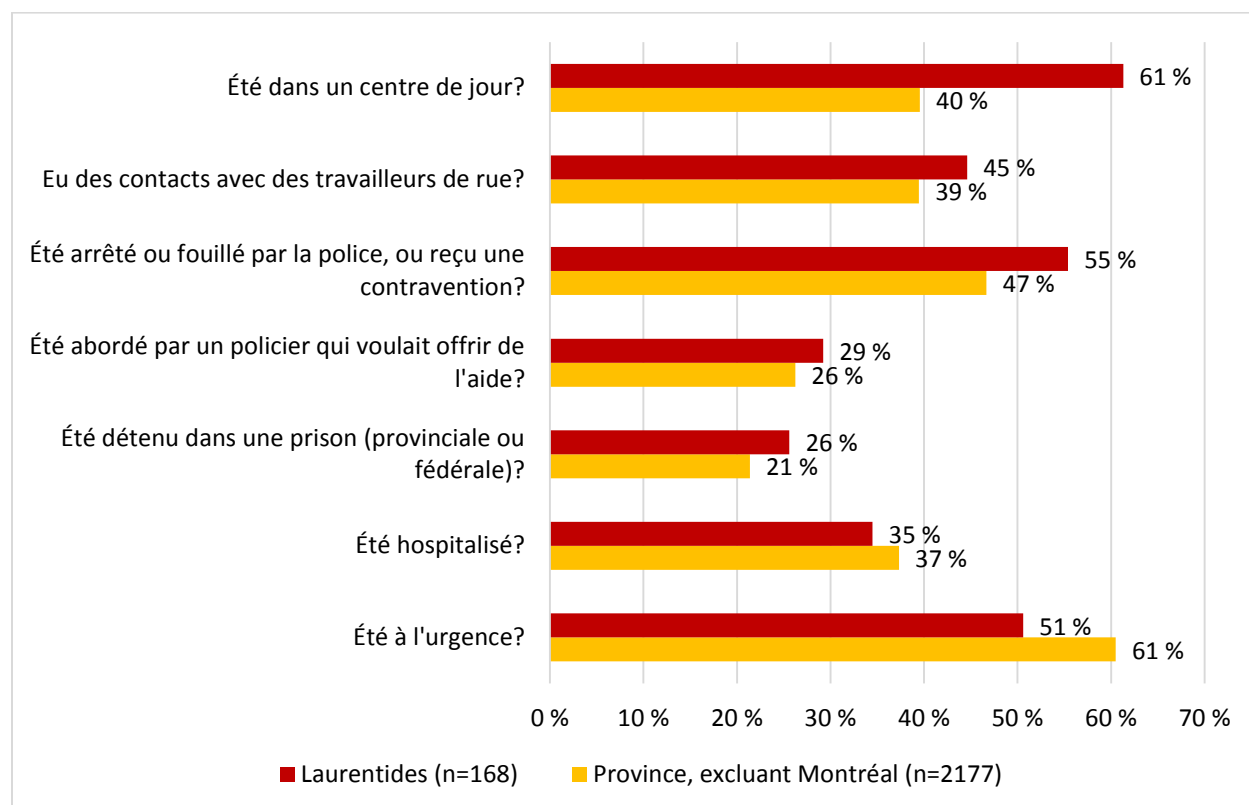
La figure 81 s'intéresse aux sources de revenu mentionnées par les répondants. L'aide sociale était mentionnée par environ les trois quarts des répondants. Par ailleurs, ils étaient proportionnellement un peu moins nombreux à indiquer recevoir des revenus d'emploi (5 %, contre 11 %) ou un remboursement de TPS (4 %, contre 10 %).

Figure 81. Sources de revenu – Laurentides



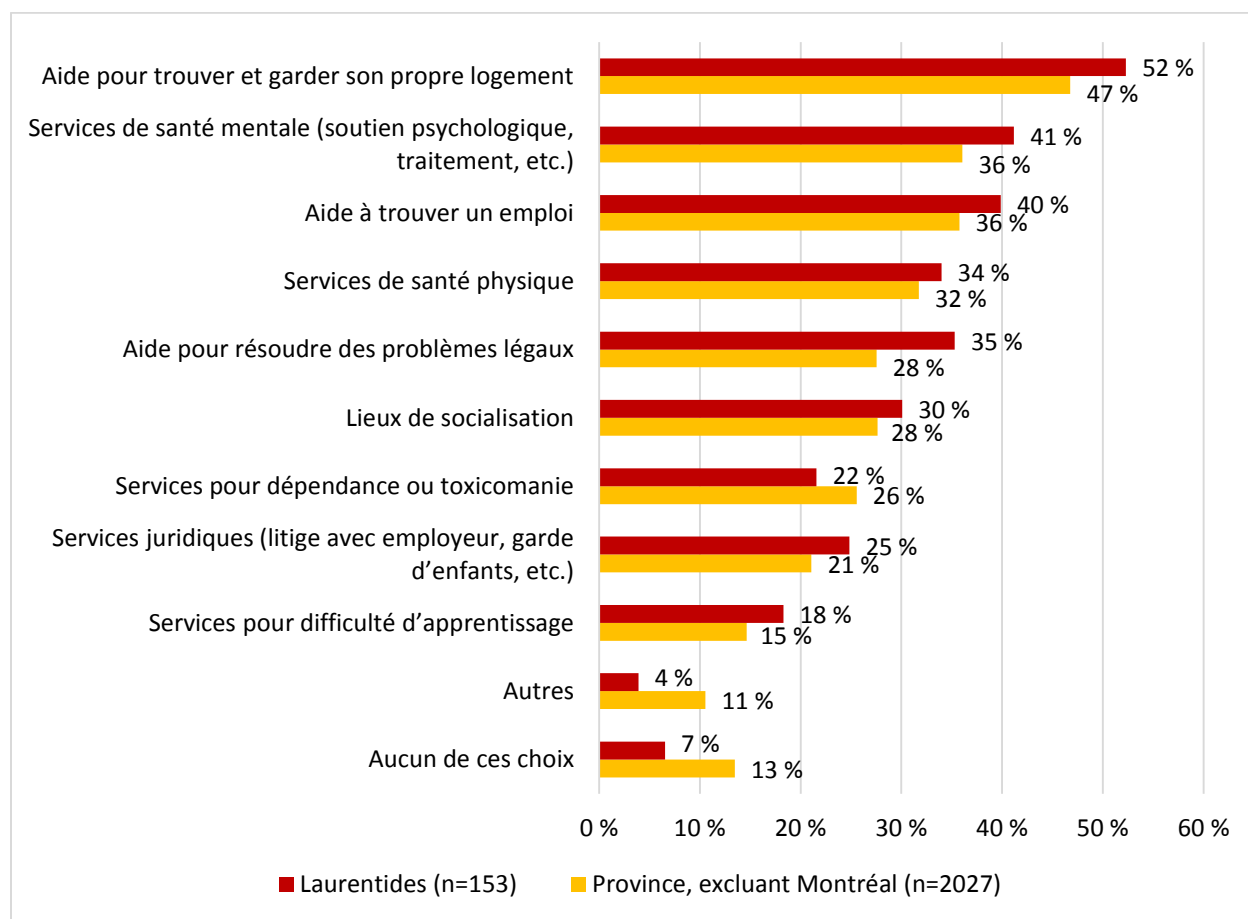
La figure 82 rapporte les services utilisés au cours des 12 derniers mois. Un peu plus que la moitié des répondants a dit avoir été à l'urgence au cours de la dernière année, soit moins que pour l'ensemble des régions excluant Montréal (61 %). La proportion qui avait été hospitalisée était cependant à peine plus faible (35 %, contre 37 %). Par ailleurs, les répondants de cette région étaient nettement plus nombreux en proportion à avoir mentionné avoir eu recours à tous les autres services nommés, notamment les centres de jour (61 %, contre 40 %) et les contacts avec la police pour arrestation, fouille ou contravention (55 %, contre 47 %).

Figure 82. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Laurentides



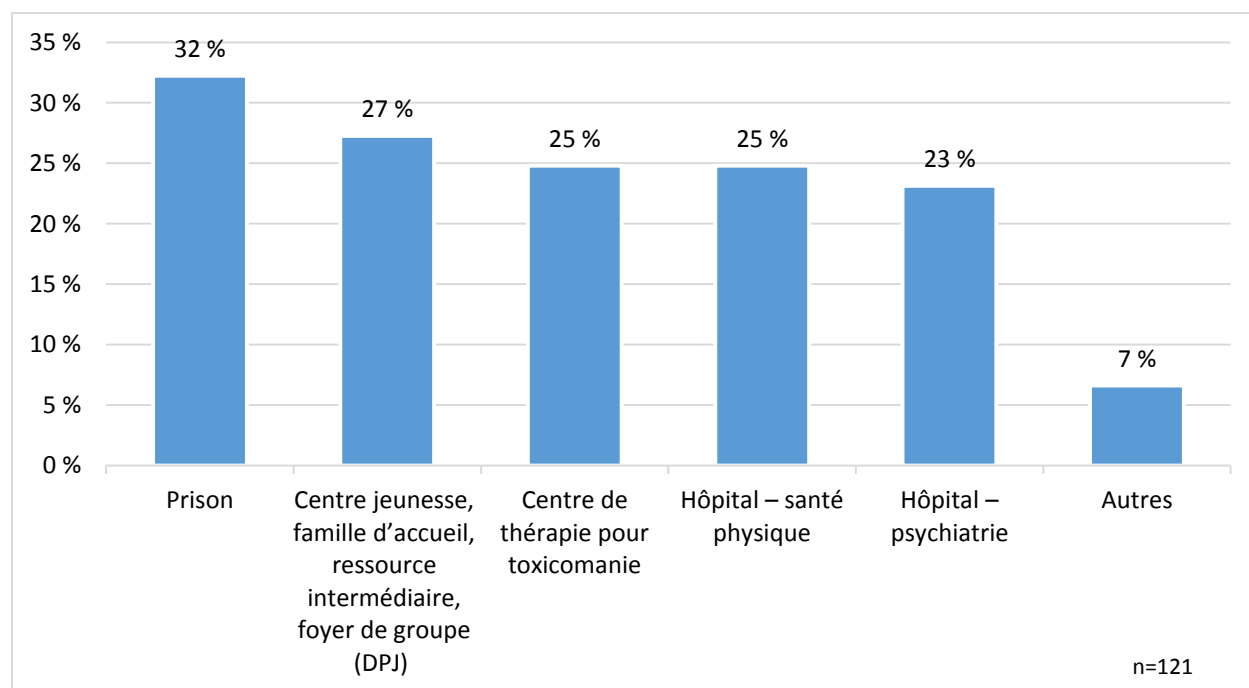
La figure 83 indique que les répondants des Laurentides étaient un peu plus portés à mentionner des services qu'ils souhaiteraient recevoir au cours des six prochains mois que ceux de l'ensemble des régions excluant Montréal. La différence la plus importante se voit sur le plan de l'aide pour résoudre des problèmes légaux (35 %, contre 28 %), ce qui pourrait être lié à la plus grande proportion de répondants rapportant avoir eu des contacts avec la police pour arrestation, fouille ou contravention, observée à la figure 82.

Figure 83. Services souhaités – Laurentides



Les questionnaires soumis aux répondants des Laurentides comportaient une question supplémentaire demandant s'ils s'étaient déjà retrouvés en situation d'itinérance après une rupture ou un arrêt de service d'un des types d'établissements qui leur était mentionné. La figure 84 présente les réponses à cette question. Ainsi, 32 % des répondants ont déclaré qu'ils avaient été en situation d'itinérance à la suite de leur sortie de prison. Pour les autres réponses, entre 23 % et 27 % des répondants ont déclaré avoir vécu des situations d'itinérance à la suite d'un arrêt de service dans des hôpitaux (que ce soit pour des services de santé physique ou mentale), des centres de thérapie pour toxicomanie, ou une catégorie incluant les centres jeunesse, les familles d'accueil, les ressources intermédiaires et les foyers de groupe.

Figure 84. Proportion de répondants s'étant retrouvés en situation d'itinérance à la suite de la rupture ou de l'arrêt de service d'un établissement, selon le type d'établissement



Montérégie

Cette section présente les principaux résultats pour la Montérégie. Des caractéristiques démographiques des répondants sont détaillées, suivies des réponses à quelques questions sur l'utilisation des services et sur les besoins perçus des personnes en situation d'itinérance. Nous montrons aussi les résultats de la question propre à cette région.

Le tableau 55 illustre la répartition des questionnaires, selon le lieu où le questionnaire a été obtenu et celui où la nuit a été passée.

Tableau 55. Répartition des répondants selon le lieu où le questionnaire a été recueilli et l'endroit où la personne a passé la nuit – Montérégie

		Type de lieu où la personne a passé la nuit								
		Lieu extérieur	Lieu extérieur caché	Hébergement d'urgence	Ressource de transition	Itinérance cachée	Autres ^a	Donnée manquante	Total	
Source du questionnaire	Lieu extérieur	13	–	1	2	16	2	12	46	
	Hébergement d'urgence	–	–	20	–	–	–	–	20	
	Ressource de transition	–	1	–	114	–	–	–	115	
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	–	–	–	–	–	15	–	15	
	Centre de jour	2	5	–	–	12	3	5	27	
	Travailleurs de rue	–	1	–	–	–	–	–	1	
	Autres ^b	1	5	6	1	31	1	15	60	
	Total	16	12	27	117	59	21	32	284	

Notes :

^a Comprend des refuges pour femmes victimes de violence conjugale et des centres de thérapie ou de réadaptation en dépendance. Quelques rares répondants ont indiqué avoir passé la nuit dans un centre hospitalier.

^b Comprend les centres de crise, les banques alimentaires ainsi que les autres organismes qui n'ont pu être classés dans les autres catégories.

Le tableau 56 présente des variables sociodémographiques. Comme c'est normalement le cas, la proportion d'hommes était plus élevée parmi les personnes qui passaient la nuit dans un lieu extérieur. Une proportion relativement élevée de membres des Premières Nations (7 %) s'y trouvaient aussi. La proportion de personnes avec une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle était également importante parmi ce groupe, avec 22 % des répondants qui s'identifiaient ainsi. Les immigrants et les réfugiés n'étaient présents que dans les ressources de transition et en itinérance cachée. Les échantillons de personnes dans les lieux extérieurs et en hébergement d'urgence étaient, toutefois, relativement petits.

Tableau 56. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Montréal (début)

Genre	Lieux extérieurs (n=28)	Hébergement d'urgence (n=27)	Ressources de transition (n=117)	Itinérance cachée (n=59)	Total (n=284)
Femmes	10,7 %	22,2 %	29,1 %	20,3 %	29,9 %
Hommes	89,3 %	74,1 %	67,5 %	79,7 %	68,3 %
Autres identités de genre	0,0 %	3,7 %	3,4 %	0,0 %	1,8 %
Âge	Lieux extérieurs (n=27)	Hébergement d'urgence (n=27)	Ressources de transition (n=116)	Itinérance cachée (n=59)	Total (n=281)
Moins de 18 ans	0,0 %	0,0 %	2,6 %	0,0 %	1,1 %
18 à 29 ans	18,5 %	11,1 %	29,3 %	22,0 %	23,1 %
30 à 49 ans	48,2 %	48,2 %	31,9 %	28,8 %	38,1 %
50 à 64 ans	29,6 %	40,7 %	32,8 %	40,7 %	33,1 %
65 ans et plus	3,7 %	0,0 %	3,5 %	8,5 %	4,6 %

Tableau 56. Données sociodémographiques selon le type de lieu où les répondants ont passé la nuit – Montérégie (fin)

Identité autochtone	Lieux extérieurs (n=27)	Hébergement d'urgence (n=26)	Ressources de transition (n=113)	Itinérance cachée (n=58)	Total (n=276)
Non	92,6 %	92,3 %	93,8 %	87,9 %	89,9 %
Oui, Premières Nations	7,4 %	3,9 %	0,9 %	1,7 %	2,5 %
Oui, Inuit	0,0 %	0,0 %	0,9 %	0,0 %	0,7 %
Oui, Métis	0,0 %	0,0 %	0,0 %	5,2 %	2,2 %
Oui, ascendance autochtone	0,0 %	3,9 %	4,4 %	5,2 %	4,7 %
Orientation sexuelle	Lieux extérieurs (n=18)	Hébergement d'urgence (n=25)	Ressources de transition (n=110)	Itinérance cachée (n=57)	Total (n=261)
Hétérosexuelle	77,8 %	100,0 %	90,9 %	89,5 %	91,2 %
Homosexuelle	11,1 %	0,0 %	3,6 %	0,0 %	2,3 %
Bisexuelle	0,0 %	0,0 %	1,8 %	7,0 %	3,5 %
Autres	11,1 %	0,0 %	3,6 %	3,5 %	3,1 %
Statut d'immigration au moment de l'arrivée au Canada	Lieux extérieurs (n=28)	Hébergement d'urgence (n=27)	Ressources de transition (n=114)	Itinérance cachée (n=57)	Total (n=276)
Non	100,0 %	100,0 %	94,7 %	93,0 %	93,1 %
Oui, immigrant(e)	0,0 %	0,0 %	5,3 %	5,3 %	6,2 %
Oui, réfugié(e)	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,8 %	0,7 %

Note : Les répondants qui ont passé la nuit dans les autres types de lieux rapportés dans le tableau 55 sont inclus dans le calcul de la colonne « Total ».

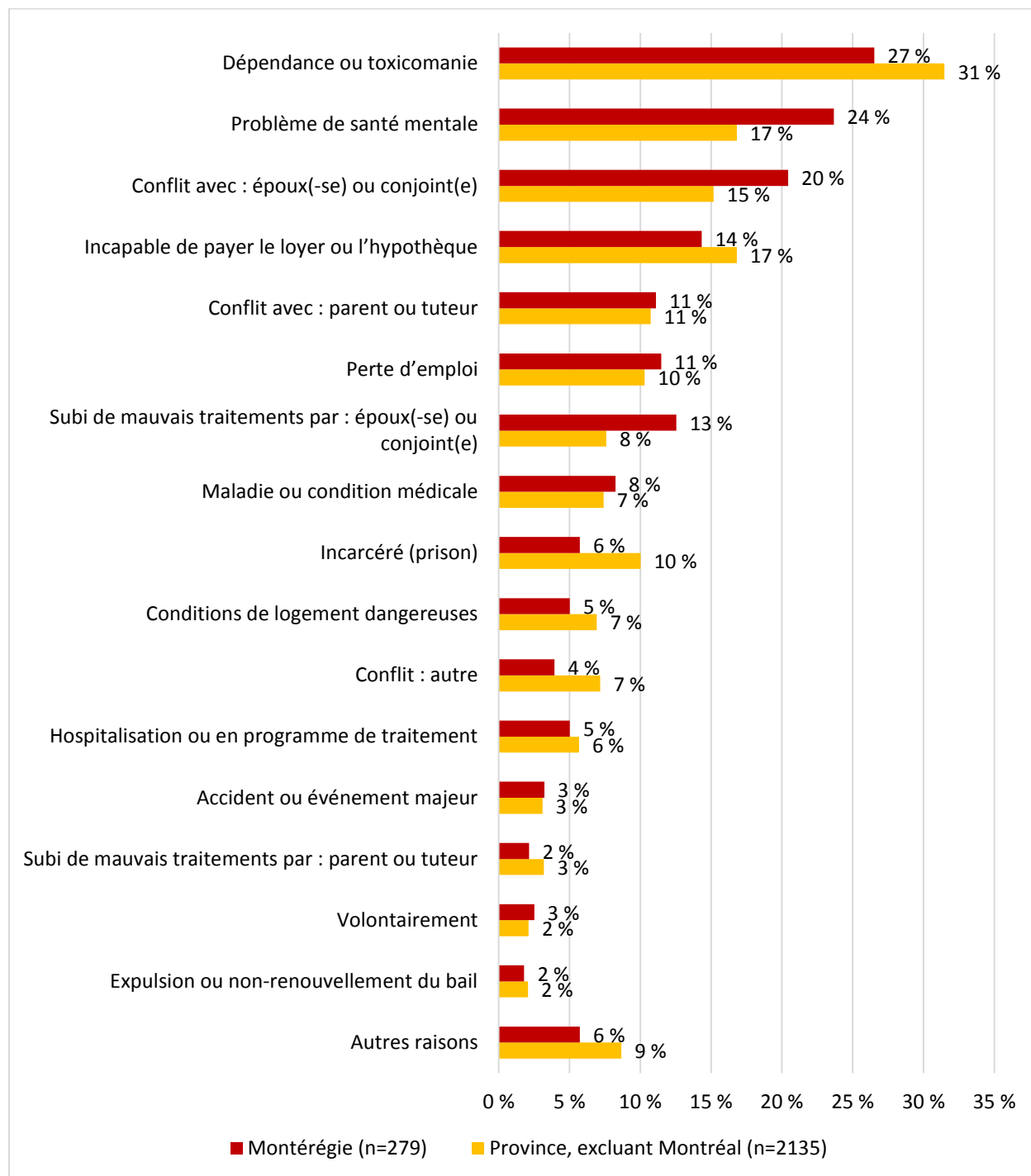
Parmi les 267 personnes qui ont répondu à la question en Montérégie²⁸, 21, dont 19 femmes, ont indiqué avoir passé la nuit du 24 avril avec un ou des enfants : près de la moitié (10 personnes) se trouvait dans des refuges pour femmes victimes de violence conjugale, sept étaient hébergées en logement de transition et les quatre autres n'ont pas indiqué dans quel type de lieu elles avaient passé ou allaient passer la nuit.

Par ailleurs, parmi les 280 personnes qui ont répondu à la question, 15 personnes, dont deux femmes, ont indiqué avoir servi dans les Forces armées canadiennes : quatre se trouvaient en itinérance cachée, quatre en hébergement d'urgence, trois en logement de transition, une à l'hôpital et trois n'ont pas indiqué où elles avaient passé la nuit. Aucune personne n'a dit avoir servi dans la GRC auparavant.

La figure 85 compare les raisons de la perte de logement que les répondants de la Montérégie ont évoquées avec celles provenant des répondants de l'ensemble des régions excluant Montréal. Plusieurs différences ressortent. Les résidents de la Montérégie étaient moins nombreux en proportion à citer des problèmes de dépendance ou de toxicomanie (27 %, contre 31 %) ou d'incarcération (6 %, contre 10 %). À l'opposé, ils étaient plus enclins à mentionner des problèmes de santé mentale (24 %, contre 17 %), des conflits avec un époux ou une épouse ou un conjoint ou une conjointe, ou avoir subi des mauvais traitements de sa part (20 %, contre 15 %, et 13 %, contre 8 %). La raison principale demeurait cependant les problèmes de dépendance ou de toxicomanie (27 %).

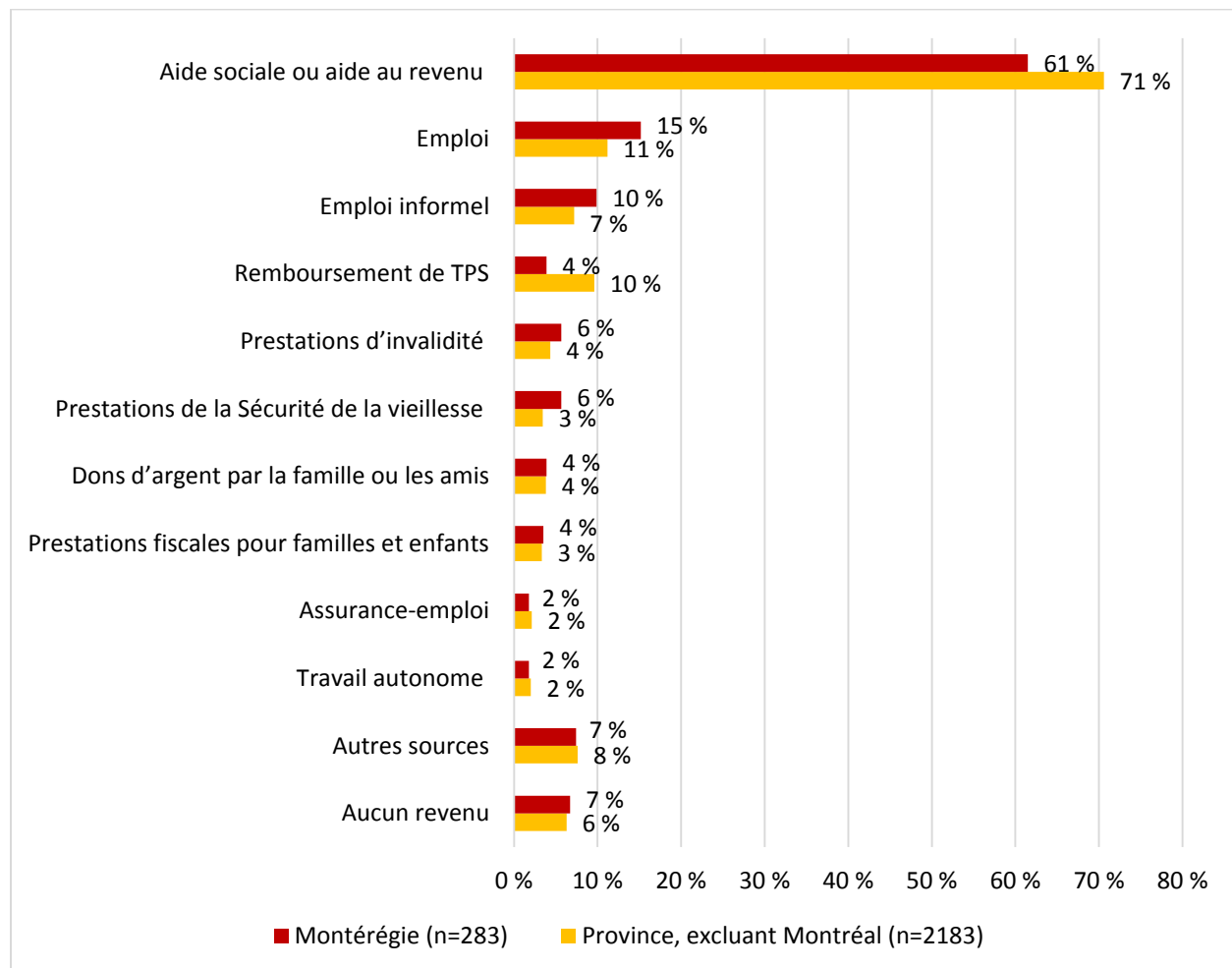
²⁸ Ici comme ailleurs, les personnes ayant répondu « Ne sait pas » ou ayant refusé de répondre sont exclues du *n* et du calcul des pourcentages.

Figure 85. Raisons évoquées de la perte de logement – Montréal



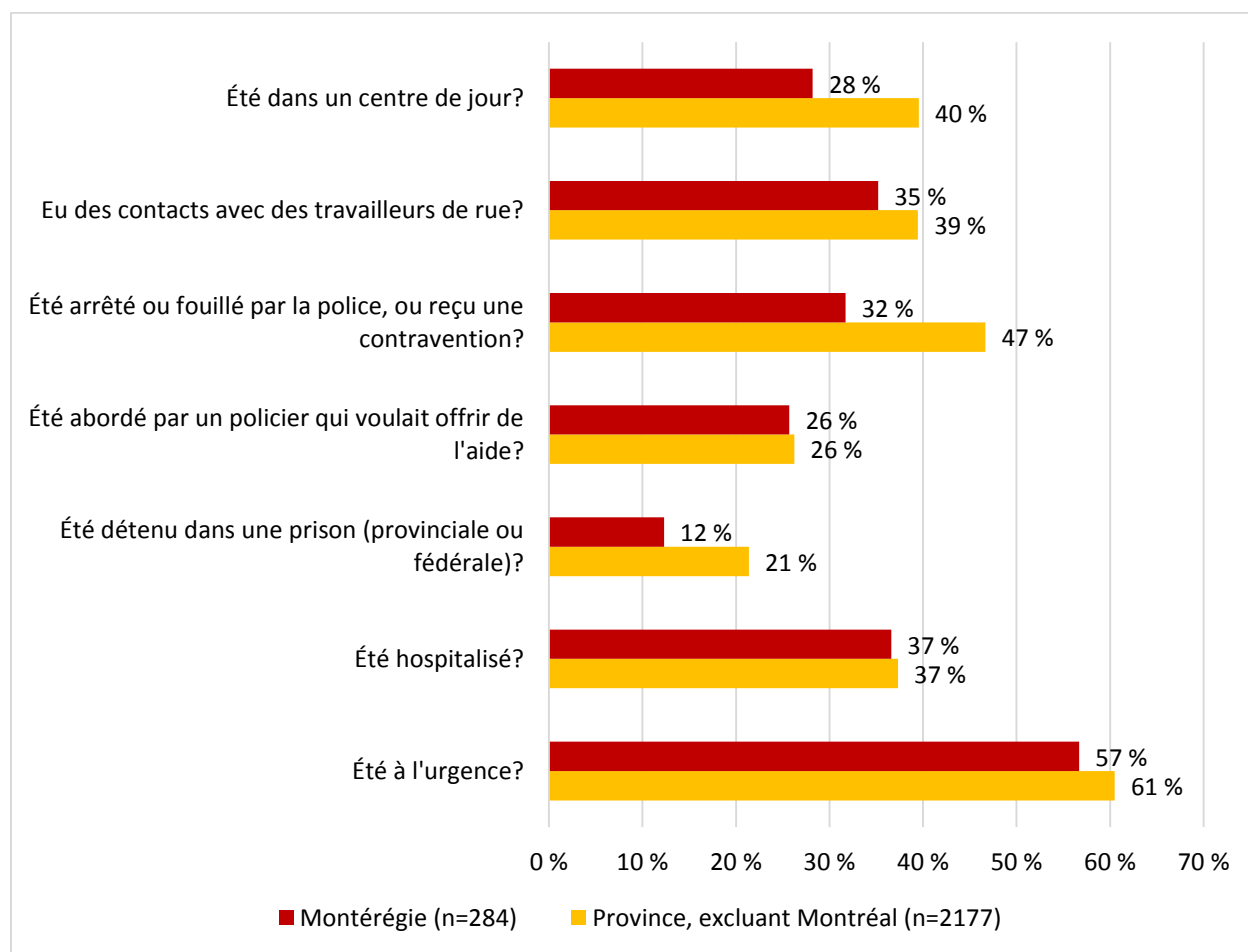
La figure 86 compare les sources de revenu que les répondants de la Montérégie ont mentionnées avec celles provenant des répondants de l'ensemble des régions excluant Montréal. Les profils des deux groupes étaient assez semblables, à une exception près : si l'aide sociale demeurait de loin la source de revenu la plus souvent nommée, elle l'était par proportionnellement moins de répondants (61 %, contre 71 %). En revanche, des proportions un peu plus élevées de répondants mentionnaient un revenu d'emploi (15 %, contre 11 %) et d'emploi informel (10 %, contre 7 %). Pratiquement les mêmes proportions affirmaient ne recevoir aucun revenu.

Figure 86. Sources de revenu – Montérégie



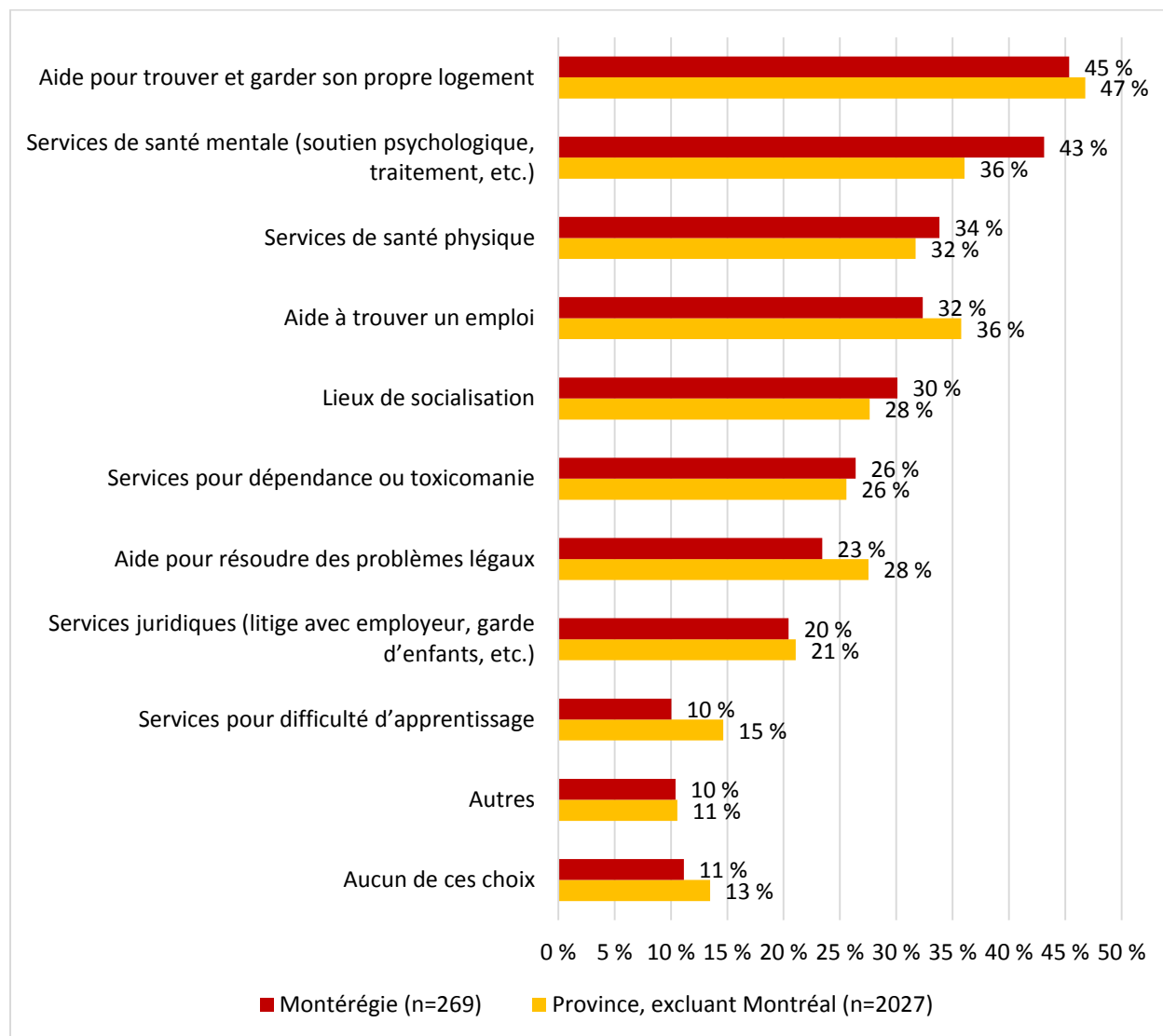
La figure 87 traite des services utilisés au cours des 12 derniers mois. Les répondants de la Montérégie étaient proportionnellement moins nombreux à mentionner avoir utilisé presque tous les services qui leur étaient présentés. C'était particulièrement le cas des centres de jour (28 %, contre 40 %) et des contacts avec la police associés à une arrestation, à une fouille ou à une contravention (32 %, contre 47 %). De pair avec ce dernier écart, une plus faible proportion rapportait également avoir été incarcérée (12 %, contre 21 %).

Figure 87. Services utilisés au cours des 12 derniers mois – Montérégie



La figure 88 compare les services que les répondants de la Montérégie ont dit souhaiter recevoir au cours des six prochains mois avec ceux que les répondants de l'ensemble des régions excluant Montréal ont indiqué. Les profils étaient assez semblables, à deux exceptions près : une plus grande proportion des répondants de Montérégie mentionnaient des services de santé mentale (43 %, contre 36 %), tandis qu'une proportion plus faible citait de l'aide pour résoudre des problèmes légaux – de pair avec leur interaction plus faible avec le système judiciaire rapportée à la figure 87.

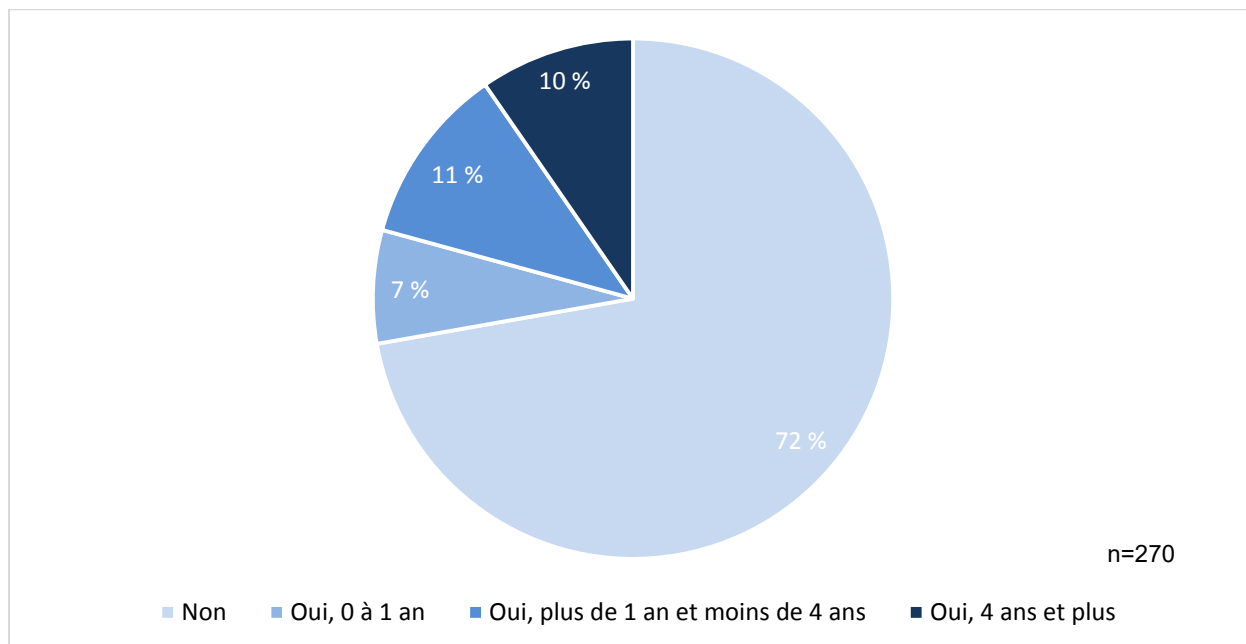
Figure 88. Services souhaités – Montérégie



Note : Parmi les autres services souhaités, on mentionne notamment l'accès à des soins dentaires, des services de repas le soir et les fins de semaine, des activités diverses ainsi qu'une aide pour la gestion du budget.

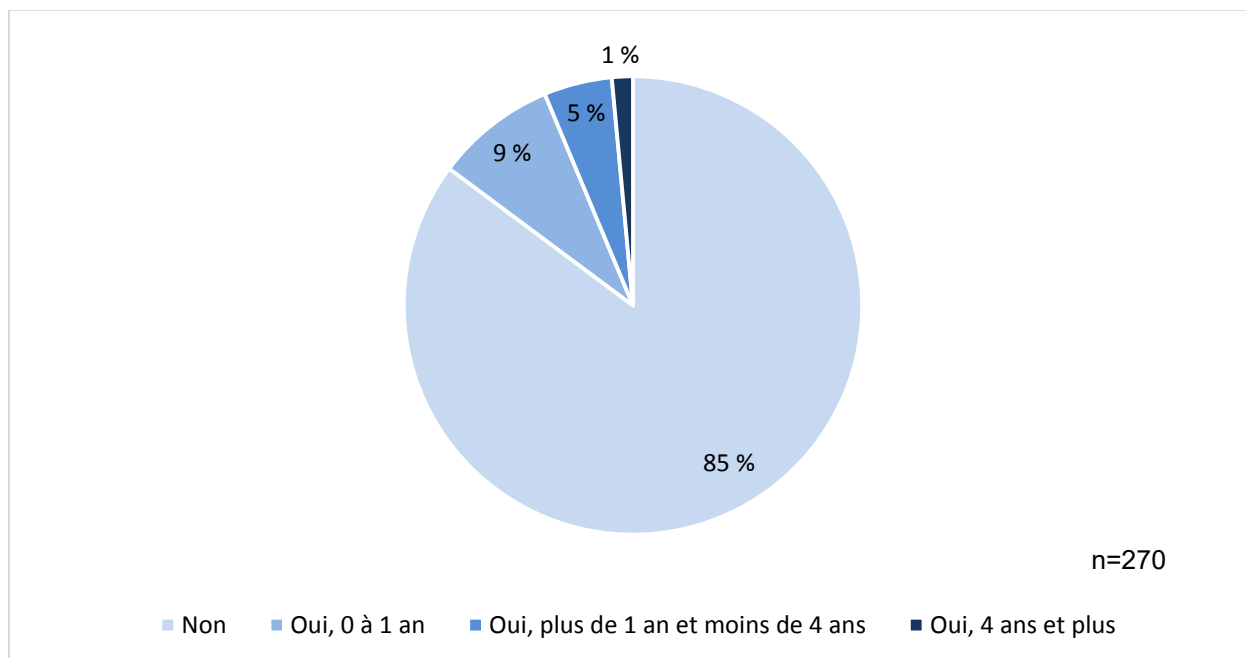
Les figures suivantes sont exclusives à la région de Montréal. Elles rapportent les réponses à diverses questions portant sur les services pour jeunes utilisés par les répondants dans la région. La figure 89 porte sur la proportion des répondants ayant reçu des services liés à la Loi sur la protection de la jeunesse et, pour ceux qui en ont reçu, sur la durée pendant laquelle ils les ont reçus. Plus du quart des répondants ont déclaré avoir reçu ces services, et 10 % pour 4 ans ou plus.

Figure 89. Proportion des répondants ayant reçu des services en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse, et durée de réception de ces services pour ceux qui en ont reçu



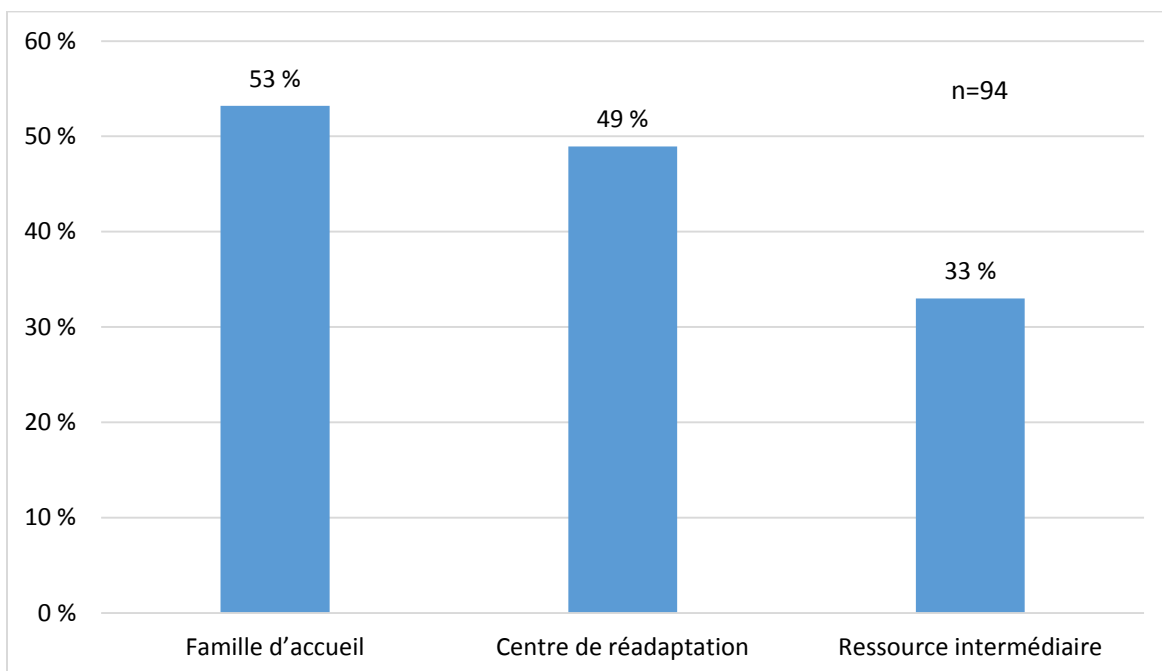
Comme on s’y attendrait, une proportion plus faible des répondants, 15 %, avaient reçu des services en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents, dont 9 % pendant moins d’un an, comme le montre la figure 90.

Figure 90. Proportion des répondants ayant reçu des services en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents alors qu’ils étaient adolescents, et durée de réception de ces services pour ceux qui en ont reçu



La figure 91 rapporte la proportion des répondants ayant été hébergée dans différents types de services durant leur jeunesse parmi ceux qui ont indiqué avoir été hébergés dans un de ces services (94 sur 270 répondants, soit 35 %). Les types d'hébergements les plus utilisés étaient les familles d'accueil (53 %) et les centres de réadaptation (49 %).

Figure 91. Proportion de répondants ayant été hébergée dans différents types de services au cours de leur jeunesse



V. DISCUSSION

Nombre total de personnes en situation d'itinérance visible

Ce dénombrement a permis d'estimer le nombre de personnes qui étaient en situation d'itinérance visible dans les villes et régions ciblées, le 24 avril 2018, à 5 789. De ce nombre, 845 (15 % du total) étaient dans des lieux extérieurs, tandis que le reste, soit 4 944 personnes, avait passé la nuit dans des ressources d'hébergement d'urgence, des ressources de transition, des centres de thérapie ou centres de réadaptation en dépendance, des centres hospitaliers, des centres de crise, des établissements de détention et des quartiers cellulaires des postes de police. L'obtention de données administratives de ces ressources et institutions, jointe à la méthode utilisée pour tenir compte de la non-participation de certaines ressources, fait que cette deuxième composante du nombre total est probablement très proche de la réalité de ce soir-là, pour les parties des régions qui étaient ciblées. En revanche, le nombre de personnes dans des lieux extérieurs, malgré les nombreux ajustements apportés, demeure certainement sous-estimé : de nombreuses personnes qui ont passé la nuit du 24 avril dans des lieux extérieurs ont certainement passé la soirée du 24 avril dans des lieux cachés ou dans des endroits qu'aucune équipe de bénévoles n'avait prévu parcourir, et n'ont donc jamais rempli de questionnaire, y compris après le 24 avril.

La population totale des onze régions couvertes par le dénombrement était d'environ 7,6 millions d'habitants en 2017 [17]. Ainsi, les 5 789 personnes dénombrées représentent environ 76 personnes par 100 000 habitants, ou 69 si on utilise la population entière du Québec (8,4 millions) comme base. De façon analogue à ce qui avait été trouvé pour Montréal en 2015 [3], malgré une méthodologie relativement exhaustive, l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance semble relativement peu élevée par comparaison avec d'autres grandes provinces canadiennes. En Alberta, les sept plus grandes villes, avec une population globale d'environ 2,7 millions (y compris les banlieues de Calgary et d'Edmonton), ont dénombré 5 735 personnes en situation d'itinérance visible le 11 avril 2018 [18]. Cela représente un taux populationnel de 212 par 100 000 habitants, soit près du triple d'ici. Même si on utilise la population entière de la province comme base, le taux ne descend qu'à environ 133. En Colombie-Britannique, le dénombrement de 2018 a compté 7 655 personnes dans des communautés représentant 85 % de la population, ce qui correspond à un taux populationnel d'environ 187 par 100 000 habitants [19], ou 159 si on utilise la population totale de la province comme base.

Il est plus difficile de comparer le taux populationnel au Québec avec ceux d'autres pays parce que les méthodes de classification et de recensement sont encore plus différentes que celles des autres provinces canadiennes. Toutefois, on estime qu'en France en 2012, sur une semaine, 81 000 personnes étaient sans domicile, selon une définition de l'itinérance visible plus restrictive que la nôtre [20]. Cela suffit à donner un taux populationnel de 123 par 100 000 habitants, soit près du double de celui du Québec. La situation est encore pire en Suède, pourtant un pays réputé pour ses politiques sociales généreuses : on y estime qu'en

2017 25 638 personnes étaient en situation d'itinérance sur une période d'une semaine, en incluant les ressources de transition, mais sans compter les personnes hébergées chez d'autres [21]. Cela correspond à un taux d'environ 257 par 100 000 habitants. En revanche, en Finlande, où le gouvernement poursuit depuis plusieurs années une politique vigoureuse de réduction de l'itinérance chronique, passant notamment par la construction de logements sociaux dans le cadre d'une approche Logement d'abord [22], si on exclut les personnes seules hébergées chez d'autres, le nombre total en novembre 2017 se situait entre 1 087 et 1 584 [23]²⁹, soit entre 20 et 29 par 100 000 habitants.

Ainsi, l'étendue de l'itinérance au Québec semble, toutes proportions gardées, moins considérable que dans de nombreuses autres provinces canadiennes ou d'autres pays. Le dénombrement effectué à Montréal en 2015 [3], qui avait conclu que le taux populationnel d'itinérance à Montréal était relativement faible par comparaison avec celui d'autres grandes villes au Canada, permettait d'anticiper ce résultat.

Itinérance visible : des durées variables en itinérance

Il est important de se rappeler que le dénombrement nous donne une approximation du nombre de personnes qui seraient en situation d'itinérance un jour donné. Sur une année complète, le nombre de personnes en situation d'itinérance est considérablement supérieur.

Bien que dans cette étude près de 40 % des personnes en situation d'itinérance visible (plus de 2 000 personnes) aient passé l'entièreté de l'année précédente en situation d'itinérance, il reste que la majorité n'a passé qu'une portion de l'année dans cette situation. Certains ont trouvé un logement, ne serait-ce que temporairement; ils auront trouvé ce logement à la suite d'un épisode d'itinérance plus ou moins long et ils auront dans bien des cas abandonné l'itinérance de façon définitive. Les personnes qui constituent ce groupe changent dans le temps en raison des mouvements d'entrée et de sortie de l'itinérance. Il s'ensuit que le nombre de personnes différentes qui ont connu une période d'itinérance durant une année surpasse amplement le nombre de personnes dénombrées sur une seule journée.

Itinérance cachée

Rappelons que nous avons inclus, dans l'itinérance cachée, non seulement les personnes hébergées chez d'autres, mais aussi celles dans des maisons de chambres ou des hôtels ou motels et qui n'ont pas de domicile fixe. Parmi les 3 915 questionnaires valides qui ont été analysés dans le cadre de ce rapport, au moins 670 correspondaient à des personnes qui étaient, selon cette définition, en situation d'itinérance cachée la nuit du 24 avril. (Une partie des 511 répondants pour lesquels nous n'avons pas d'indication de lieu était certainement aussi dans la même situation.) Ce nombre ne reflète nécessairement qu'une fraction de la population qui était en itinérance cachée ce jour-là. Néanmoins, les données collectées sur ces personnes permettent un regard inédit sur cette population.

²⁹ L'écart entre les deux nombres correspond aux membres de la famille, dont on ne précise pas s'ils sont en situation d'itinérance visible ou cachée.

Le profil des personnes que nous avons considérées comme étant en situation d'itinérance cachée ressemble à ceux des autres groupes, se trouvant souvent entre celui des personnes dans des lieux extérieurs et celui des personnes en ressources d'hébergement d'urgence ou de transition. Leurs sources de revenu, utilisation de services de santé, contacts avec les acteurs du système judiciaire et besoins exprimés sont comparables à ceux de ces groupes. Cela tient sans doute au fait que les personnes que nous avons pu rencontrer étaient, en raison des méthodes utilisées pour les rencontrer, dans bien des cas en contact avec les services qu'utilisent les personnes en situation d'itinérance : 42 % des personnes en situation d'itinérance cachée avaient utilisé une ressource d'hébergement d'urgence au cours de la dernière année. Il faudrait utiliser d'autres stratégies pour entrer en contact avec les personnes en situation d'itinérance cachée qui n'ont pas recours aux services pour personnes en situation d'itinérance. Il deviendrait alors possible de voir de quelles façons ces personnes se distinguent de celles que nous avons jointes dans le présent exercice.

Ces observations confirment ce que beaucoup d'acteurs sur le terrain affirment : au moins une partie de la population en situation d'itinérance cachée – celle que nous avons pu observer – s'assimile à la population en situation d'itinérance générale. Les pays scandinaves, notamment le Danemark, la Suède et la Finlande, dénombrent les personnes en situation d'itinérance cachée, mais au moyen d'une autre méthode que celle des dénombrements ponctuels : des fournisseurs de services publics, y compris mais pas seulement pour les personnes en situation d'itinérance, enregistrent pendant une semaine de l'information sur les personnes en situation d'itinérance, y compris cachée, qu'ils voient. Cette information inclut un numéro d'enregistrement unique de façon à éviter de compter la même personne deux fois [24]. Les données que nous avons recueillies confirment la pertinence de suivre l'évolution du nombre et des caractéristiques des personnes en situation d'itinérance cachée. Il reste à définir comment cela pourrait être fait ici.

Nous avons inclus les questionnaires de personnes en itinérance cachée dans les analyses dans l'espoir d'augmenter la représentation des femmes, des jeunes et des Autochtones. En fin de compte, cette stratégie s'est avérée particulièrement efficace pour les personnes autochtones, car celles-ci sont proportionnellement plus nombreuses en itinérance cachée que dans les autres types de lieux.

Les personnes qui ont passé la nuit dans un lieu extérieur et celles qui viennent d'entrer en situation d'itinérance

Les personnes qui ont passé la nuit dans des lieux extérieurs présentent un portrait préoccupant. La moitié a vécu sa première situation d'itinérance il y a plus de 10 ans, et 15 % dans les 5 à 10 dernières années. Environ 60 % ont été en itinérance toute l'année. Ces personnes, clairement, ne sont pas encore parvenues à trouver ou à retrouver un logement permanent à l'aide des services actuels. Le fait pour elles de demeurer dans des lieux extérieurs – rappelons que le tiers d'entre elles a indiqué ne pas avoir utilisé de refuge au cours de la dernière année – les rend particulièrement vulnérables. Une étude longitudinale récente, menée à Boston, rapporte que le taux de mortalité des personnes en situation d'itinérance qui

dormaient dans des lieux extérieurs était trois fois plus élevé que celui des autres personnes en situation d'itinérance et dix fois plus élevé que celui de la population générale [25].

Les résultats font aussi émerger le grand nombre de personnes qui ont vécu leur premier épisode d'itinérance au cours de la dernière année. Ces personnes incluent de nombreux jeunes, qui évoquent notamment un conflit avec un parent ou tuteur comme raison de se retrouver en itinérance. De façon moins évidente *a priori*, elles incluent aussi un nombre important de personnes de 50 ans et plus. La grande variété de raisons évoquées, quel que soit le groupe d'âge, pour expliquer la perte de logement la plus récente suggère la diversité des problématiques auxquelles les services doivent s'adresser pour empêcher que ces personnes ne s'ancrent dans l'itinérance.

Ainsi, d'un côté, la situation des personnes qui passent la nuit dans des lieux extérieurs, particulièrement vulnérables et incapables de s'en sortir avec les services actuels, nécessite l'application à plus grande échelle de mesures susceptibles de les aider à trouver ou à retrouver un logement permanent. Leurs besoins diversifiés suggèrent d'offrir en même temps un accompagnement individualisé, complémentaire à l'aide nécessaire à acquérir et à maintenir un logement. De l'autre, la diversité des chemins qui conduisent à l'itinérance et le fait que manifestement de nouvelles personnes continuent de basculer dans l'itinérance, et pour certains de s'y ancrer, soulignent l'importance de mesures de prévention diversifiées [26].

Autochtones

Les résultats du dénombrement font ressortir de nouveau la surreprésentation des personnes autochtones, et tout particulièrement des Inuits, parmi la population en situation d'itinérance. Le profil des personnes autochtones dans notre échantillon reflète leur situation particulièrement marginale – notamment en raison de leurs contacts plus grands avec le réseau de la santé et des services sociaux et le système judiciaire. Elles sont aussi beaucoup plus enclines à exprimer le souhait de recevoir une multitude de services. Un rapport récent sur les besoins et préférences des membres des Premières Nations et des Inuits qui fréquentent des ressources pour Autochtones à Montréal faisait ressortir la situation particulièrement précaire des Inuits à Montréal, par comparaison avec les membres des Premières Nations – ce qui est cohérent avec leur surreprésentation même parmi les Autochtones en situation d'itinérance [27].

Utilisation de services

Les réponses sur l'utilisation de services confirment l'utilisation élevée de services judiciaires, d'hébergement d'urgence et de santé que font les personnes en situation d'itinérance. Notamment, plus du tiers des répondants a rapporté avoir été hospitalisé au cours de la dernière année, et environ 15 % plus d'une fois. Plus de la moitié a rapporté avoir utilisé l'urgence au moins une fois au cours de la dernière année, et 9 % 5 fois ou plus. Une étude récente indique que les personnes en situation d'itinérance, du moins celles ayant des problèmes de santé mentale, recevant les services habituels à Montréal coûtent près de 60 000 \$ par année en refuges, en hospitalisations, en incarcérations, en hébergements de transition, etc. [28]. Ce constat, parmi d'autres, met en relief la pertinence d'agir en prévention

de l'itinérance et d'aider les personnes qui la vivent de façon continue ou épisodique à s'en sortir.

Montréal : Comparaison avec les résultats de 2015

Le premier dénombrement à Montréal avait estimé à 3 016 le nombre de personnes en situation d'itinérance visible le 24 mars 2015, soit un peu moins que l'estimation de 3 149 rapportée cette fois-ci. Comme on l'a vu, les différences méthodologiques entre les deux dénombrements font que les deux nombres ne sont pas directement comparables. Toutefois, tenant compte de ces différences, nous estimons que le nombre de personnes en situation d'itinérance visible lors du dénombrement de 2018 a augmenté de l'ordre de 8 à 12 % en comparaison avec celui du dénombrement de 2015. De nombreux programmes existent à Montréal pour aider les personnes à obtenir et à conserver un logement permanent. Même si plusieurs de ces personnes pourraient être retournées à l'itinérance depuis, ces programmes ont certainement contribué à réduire le nombre de personnes en situation d'itinérance. En leur absence, une augmentation plus grande du nombre estimé aurait sans doute été observée.

Limites des résultats présentés

Il importe de mentionner un certain nombre de limites aux résultats présentés ici. Le nombre de personnes estimées comme ayant passé la nuit dans un lieu extérieur est certainement sous-estimé. Des personnes qui passent la nuit dans des lieux extérieurs ont certainement été manquées, malgré les nombreux ajustements effectués. Certains hébergements d'urgence, ressources de transition, centres de thérapie, CRD, refuges pour femmes victimes de violence conjugale et organismes mixtes n'ont pas indiqué le nombre de personnes qui étaient chez elles la nuit du 24 avril. Nous avons estimé ce nombre à partir de la capacité de la ressource et du taux d'occupation moyen de ce type de ressource le soir du 24 avril. Le résultat est nécessairement une estimation. Les méthodes utilisées pour dénombrer les personnes en situation d'itinérance dans les établissements de détention, les centres hospitaliers, les centres de thérapie et les CRD qui ont participé pourraient avoir manqué un certain nombre de personnes. Par ailleurs, les personnes qui ont répondu au questionnaire n'ont pas été choisies au hasard et ne constituent donc probablement pas un échantillon représentatif de chacun des groupes. Pour cette raison, il n'est pas possible de calculer de marge d'erreur valide sur les pourcentages estimés. Les analyses par sous-groupes, comparant des échantillons plus petits, sont particulièrement vulnérables à ce que des différences apparentes, ou au contraire des proportions très semblables, soient, en fait, le résultat du hasard.

Forces de l'exercice

Ce dénombrement présente aussi de nombreuses forces. Les ajustements que comporte l'estimation du nombre de personnes dans des lieux extérieurs (secteurs non couverts, leurres non trouvés, question sur la présence dans un lieu caché incluse dans les questionnaires passés après le 24 avril) permettent d'estimer de façon plus complète, et moins variable d'un dénombrement à l'autre, le nombre de personnes qui ont passé la nuit dans un lieu extérieur. À notre connaissance, l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance qui ont passé la nuit dans une ressource d'hébergement d'urgence ou une ressource de transition,

dans un centre de crise, un centre de thérapie ou un CRD, un centre hospitalier ou un établissement de détention tient compte de toutes les ressources de cette nature dans les parties des régions ciblées. Les nombreux questionnaires recueillis après le 24 avril ont permis de décrire de façon plus complète la population en situation d'itinérance ainsi que ses différents sous-groupes. Le fait que le dénombrement a été coordonné à l'échelle nationale par le ministère de la Santé et des Services sociaux a permis une harmonisation dans la collecte, la saisie et l'analyse des données d'une région à l'autre.

Conclusion

Fruit d'un effort collectif qui a mobilisé des centaines de bénévoles et des centaines d'organismes un peu partout dans la province, le dénombrement a permis, pour la première fois, de compter les personnes en situation d'itinérance visible, un jour donné, dans onze régions du Québec. Il a également permis de caractériser ces personnes sous plusieurs angles, à la fois à l'échelle provinciale et régionale. En s'appuyant sur une méthodologie coordonnée, aussi rigoureuse et exhaustive que possible, l'exercice a réussi à atteindre un niveau élevé de validité quant au nombre de personnes en situation d'itinérance visible estimé, et à recueillir un grand nombre de questionnaires.

Cela dit, malgré le grand nombre d'analyses effectuées dans le cadre de ce rapport, beaucoup de questions plus précises auraient pu être abordées, notamment pour tenter de mieux caractériser certains sous-groupes : les personnes de 50 ans et plus ou les femmes qui viennent de devenir itinérantes; les Inuits; etc. Par ailleurs, certaines questions importantes auraient besoin d'être abordées à l'aide d'autres méthodes. Il serait utile, par exemple, de pouvoir mieux comprendre les aspects dynamiques du phénomène : quelles sont les principales causes de nouvelles entrées en itinérance? Qui sont les personnes qui s'y enracinent, au contraire d'autres qui n'y restent que peu de temps?

Le dénombrement apporte un éclairage quantitatif sur la population en situation d'itinérance visible et sur une partie de la population en situation d'itinérance cachée. Il complétera ainsi les informations provenant des autres volets du deuxième portrait de l'itinérance au Québec, permettant ainsi de construire une compréhension plus globale du phénomène.

Références

1. HOPPER, K., M. SHINN et J. WANDERLING. “Estimating Numbers of Unsheltered Homeless People Through Plant-Capture and Postcount Survey Methods”, *American Journal of Public Health*, vol. 99, n° 8, 2008, p. 1438-1442.
2. VILLE DE TORONTO. *2013 Street Needs Assessment*, [En ligne], 2013. [www.toronto.ca/legdocs/mmis/2013/cd/bgrd/backgroundfile-61365.pdf].
3. LATIMER, E., et autres. *Dénombrement des personnes en situation d'itinérance à Montréal le 24 mars 2015*, Ville de Montréal, Montréal, Québec, 2015.
4. OBSERVATOIRE CANADIEN SUR L'ITINÉRANCE. *La Définition canadienne de l'itinérance*, [En ligne], 2012. [www.homelesshub.ca/sites/default/files/COHhomelessdefinitionFR.pdf].
5. GOUVERNEMENT DU CANADA, *Tout le monde compte : un guide sur les dénombrements ponctuels au Canada*, 2^e éd., Emploi et Développement social Canada, 2019.
6. AGANS, R.P., et autres. “Enumerating the hidden homeless: Strategies to estimate the homeless gone missing from a point-in-time count”, *Journal of Official Statistics*, vol. 30, n° 2, 2014, p. 215-229.
7. EBERLE, M., et autres. *Results of the pilot study to estimate the size of the hidden homeless population in Metro Vancouver*, 2009.
8. DIRECTION RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL et DIRECTION DE L'HABITATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL. *Les chambreurs montréalais 2017*, 2018, p. 40.
9. ESPACE DE TRAVAIL COMMUNAUTAIRE SUR L'ITINÉRANCE. *PiT Count Toolkit – Customizable Survey*, [En ligne], 2017. [https://workspaceonhomelessness.ca/pitcounts/resources/english/survey/pit_count_toolkit_customizable_surveydocx].
10. MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Deuxième portrait de l'itinérance au Québec : guide sur le dénombrement*, Direction des services en dépendance et en itinérance, 2018.
11. STATA CORP. *Stata Statistical Software: Release 15.0.*, Stata Corporation, College Station, TX, 2018.
12. NATIONAL ALLIANCE TO END HOMELESSNESS. *Family homelessness in the United States: A state-by-state snapshot*, 2018.
13. STATISTIQUE CANADA. *Les couples de même sexe et l'orientation sexuelle... en chiffres : l'orientation sexuelle*, [En ligne], 25 juin 2015. [www.statcan.gc.ca/fra/quo/smr08/2015/smr08_203_2015#a3].
14. STATISTIQUE CANADA. *Profil du recensement. Recensement de 2016 : Montréal, Québec et Canada*, 2016.
15. STATISTIQUE CANADA. *Série « Perspective géographique », Recensement de 2016 : peuples autochtones*. [En ligne], 2016. [<https://www12.statcan.gc.ca/census->

- recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-pr
fra.cfm?LANG=Fra&GK=PR&GC=24&TOPIC=9].
16. ANCIENS COMBATTANTS CANADA. *1.0 Données démographiques*, [En ligne], 2018 [www.veterans.gc.ca/fra/about-us/statistics/1-0].
 17. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Le Québec chiffre en mains*, 2018.
 18. TURNER STRATEGIES. *2018 Alberta Point-in-Time Homeless Count: Technical Report*, 2018.
 19. THE HOMELESSNESS SERVICES ASSOCIATION OF BC, URBAN MATTERS ET BC NON-PROFIT HOUSING ASSOCIATION. *2018 Report on Homeless Counts in B.C.*, Burnaby, BC, 2018.
 20. YAOUANCQ, Françoise, et autres. *L'hébergement des sans-domicile en 2012 : des modes d'hébergement différents selon les situations familiales*, Institut national de la statistique et des études économiques, 2013.
 21. THE NATIONAL BOARD OF HEALTH AND WELFARE. *Homelessness in Sweden 2017*, 2018.
 22. SANDER, G.M. "Finland's homeless crisis nearly solved. How? By giving homes to all who need", *Christian Science Monitor*, 2018.
 23. THE HOUSING FINANCE AND DEVELOPMENT CENTRE FINLAND (ARA). *Homelessness in Finland 2017*, 2018.
 24. SMITH, A. *Comparing the state of homelessness in different cities*, [En ligne], 2015. [www.mmfim.ca/comparing-the-state-of-homelessness-in-different-cities/?doing_wp_cron=1539096082.1025879383087158203125].
 25. RONCARATI, J.S., et autres. "Mortality Among Unsheltered Homeless Adults in Boston, Massachusetts, 2000-2009", *JAMA Internal Medicine*, 2018.
 26. GAETZ, S., et E. DEJ. *A New Direction: A Framework for Homelessness Prevention*, Toronto, 2017.
 27. LATIMER, E., F. BORDELEAU et C. MÉTHOT. *Besoins exprimés et préférences en matière de logement des utilisateurs autochtones de ressources communautaires sur l'île de Montréal*, RÉSEAU pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal, 2018, p. 73.
 28. LATIMER, E., et autres. "The costs of usual services for homeless people with mental illness in five Canadian cities: Results from a large prospective follow-up study", *Canadian Medical Association Journal Open*, vol. 5, n° 3, 2017, p. E576-E585.

Glossaire

Banque alimentaire : Organisme offrant des denrées alimentaires pour aider les personnes en situation de pauvreté. Certaines banques alimentaires offrent également des repas chauds.

Centre de crise : Organisme offrant de l'hébergement à très court terme et des services d'urgence pour personnes vivant des crises liées à la santé mentale.

Centre de jour : Organisme n'offrant pas d'hébergement, mais différents types de services pouvant être utilisés par les personnes en situation d'itinérance ou de pauvreté. Ces services incluent souvent des organismes offrant des repas, des vêtements, des activités sociales et communautaires, parfois aussi des services de santé physique ou mentale, etc. Certaines ressources d'hébergement disposent d'un centre de jour.

Centre de réadaptation en dépendance : Établissement de santé et de services sociaux fusionné à un CISSS ou à un CIUSSS. Dans ce rapport, les centres de réadaptation en dépendance sont ceux offrant des services spécialisés en dépendance avec hébergement.

Centre de thérapie : Ressource d'hébergement communautaire ou privée qui offre des services d'hébergement en dépendance.

Hébergement d'urgence : Installation conçue pour répondre aux besoins immédiats des personnes qui sont sans abri. Un hébergement d'urgence peut desservir des sous-populations particulières, telles les femmes, les familles, les jeunes ou les Autochtones. Habituellement, ces ressources ont très peu de critères d'admissibilité, offrent des installations de dortoirs et des commodités partagées. Souvent, elles s'attendent à ce que les personnes hébergées partent le matin venu, mais certaines ressources leur permettent de rester sur les lieux plus d'une nuit. Ces installations peuvent ou non offrir de la nourriture, des vêtements ou d'autres services.

Itinérance cachée : Renvoie à la situation d'une personne vivant temporairement chez d'autres ou passant la nuit dans un hôtel ou motel, sans avoir de domicile fixe à elle. Selon la définition utilisée dans ce rapport, une personne demeurant dans une maison de chambres est elle aussi considérée comme en situation d'itinérance cachée.

Lieux extérieurs : Renvoie aux endroits publics ou privés où des personnes dorment sans autorisation ni contrat, ainsi que les endroits non conçus pour l'habitation humaine permanente. Cela inclut notamment les lieux publics, les véhicules, les abris de fortune, les immeubles abandonnés ou vacants et d'autres lieux non abrités.

Organisme mixte : Organisme offrant deux ou même trois types de services d'hébergement différents. Le plus souvent, il s'agit d'un organisme offrant à la fois de l'hébergement d'urgence et de transition.

Refuge pour femmes victimes de violence conjugale (maisons d'hébergement de première étape) : Une maison d'hébergement de première étape est une ressource qui vise à offrir aux femmes victimes de violence conjugale, et à leurs enfants, un milieu de vie sécuritaire et accueillant ainsi que toute une gamme de services dont le but premier est de permettre aux femmes de reprendre du pouvoir sur leur vie. Ces services incluent : l'hébergement sécuritaire, l'écoute téléphonique, des consultations externes, des interventions individuelles et de groupe, de l'intervention jeunesse, de l'information, de l'accompagnement dans les démarches (logement, aide sociale, recours juridiques, etc.). La durée de séjour varie de quelques jours à trois mois, bien que depuis quelques années on observe une augmentation de la durée de séjour (cas plus complexes ou démarches plus longues).

Ressource de transition : Une ressource de transition offre un service d'hébergement de transition ou de logement de transition, appuyé d'un projet ou d'un programme visant à accompagner la personne vers une stabilité résidentielle. La durée des séjours est limitée. Les ressources de transition offrent parfois de l'hébergement de transition, parfois du logement de transition ou encore les deux types de services.

Ressource pour femmes victimes de violence conjugale de deuxième étape : Une maison de deuxième étape offre un logement transitoire, abordable et confidentiel aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants. Sa mission est d'intervenir dans un contexte postséparation lorsque les femmes décident de quitter définitivement leur conjoint violent. Les services offerts sont variés (intervention individuelle et de groupe, référence et accompagnement en orientation vers des ressources, soutien dans les démarches, élaboration de scénarios de protection) et permettent aux femmes d'avoir le temps, en toute sécurité, de reprendre leur vie en main. La durée de séjour est variable d'une maison à l'autre (de 3 à 24 mois), la moyenne provinciale étant de plus ou moins 9 mois. Dans le cadre de ce rapport, ces ressources sont regroupées avec les ressources de transition pour l'analyse.

Annexe A. Questionnaires

Des versions anglaises des questionnaires présentés dans cette annexe sont disponibles.

TOUT LE MONDE COMPTE

QUESTIONNAIRE DE SÉLECTION POUR LE DÉNOMBREMENT EXTÉRIEUR

Intervieweur : Veuillez lire le paragraphe suivant à chaque personne que vous rencontrez.

Bonjour, je m'appelle [prénom]. Je suis bénévole pour *Tout le monde compte*, un important projet mené par le gouvernement du Québec. (Montrez votre cocarde.) Nous faisons un sondage qui s'intéresse à l'instabilité résidentielle. Nous devons interroger toutes les personnes que nous rencontrons. Les réponses au questionnaire serviront à divers travaux sur le sujet. Vous êtes entièrement libre de refuser de répondre au questionnaire. Les données sont anonymes; il ne sera pas possible pour quelqu'un de vous identifier. Acceptez-vous de continuer?

- Oui Non (Remercier et terminer le sondage. Noter sur la feuille d'enregistrement.)

Avez-vous déjà répondu aux questions de quelqu'un qui porte cette cocarde?

(Veuillez montrer votre cocarde à la personne.)

- Non Oui (Remercier et terminer le sondage. Noter sur la feuille d'enregistrement.)

QUESTIONS DE SÉLECTION

C. Où passerez-vous la nuit?

a. REFUSE DE RÉPONDRE b. SON APPARTEMENT / SA MAISON	c. CHEZ QUELQU'UN -> PASSER À C1 d. MOTEL/HÔTEL -> DEMANDER C2 e. HÔPITAL -> DEMANDER C2 f. PRISON OU CENTRE DE DÉTENTION -> DEMANDER C2 g. CENTRE DE DÉSINTOXICATION OU THÉRAPIE -> DEMANDER C2	h. REFUGE D'URGENCE i. RESSOURCE D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE j. REFUGE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE k. LOGEMENT DE TRANSITION l. MAISON DE CHAMBRES m. LIEU PUBLIC (P. EX. : TROTTOIR, PARC, FORÊT, ABRIBUS) n. VÉHICULE (VOITURE, FOURGONNETTE, VR, CAMION) o. ABRI DE FORTUNE, TENTE OU CABANE p. IMMEUBLE ABANDONNÉ OU VACANT (SQUAT) q. AUTRE LIEU NON ABRITÉ r. LE RÉPONDANT / LA RÉPONDANTE NE SAIT PAS [PROBABLEMENT EN SITUATION D'ITINÉRANCE]
[REMERCIER ET TERMINER LE SONDAGE]*		[CONTINUER LE SONDAGE]

C1 : Pouvez-vous y rester aussi longtemps que vous le voulez ou est-ce une situation temporaire?

a. AUSSI LONGTEMPS QUE VOUS LE VOULEZ [TERMINER LE SONDAGE]*
b. TEMPORAIRE -> DEMANDER C2
c. NE SAIT PAS -> DEMANDER C2
d. REFUSE DE RÉPONDRE [TERMINER LE SONDAGE]*

C2 : Y a-t-il une maison ou un appartement où vous pouvez retourner en toute sécurité?

a. OUI [TERMINER LE SONDAGE]*
b. NON -> CONTINUER LE SONDAGE
c. NE SAIT PAS -> CONTINUER LE SONDAGE
d. REFUSE DE RÉPONDRE [TERMINER LE SONDAGE]*

* Noter sur la feuille d'enregistrement.

Source: Emploi et Développement social Canada

Nom de l'intervieweur : _____

TOUT LE MONDE COMPTE

QUESTIONNAIRE POUR LE DÉNOMBREMENT EXTÉRIEUR

Intervieweur : Ce questionnaire n'est rempli que si la personne est considérée comme admissible selon le formulaire de sélection. Indiquer ici à nouveau le type de lieu où le répondant prévoit passer la nuit du 24 avril :

c. CHEZ QUELQU'UN	i. RESSOURCE D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE	m. LIEU PUBLIC (P. EX.: TROTTOIR, PARC, FORÊT, ABRIBUS)	q. AUTRE LIEU NON ABRITÉ
d. MOTEL/HÔTEL	j. REFUGE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	n. VÉHICULE (VOITURE, FOURGONNETTE, VR, CAMION)	r. LE RÉPONDANT / LA RÉPONDANTE NE SAIT PAS [PROBABLEMENT EN SITUATION D'ITINÉRANCE]
e. HÔPITAL	k. LOGEMENT DE TRANSITION	o. ABRI DE FORTUNE, TENTE OU CABANE	
f. PRISON OU CENTRE DE DÉTENTION	l. MAISON DE CHAMBRES	p. IMMEUBLE ABANDONNÉ OU VACANT (SQUAT)	
g. CENTRE DE THÉRAPIE			
h. REFUGE D'URGENCE			

1. Est-ce que vous passerez la nuit avec des membres de votre famille? [Si oui, indiquer les numéros de sondage pour les adultes ou enfants de 15 à 17 ans ayant rempli un questionnaire.] [Cocher tout ce qui s'applique.]

<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> AUTRE (15 ans OU PLUS) – n° de sondage : _____							
<input type="checkbox"/> CONJOINT(E) – n° de sondage : _____	<input type="checkbox"/> AUTRE (15 ans OU PLUS) – n° de sondage : _____							
<input type="checkbox"/> ENFANTS OU PERSONNES À CHARGE QUI NE RÉPONDENT PAS AU QUESTIONNAIRE	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE							
[Indiquer l'âge et le sexe de chacun]								
SEXE								
ÂGE								
	1	2	3	4	5	6	7	8

Un enfant de 15 à 17 ans peut répondre au sondage 1) s'il est seul OU 2) avec le consentement de son parent ou autre adulte responsable si celui-ci est présent. Au besoin, demander l'âge de l'enfant.

Pour les questions suivantes, « en situation d'itinérance » signifie toutes les occasions où vous avez été sans logement stable, y compris les moments où vous avez dormi dans des logements de transition, temporairement chez quelqu'un sans avoir votre propre domicile fixe, ou en maison de chambres.

2. Quel âge aviez-vous lorsque vous vous êtes retrouvé(e) en situation d'itinérance pour la première fois?

<input type="checkbox"/> ÂGE _____	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
------------------------------------	--------------------------------------	---

3. Au total, pendant *combien de temps* avez-vous été en situation d'itinérance au cours de LA DERNIÈRE ANNÉE?

[Meilleure estimation]	<input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
------------------------	--	--------------------------------------	---

Source: *Emploi et Développement social Canada*

4. Au total, **combien de fois différentes** avez-vous vécu une situation d'itinérance au cours de LA DERNIÈRE ANNÉE?
[Meilleure estimation]

5. Avez-vous dormi dans un refuge d'urgence au cours de la dernière année? [On peut donner des exemples locaux.]

- OUI NON NE SAIT PAS REFUSE DE RÉPONDRE

6. Depuis combien de temps êtes-vous à [nom de la ville]?

- DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS/ANS ---->
 DEPUIS TOUJOURS
 NE SAIT PAS
 REFUSE DE RÉPONDRE

06b Où habitiez-vous avant de déménager ici?

- VILLE _____ PROVINCE _____
OU PAYS _____
 REFUSE DE RÉPONDRE

7. Êtes-vous arrivé(e) au Canada en tant qu'immigrant(e), réfugié(e) ou demandeur(e) de statut de réfugié?

- OUI, IMMIGRANT(E) ----->
 OUI, RÉFUGIÉ(E) ----->
 OUI, DEMANDEUR(E) DE
STATUT DE RÉFUGIÉ ----->
 NON
 NE SAIT PAS
 REFUSE DE RÉPONDRE

Si OUI

07b Depuis combien de temps êtes-vous au Canada?

- DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS/ANS
OU DATE : _____ JOUR/MOIS/ANNÉE
 NE SAIT PAS
 REFUSE DE RÉPONDRE

8. Vous identifiez-vous comme Autochtone, ou avez-vous des ancêtres autochtones? Cela comprend les Premières Nations avec ou sans statut, les Métis et les Inuits. [Si oui, demander au répondant de préciser.]

- OUI ----->
 NON
 NE SAIT PAS
 REFUSE DE RÉPONDRE

Si OUI

- PREMIÈRES NATIONS (AVEC OU SANS STATUT)
 INUIT
 MÉTIS
 ASCENDANCE AUTOCHTONE

9. Quel âge avez-vous? [OU] En quelle année êtes-vous né(e)? [Si la personne n'est pas certaine, demander la meilleure estimation.]

- ÂGE _____ OU ANNÉE DE NAISSANCE _____ NE SAIT PAS REFUSE DE RÉPONDRE

10. Avez-vous déjà servi dans les Forces armées canadiennes ou la GRC?

[Les Forces sont la Marine, l'Armée ou l'Aviation royale du Canada.]

- OUI, DANS LES FORCES NON NE SAIT PAS REFUSE DE RÉPONDRE
 OUI, DANS LA GRC

11. À quel genre vous identifiez-vous? [Montrer la liste. Ne pas lire les catégories, sauf si on vous le demande.]

<input type="checkbox"/> [1] HOMME	<input type="checkbox"/> [4] FEMME TRANS	<input type="checkbox"/> [7] PAS DANS CETTE LISTE : _____
<input type="checkbox"/> [2] FEMME	<input type="checkbox"/> [5] HOMME TRANS	<input type="checkbox"/> [8] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [3] BISPIRITUEL	<input type="checkbox"/> [6] GENDER QUEER / NON BINAIRE	<input type="checkbox"/> [9] REFUSE DE RÉPONDRE

12. Comment décrivez-vous votre orientation sexuelle, p. ex. : hétérosexuel, gai, lesbienne? [Montrer la liste. Ne pas lire les catégories, sauf si on vous le demande.]

<input type="checkbox"/> [1] HÉTÉROSEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [4] BISEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [7] QUEER/ALLOSEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [9] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [2] GAI	<input type="checkbox"/> [5] BISPIRITUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [8] PAS DANS CETTE LISTE : _____	<input type="checkbox"/> [10] REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> [3] LESBIENNE	<input type="checkbox"/> [6] EN QUESTIONNEMENT		

13. Qu'est-ce qui a causé la perte de votre dernier logement ou lieu de résidence stable? [Ne pas lire les options, sauf si la personne a de la difficulté à répondre. Sélectionner les choix qui s'appliquent. Au besoin préciser : « Logement ou lieu de résidence stable » veut dire votre appartement ou maison où vous pouviez rester aussi longtemps que vous le vouliez.]

<input type="checkbox"/> [1] MALADIE OU CONDITION MÉDICALE	<input type="checkbox"/> [9] CONFLIT AVEC : PARENT/TUTEUR
<input type="checkbox"/> [2] PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	<input type="checkbox"/> [10] CONFLIT AVEC : ÉPOUX(SE)/CONJOINT(E)
<input type="checkbox"/> [3] DÉPENDANCE OU TOXICOMANIE	<input type="checkbox"/> [11] INCARCÉRÉ (PRISON)
<input type="checkbox"/> [4] PERTE D'EMPLOI	<input type="checkbox"/> [12] HOSPITALISATION OU EN PROGRAMME DE TRAITEMENT
<input type="checkbox"/> [5] INCAPABLE DE PAYER LE LOYER OU L'HYPOTHÈQUE	<input type="checkbox"/> [13] NON APPLICABLE : JAMAIS EU DE RÉSIDENCE STABLE
<input type="checkbox"/> [6] CONDITIONS DE LOGEMENT DANGEREUSES	<input type="checkbox"/> [14] NON APPLICABLE – AUTRE : _____
<input type="checkbox"/> [7] SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS PAR : PARENT/TUTEUR	<input type="checkbox"/> [15] AUTRE RAISON : _____
<input type="checkbox"/> [8] SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS PAR : ÉPOUX(SE)/CONJOINT(E)	<input type="checkbox"/> [16] NE SAIT PAS
	<input type="checkbox"/> [17] REFUSE DE RÉPONDRE

14. Quelles sont vos sources de revenu? [Lire les choix de réponse. Cocher tout ce qui s'applique.]

<input type="checkbox"/> [1] EMPLOI	<input type="checkbox"/> [5] AIDE SOCIALE / AIDE AU REVENU	<input type="checkbox"/> [10] DONS D'ARGENT PAR LA FAMILLE / LES AMIS
<input type="checkbox"/> [2] EMPLOI INFORMEL (p. ex., RETOUR DE BOUTEILLES CONSIGNÉES, MENDICITÉ, TRAVAIL DU SEXE)	<input type="checkbox"/> [6] PRESTATIONS D'INVALIDITÉ	<input type="checkbox"/> [11] AUTRE SOURCE : _____
<input type="checkbox"/> [3] TRAVAIL AUTONOME (p. ex., PIGISTE, CAMELOT)	<input type="checkbox"/> [7] PRESTATIONS DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE (p. ex., RPC/SV/SRG)	<input type="checkbox"/> [12] AUCUN REVENU
<input type="checkbox"/> [4] ASSURANCE-EMPLOI	<input type="checkbox"/> [8] REMBOURSEMENT DE TPS	<input type="checkbox"/> [13] REFUSE DE RÉPONDRE
	<input type="checkbox"/> [9] PRESTATIONS FISCALES POUR FAMILLES ET ENFANTS	

15. Au cours de la dernière année (les 12 derniers mois), avez-vous : [Demander aux répondants de donner leur meilleure estimation.]

	NON	OUI	NOMBRE DE FOIS	NE SAIT PAS / REFUS
ÉTÉ À L'URGENCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ HOSPITALISÉ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
→ COMBIEN DE JOURS (LA DERNIÈRE FOIS?)	_____ jours			
ÉTÉ DÉTENU DANS UNE PRISON (PROVINCIALE OU FÉDÉRALE)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
→ COMBIEN DE JOURS (LA DERNIÈRE FOIS?)	_____ jours			
ÉTÉ ABORDÉ PAR UN POLICIER QUI VOULAIT VOUS OFFRIR DE L'AIDE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ ARRÊTÉ OU FOUILLÉ PAR LA POLICE, OU REÇU UNE CONTRAVENTION?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
EU DES CONTACTS AVEC DES TRAVAILLEURS DE RUE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ DANS UN CENTRE DE JOUR?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>

16. Je vais lire une liste de types de services dont vous pourriez avoir besoin, mais que vous ne recevez pas actuellement. Veuillez indiquer ceux que vous aimeriez recevoir : [Lire les choix. Sélectionner ceux qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> [1] SERVICES DE SANTÉ PHYSIQUE	<input type="checkbox"/> [4] SERVICES POUR DIFFICULTÉ D'APPRENTISSAGE
SI OUI, LIRE →	<input type="checkbox"/> [5] AIDE À TROUVER UN EMPLOI
<input type="checkbox"/> [a] CONDITION MÉDICALE CONTINUE OU SÉRIEUSE	<input type="checkbox"/> [6] AIDE POUR TROUVER ET GARDER VOTRE PROPRE LOGEMENT
<input type="checkbox"/> [b] INCAPACITÉ PHYSIQUE	<input type="checkbox"/> [7] AIDE POUR RÉSOUDRE DES PROBLÈMES LÉGAUX (mandats, amendes impayées, dossier criminel, etc.)
<input type="checkbox"/> [c] LÉSION CÉRÉBRALE	<input type="checkbox"/> [8] SERVICES JURIDIQUES (litige avec employeur, garde d'enfants, etc.)
<input type="checkbox"/> [d] GROSSESSE	<input type="checkbox"/> [9] LIEUX DE SOCIALISATION
<input type="checkbox"/> [e] AUTRE	<input type="checkbox"/> [10] AUTRE : _____
<input type="checkbox"/> [f] NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> [11] AUCUN DE CES CHOIX
<input type="checkbox"/> [g] REFUSE DE RÉPONDRE	<input type="checkbox"/> [12] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [2] SERVICES DE SANTÉ MENTALE (soutien psychologique, traitement, etc.)	<input type="checkbox"/> [13] REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> [3] SERVICES POUR DÉPENDANCE OU TOXICOMANIE	

Maintenant, pour nous assurer de ne pas avoir de questionnaires en double, pouvez-vous me dire, svp, quelle est la première lettre de votre prénom, la première lettre de votre nom de famille et le jour du mois où vous êtes né? Par exemple, si Jacques Tremblay est né le 15 mars, la réponse serait : JT15.

Réponse : __ __ __

Merci. Le questionnaire est terminé. Puis-je vous offrir (5 \$) (une carte cadeau de 5 \$ que vous pouvez utiliser xxx)?

Nom de l'intervieweur : _____

TOUT LE MONDE COMPTE

QUESTIONNAIRE POUR LES REFUGES ET LOGEMENTS DE TRANSITION LE 24 AVRIL

Veillez adapter le texte d'introduction suivant selon que vous êtes un bénévole ou un intervenant, et selon ce qui aura déjà été expliqué aux participants potentiels :

Bonjour, je m'appelle [prénom]. Je suis [bénévole pour *Tout le monde compte* / intervenant de la ressource ____]. (Bénévoles, svp montrez votre cocarde.) Je m'adresse à vous pour voir si vous accepteriez de répondre à un court sondage sur l'instabilité résidentielle (si intervenant, spécifiez : dans le cadre du projet *Tout le monde compte*). Cet important projet est mené par le gouvernement du Québec. Les réponses au questionnaire serviront à divers travaux sur le sujet. Vous êtes entièrement libre de refuser de répondre au questionnaire. Les données sont anonymes; il ne sera pas possible pour quelqu'un de vous identifier. Acceptez-vous de continuer?

- Oui Non (Remercier et terminer le sondage.)

Avez-vous déjà répondu aux questions de quelqu'un qui porte cette cocarde?
(Veillez montrer la cocarde.)

- Non Oui (Remercier et terminer le sondage.)

1. Est-ce que vous passerez la nuit avec des membres de votre famille? [Si oui, indiquer les numéros de sondage pour les adultes ou enfants de 15 à 17 ans ayant rempli un questionnaire.] [Cocher tout ce qui s'applique.]

<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> AUTRE (15 ans OU PLUS) – n° de sondage : _____							
<input type="checkbox"/> CONJOINT(E) – n° de sondage : _____	<input type="checkbox"/> AUTRE (15 ans OU PLUS) – n° de sondage : _____							
	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE							
<input type="checkbox"/> ENFANTS OU PERSONNES À CHARGE QUI NE RÉPONDENT PAS AU QUESTIONNAIRE [Indiquer l'âge et le sexe de chacun]	1	2	3	4	5	6	7	8
SEXE								
ÂGE								

Un enfant de 15 à 17 ans peut répondre au sondage 1) s'il est seul OU 2) avec le consentement de son parent ou autre adulte responsable si celui-ci est présent. Au besoin, demander l'âge de l'enfant.

Pour les questions suivantes, « en situation d'itinérance » signifie toutes les occasions où vous avez été sans logement stable, y compris les moments où vous avez dormi dans des logements de transition, temporairement chez quelqu'un sans avoir votre propre domicile fixe, ou en maison de chambres.

2. Quel âge aviez-vous lorsque vous vous êtes retrouvé(e) en situation d'itinérance pour la première fois?

<input type="checkbox"/> ÂGE _____	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
------------------------------------	--------------------------------------	---

3. Au total, pendant **combien de temps** avez-vous été en situation d'itinérance au cours de LA DERNIÈRE ANNÉE?
[Meilleure estimation]

<input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
--	--------------------------------------	---

4. Au total, **combien de fois différentes** avez-vous vécu une situation d'itinérance au cours de LA DERNIÈRE ANNÉE?
[Meilleure estimation]

<input type="checkbox"/> NOMBRE DE FOIS _____ [y compris celle-ci]	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
--	--------------------------------------	---

5. Avez-vous dormi dans un refuge d'urgence au cours de la dernière année? [On peut donner des exemples locaux.]

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
------------------------------	------------------------------	--------------------------------------	---

6. Depuis combien de temps êtes-vous à [nom de la ville]?

<input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS/ANS ---> <input type="checkbox"/> DEPUIS TOUJOURS <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	06b Où habitiez-vous avant de déménager ici? <input type="checkbox"/> VILLE _____ PROVINCE _____ OU PAYS _____ <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
--	--

7. Êtes-vous arrivé(e) au Canada en tant qu'immigrant(e), réfugié(e) ou demandeur(e) de statut de réfugié?

<input type="checkbox"/> OUI, IMMIGRANT(E) -----> <input type="checkbox"/> OUI, RÉFUGIÉ(E) -----> <input type="checkbox"/> OUI, DEMANDEUR(E) DE STATUT DE RÉFUGIÉ -----> <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	Si OUI 07b Depuis combien de temps êtes-vous au Canada? <input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS/ANS OU DATE : _____ JOUR/MOIS/ANNÉE <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
---	--

8. Vous identifiez-vous comme Autochtone, ou avez-vous des ancêtres autochtones? Cela comprend les Premières Nations avec ou sans statut, les Métis et les Inuits. [Si oui, demander au répondant de préciser.]

<input type="checkbox"/> OUI -----> <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	Si OUI <input type="checkbox"/> PREMIÈRES NATIONS (AVEC OU SANS STATUT) <input type="checkbox"/> INUIT <input type="checkbox"/> MÉTIS <input type="checkbox"/> ASCENDANCE AUTOCHTONE
--	---

9. Quel âge avez-vous? [OU] En quelle année êtes-vous né(e)? [Si la personne n'est pas certaine, demander la meilleure estimation.]

<input type="checkbox"/> ÂGE _____ OU ANNÉE DE NAISSANCE _____	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
--	--------------------------------------	---

10. Avez-vous déjà servi dans les Forces armées canadiennes ou la GRC?

[Les Forces sont la Marine, l'Armée ou l'Aviation royale du Canada.]

<input type="checkbox"/> OUI, DANS LES FORCES	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> OUI, DANS LA GRC			

11. À quel genre vous identifiez-vous? [Montrer la liste. Ne pas lire les catégories, sauf si on vous le demande.]

<input type="checkbox"/> [1] HOMME	<input type="checkbox"/> [4] FEMME TRANS	<input type="checkbox"/> [7] PAS DANS CETTE LISTE : _____
<input type="checkbox"/> [2] FEMME	<input type="checkbox"/> [5] HOMME TRANS	<input type="checkbox"/> [8] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [3] BISPIRITUEL	<input type="checkbox"/> [6] GENDER QUEER / NON BINAIRE	<input type="checkbox"/> [9] REFUSE DE RÉPONDRE

12. Comment décrivez-vous votre orientation sexuelle, p. ex. : hétérosexuel, gai, lesbienne? [Montrer la liste. Ne pas lire les catégories, sauf si on vous le demande.]

<input type="checkbox"/> [1] HÉTÉROSEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [4] BISEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [7] QUEER/ALLOSEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [9] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [2] GAI	<input type="checkbox"/> [5] BISPIRITUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [8] PAS DANS CETTE LISTE : _____	<input type="checkbox"/> [10] REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> [3] LESBIENNE	<input type="checkbox"/> [6] EN QUESTIONNEMENT		

13. Qu'est-ce qui a causé la perte de votre dernier logement ou lieu de résidence stable? [Ne pas lire les options, sauf si la personne a de la difficulté à répondre. Sélectionner les choix qui s'appliquent. Au besoin préciser : « Logement ou lieu de résidence stable » veut dire votre appartement ou maison où vous pouviez rester aussi longtemps que vous le vouliez.]

<input type="checkbox"/> [1] MALADIE OU CONDITION MÉDICALE	<input type="checkbox"/> [9] CONFLIT AVEC : PARENT/TUTEUR
<input type="checkbox"/> [2] PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	<input type="checkbox"/> [10] CONFLIT AVEC : ÉPOUX(SE)/CONJOINT(E)
<input type="checkbox"/> [3] DÉPENDANCE OU TOXICOMANIE	<input type="checkbox"/> [11] INCARCÉRÉ (PRISON)
<input type="checkbox"/> [4] PERTE D'EMPLOI	<input type="checkbox"/> [12] HOSPITALISATION OU EN PROGRAMME DE TRAITEMENT
<input type="checkbox"/> [5] INCAPABLE DE PAYER LE LOYER OU L'HYPOTHÈQUE	<input type="checkbox"/> [13] NON APPLICABLE : JAMAIS EU DE RÉSIDENCE STABLE
<input type="checkbox"/> [6] CONDITIONS DE LOGEMENT DANGEREUSES	<input type="checkbox"/> [14] NON APPLICABLE – AUTRE : _____
<input type="checkbox"/> [7] SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS PAR : PARENT/TUTEUR	<input type="checkbox"/> [15] AUTRE RAISON : _____
<input type="checkbox"/> [8] SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS PAR : ÉPOUX(SE)/CONJOINT(E)	<input type="checkbox"/> [16] NE SAIT PAS
	<input type="checkbox"/> [17] REFUSE DE RÉPONDRE

14. Quelles sont vos sources de revenu? [Lire les choix de réponse. Cocher tout ce qui s'applique.]

<input type="checkbox"/> [1] EMPLOI	<input type="checkbox"/> [5] AIDE SOCIALE / AIDE AU REVENU	<input type="checkbox"/> [10] DONS D'ARGENT PAR LA FAMILLE / LES AMIS
<input type="checkbox"/> [2] EMPLOI INFORMEL (p. ex., RETOUR DE BOUTEILLES CONSIGNÉES, MENDICITÉ, TRAVAIL DU SEXE)	<input type="checkbox"/> [6] PRESTATIONS D'INVALIDITÉ	<input type="checkbox"/> [11] AUTRE SOURCE : _____
<input type="checkbox"/> [3] TRAVAIL AUTONOME (p. ex., PIGISTE, CAMELOT)	<input type="checkbox"/> [7] PRESTATIONS DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE (p. ex., RPC/SV/SRG)	<input type="checkbox"/> [12] AUCUN REVENU
<input type="checkbox"/> [4] ASSURANCE-EMPLOI	<input type="checkbox"/> [8] REMBOURSEMENT DE TPS	<input type="checkbox"/> [13] REFUSE DE RÉPONDRE
	<input type="checkbox"/> [9] PRESTATIONS FISCALES POUR FAMILLES ET ENFANTS	

15. Au cours de la dernière année (les 12 derniers mois), avez-vous : [Demander aux répondants de donner leur meilleure estimation.]

	NON	OUI	NOMBRE DE FOIS	NE SAIT PAS / REFUS
ÉTÉ À L'URGENCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ HOSPITALISÉ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
→ COMBIEN DE JOURS (LA DERNIÈRE FOIS?)	_____ jours			
ÉTÉ DÉTENU DANS UNE PRISON (PROVINCIALE OU FÉDÉRALE)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
→ COMBIEN DE JOURS (LA DERNIÈRE FOIS?)	_____ jours			
ÉTÉ ABORDÉ PAR UN POLICIER QUI VOULAIT VOUS OFFRIR DE L'AIDE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ ARRÊTÉ OU FOUILLÉ PAR LA POLICE, OU REÇU UNE CONTRAVENTION?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
EU DES CONTACTS AVEC DES TRAVAILLEURS DE RUE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ DANS UN CENTRE DE JOUR?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>

16. Je vais lire une liste de types de services dont vous pourriez avoir besoin, mais que vous ne recevez pas actuellement. Veuillez indiquer ceux que vous aimeriez recevoir : [Lire les choix. Sélectionner ceux qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> [1] SERVICES DE SANTÉ PHYSIQUE SI OUI, LIRE → <input type="checkbox"/> [a] CONDITION MÉDICALE CONTINUE OU SÉRIEUSE <input type="checkbox"/> [b] INCAPACITÉ PHYSIQUE <input type="checkbox"/> [c] LÉSION CÉRÉBRALE <input type="checkbox"/> [d] GROSSESSE <input type="checkbox"/> [e] AUTRE <input type="checkbox"/> [f] NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> [g] REFUSE DE RÉPONDRE	<input type="checkbox"/> [4] SERVICES POUR DIFFICULTÉ D'APPRENTISSAGE <input type="checkbox"/> [5] AIDE À TROUVER UN EMPLOI <input type="checkbox"/> [6] AIDE POUR TROUVER ET GARDER VOTRE PROPRE LOGEMENT <input type="checkbox"/> [7] AIDE POUR RÉSOUDRE DES PROBLÈMES LÉGAUX (mandats, amendes impayées, dossier criminel, etc.) <input type="checkbox"/> [8] SERVICES JURIDIQUES (litige avec employeur, garde d'enfants, etc.) <input type="checkbox"/> [9] LIEUX DE SOCIALISATION <input type="checkbox"/> [10] AUTRE : _____ <input type="checkbox"/> [11] AUCUN DE CES CHOIX <input type="checkbox"/> [12] NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> [13] REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> [2] SERVICES DE SANTÉ MENTALE (soutien psychologique, traitement, etc.)	
<input type="checkbox"/> [3] SERVICES POUR DÉPENDANCE OU TOXICOMANIE	

Maintenant, pour nous assurer de ne pas avoir de questionnaires en double, pouvez-vous me dire, svp, quelle est la première lettre de votre prénom, la première lettre de votre nom de famille et le jour du mois où vous êtes né? Par exemple, si Jacques Tremblay est né le 15 mars, la réponse serait : JT15.

Réponse : __ __ __

Merci. Le questionnaire est terminé. Puis-je vous offrir (5 \$) (une carte cadeau de 5 \$ que vous pouvez utiliser xxx)?

Source: Emploi et Développement social Canada

TOUT LE MONDE COMPTE

QUESTIONNAIRE DE SÉLECTION APRÈS LE 24 AVRIL

Veillez adapter le texte d'introduction suivant selon que vous êtes un bénévole ou un intervenant, et selon ce qui aura déjà été expliqué aux participants potentiels :

Bonjour, je m'appelle [prénom]. Je suis [bénévole pour *Tout le monde compte* / intervenant de la ressource ____]. (Bénévoles, svp montrez votre cocarde.) Je m'adresse à vous pour voir si vous accepteriez de répondre à un court sondage sur l'instabilité résidentielle (si intervenant, spécifiez : dans le cadre du projet *Tout le monde compte*). Cet important projet est mené par le gouvernement du Québec. Les réponses au questionnaire serviront à divers travaux sur le sujet. Vous êtes entièrement libre de refuser de répondre au questionnaire. Les données sont anonymes; il ne sera pas possible pour quelqu'un de vous identifier. Acceptez-vous de continuer?

- Oui Non (Remercier et terminer le sondage.)

Avez-vous déjà répondu aux questions de quelqu'un qui porte cette cocarde?
(Veillez montrer votre cocarde à la personne.)

- Non Oui (Remercier et terminer le sondage.)

QUESTIONS DE SÉLECTION

C. Où avez-vous passé la nuit du 24 avril?

s. REFUSE DE RÉPONDRE t. SON APPARTEMENT / SA MAISON [REMERCIER ET TERMINER LE SONDAGE]	u. CHEZ QUELQU'UN -> PASSER À C1 v. MOTEL/HÔTEL -> DEMANDER C2 w. HÔPITAL -> DEMANDER C2 x. PRISON OU CENTRE DE DÉTENTION -> DEMANDER C2 y. CENTRE DE DÉSINTOXICATION OU THÉRAPIE -> DEMANDER C2	z. REFUGE D'URGENCE aa. RESSOURCE D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE bb. REFUGE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE cc. LOGEMENT DE TRANSITION dd. MAISON DE CHAMBRES ee. LIEU PUBLIC (P. EX. : TROTTOIR, PARC, FORÊT, ABRIBUS) ff. VÉHICULE (VOITURE, FOURGONNETTE, VR, CAMION) gg. ABRI DE FORTUNE, TENTE OU CABANE hh. IMMEUBLE ABANDONNÉ OU VACANT (SQUAT) ii. AUTRE LIEU NON ABRITÉ jj. LE RÉPONDANT / LA RÉPONDANTE NE SAIT PAS [PROBABLEMENT EN SITUATION D'ITINÉRANCE] [CONTINUER LE SONDAGE]
---	--	---

C1 : Pouviez-vous y rester aussi longtemps que vous le vouliez ou est-ce que c'était une situation temporaire?

e. AUSSI LONGTEMPS QUE VOUS LE VOULEZ [TERMINER LE SONDAGE] f. TEMPORAIRE -> DEMANDER C2 g. NE SAIT PAS -> DEMANDER C2 h. REFUSE DE RÉPONDRE [TERMINER LE SONDAGE]

C2 : Le 24 avril, est-ce que vous aviez une maison ou un appartement où vous pouviez retourner en toute sécurité?

e. OUI [TERMINER LE SONDAGE] f. NON -> CONTINUER LE SONDAGE g. NE SAIT PAS -> CONTINUER LE SONDAGE h. REFUSE DE RÉPONDRE [TERMINER LE SONDAGE]

Nom de l'intervieweur : _____

TOUT LE MONDE COMPTE

QUESTIONNAIRE POUR LES RESSOURCES APRÈS LE 24 AVRIL

Intervieweur : Ce questionnaire n'est rempli que si la personne est considérée comme admissible selon le questionnaire de sélection. Indiquer ici le type de lieu où le répondant a passé la nuit du 24 avril :

c. CHEZ QUELQU'UN	i. RESSOURCE D'HÉBERGEMENT TEMPORAIRE	m. LIEU PUBLIC (P. EX.: TROTTOIR, PARC, FORÊT, ABRIBUS)	q. AUTRE LIEU NON ABRITÉ
d. MOTEL/HÔTEL	j. REFUGE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	n. VÉHICULE (VOITURE, FOURGONNETTE, VR, CAMION)	r. LE RÉPONDANT / LA RÉPONDANTE NE SAIT PAS [PROBABLEMENT EN SITUATION D'ITINÉRANCE]
e. HÔPITAL	k. LOGEMENT DE TRANSITION	o. ABRI DE FORTUNE, TENTE OU CABANE	
f. PRISON OU CENTRE DE DÉTENTION	l. MAISON DE CHAMBRES	p. IMMEUBLE ABANDONNÉ OU VACANT (SQUAT)	
g. CENTRE DE THÉRAPIE			
h. REFUGE D'URGENCE			

Étiez-vous dans un lieu caché (une cachette) pendant la soirée du 24 avril? OUI NON

1. Est-ce que vous avez passé la nuit du 24 avril avec des membres de votre famille? [Si oui, indiquer les numéros de sondage pour les adultes ou enfants de 15 à 17 ans ayant rempli un questionnaire.] [Cocher tout ce qui s'applique.]

<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> AUTRE (15 ans OU PLUS) – n° de sondage : _____							
<input type="checkbox"/> CONJOINT(E) – n° de sondage : _____	<input type="checkbox"/> AUTRE (15 ans OU PLUS) – n° de sondage : _____							
	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE							
<input type="checkbox"/> ENFANTS OU PERSONNES À CHARGE QUI NE RÉPONDENT PAS AU QUESTIONNAIRE [Indiquer l'âge et le sexe de chacun]	1	2	3	4	5	6	7	8
SEXE								
ÂGE								

Un enfant de 15 à 17 ans peut répondre au sondage 1) s'il est seul OU 2) avec le consentement de son parent ou autre adulte responsable si celui-ci est présent. Au besoin, demander l'âge de l'enfant.

Pour les questions suivantes, « en situation d'itinérance » signifie toutes les occasions où vous avez été sans logement stable, y compris les moments où vous avez dormi dans des logements de transition, temporairement chez quelqu'un sans avoir votre propre domicile fixe, ou en maison de chambres.

2. Quel âge aviez-vous lorsque vous vous êtes retrouvé(e) en situation d'itinérance pour la première fois?

<input type="checkbox"/> ÂGE _____	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
------------------------------------	--------------------------------------	---

3. Au total, pendant combien de temps avez-vous été en situation d'itinérance au cours de LA DERNIÈRE ANNÉE?
[Meilleure estimation]

<input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
---	--------------------------------------	---

4. Au total, combien de fois différentes avez-vous vécu une situation d'itinérance au cours de LA DERNIÈRE ANNÉE? [Meilleure estimation]

<input type="checkbox"/> NOMBRE DE FOIS _____ [y compris celle-ci]	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
--	--------------------------------------	---

5. Avez-vous dormi dans un refuge d'urgence au cours de la dernière année? [On peut donner des exemples locaux.]

<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
------------------------------	------------------------------	--------------------------------------	---

6. Depuis combien de temps êtes-vous à [nom de la ville]?

<input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS/ANS ----> <input type="checkbox"/> DEPUIS TOUJOURS <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	06b Où habitiez-vous avant de déménager ici? <input type="checkbox"/> VILLE _____ PROVINCE _____ OU PAYS _____ <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
---	--

7. Êtes-vous arrivé(e) au Canada en tant qu'immigrant(e), réfugié(e) ou demandeur(e) de statut de réfugié?

<input type="checkbox"/> OUI, IMMIGRANT(E) -----> <input type="checkbox"/> OUI, RÉFUGIÉ(E) -----> <input type="checkbox"/> OUI, DEMANDEUR(E) DE STATUT DE RÉFUGIÉ -----> <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	Si OUI 07b Depuis combien de temps êtes-vous au Canada? <input type="checkbox"/> DURÉE _____ JOURS/SEMAINES/MOIS/ANS OU DATE : _____ JOUR/MOIS/ANNÉE <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
---	--

8. Vous identifiez-vous comme Autochtone, ou avez-vous des ancêtres autochtones? Cela comprend les Premières Nations avec ou sans statut, les Métis et les Inuits. [Si oui, demander au répondant de préciser.]

<input type="checkbox"/> OUI -----> <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS <input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	Si OUI <input type="checkbox"/> PREMIÈRES NATIONS (AVEC OU SANS STATUT) <input type="checkbox"/> INUIT <input type="checkbox"/> MÉTIS <input type="checkbox"/> ASCENDANCE AUTOCHTONE
--	--

9. Quel âge avez-vous? [OU] En quelle année êtes-vous né(e)? [Si la personne n'est pas certaine, demander la meilleure estimation.]

<input type="checkbox"/> ÂGE _____ OU ANNÉE DE NAISSANCE _____	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
--	--------------------------------------	---

Source: Emploi et Développement social Canada

10. Avez-vous déjà servi dans les Forces armées canadiennes ou la GRC?

[Les Forces sont la Marine, l'Armée ou l'Aviation royale du Canada.]

<input type="checkbox"/> OUI, DANS LES FORCES	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> OUI, DANS LA GRC			

11. À quel genre vous identifiez-vous? [Montrer la liste. Ne pas lire les catégories, sauf si on vous le demande.]

<input type="checkbox"/> [1] HOMME	<input type="checkbox"/> [4] FEMME TRANS	<input type="checkbox"/> [7] PAS DANS CETTE LISTE :
<input type="checkbox"/> [2] FEMME	<input type="checkbox"/> [5] HOMME TRANS	
<input type="checkbox"/> [3] BISPIRITUEL	<input type="checkbox"/> [6] GENDER QUEER / NON BINAIRE	<input type="checkbox"/> [8] NE SAIT PAS
		<input type="checkbox"/> [9] REFUSE DE RÉPONDRE

12. Comment décrivez-vous votre orientation sexuelle, p. ex. : hétérosexuel, gai, lesbienne? [Montrer la liste. Ne pas lire les catégories, sauf si on vous le demande.]

<input type="checkbox"/> [1] HÉTÉROSEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [4] BISEXUEL(LE)	<input type="checkbox"/> [7] QUEER/ALLOSEXUEL(L E)	<input type="checkbox"/> [9] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [2] GAI	<input type="checkbox"/> [5] BISPIRITUEL(LE)		<input type="checkbox"/> [10] REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> [3] LESBIENNE	<input type="checkbox"/> [6] EN QUESTIONNEMENT	<input type="checkbox"/> [8] PAS DANS CETTE LISTE :	

13. Qu'est-ce qui a causé la perte de votre dernier logement ou lieu de résidence stable? [Ne pas lire les options, sauf si la personne a de la difficulté à répondre. Sélectionner les choix qui s'appliquent. Au besoin préciser : « Logement ou lieu de résidence stable » veut dire votre appartement ou maison où vous pouviez rester aussi longtemps que vous le vouliez.]

<input type="checkbox"/> [1] MALADIE OU CONDITION MÉDICALE	<input type="checkbox"/> [9] CONFLIT AVEC : PARENT/TUTEUR
<input type="checkbox"/> [2] PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	<input type="checkbox"/> [10] CONFLIT AVEC : ÉPOUX(SE)/CONJOINT(E)
<input type="checkbox"/> [3] DÉPENDANCE OU TOXICOMANIE	<input type="checkbox"/> [11] INCARCÉRÉ (PRISON)
<input type="checkbox"/> [4] PERTE D'EMPLOI	<input type="checkbox"/> [12] HOSPITALISATION OU EN PROGRAMME DE TRAITEMENT
<input type="checkbox"/> [5] INCAPABLE DE PAYER LE LOYER OU L'HYPOTHÈQUE	<input type="checkbox"/> [13] NON APPLICABLE : JAMAIS EU DE RÉSIDENCE STABLE
<input type="checkbox"/> [6] CONDITIONS DE LOGEMENT DANGEREUSES	<input type="checkbox"/> [14] NON APPLICABLE – AUTRE :
<input type="checkbox"/> [7] SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS PAR : PARENT/TUTEUR	<input type="checkbox"/> [15] AUTRE RAISON : _____
<input type="checkbox"/> [8] SUBI DE MAUVAIS TRAITEMENTS PAR : ÉPOUX(SE)/CONJOINT(E)	<input type="checkbox"/> [16] NE SAIT PAS
	<input type="checkbox"/> [17] REFUSE DE RÉPONDRE

14. Quelles sont vos sources de revenu? [Lire les choix de réponse. Cocher tout ce qui s'applique.]

<input type="checkbox"/> [1] EMPLOI	<input type="checkbox"/> [5] AIDE SOCIALE / AIDE AU REVENU	<input type="checkbox"/> [10] DONS D'ARGENT PAR LA FAMILLE / LES AMIS
<input type="checkbox"/> [2] EMPLOI INFORMEL (p. ex., RETOUR DE BOUTEILLES, CONSIGNÉES, MENDICITÉ, TRAVAIL DU SEXE)	<input type="checkbox"/> [6] PRESTATIONS D'INVALIDITÉ	<input type="checkbox"/> [11] AUTRE SOURCE : _____
<input type="checkbox"/> [3] TRAVAIL AUTONOME (p. ex., PIGISTE, CAMELOT)	<input type="checkbox"/> [7] PRESTATIONS DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE (p. ex., RPC/SV/SRG)	<input type="checkbox"/> [12] AUCUN REVENU
<input type="checkbox"/> [4] ASSURANCE-EMPLOI	<input type="checkbox"/> [8] REMBOURSEMENT DE TPS	<input type="checkbox"/> [13] REFUSE DE RÉPONDRE
	<input type="checkbox"/> [9] PRESTATIONS FISCALES POUR FAMILLES ET ENFANTS	

Source: Emploi et Développement social Canada

15. Au cours de la dernière année (les 12 derniers mois), avez-vous : [Demander aux répondants de donner leur meilleure estimation.]

	NON	OUI	NOMBRE DE FOIS	NE SAIT PAS / REFUS
ÉTÉ À L'URGENCE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ HOSPITALISÉ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
→ COMBIEN DE JOURS (LA DERNIÈRE FOIS?)	_____ jours			
ÉTÉ DÉTENU DANS UNE PRISON (PROVINCIALE OU FÉDÉRALE)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
→ COMBIEN DE JOURS (LA DERNIÈRE FOIS?)	_____ jours			
ÉTÉ ABORDÉ PAR UN POLICIER QUI VOULAIT VOUS OFFRIR DE L'AIDE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ ARRÊTÉ OU FOUILLÉ PAR LA POLICE, OU REÇU UNE CONTRAVENTION?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
EU DES CONTACTS AVEC DES TRAVAILLEURS DE RUE?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>
ÉTÉ DANS UN CENTRE DE JOUR?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	_____	<input type="checkbox"/>

16. Je vais lire une liste de types de services dont vous pourriez avoir besoin, mais que vous ne recevez pas actuellement. Veuillez indiquer ceux que vous aimeriez recevoir : [Lire les choix. Sélectionner ceux qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> [1] SERVICES DE SANTÉ PHYSIQUE SI OUI, LIRE →	<input type="checkbox"/> [4] SERVICES POUR DIFFICULTÉ D'APPRENTISSAGE
<input type="checkbox"/> [a] CONDITION MÉDICALE CONTINUE OU SÉRIEUSE	<input type="checkbox"/> [5] AIDE À TROUVER UN EMPLOI
<input type="checkbox"/> [b] INCAPACITÉ PHYSIQUE	<input type="checkbox"/> [6] AIDE POUR TROUVER ET GARDER VOTRE PROPRE LOGEMENT
<input type="checkbox"/> [c] LÉSION CÉRÉBRALE	<input type="checkbox"/> [7] AIDE POUR RÉSOUDRE DES PROBLÈMES LÉGAUX (<i>mandats, amendes impayées, dossier criminel, etc.</i>)
<input type="checkbox"/> [d] GROSSESSE	<input type="checkbox"/> [8] SERVICES JURIDIQUES (<i>litige avec employeur, garde d'enfants, etc.</i>)
<input type="checkbox"/> [e] AUTRE	<input type="checkbox"/> [9] LIEUX DE SOCIALISATION
<input type="checkbox"/> [f] NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> [10] AUTRE : _____
<input type="checkbox"/> [g] REFUSE DE RÉPONDRE	<input type="checkbox"/> [11] AUCUN DE CES CHOIX
<input type="checkbox"/> [2] SERVICES DE SANTÉ MENTALE (<i>soutien psychologique, traitement, etc.</i>)	<input type="checkbox"/> [12] NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> [3] SERVICES POUR DÉPENDANCE OU TOXICOMANIE	<input type="checkbox"/> [13] REFUSE DE RÉPONDRE

Maintenant, pour nous assurer de ne pas avoir de questionnaires en double, pouvez-vous me dire, svp, quelle est la première lettre de votre prénom, la première lettre de votre nom de famille et le jour du mois où vous êtes né? Par exemple, si Jacques Tremblay est né le 15 mars, la réponse serait : JT15.

Réponse : __ __ __

Merci. Le questionnaire est terminé. Puis-je vous offrir (5 \$) (une carte cadeau de 5 \$ que vous pouvez utiliser xxx)?

Source: *Emploi et Développement social Canada*

Questions spécifiques

Capitale-Nationale, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches

15. Quels sont les défis ou les problèmes que vous avez rencontrés dans votre recherche de logement stable? [Ne pas lire les choix. Sélectionner tous les choix qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> [1] FAIBLE REVENU	<input type="checkbox"/> [8] CONDITIONS DE LOGEMENT MÉDIOCRES	<input type="checkbox"/> [15] ENFANT
<input type="checkbox"/> [2] AUCUNE AIDE AU REVENU	<input type="checkbox"/> [9] VIOLENCE CONJUGALE	<input type="checkbox"/> [16] DISCRIMINATION
<input type="checkbox"/> [3] ENQUÊTE DE CRÉDIT	<input type="checkbox"/> [10] PROBLÈMES DE SANTÉ OU DÉFICIENCE PHYSIQUE / PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE	<input type="checkbox"/> [17] NE VEUT PAS DE LOGEMENT
<input type="checkbox"/> [4] LOYER TROP CHER	<input type="checkbox"/> [11] DÉPENDANCE	<input type="checkbox"/> [18] AUTRE (PRÉCISER) : _____
<input type="checkbox"/> [5] DETTE À L'OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION	<input type="checkbox"/> [12] ÉCLATEMENT OU CONFLIT FAMILIAL	<input type="checkbox"/> [19] AUCUN OBSTACLE AU LOGEMENT
<input type="checkbox"/> [6] DOSSIER DÉFAVORABLE À LA RÉGIE DU LOGEMENT	<input type="checkbox"/> [13] PASSÉ CRIMINEL	<input type="checkbox"/> [20] AUCUN DE CES CHOIX
<input type="checkbox"/> [7] DIFFICULTÉ À ACCÉDER À UN LOGEMENT SUBVENTIONNÉ OU À UN PROGRAMME DE SOUTIEN AU LOYER (PSL)	<input type="checkbox"/> [14] ANIMAUX DE COMPAGNIE	<input type="checkbox"/> [21] NE SAIT PAS
		<input type="checkbox"/> [22] REFUSE DE RÉPONDRE

Estrie et Mauricie–Centre-du-Québec

Aucune

Lanaudière

15. Avez-vous en votre possession maintenant des cartes d'identité valides?

<input type="checkbox"/> OUI ----->	Si OUI, 15b Lesquelles
<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> [1] CARTE D'ASSURANCE MALADIE
<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> [2] PERMIS DE CONDUIRE
<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE	<input type="checkbox"/> [3] AUTRE : _____
	<input type="checkbox"/> [4] NE SAIT PAS
	<input type="checkbox"/> [5] REFUSE DE RÉPONDRE

Laurentides

15. Veuillez indiquer si vous vous êtes déjà retrouvé en situation d'itinérance après une rupture ou un arrêt de service d'un des types d'établissements suivants : [Lire la liste. Sélectionner tous les choix qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> [1] CENTRE JEUNESSE, FAMILLE D'ACCUEIL, RESSOURCE INTERMÉDIAIRE, FOYER DE GROUPE (DPJ)	<input type="checkbox"/> [4] CENTRE DE THÉRAPIE POUR TOXICOMANIE
<input type="checkbox"/> [2] HÔPITAL – SANTÉ PHYSIQUE	<input type="checkbox"/> [5] PRISON
<input type="checkbox"/> [3] HÔPITAL – PSYCHIATRIE	<input type="checkbox"/> [6] AUTRE (PRÉCISER) : _____
	<input type="checkbox"/> [7] NE SAIT PAS
	<input type="checkbox"/> [8] REFUSE DE RÉPONDRE

Laval

17. Sur qui pouvez-vous compter lors d'une situation d'urgence ou de détresse? [Lire la liste. Sélectionner tous les choix qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> [1] FAMILLE	<input type="checkbox"/> [5] RÉSEAU PUBLIC
<input type="checkbox"/> [2] AMIS	→ SI OUI QUEL PROGRAMME : _____
<input type="checkbox"/> [3] MÉDECIN DE FAMILLE	<input type="checkbox"/> [6] AUTRE (PRÉCISER) : _____
<input type="checkbox"/> [4] ORGANISME COMMUNAUTAIRE	<input type="checkbox"/> [7] NE SAIT PAS
→ SI OUI LEQUEL : _____	<input type="checkbox"/> [8] REFUSE DE RÉPONDRE

Montérégie

17. Au cours de votre jeunesse, avez-vous :

[17.1] REÇU DES SERVICES EN VERTU DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE?					
<input type="checkbox"/> NON			<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS		<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> OUI → pendant combien de temps?					
<input type="checkbox"/> 0 À 1 AN	<input type="checkbox"/> PLUS DE 1 AN ET MOINS DE 4 ans	<input type="checkbox"/> 4 ans ET +	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS		<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
[17.2] REÇU DES SERVICES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR ADOLESCENTS CRIMINELS ALORS QUE VOUS ÉTIEZ ADOLESCENT(E)?					
<input type="checkbox"/> NON			<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS		<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> OUI → pendant combien de temps?					
<input type="checkbox"/> 0 À 1 AN	<input type="checkbox"/> PLUS DE 1 AN ET MOINS DE 4 ans	<input type="checkbox"/> 4 ans ET +	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS		<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
[17.3] ÉTÉ HÉBERGÉ(E) EN : [Lire la liste. Cocher tout ce qui s'applique.]					
<input type="checkbox"/> [1] FAMILLE D'ACCUEIL			<input type="checkbox"/> [4] NE SAIT PAS		
<input type="checkbox"/> [2] CENTRE DE RÉADAPTATION			<input type="checkbox"/> [5] REFUSE DE RÉPONDRE		
<input type="checkbox"/> [3] RESSOURCE INTERMÉDIAIRE					

Montréal

→ 05b Si non, quelles sont les raisons principales? [Ne pas lire les choix. Sélectionner tous les choix qui s'appliquent.]

<input type="checkbox"/> REFUS (REFUGES PLEINS)	<input type="checkbox"/> À CAUSE DES RÈGLEMENTS
<input type="checkbox"/> REFUS (BANNI)	<input type="checkbox"/> PRÉFÈRE RESTER CHEZ DES AMIS OU DE LA FAMILLE
<input type="checkbox"/> REFUS (INTOXICATION – ALCOOL OU AUTRE SUBSTANCE)	<input type="checkbox"/> PRÉFÈRE RESTER DANS UN LOGEMENT DE TRANSITION OU UNE MAISON DE CHAMBRES
<input type="checkbox"/> REFUS (ANIMAUX DE COMPAGNIE)	<input type="checkbox"/> MANQUE DE MOYENS DE TRANSPORT
<input type="checkbox"/> PARCE QU'ON NE PEUT PAS Y ALLER EN COUPLE	<input type="checkbox"/> AUTRE : _____
<input type="checkbox"/> CRAINTE POUR LA SÉCURITÉ	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS
<input type="checkbox"/> PUNAISES DE LIT ET AUTRES INSECTES	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE

Outaouais

6. Avez-vous déjà utilisé des refuges d'urgence à Ottawa?

<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> NE SAIT PAS	<input type="checkbox"/> REFUSE DE RÉPONDRE
<input type="checkbox"/> OUI → cela fait combien de temps depuis la dernière fois?		
____ ANNÉES	OU : ____ MOIS	OU : ____ SEMAINES
		OU : ____ JOURS

Annexe B. Précisions méthodologiques

B.1 Collecte de données des centres hospitaliers ainsi que des centres de détention et quartiers cellulaires des postes de police

Centres hospitaliers

Nous avons obtenu, au choix du centre hospitalier, soit :

- (1) la liste des adresses des personnes qui y avaient été hébergées entre 20 h le 24 avril et 7 h le 25 avril;

soit, si telle était sa préférence :

- (2) le nombre ainsi que la distribution selon l'âge et le sexe des personnes qui y avaient été hébergées pendant cette même période, et qui avaient comme adresse celle d'une ressource d'hébergement d'urgence ou de transition, ou qui pouvaient être considérées comme étant en situation d'itinérance. Pour produire cette liste, le centre hospitalier devait utiliser une liste d'adresses de certaines ressources dans sa région que nous lui avons transmise.

Lorsque la liste des adresses de toutes les personnes hébergées a été transmise à l'équipe de recherche, c'est celle-ci qui a fait l'appariement avec les adresses des ressources.

Dans les deux cas, nous avons intégré les personnes ayant été hospitalisées durant la nuit du 24 au 25 avril 2018, mais aussi les personnes présentes à l'urgence durant cette période.

Centres de détention et quartiers cellulaires des postes de police

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a transmis à la Direction générale des services correctionnels (DGSC) une liste d'adresses de ressources d'hébergement d'urgence et de ressources de transition pour chacune des onze régions ciblées. À partir de cette liste, ainsi que d'autres informations contenues dans sa base de données, la DGSC a transmis à l'équipe de recherche une liste d'individus contenant seulement leur âge, leur sexe et la région administrative de l'établissement de détention, estimés comme ayant été en situation d'itinérance au moment de leur incarcération et qui se trouvaient dans un établissement de détention la nuit du 24 avril. La DGSC a également transmis, pour chaque région, le nombre de personnes, décliné selon leur sexe (homme ou femme), identifiées comme autochtones.

En ce qui concerne les personnes détenues dans des quartiers cellulaires des postes de police, chacun de ceux-ci a estimé lesquelles parmi les personnes incarcérées entre 20 h et 23 h le soir du 24 avril étaient en situation d'itinérance au moment de leur arrivée. L'âge et le sexe de chaque individu ont ensuite été transmis au ministère de la Sécurité publique (MSP), qui les a ensuite retransmis à l'équipe de recherche. Aucune information concernant l'identité autochtone de ces individus n'a été enregistrée.

B.2 Élimination des doublons et traitement des valeurs invraisemblables dans la base de données initiale

Nous avons déterminé que deux questionnaires correspondaient à la même personne si : 1) le code d'identification (première lettre du prénom, première lettre du nom de famille et le jour de la date de naissance sans tenir compte du mois – par exemple JT12 si Jacques Tremblay était né le 12 mars) sur chaque questionnaire était le même; 2) le sexe était le même; 3) l'année de naissance était la même à 10 ans près; et 4) le lieu donné comme lieu d'origine (si la personne n'avait pas toujours été présente dans la ville) était le même. Nous avons ajouté les critères 2 et 3 en particulier parce qu'il aurait été difficile pour un répondant de donner des réponses différentes, ou aussi différentes dans le cas de l'âge, sans que l'intervieweur s'en rende compte. Le quatrième critère rendait notre procédure encore plus conservatrice. Lorsque deux questionnaires ou plus semblaient correspondre à la même personne, nous avons conservé le questionnaire le plus complet.

Nous avons ensuite vérifié les données quant à leur vraisemblance. Lorsque le nombre de jours en situation d'itinérance au cours de la dernière année semblait supérieur à 365, la valeur a été remplacée par 365. Pour toutes les autres variables de fréquence (par exemple, nombre de jours d'hospitalisation au cours des 12 derniers mois) pour lesquelles même une valeur de 365 était impossible, nous avons fait comme si la personne n'avait pas répondu à la question. De façon analogue, nous avons jugé qu'une réponse de 10 épisodes d'itinérance ou plus par année n'était pas plausible et l'avons considérée comme une absence de réponse. Un nombre d'hospitalisations supérieur à 20 au cours des 12 derniers mois a été traité de la même façon. (Il aurait été possible de remplacer ces valeurs par la plus haute valeur plausible, mais un tel remplacement aurait probablement donné une valeur fausse.)

B.3 Utilisation des informations contenues dans les feuilles d'enregistrement

Les bénévoles qui parcouraient les différents secteurs ciblés par le dénombrement avaient comme consigne d'aborder toutes les personnes rencontrées et de les inviter à répondre au questionnaire, évitant ainsi dans la mesure du possible les biais de sélection fondés sur l'apparence. En revanche, lorsque les personnes qu'ils abordaient refusaient de participer ou n'étaient pas en état de répondre, pour diverses raisons (parce qu'elles dormaient, étaient trop intoxiquées, désorientées, etc.), nous avons donné la consigne aux bénévoles de noter des « indicateurs » d'itinérance sur un formulaire que nous avons appelé « feuille d'enregistrement ».

La logique générale qui guide les principes énoncés ici repose sur l'idée que les bénévoles utilisent leur jugement afin de déterminer si une personne pourrait être en situation d'itinérance. Par exemple, un bénévole qui voit trois personnes qui consomment de l'alcool sur une terrasse, et qui sont en apparence intoxiquées, ne les rapportera pas dans ses observations. Par contre, la personne assise seule dans la rue, visiblement intoxiquée, avec une tenue négligée, a plus de chance d'être en situation d'itinérance (visible ou cachée), et le bénévole aura tendance à la rapporter dans ses observations. Nous avons essayé dans ce document d'établir des règles et des critères qui encadrent la classification des observations effectuées par les bénévoles.

Dans le cas où les observations sont effectuées par des travailleurs de rue, nous jugeons que les personnes qu'ils rapportent comme étant en situation d'itinérance le sont bel et bien, peu importe la description qu'ils en font sur la feuille d'enregistrement. Dans la majorité des cas, les travailleurs de rue côtoient dans leur travail quotidien les personnes qu'ils rapportent sur les feuilles d'enregistrement le soir du dénombrement et sont bien au fait de leur statut résidentiel.

Nous avons établi une série de critères permettant de déterminer le statut des personnes observées par les bénévoles et rapportées sur les feuilles d'enregistrement comme étant en situation d'itinérance. En fonction de ces critères, les personnes peuvent être classées dans quatre catégories distinctes :

- 1) Vraisemblablement en situation d'itinérance
- 2) Vraisemblablement en situation d'itinérance dans un lieu extérieur
- 3) Situation d'itinérance incertaine
- 4) Vraisemblablement **pas** en situation d'itinérance

À Montréal, une proportion seulement dans le groupe 1 a été considérée comme ayant passé la nuit dans un lieu extérieur. Cette proportion était la même que celle des personnes qui avaient répondu à un questionnaire, dans le même arrondissement, et avaient indiqué avoir l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur. En l'absence de données nous permettant de faire une telle répartition (c'est-à-dire, dans les autres régions que Montréal), toutes les personnes du groupe 1 ont été ajoutées à l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance. Le nombre de personnes dans le groupe 2 a été ajouté directement à l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance et ayant passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur. Les groupes 3 et 4 n'ont pas été comptés.

Notre évaluation se fonde sur la combinaison de la description donnée par le bénévole et du lieu où a été réalisée cette observation (à l'extérieur, dans un restaurant, dans un métro, un parc ou une place publique). Dans certains cas particuliers, qui n'entraient pas dans le cadre des règles énoncées ici, l'équipe de recherche s'en est remise à son jugement.

1) Vraisemblablement en situation d'itinérance

Lorsque le bénévole rapporte une personne comme étant « observée » en situation d'itinérance, n'importe laquelle des descriptions qui correspondent aux critères ci-dessous permet de la classer comme étant vraisemblablement en situation d'itinérance :

- La personne déclare au bénévole être en situation d'itinérance, mais ne souhaite pas répondre au questionnaire;
- Une personne en situation d'itinérance qui a répondu au questionnaire reconnaît une personne qui ne veut pas répondre et qui est en situation d'itinérance;
- La personne dort ou s'apprête à dormir dans un lieu public ou privé qui n'est pas conçu à cet effet (sur un banc public, dans une entrée de banque, par terre, etc.);
- La personne porte avec elle de nombreux effets personnels (ex. : plusieurs sacs, chariot, etc.);
- La personne quête (il s'agit dans la majorité des cas d'une activité effectuée par des personnes en situation d'itinérance visible ou cachée);

- Un professionnel qui accompagne les bénévoles (ex. : inspecteur de la Société de transport de Montréal (STM)) reconnaît une personne en situation d'itinérance;
- La personne fouille dans les poubelles pour de la nourriture ou pour une raison non spécifiée.

Si aucun des critères ci-dessus n'est présent dans la description, celle-ci doit comprendre au moins trois des éléments suivants afin que la personne soit classée comme étant vraisemblablement en situation d'itinérance, si un bénévole l'a notée comme étant observée en situation d'itinérance :

- La personne est intoxiquée;
- Son apparence est négligée (ou n'importe quel dérivé);
- Elle manifeste des problèmes de santé mentale;
- Elle porte un sac à dos ou un gros sac (surtout avec présence des autres critères);
- Elle est isolée (ex. : dans une station de métro, la personne reste assise sur le banc et n'embarque pas dans les rames);
- Elle a des animaux avec elle, surtout chez les jeunes.

Nous avons déterminé que le fait d'avoir été observé dans certains lieux constituait un « facteur aggravant », au sens où moins de critères sont requis pour que la personne soit comptabilisée comme étant vraisemblablement en situation d'itinérance. Les lieux considérés comme facteurs aggravants sont le métro, les restaurants visés par le dénombrement (McDonald's, Tim Hortons, Burger King, etc.), les parcs reconnus pour être fréquentés par un certain nombre de personnes en situation d'itinérance ou les places publiques au centre-ville de Montréal comme le Complexe Guy-Favreau, où l'on trouve en général une densité assez élevée de personnes en situation d'itinérance. Lorsque le bénévole détermine qu'une personne dans un de ces lieux est en situation d'itinérance, elle est comptabilisée comme étant vraisemblablement en situation d'itinérance si la description mentionne uniquement qu'elle : a) est visiblement intoxiquée; b) a une tenue ou une apparence négligée; ou c) est visiblement isolée.

En dehors de l'île de Montréal, les lieux extérieurs parcourus par les bénévoles sont automatiquement considérés comme des facteurs aggravants. Ces lieux ont été sélectionnés spécifiquement parce que l'on sait qu'on y trouve en général des personnes en situation d'itinérance visible.

2) Vraisemblablement en situation d'itinérance dans un lieu extérieur

Lorsque la description fournie par le bénévole nous amène à conclure que la personne est visiblement en situation d'itinérance, mais que des détails supplémentaires nous permettent d'être presque certains que la personne passera la nuit dans un lieu extérieur, nous catégorisons cette personne comme étant vraisemblablement en situation d'itinérance dans un lieu extérieur.

Les descriptions doivent nous donner des indices convaincants selon lesquels la personne passera la nuit dehors, par exemple : la personne dort ou est installée dans un sac de couchage, dans une boîte de carton ou avec des couvertures. Si ce matériel appartient

visiblement à la personne, mais qu'elle ne dort pas, nous la classons néanmoins dans la catégorie des personnes qui dorment dans des lieux extérieurs. Si la personne révèle explicitement au bénévole qu'elle passera la nuit dehors ou dans la rue, nous la comptons également dans cette catégorie. La présence d'un chien, lorsque la personne est considérée comme étant en situation d'itinérance, peut aussi être un indice que la personne passera la nuit dans un lieu extérieur, puisque peu de ressources d'hébergement d'urgence acceptent les animaux de compagnie.

3) Situation d'itinérance incertaine

Lorsque les bénévoles ont déterminé qu'une personne était en situation d'itinérance, mais qu'ils ont rapporté un nombre insuffisant de critères, ou que la description n'est pas assez détaillée et convaincante, et que l'observation n'a pas été effectuée dans un lieu considéré comme un facteur aggravant (ex. : la personne est intoxiquée, mais cette observation a lieu dans la rue, et c'est la seule rapportée par le bénévole), nous estimons que la situation d'itinérance est incertaine. Dans ce cas, la personne ne sera pas incluse dans le nombre final.

4) Vraisemblablement pas en situation d'itinérance

Lorsque le bénévole observe une personne comme étant à son avis en situation d'itinérance, mais que la description qu'il donne est peu convaincante ou donne peu d'indices sur la situation de la personne, nous jugeons que cette personne n'est vraisemblablement pas en situation d'itinérance. Par exemple, voici quelques descriptions pour lesquelles nous avons jugé que la personne ne pouvait être comptée comme une personne en situation d'itinérance visible :

- Transaction de drogues;
- Avec sacs de consignes;
- Mains sales;
- Chien pas sympathique/pas voulu plus;
- Travail du sexe;
- Ramasse des canettes.

B.4 Approche par rapport à l'analyse statistique

Ce rapport ne comprend pas de résultats de tests statistiques ni d'intervalles de confiance autour des estimations. Il y a deux raisons principales à cela. Premièrement, un très grand nombre de comparaisons ont été effectuées, sans qu'aucun test d'hypothèse ait été formulé au départ. Le but de l'analyse était de décrire les nombreuses réponses aux questionnaires sous plusieurs angles. La logique des tests statistiques fait que, dans une telle situation, même s'il n'y a pas de différence réelle entre les membres de deux sous-groupes sur une variable donnée, dans un faible pourcentage de cas le résultat du test indiquera, de façon erronée, qu'une différence existe. Ce qu'on entend ici par « faible pourcentage de cas » correspond au seuil de signification statistique. Par exemple, si on utilise le seuil conventionnel de $\alpha = 0,05$, dans 5 % des cas, simplement à cause de l'effet du hasard, une différence semblera significative (c'est-à-dire, probablement réelle), même si dans les faits il n'y a aucune différence entre les sous-groupes sur cette variable.

Les statisticiens ont assez souvent recours à diverses méthodes pour réduire le seuil de signification statistique dans le cas de comparaisons multiples. Ces méthodes ont pour effet de réduire le nombre de telles erreurs. Mais ces réductions sont au prix de l'augmentation du type opposé d'erreur, celui de conclure qu'il n'y a pas de différence alors qu'il y en a réellement une. Ce risque est déjà présent pour plusieurs analyses, surtout celles effectuées pour des régions avec de plus petits échantillons, justement du fait de la faible taille d'échantillon.

La deuxième raison importante est que nos échantillons ne sont pas tirés au hasard parmi toute la population d'intérêt. Par conséquent, on ne peut tenir pour acquis qu'ils sont représentatifs. Il s'ensuit qu'on ne peut interpréter les intervalles de confiance ou tests statistiques comme correspondant aux populations dont les échantillons sont tirés. Par exemple, on peut supposer que les personnes rencontrées dans des lieux extérieurs qui acceptent de répondre à un questionnaire ont des caractéristiques différentes de celles qui refusent de le faire; et de même pour les personnes qui fréquentent les ressources d'hébergement d'urgence. Une différence entre les deux échantillons ne peut alors pas être interprétée comme une différence entre l'ensemble des personnes qui dorment dans des lieux extérieurs et l'ensemble des personnes qui dorment dans des ressources d'hébergement d'urgence. Cela rend plus difficile à interpréter de façon précise une comparaison entre les réponses de répondants ayant passé la nuit dans ces deux types de lieux.

Nous avons donc jugé que la présentation de résultats de tests statistiques, ou d'intervalles de confiance, pourrait introduire une fausse impression d'exactitude dans l'interprétation des résultats. Nous avons plutôt tenté, dans la présentation et l'interprétation des résultats, de refléter leur caractère seulement indicatif. En d'autres mots, nous n'avons souligné que des différences importantes apparaissant entre des échantillons relativement grands, ou parfois des similitudes. Des résultats qui *a priori* semblent surprenants pourraient faire l'objet d'études subséquentes, ou être confirmés ou infirmés par les résultats de dénombrements subséquents.

Annexe C. Détail de l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance ayant passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur, selon la région

Tableau C.1 Détail de l'estimation du nombre de personnes qui se trouvaient dans un lieu extérieur, selon la région (début)

		02	03	04	05	06	07	12	13	14	15	16	Total
		Saguenay– Lac-St- Jean	Capitale- Nationale	Mauricie– Centre-du- Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Chaudière- Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	
1	Extérieur – selon questionnaires passés dehors le 24 avril	0	4	0	0	109	0	0	1	0	0	13	127
2	Ajustement pour secteurs non couverts	s. o. ^a	s. o.	s. o.	s. o.	13	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	13
3	Répartition de questionnaires avec indication de lieu manquante	0	1	0	0	61	0	0	1	0	0	5	68
4	Ajustement pour secteurs non couverts	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	11	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	11
5	Ajustement relatif aux leurres (appliqué à la somme des lignes 1 à 4)	0	3	0	0	106	0	0	1	0	0	10	120
6	Personnes comptées avec les feuilles d'enregistrement	0	8	0	5	270	0	3	23	0	0	0	309
7	Ajustement supplémentaire relatif aux feuilles d'enregistrement, pour les secteurs non couverts	0	0	0	0	42	0	0	0	0	0	0	42
8	Personnes occupant un lieu caché extérieur pendant la soirée du 24 avril	1	11	2	4	55	7	0	0	3	17	12	112
9	Répartition de questionnaires avec indication de lieu manquante	2	0	2	0	11	2	0	0	1	2	3	23
10	Total préliminaire	3	27	4	9	678	9	3	26	4	19	43	825

		02	03	04	05	06	07	12	13	14	15	16	Total
		Saguenay– Lac-St- Jean	Capitale- Nationale	Mauricie– Centre-du- Québec	Estrie	Montréal	Outaouais	Chaudière- Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montréal	
10	Total préliminaire	3	27	4	9	678	9	3	26	4	19	43	825
11	Personnes rencontrées après le 24 avril, indication qu'elles étaient dans un lieu extérieur, mais visibles durant la soirée du 24 avril	0	12	1	7	72	4	0	1	4	6	3	110
12	Répartition des questionnaires passés après le 24 avril avec indication de lieu manquante, dans un lieu extérieur mais visible pendant la soirée	0	0	0	0	15	1	0	1	1	0	1	19
13	Personnes déjà comptées mais sans questionnaire (somme des lignes 2, 4, 5, 6 et 7)	0	11	0	5	442	0	3	24	0	0	10	495
14	Ajustement final (maximum de 0 ou de la somme des lignes 1 et 12 moins la ligne 13)	0	1	1	2	0	5	0	0	5	6	0	20
15	Nombre final (somme des lignes 10 et 14)	3	28	5	11	678	14	3	26	9	25	43	845
16	Questionnaires (minimum de la somme des lignes 1, 3, 8, 9, 11 et 12 et de la ligne 15)	3	28	5	11	323	14	0	4	9	25	37	459
17	Feuilles d'enregistrement et autres ajustements (ligne 15 moins ligne 16)	0	0	0	0	355	0	3	22	0	0	6	386

^a s. o. : sans objet

Explication détaillée de la méthode de l'estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance ayant passé la nuit dans un lieu extérieur

La méthode de calcul est décrite ici à partir de trois régions illustratives : Montréal, Capitale-Nationale et Laurentides.

Premier exemple : Montréal

- 1) Extérieur – selon questionnaires passés dehors le 24 avril :** 109 personnes rencontrées dans la rue le 24 avril et ayant indiqué avoir l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur.
- 2) Ajustement pour les secteurs non couverts :** Dans le cas de Montréal uniquement, une extrapolation a été faite aux secteurs non couverts. La distribution géographique des personnes en situation d'itinérance n'est pas aléatoire; dans certains secteurs, la probabilité de croiser de telles personnes est plus grande. Tous les secteurs désignés n'ont pu être couverts, en raison du nombre insuffisant de bénévoles disponibles. Le protocole prévoyait que l'attribution des secteurs aux bénévoles se ferait de manière aléatoire. Pour cette raison, il est possible d'estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance dans les secteurs qui n'ont pas été couverts. L'ajustement est calculé séparément pour chacun des arrondissements. Les résultats dans l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve serviront à montrer la mécanique de la procédure d'ajustement. Cet arrondissement a été subdivisé en 13 secteurs. Onze d'entre eux ont été couverts. Au total, dans ces 11 secteurs, quatre personnes ont indiqué sur leur questionnaire avoir l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur. Ainsi, en moyenne, il se trouvait 0,36 personne (4 personnes divisées par 11 secteurs) dans chaque secteur couvert. Parce que les secteurs ont été assignés au hasard, on peut s'attendre à ce que, en moyenne, le même nombre de personnes aient été repérées dans les secteurs non couverts. Ainsi, l'ajustement pour l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve se calcule en multipliant la moyenne obtenue pour les secteurs couverts (0,36) par le nombre de secteurs non couverts (2). Cela donne une estimation de 0,72 personne que nous arrondissons à 1 personne supplémentaire dans cet arrondissement. Faisant la somme de ces nombres arrondissement par arrondissement, on obtient 13 personnes pour l'ensemble des secteurs non couverts à Montréal.
- 3) Répartition de questionnaires avec indication de lieu manquante :** En ce qui concerne les questionnaires soumis à l'extérieur, dans certains cas l'information relative au type de lieu où la personne en situation d'itinérance passerait la nuit n'a pas été enregistrée. Nous avons postulé que ces personnes ont passé la nuit dans les différents lieux possibles selon les mêmes proportions que les personnes qui ont indiqué où elles avaient l'intention de passer la nuit. Ces proportions ont aussi été calculées arrondissement par arrondissement. Par exemple, la proportion de personnes ayant indiqué avoir l'intention de passer la nuit à l'extérieur était de 68 % dans le Plateau-Mont-Royal. Dans cet arrondissement, 20 personnes qui ont été rencontrées dans des lieux extérieurs n'ont pas indiqué le type de lieu où elles avaient l'intention de passer la nuit. Nous avons ainsi supposé que $20 \times 0,68 = 14$ personnes (en arrondissant) parmi les 20 allaient passer la nuit dans un lieu extérieur. Nous avons répété ce calcul arrondissement par arrondissement. Ainsi, 61 des 130 personnes en

situation d'itinérance et dont le type de lieu où elles entendaient passer la nuit n'était pas indiqué sur le questionnaire ont été attribuées à la catégorie des personnes qui avaient l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur.

- 4) Estimation pour les secteurs non couverts.** Ce calcul suit la même logique que celui de la ligne 2. Si les secteurs qui n'ont pas été couverts l'avaient été, on peut supposer que dans ces secteurs-là aussi des questionnaires auraient été recueillis avec l'indication de type de lieu manquante. Il est raisonnable de présumer cela car, encore une fois, l'ordre d'attribution des secteurs aux bénévoles était aléatoire. Le calcul se fait, comme toujours, arrondissement par arrondissement. On peut reprendre l'exemple du Plateau-Mont-Royal. Dans cet arrondissement, il y avait en moyenne 1,11 questionnaire par secteur couvert, dans lequel la réponse quant au type de lieu où la personne allait passer la nuit n'était pas indiquée. Il suffit alors de multiplier $1,11 \times 0,68 = 0,76$ pour estimer le nombre de personnes dans chaque secteur non couvert qui a) n'auraient pas indiqué le type lieu où elles allaient passer la nuit; et b) allaient en fait passer la nuit dans un lieu extérieur. Dans le Plateau-Mont-Royal, 9 secteurs (sur 27) n'ont pas été couverts. Ainsi, on aboutit à $9 \times 0,76 = 6,8$ personnes en tout pour le Plateau-Mont-Royal. Faisant ce calcul arrondissement par arrondissement, on arrive à un total de 11 personnes en tout, ajoutées au total pour les secteurs non couverts.
- 5) Ajustement relatif aux leurres (appliqué à la somme des lignes 1 à 4) :** À Montréal, ce sont ainsi environ $109 + 13 + 61 + 11 = 194$ personnes qui auraient été rencontrées par des bénévoles et qui auraient indiqué avoir l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur, si tous les secteurs avaient été couverts, et si toutes les personnes rencontrées avaient indiqué où elles avaient l'intention de passer la nuit.

Le protocole de dénombrement prévoit une mesure supplémentaire pour ajuster au mieux le nombre de personnes recensées à la réalité. Parmi les 50 leurres, ou « faux-itinérants », disposés au hasard chacun dans un secteur, 45 l'ont été dans des secteurs qui ont été effectivement couverts. Parmi ces 45 leurres, 29, soit 64,4 %, ont été trouvés par les équipes de bénévoles. On peut donc supposer qu'en tout, $194/0,644 = 301$ personnes auraient été trouvées par les bénévoles si ceux-ci avaient abordé toutes les personnes sur leur passage. (Les leurres étaient tous des camelots de l'*Itinéraire*, et avaient donc une apparence compatible avec celle d'une personne en situation d'itinérance.) Cela ajouterait ainsi $301-194 = 107$ personnes au nombre estimé d'itinérants ayant passé la nuit à l'extérieur. Toutefois, si tous ces calculs sont effectués de façon très précise (à plusieurs décimales), le nombre obtenu est en fait 106,48, que l'on arrondit à 106.

- 6) Personnes comptées avec les feuilles d'enregistrement :** Il s'agit ici principalement de la somme de deux nombres : 1) 106 personnes dont la description sur une feuille d'enregistrement indiquait que non seulement elles étaient en situation d'itinérance, mais qu'elles avaient aussi clairement l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur (par exemple, elles étaient étendues sur le sol dans un sac de couchage); et 2) 161, le nombre estimé des personnes qui allaient passer la nuit dans un lieu extérieur, parmi le nombre total des autres personnes jugées en situation d'itinérance mais à propos desquelles il n'était pas clair où elles avaient l'intention de passer la nuit (en supposant que leur proportion serait la même que pour celles qui ont répondu au questionnaire). Ce calcul a été fait arrondissement par arrondissement. Nous avons ensuite ajouté 3 personnes, 1 observée à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau (un lieu connu qui avait été

ciblé), 1 à LaSalle et 1 à Lachine. Dans les cas de Lachine et de LaSalle, nous avons inclus ces personnes parce qu'elles étaient les seules observées dans les secteurs couverts.

- 7) Ajustement supplémentaire relatif aux feuilles d'enregistrement, pour les secteurs non couverts :** Nous avons supposé, selon la même logique qu'auparavant, que les équipes de bénévoles auraient observé des personnes manifestement en situation d'itinérance de ces deux types (ayant clairement l'intention de passer la nuit dehors, et dont le type de lieu où elle allait passer la nuit était incertain) aussi souvent qu'en moyenne dans les autres secteurs de l'arrondissement. Ces calculs ajoutent 42 personnes.

À noter qu'on peut supposer que les bénévoles, de la même façon qu'ils n'ont pas abordé toutes les personnes sur leur passage (rappelons que 16 leurres sur 45 n'ont pas été trouvés), pourraient ne pas avoir observé ou enregistré toutes les personnes en situation d'itinérance sur leur passage qui étaient endormies ou qui auraient refusé de répondre au questionnaire si elles avaient été abordées. Nous n'avons cependant aucune façon de savoir quelle serait la proportion de personnes manifestement itinérantes qui aurait pu être observée et enregistrée mais qui ne l'a pas été. C'est pour cette raison que l'ajustement relatif aux leurres non trouvés s'applique uniquement aux personnes trouvées par questionnaires (y compris dans les secteurs non couverts), et non sur les personnes dont la présence est estimée par les feuilles d'enregistrement. Le fait qu'aucun ajustement de cette nature n'a été fait rend notre méthode conservatrice.

- 8) Personnes occupant un lieu caché extérieur pendant la soirée du 24 avril :** Les questionnaires passés après le 24 avril demandaient à la personne où elle avait passé la nuit du 24 avril. Si elle répondait qu'elle se trouvait dans un lieu extérieur, on lui demandait alors si elle était dans un lieu caché pendant la soirée. Notre raisonnement était que, si elle avait passé la nuit dans un lieu extérieur, mais qu'elle était cachée pendant la soirée, les bénévoles n'auraient pas pu la voir. Ces personnes n'auraient donc pas pu être comptées par les bénévoles, ni à l'aide d'un questionnaire, ni même en ayant été observées et enregistrées comme manifestement en situation d'itinérance. C'est pour cette raison que le nombre de personnes ayant répondu de cette façon, soit 55, a été ajouté au nombre de personnes estimées comme ayant passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur.
- 9) Répartition de questionnaires avec indication de lieu manquante :** Parmi les personnes qui ont été rencontrées *après* le 24 avril, de la même façon que pour celles rencontrées le 24 dans des lieux extérieurs, certaines n'ont pas indiqué le type de lieu où elles *avaient* passé la nuit du 24 avril. Nous avons réparti ces personnes dans les mêmes proportions que celles observées dans les questionnaires où le type de lieu était indiqué, et ce, selon le type de lieu où le questionnaire avait été passé. Dans le cas présent, à Montréal, 280 questionnaires remplis après le 24 avril avaient l'indication de type de lieu manquante. En répartissant ces 280 questionnaires entre les différents types de lieux dans les mêmes proportions que les questionnaires remplis après le 24 avril pour lesquels la variable concernant le type de lieu est présente, on estime que 11 questionnaires correspondaient à des personnes qui avaient passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur et se trouvaient cachées pendant la soirée du 24 avril.

- 10) Total préliminaire :** Le total des nombres rapportés aux lignes 1 à 9.

- 11) Personnes rencontrées après le 24 avril, indication qu'elles étaient dans un lieu extérieur, mais visibles durant la soirée du 24 avril :** On rapporte ici le nombre de personnes, rencontrées après le 24 avril, qui disent avoir passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur, mais ne pas avoir été dans un lieu caché durant la soirée. En principe, ces personnes devraient être incluses parmi celles comptabilisées aux étapes 1 à 5.
- 12) Répartition des questionnaires passés après le 24 avril avec indication de lieu manquante, dans un lieu extérieur mais visible pendant la soirée :** Ce calcul se fait selon exactement la même logique que celle décrite pour la ligne 9. Dans le cas présent, on obtient le nombre 15.
- 13) Personnes déjà comptées mais sans questionnaire (somme des lignes 2, 4, 5, 6 et 7) :** Nous avons en principe éliminé les questionnaires remplis en double. Par conséquent, un questionnaire rempli après le 24 avril dans lequel la personne indique avoir passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur et la soirée dans un lieu visible ne pourrait pas correspondre à une personne déjà comptée dans les questionnaires passés dehors le soir du 24 avril. Si Geta Napartuk a rempli un questionnaire dans un centre de jour le 26 et a dit qu'il a passé la nuit dans un lieu extérieur mais n'était pas caché, nous ne devrions pas avoir de questionnaire rempli par lui le soir du 24 indiquant qu'il allait passer la nuit dehors. Cependant, Geta pourrait avoir été compté de plusieurs autres façons : par les estimations pour les secteurs non couverts (lignes 2, 4 et 7); par l'ajustement relatif aux leurres (ligne 5); ou encore, il aurait pu être compté au moyen d'une feuille d'enregistrement (ligne 6). Ainsi, en tout, jusqu'à 442 personnes considérées après le 24 avril comme ayant passé la nuit dans un lieu extérieur auraient pu être déjà comptabilisées par l'estimation pour les secteurs non couverts, par la majoration pour leurres ou par des feuilles d'enregistrement.
- 14) Ajustement final (maximum de 0 ou de la somme des lignes 11 et 12 moins la ligne 13).** Après répartition proportionnelle des questionnaires dans lesquels le type de lieu où la personne avait passé la nuit n'était pas indiqué, $72 + 15 = 87$ personnes (lignes 11 et 12) ont été trouvées dans divers lieux après le 24 avril qui ont dit avoir passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur et la soirée dans un lieu visible. Toutes ces personnes *pourraient* avoir été déjà comptabilisées par l'ajustement pour secteurs non couverts, par l'ajustement relatif aux leurres ou par des feuilles d'enregistrement – total de 442 personnes rapporté à la ligne 13. Comme 87 est inférieur à 442, il n'y a pas lieu de modifier l'estimation préliminaire de 678. L'ajustement est donc de zéro.

À noter que sur le total final de 678 personnes, nous avons des questionnaires pour les personnes comptées aux lignes 1, 3, 8, 9, 11 et 12. Dans le cas de Montréal, cela correspond à 323 personnes. Toutefois, parmi ces personnes, nous ne pouvons savoir précisément quels questionnaires, parmi ceux où l'indication de lieu est manquante, attribuer aux lignes 3, 9 et 12 – représentant 87 personnes.

L'estimation des $678 - 323 = 355$ autres personnes provient donc principalement des feuilles d'enregistrement (ligne 6) et, dans une moindre mesure, de l'ajustement pour les leurres non trouvés (ligne 5) et des estimations pour les secteurs non couverts (lignes 2, 4 et 7).

Deuxième exemple : Capitale-Nationale

- 1) **Extérieur – selon questionnaires passés dehors le 24 avril** : 4 personnes rencontrées au moment du sillonnage le 24 avril ont indiqué avoir l'intention de passer la nuit dans un lieu extérieur.
- 2) **Ajustement pour secteurs non couverts** : Tous les secteurs ont été considérés comme ayant été couverts, donc ce calcul ne s'applique pas.
- 3) **Répartition des questionnaires avec indication de lieu manquante** : Parmi les personnes rencontrées qui n'ont pas indiqué où elles allaient passer la nuit, une répartition au prorata indique qu'une seule allait en fait passer la nuit dans un lieu extérieur.
- 4) **Ajustement pour secteurs non couverts** : Ne s'applique pas (voir la ligne 2).
- 5) **Ajustement relatif aux leurres (appliqué à la somme des lignes 1 à 4)** : Le même facteur d'ajustement pour les leurres utilisé à Montréal est utilisé pour les autres régions. Cela donne 3 personnes de plus.
- 6) **Personnes comptées par les feuilles d'enregistrement** : Selon les feuilles d'enregistrement, 8 personnes non comptabilisées déjà étaient manifestement en situation d'itinérance.
- 7) **Ajustement supplémentaire relatif aux feuilles d'enregistrement, pour les secteurs non couverts** : Ne s'applique pas.
- 8) **Personnes occupant un lieu caché extérieur pendant la soirée du 24 avril** : Onze personnes de plus ont été rencontrées après le 24 avril et ont dit avoir passé la nuit du 24 dans un lieu extérieur et la soirée du 24 dans un lieu caché.
- 9) **Répartition des questionnaires avec indication de lieu manquante** : Ici, la répartition proportionnelle des questionnaires remplis après le 24 avril dans lesquels le type de lieu où la personne avait passé la nuit du 24 n'était pas indiqué n'ajoute pas de questionnaire.
- 10) **Total préliminaire** : Cela donne ainsi un total préliminaire de 27 personnes qui auraient passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur.
- 11) **Personnes rencontrées après le 24 avril, indication qu'elles étaient dans un lieu extérieur, mais visibles durant la soirée du 24 avril** : Les questionnaires passés après le 24 avril ont décelé 12 personnes qui ont passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur, mais qui n'étaient pas cachées pendant la soirée. Elles auraient donc potentiellement pu être comptées pendant le sillonnage, ou sur des feuilles d'enregistrement.
- 12) **Répartition des questionnaires après le 24 avril avec indication de lieu manquante, dans un lieu extérieur mais visible durant la soirée** : La répartition proportionnelle des questionnaires remplis après le 24 avril dans lesquels le type de lieu où la personne avait passé la nuit du 24 n'était pas indiqué n'ajoute aucun questionnaire à cette catégorie.
- 13) **Personnes déjà comptées mais sans questionnaire (somme des lignes 2, 4, 5, 6 et 7)** : Dans ce cas, parmi les 12 personnes rencontrées après le 24 avril qui ont

indiqué avoir passé la nuit du 24 avril dans un lieu extérieur, mais la soirée dans un lieu visible, jusqu'à 11 pourraient déjà avoir été comptabilisées par la majoration pour leurres ou par des feuilles d'enregistrement. Comme les doublons ont en principe été éliminés, ces personnes ne pourraient pas figurer parmi les 4 comptées à la ligne 1 ou la personne comptée à la ligne 3.

14) Ajustement final (maximum de 0 ou de la somme des lignes 11 et 12 moins la ligne 13). Ici, $12 - 11 = 1$, un nombre supérieur à 0. Il faut donc ajouter 1 à l'estimation préliminaire de 27, ce qui donne 28.

Dans le cas de la Capitale-Nationale, un questionnaire a été rempli pour les 28 personnes considérées comme ayant passé la nuit dans un lieu extérieur. Toutefois, nous ne pouvons savoir lequel parmi les questionnaires où l'indication de lieu est manquante (ligne 3) correspond à une personne qui a effectivement passé la nuit dehors.

Troisième exemple : Laurentides

- Dans la région des Laurentides, aucun sillonnage n'a été effectué, donc les 7 premiers nombres sont 0 ou ne s'appliquent pas.
- $17 + 2 = 19$ questionnaires correspondent à des personnes qui ont été rencontrées après le 24 avril et qui disent avoir passé la nuit du 24 dans un lieu extérieur, et avoir été dans un lieu caché pendant la soirée.
- 6 personnes de plus rencontrées après le 24 avril disent avoir passé la nuit dans un lieu extérieur, mais avoir été dans un lieu visible pendant la soirée. Comme il n'y a pas eu de sillonnage le soir du 24, elles n'ont pas pu être comptées déjà.
- Le nombre total estimé est donc de $19 + 6 = 25$ personnes, pour chacune desquelles nous disposons d'un questionnaire.

Annexe D. Classification des villes selon la taille et la situation géographique

Au moment de l'analyse selon le type de ville et la situation géographique, nous avons classé les villes en quatre grandes catégories. Les villes appartenant à chacune de ces catégories sont présentées ici.

Montréal

- Montréal

Banlieues

- Lévis
- Terrebonne
- Repentigny
- Saint-Eustache
- Deux-Montagnes
- Sainte-Thérèse
- Blainville
- Vaudreuil-Dorion
- Châteauguay
- Longueuil
- Brossard
- Laval

Grandes villes

- Saguenay
- Trois-Rivières
- Sherbrooke
- Québec
- Gatineau

Petites et moyennes villes

- Toutes les autres villes

Annexe E. Ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement, selon le type

Saguenay–Lac-Saint-Jean

Tableau E.1. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	3	3	3
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	3	3	3
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	3	0	1
	Mixte : refuge pour femmes victimes de violence conjugale et hébergement pour femmes victimes de violence conjugale 2 ^e étape	1	1	0
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	1	1	1
	Total partiel	11	8	8
Autres organismes	Centre de jour		2	
	Total partiel		2	
	Total		10	

Capitale-Nationale

Tableau E.2. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Capitale-Nationale

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	9	6	6
	Hébergement d'urgence	3	2	3
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	3	2	3
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	6	1	2
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	3	1	1
	Centre de crise	1	0	0
	Total partiel	25	12	15
Autres organismes	Centre de jour		4	
	Travailleurs de rue		2	
	Total partiel		6	
	Total		18	

Mauricie–Centre-du-Québec

Tableau E.3. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Mauricie–Centre-du-Québec

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	4	2	4
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	3	3	3
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	7	4	6
	Hébergement pour femmes victimes de violence conjugale 2 ^e étape	1	0	0
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	9	6	6
	Centre de crise	2	2	2
	Total partiel	26	17	21
Autres organismes	Centre de jour		9	
	Travailleurs de rue		1	
	Autres		3	
	Total partiel		13	
	Total		30	

Etrie

Tableau E.4. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Etrie

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	13	11	12
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	1	1	1
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	6	2	3
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	11	7	9
	Centre de crise	1	0	1
	Total partiel	32	21	26
Autres organismes	Centre de jour		2	
	Banque alimentaire		1	
	Autres		0	
	Total partiel		3	
	Total		24	

Montréal

Tableau E.5. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Montréal

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	35	24	30
	Hébergement d'urgence	4	3	3
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	11	11	11
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	13	1	7
	Mixte : refuge pour femmes victimes de violence conjugale et hébergement pour femmes victimes de violence conjugale 2 ^e étape	2	2	2
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	5	2	4
	Centre de crise	7	1	7
	Total partiel	77	44	64
Autres organismes	Centre de jour		23	
	Banque alimentaire		8	
	Centre de jour et banque alimentaire		2	
	Travailleurs de rue		2	
	Autres		6	
	Total partiel		41	
Total			85	

* Note : Certaines ressources d'hébergement offrent aussi des services de centre de jour ou de banque alimentaire. Elles sont incluses dans ce tableau dans la catégorie « Ressources d'hébergement ».

Outaouais

Tableau E.6. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Outaouais

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	7	4	4
	Hébergement d'urgence	2	1	2
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	1	0	0
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	7	4	6
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	0	0	0
	Centre de crise	1	1	1
	Total partiel	18	10	13
Autres organismes	Centre de jour		1	
	Banque alimentaire		1	
	Autres		4	
	Total partiel		6	
	Total		16	

Chaudière-Appalaches

Tableau E.7. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Chaudière-Appalaches

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	12	9	8
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	1	1	1
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	2	0	0
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	9	4	4
	Mixte : refuge pour femmes victimes de violence conjugale et hébergement pour femmes victimes de violence	2	0	0
	Total partiel	26	14	13
Autres organismes	Centre de jour		2	
	Banque alimentaire		1	
	Travailleurs de rue		1	
	Total partiel		4	
	Total		18	

Laval

Tableau E.8. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Laval

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	3	2	2
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	1	1	1
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	3	0	0
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	4	3	3
	Centre de crise	1	0	0
	Total partiel	12	6	6
Autres organismes	Centre de jour		2	
	Banque alimentaire		1	
	Travailleurs de rue		1	
	Total partiel		4	
	Total		10	

Lanaudière

Tableau E.9. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Lanaudière

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	7	6	7
	Hébergement d'urgence	2	2	2
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	3	1	2
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	7	5	6
	Centre de crise	1	0	1
	Total partiel	20	14	18
Autres organismes	Centre de jour		4	
	Travailleurs de rue		3	
	Autres		1	
	Total partiel		8	
	Total		22	

Laurentides

Tableau E.10. Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Laurentides

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	4	2	2
	Hébergement d'urgence	1	1	1
	Mixte : hébergement d'urgence et ressource de transition	2	2	2
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	5	0	0
	Centre de crise	1	0	0
	Mixte : hébergement d'urgence, ressource de transition et centre de thérapie	1	1	1
	Total partiel	14	6	6
Autres organismes	Centre de jour		3	
	Banque alimentaire		0	
	Centre de jour et banque alimentaire		1	
	Travailleurs de rue		1	
	Centre de jour et travailleurs de rue		1	
	Autres		0	
	Total partiel		6	
Total			12	

Montérégie

Tableau E.11 Nombre de ressources ayant été contactées ou ayant participé au dénombrement – Montérégie

	Type d'organismes	Nombre de ressources contactées	Nombre de ressources ayant fourni des questionnaires	Nombre de ressources ayant fourni des données administratives
Ressources d'hébergement	Ressource de transition	11	8	4
	Hébergement d'urgence	1	1	1
	Refuge pour femmes victimes de violence conjugale	6	3	4
	Hébergement pour femmes victimes de violence conjugale 2 ^e étape	2	2	2
	Centre de thérapie ou centre de réadaptation en dépendance	4	0	3
	Centre de crise	4	1	2
	Total partiel	28	15	16
Autres organismes	Centre de jour		5	
	Banque alimentaire		2	
	Travailleurs de rue		1	
	Autres		7	
	Total partiel		15	
Total			30	